LA RÉVOLUTION

DANS

L'EUROPE ORIENTALE.

PREMIÈRE PARTIE.

LES ILLYRIENS, JELLACHICH ET L'AUTRICHE.

Le mouvement politique qui agite aujourd'hui les populations de l'Autriche et de la Turquie d'Europe avait passé déjà par bien des phases, lorsque la révolution de février est venue lui imprimer une impulsion nouvelle. Il poursuivait son cours régulier au milieu de la paix, dans le calme de la réflexion, et les hommes qui l'avaient dirigé se reposaient sur le temps du soin de le conduire à son but. Les plus impatiens ne songeaient à rien oser, les armes en main, avant la mort du ministre redouté qui gouvernait l'Autriche et pesait d'un si grand poids sur l'Europe orientale. « A la mort de Metternich ! » c'était le rendez-vous que les patriotes de l'Autriche et de la Turquie se donnaient hautement. Toute tentative révolutionnaire était ajournée jusqu'à cette heure décisive. Contrairement aux prévisions les plus vraisemblables, le vieux ministre a survécu à son œuvre; il a quitté le pouvoir avant la vie; il a été renversé par une tempête qu'il avait de-

vinée sans avoir pu la prévenir, et les patriotes de l'Europe orientale se sont vus devancés par une révolution sur le concours de laquelle ils n'avaient pas compté.

Les populations de l'Adriatique, du Danube et des Carpathes ont donc été saisies à l'improviste par la crise européenne, qui leur a fait faire en quelques mois le chemin de plusieurs années, mais qui les a aussi lancées dans les hasards de la lutte sans leur laisser assez de temps pour préparer leurs moyens et leurs armes, et pour reconnaître leurs amis dans le bouleversement général des alliances. Peut-être y a-t-il, en ces conjonctures, à côté de l'avantage de marcher plus rapidement vers le but désiré, l'inconvénient de marcher au milieu des orages. Cependant, à tout prendre, le bien semble l'emporter sur le mal, et, puisque les fatalités historiques ont voulu que ces graves questions fussent livrées au jugement des armes, j'aime, pour ma part, ce spectacle émouvant et dramatique où les rôles sont joués par des peuples entiers, où les hommes présentent des caractères originaux, où enfin le sentiment des masses se développe avec les libres allures et l'enthousiasme impétueux de la jeunesse.

Si l'on excepte Vienne, qui se borne à reproduire en petit la physionomie ordinaire aux révolutions de l'Occident, sans y mettre beaucoup du sien, les mouvemens populaires de l'Europe orientale ont une physionomie propre, empruntée au génie spontané de chacune des populations du Danube; ils sont dominés par des idées sérieuses de droit et de devoir; ils sortent en quelque manière du fond des cœurs, ainsi que d'une source, et déroulent, dans leurs phases diverses, d'attrayantes manifestations d'activité. Tandis qu'en d'autres pays moins rapprochés de l'état de nature, les systèmes étouffent l'homme, ici l'homme, par suite de son inexpérience même, a conservé la franche rudesse de ses passions, la vigueur native de son imagination. Certes, la science entre pour peu de chose dans ces tentatives ardentes et juvéniles; mais du moins les sophistes n'y sont pour rien, et, en observant les premières vicissitudes de cette civilisation naissante, on reconnaît avec joie qu'il est encore quelque part de la foi politique, de l'enthousiasme et de la poésie, au moment même où toutes ces vertus semblent déserter peu à peu notre vieil Occident.

Les questions qui tourmentent le plus vivement l'esprit des peuples de l'Europe orientale ne sont pas précisément des questions de systèmes; il s'agit beaucoup moins pour eux de telle ou telle organisation sociale que de la nationalité, c'est-à-dire de l'indépendance et de l'honneur national. Des intérêts constitutionnels et démocratiques viennent se mêler à ces grands intérêts de race et de patrie, on ne saurait le nier. C'est toutefois la nationalité qui a pris le pas sur la liberté; c'est le triomphe de l'indépendance que l'on est convenu de chercher avant

le succès de la démocratie, et celui-là serait traité comme mauvais patriote qui hésiterait à sacrifier les vœux, même équitables, de son parti aux convenances de la cause nationale. Ainsi en est-il du moins chez les Croates et chez les Bulgaro-Serbes, leurs frères par le sang, chez les Tchèques de la Bohême, chez les Roumains de la Transylvanie et de la Moldo-Valachie. Qui n'encouragerait pas cet esprit, lorsqu'on se rappelle pour combien les querelles de partis et de systèmes doivent être comptées dans la ruine de la Pologne, en 1831, et dans la catastrophe plus récente de la Lombardie? La Pologne et la Lombardie se sont affaissées l'une et l'autre dans leur victoire même, sous le poids des questions de partis. Les Croates, les plus humbles pourtant des peuples de l'Europe orientale, se conduisent avec plus de prudence; ils ont profité de ce triste enseignement, ou plutôt ils ont donné, dès l'origine de leurs espérances, l'exemple de la tactique la plus sage, en subordonnant l'intérêt de leurs libertés publiques à celui de leur race.

La révolution commencée à l'est de l'Europe est donc moins une lutte contre l'aristocratie et la royauté qu'une guerre contre le principe de la conquête; c'est moins la dissolution d'une vieille société que le bouleversement du vieux droit des gens; c'est moins un progrès immédiat de la démocratie que l'avénement d'un nouveau code international. Le fait est simple et clair. D'où vient donc l'obscurité dont cette question reste enveloppée, même après que les événemens ont parlé? C'est que cette révolution s'accomplit dans des circonstances très compliquées, en raison de la diversité des races qui se trouvent aux prises, des alliances contre nature formées sous l'empire de la conquête et de celles qui tendent à se refaire sous l'influence des affinités de langue. L'Autriche, pour sa part, ne contient pas moins de sept races distinctes : des Polonais, des Tchèques ou Bohêmes, des Magyars, des Roumains ou Valaques, des Illyriens ou Croates, des Italiens et des Allemands. La Turquie d'Europe n'offre pas une physionomie moins variée : elle renferme des Roumains dans la Moldo-Valachie, des Illyriens dans la Bulgarie, la Serbie et la Bosnie, et, au midi, des Albanais, des Hellènes et des Osmanlis. Enfin, la Prusse elle-même possède un lambeau de la race polonaise, et la Russie le reste, avec un autre lambeau de la race roumaine dans la Bessarabie. La race allemande à Posen et dans toute l'Autriche, la race moscovite dans le royaume de Pologne, la race ottomane dans la Turquie, sont races conquérantes. Les Magyars sont à la fois conquérans et conquis, conquis par rapport aux Allemands de l'Autriche, conquérans par rapport aux Illyriens de la Croatie et de l'Esclavonie, aux Roumains de la Transylvanie, aux Tchèques du pays slovaque. Si l'on ajoute à ces oppositions de situation et d'intérêts celles du génie individuel et primitif de chacun de ces peuples, l'esprit slave et patriarcal des Polonais, des Tchèques, des Illyriens, le caractère latin

des Roumains, l'orgueil oriental des Magyars et des Turcs, le matérialisme des Autrichiens, le byzantinisme des Russes doublé de tartare, l'on aura le secret de l'obscurité qui entoure l'histoire contemporaine de l'Europe orientale. C'est le chaos dans l'enfantement. Il est juste de dire, toutefois, que la lumière se dégage peu à peu du milieu de ces élémens en dissolution, et qu'à la faveur des conflits dont le Danube est en ce moment le théâtre, l'attitude de chacun des peuples engagés dans la lutte s'est nettement dessinée. La route que les jeunes peuples de l'Europe orientale se proposent de suivre est en effet tracée dès ce moment, et, à moins que la Providence n'ait dans cette question des desseins contraires aux lois habituelles de l'histoire, on peut déjà entrevoir le dénoûment de l'épopée qui commence : c'est la transformation de l'Autriche et de la Turquie en états fédératifs, constitués sur le principe de l'égalité des races. Or, pour l'Autriche en particulier, ce principe équitable et fécond, en donnant la prépondérance numérique aux Slaves, c'est-à-dire aux Illyriens, aux Tchèques et aux Polonais, leur assure du même coup l'influence morale. Une vie nouvelle et généreuse rentre ainsi dans les veines engourdies du vieil empire, tout étonné de reprendre subitement de la jeunesse sur le sol même où l'on croyait voir sa tombe creusée. Les Allemands de l'archiduché et les Magyars de la Hongrie n'y trouvent point leur compte; aussi ont-ils fait l'insurrection de Vienne contre le slavisme des Croates, afin de conserver la position de race conquérante et d'étouffer la nationalité au nom de la démocratie, mise en avant pour couvrir un intérêt d'ambition. Les Allemands ont succombé bravement sur ce champ de bataille, où leurs alliés les Magyars, enthousiastes, mais impuissans, n'ont pu leur porter qu'un secours tardif et inutile. Il est vrai que, par un étrange renversement des rôles, un certain nombre de Polonais, méconnaissant évidemment le caractère de la lutte et cédant, soit à un entraînement démocratique naturel à des intelligences passionnées, soit à une haine juste autrefois, mais aujourd'hui aveugle contre l'Autriche, ont combattu dans les rangs des Viennois pour les Magyars absens; mais la fraction réfléchie et pensante des Polonais de Vienne et de Paris envisageait autrement la présence des Croates devant Vienne et leur alliance avec les Tchèques. Cette erreur partielle et momentanée des Polonais n'a rien changé à la marche des événemens. Le triomphe des Slaves était dans la nature des choses, et si ce triomphe se consolide, ce sera, avant tout, celui du principe des nationalités. Il suffit, en effet, de suivre les Croates dans leurs rapports avec l'empire autrichien, depuis le premier essai d'émancipation tenté en Illyrie, pour reconnaître que les derniers événemens de l'Autriche, loin de porter aucun préjudice à la démocratie, continuent un mouvement auquel doivent applaudir tous les amis des Slaves.

I.

Les Croates, qui sont une tribu de la race illyrienne contenue entre la Drave, le Danube, la mer Noire, les Balkans, l'Adriatique et les Alpes tyroliennes, ont joué le rôle le plus intelligent et le plus actif au milieu de cette crise d'une si vaste portée politique et sociale. Si l'inspiration et l'instinct ont eu plus d'empire que la science sur leurs rudes esprits, il ne serait cependant pas exact de dire que la réflexion, la politique, dans son acception simple et vraie, aient été étrangères à leurs combinaisons, aujourd'hui victorieuses. Pour des barbares, les Illyriens de la Croatie ont remarquablement raisonné, et, bien qu'ils aient été amenés sur le théâtre de l'action beaucoup plus tôt qu'ils ne l'espéraient, ils ont sagement conduit leur naissante fortune. Aussi bien cette même sagesse a-t-elle présidé aux humbles commencemens de l'illyrisme (1).

En 1835, lorsque M. Louis Gaj, très jeune, encore inconnu, sans autre ressource qu'un talent flexible et sans autre autorité que celle d'une conviction ferme, essaya d'agiter la Croatie dans un intérêt national et dans une pensée hostile aux Magyars, les circonstances lui commandaient la plus grande réserve. L'entreprise à laquelle il se livrait ainsi avec la foi de la jeunesse était, à y regarder de près, aussi menaçante pour l'Autriche allemande que pour la Hongrie magyare. Il y avait des périls certains, inévitables à attaquer l'Autriche en face. L'œuvre et l'écrivain eussent été précipités, par cette imprudence, dans une ruine commune et prompte. De leur côté, les Magyars étaient alors puissans par leur privilége de race gouvernante en Hongrie, et il ne fallait point que la Hongrie restât libre d'étouffer ce premier germe de l'illyrisme. M. Gaj, qui avait su voiler ses plans sous le simple prétexte de défendre la langue illyrienne et les libertés locales de la Croatie contre les ambitions de la langue et de la centralisation magyares, sut en même temps intéresser l'Autriche à sa cause en lui donnant à entendre qu'elle pourrait trouver en Croatie un point d'appui contre les Hongrois. C'était un moyen assuré de séduire le gouvernement autrichien, très ami de ces contre-poids à l'aide desquels chacune des populations de l'empire pouvait tenir les autres en échec. L'intrépide et prudent agitateur de la Croatie, s'était montré habile en ne proclamant pas tout d'abord son but, qui était de réveiller le sentiment national des populations illyriennes de l'Autriche, c'est-à-dire des Croates, des Esclavons, des Dalmates, des Carniolais, des Carinthiens et de la Styrie méridionale. La

(1) L'histoire en a été exposée en détail dans cette *Revue* le 15 mars 1847 sous ce titre : *la Grande Illyrie et le Mouvement illyrien*, et le 15 décembre suivant sous cet autre titre : *la Hongrie et le Mouvement magyar*.

Croatie entière, toutes les populations illyriennes liées à son sort, adhéraient cordialement à la pensée de M. Gaj. Qu'on ne s'y trompe point: elles n'étaient conduites par aucun penchant ni par aucune amitié politique pour la race allemande. Le *nemet* (le muet), le *Schouabe*, c'est-à-dire l'Allemand, n'est pas plus populaire en Croatie qu'en Pologne ou en aucun lieu des pays slaves; mais il est encore une race contre laquelle s'élèvent de plus robustes préjugés : c'est la race du Magyar, le Saxon de cette nouvelle Irlande.

Avec un peuple aussi belliqueux que les Illyriens, il était difficile que la lutte fût long-temps toute en paroles. Après avoir éveillé dans la poitrine des Croates le besoin de la nationalité, le docteur Gaj eût couru quelque danger à vouloir les nourrir seulement de belles promesses. Il ne suffisait pas qu'une génération de publicistes, de savans, de poètes et d'orateurs populaires eût surgi à sa voix pénétrante et facile; il fallait pour ces jeunes hommes, placés à la tête d'un jeune peuple, un aliment à leur vive ambition. Il ne suffisait pas qu'ils eussent le libre usage de ces institutions parlementaires, de ces réunions trimestrielles des comitats, où assistaient, comme en Hongrie, les nobles paysans ou magnats, de ces assemblées d'Agram où se rencontraient les députés de l'Esclavonie et de la Croatie; ils voulaient aussi des garanties pour leur indépendance nationale, et ils travaillaient, sous la conduite de leur O'Connell, à obtenir en réalité et en fait le *rappel de l'union* de la Croatie avec la Hongrie.

Ce mouvement, qui datait de 1835, était arrivé, en 1845, à un degré de consistance et de force assez grand pour inquiéter sérieusement les Magyars et imposer des conditions à l'Autriche elle-même, qui, en favorisant les premières évolutions de l'idée illyrienne, n'aurait peut-être pas voulu lui voir prendre une marche aussi rapide. L'Autriche cherchait dans les Illyriens un instrument passif; un tel rôle convenait peu au caractère de ce peuple. Le cabinet de Vienne se crut obligé d'essayer d'une petite leçon comme d'avertissement, afin de les ramener par précaution à la modestie. Un malheureux régiment italien, commandé par des officiers allemands, fut condamné à cette triste besogne. A l'occasion d'un tumulte fort ordinaire dans les élections de députés ou de magistrats administratifs, on trouva moyen de faire massacrer les chefs de l'ardente jeunesse d'Agram. Au lieu d'être une leçon, ce massacre ne fut que le signal d'un soulèvement de toute la ville, animée d'un violent désir de vengeance, et le vice-roi, le ban Haller, désespérant d'éviter de plus grands malheurs, de sauver son autorité et sa vie, en fut réduit à abdiquer temporairement entre les mains de M. Gaj, seul capable de faire entendre des paroles de paix et de calmer la tempête. Le représentant de l'empereur et roi en Croatie avait donc plié le genou devant l'illyrisme, dont il avait reçu

l'ordre de calmer le tempérament par le douloureux procédé de l'amputation. L'illyrisme se présenta dès lors triomphant à Vienne avec de nouvelles exigences, auxquelles M. de Metternich commença par sourire du bout des lèvres.

Les Croates possèdent ce regard fin et caressant, cette naïveté réfléchie, qui distinguent le Moscovite. M. Gaj ne s'annonça pas à Vienne comme le vainqueur du cabinet autrichien un peu désappointé; l'habile publiciste feignit de croire que le massacre d'Agram était un fait indépendant de la politique ministérielle; il affecta même d'y découvrir une sorte d'entente du ban Haller avec les Magyars, une conspiration organisée à l'insu de l'empereur pour contrarier l'illyrisme. M. de Metternich, heureux de voir la question ainsi comprise, souscrivit sur-le-champ à quelques-unes des demandes des Croates, et donna, quant aux autres, des promesses formelles. M. Gaj emporta de Vienne la destitution du ban de Croatie, avec la nomination de l'évêque patriote d'Agram en qualité de vice-roi intérimaire. La censure devait, aux termes de la même convention, se relâcher de sa rigueur et lever le *veto* mis sur plusieurs publications, au nombre desquelles se trouvait une histoire très hardie de tous les peuples illyriens, écrite en langue nationale par M. Gaj lui-même. Enfin, le cabinet consentait à la reconstitution de l'assemblée nationale de la Croatie, qui sortait peu à peu du chaos des vieilles coutumes, avec la pensée de centraliser l'action de l'illyrisme, et l'intention arrêtée d'amener la séparation absolue des deux royaumes de Croatie et de Hongrie. Quelles concessions exigeait-on des Croates pour prix de ces faveurs? Une seule; ils s'engageaient à appuyer dans la diète hongroise, où la Croatie était alors représentée, la politique du parti conservateur et autrichien. Qu'était-ce que ce sacrifice, en comparaison des avantages que l'on avait conquis sur les Magyars et sur l'Autriche, et de cette quasi-indépendance nationale acquise désormais à la Croatie?

La révolution de février a trouvé les Croates occupés à organiser ces libertés locales qui devaient offrir un abri tutélaire à la nationalité. Aussi, en recevant le contre-coup des événemens de Paris, la nationalité illyrienne a-t-elle tressailli fièrement dans le sein de l'humble Croatie. A mesure que la révolution s'avançait vers l'Orient, l'illyrisme prenait plus d'ardeur et d'audace, sans s'éloigner toutefois de ces principes d'alliance austro-croate à l'ombre desquels il avait grandi. Plus l'émotion révolutionnaire était profonde dans l'Europe orientale et plus il y avait de probabilités d'une conflagration, plus aussi M. Gaj voyait la nécessité de s'assurer contre les Magyars une base d'opérations par le concours de l'Autriche. Diviser ses ennemis pour triompher de l'un d'abord, sauf à tomber sur l'autre un peu plus tard, c'était la politique à la faveur de laquelle la Croatie avait pris une

influence si forte sur les affaires autrichiennes, et allait être prochainement appelée à décider du sort de l'empire même.

Jusqu'alors, l'illyrisme s'était débattu et développé pacifiquement par la presse, les écoles et les assemblées publiques; il avait marché à l'aide de la parole et de la plume et s'était répandu parmi toutes les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie méridionales. Il avait même franchi la frontière turque et gagné le cœur des belliqueuses populations illyriennes qui habitent entre Raguse et Constantinople, les Monténégrins, les Bosniaques, les Serbes et les Bulgares. Une même langue, un même sang, les mêmes malheurs et les mêmes aspirations vers une vie inconnue, vers la réalisation de cette pensée de nationalité, nouvelle dans le monde, avaient sympathiquement réuni les Illyriens de la Turquie aux Illyriens de la Hongrie et de l'Autriche, et les sentimens de toutes ces tribus, depuis les Alpes tyroliennes et depuis le Bosphore, avaient en un instant convergé vers ce petit coin de terre, cette obscure ville d'Agram où fermentait comme un levain généreux l'idée illyrienne. Cependant tout ce travail n'avait encore été en quelque sorte que parlementaire et politique; les hommes d'épée n'avaient point encore paru sur la scène, mais leur temps approchait; on en avait le pressentiment sur tous les points du sol illyrien, dans le sein duquel il semblait qu'une explosion se préparât.

Il n'est point de pays qui soit plus propre à produire et à improviser des chefs intrépides que le pays illyrien. Partout l'existence y est d'une simplicité et d'une âpreté à la fois viriles et poétiques. La nature y produit spontanément des caractères énergiques et primesautiers, qui n'ont pas toujours l'élégance ni la politesse des mœurs, mais qui possèdent une gravité innée, une dignité originale, des hommes qui ne savent pas toujours lire, mais qui pourtant savent souvent parler avec éloquence. Tels ont été tout récemment, en Serbie, George-le-Noir, le fondateur de l'indépendance des Serbes, après lui Milosch et après celui-ci Voutchich, le ministre de la guerre du fils de George-le-Noir, et cent autres. En temps de paix, ou du moins au milieu du calme des idées, ces fortes natures restent stériles et ignorées dans les humbles emplois de la vie agricole et pastorale; mais qu'une pensée patriotique, qu'un souffle d'en haut vienne agiter leurs forêts, alors cette force inconnue les émeut intérieurement, elle les arrache à leurs troupeaux, elle les entraîne, elle les précipite dans les événemens. Comme ce vieux poète aveugle du temps de George-le-Noir, ils vont tête baissée; il suffit qu'on les tourne du côté où le canon gronde, les voilà qui s'élancent, et, s'ils ne restent pas sur le champ de bataille couchés parmi les morts, ils en reviendront en héros que la poésie populaire se hâtera d'immortaliser.

Parmi les diverses tribus de la race illyrienne, c'est la tribu démo-

cratique des Serbes qui a le privilége de produire le plus de ces batailleurs épiques, puissans sur l'imagination sensible des masses. Si la Croatie eût manqué d'un chef militaire pour les événemens qui se préparaient, elle l'eût trouvé dans la démocratie serbe; et, pour ne parler que d'un seul, Milosch, prince détrôné, mais célèbre parmi les Illyriens, s'offrait de lui-même. Toutefois, derrière le nom de Milosch se cachait une ambition personnelle hostile au chef actuel des Serbes, Alexandre Georgewitz, brave, honnête et loyal entre tous les Illyriens. Aussi M. Louis Gaj avait-il tourné ses yeux d'un autre côté. Depuis longtemps, il avait dirigé la faveur et les espérances des patriotes d'Agram vers un officier des colonies militaires croates, esprit cultivé, hardi, poétique et en même temps illyrien par la langue, démocrate dans ses mœurs : Joseph Jellachich. Les colonies militaires de la Hongrie, formées à l'est de Valaques et de Szeklers ou *Sicules*, qui sont Magyars, appartiennent, dans la Croatie et l'Esclavonie, à la race illyrienne. Elles forment la meilleure milice de l'empire, et, depuis un siècle, ce sont elles qui ont mérité tous les lauriers que l'Autriche a cueillis. Les hommes y naissent, vivent et meurent soldats, sur une terre cultivée en commun, dans les principes rigoureux de la fraternité et de la discipline militaire. Populations peu fortunées, mais intelligentes et non point sans éducation, très avancées par exemple dans la connaissance du droit qui régit leurs propriétés et leurs personnes, elles étaient fort accessibles aux idées nouvelles qui travaillaient la Croatie, et en effet, partout où les officiers étaient Illyriens, la propagande y avait pénétré victorieusement à la suite des journaux de M. Gaj. Les colonies militaires, sous l'influence de cet esprit, tendaient de jour en jour, et sous les yeux de l'Autriche, à devenir les *gardes nationales* de l'illyrisme. Jellachich, arrivé au grade de colonel, avait, entre tous les autres officiers de la frontière, gagné la sympathie des soldats croates et attiré les regards des agitateurs d'Agram. M. Gaj, devenu puissant à Vienne, obtint la nomination de Jellachich à la dignité suprême de vice-roi de Croatie. L'illyrisme avait ainsi trouvé une épée.

Jellachich est plus qu'une épée. Brave et chevaleresque sans avoir le bras homérique de George-le-Noir ou de Voutchich, il a sur eux l'avantage d'une culture d'esprit très étendue; ses études et les connaissances qu'il a puisées au contact des civilisations occidentales, loin d'avoir étouffé en lui l'originalité de son génie slave, en ont servi peut-être le développement, en lui donnant une notion claire des grands intérêts au milieu desquels il est appelé à jouer un rôle. Doué comme slaviste d'une intelligence moins érudite que celle de Louis Gaj, il a de plus que le publiciste illyrien la connaissance approfondie d'un autre monde au-delà du monde slave. Il connaît l'Europe avec ses passions, ses idées, sa puissance de civilisation, et, par dessus la tête des Alle-

mands, il tourne souvent les yeux vers la France. Cependant c'est en lui-même et dans l'instinct national de l'Illyrie qu'il puise ses inspirations, et c'est sur les convenances et les nécessités de l'intérêt illyrien qu'il règle sa conduite. En prenant possession de ses fonctions de ban, il est entré corps et ame dans la pensée de Louis Gaj : alliance avec l'Autriche, guerre contre les Magyars.

L'Autriche, menacée de Milan à Cracovie, ne pouvait guère marchander sur les conditions : elle se mit en quelque sorte à la discrétion des Croates. D'ailleurs, elle n'était plus en position de faire face aux événemens sans le concours de l'illyrisme. Les Croates, par leur esprit national, sont tout-puissans sur la Dalmatie, qui est un membre détaché du royaume de Croatie, sur Trieste, qui est peuplé d'Illyriens, sur la Carniole, la Carinthie et la Styrie, provinces situées sur le chemin de Vienne à l'Adriatique et à Venise. Enfin ces mêmes Croates, qui ont derrière eux, avec la partie méridionale de l'Autriche, l'immense appui moral, et au besoin armé, des Illyriens de l'empire ottoman, les Bulgares, les Bosniaques, les Serbes et les Monténégrins, éveillent aussi au nord de la Hongrie, en Bohême, et jusqu'en Pologne, d'énergiques sympathies qui sont pour eux une influence.

Bien que les Tchèques de la Bohême et de la Hongrie septentrionale et les Polonais se regardent comme plus avancés en civilisation que les Croates, ces deux peuples sont forcés de reconnaître dans l'étroite Croatie l'un des plus ardens foyers de la propagande slave, l'un des endroits du monde où se discute avec le plus de virilité l'intérêt des nationalités opprimées. Il était évident que le jour où les Croates voudraient parler aux Tchèques et aux Polonais un langage fraternel, ils attireraient les uns et les autres dans leur alliance. Or, la Bohême, durement étreinte par le germanisme, savante, mais épuisée sous le poids d'une longue domination, ardente et hardie dans les recherches et les luttes d'érudition slave, mais moins belliqueuse par nature que la Pologne et l'Illyrie, caressait, depuis long-temps, la Croatie et ses écrivains, nourris et formés pour la plupart dans l'université de Prague. Quant aux Polonais, semblables au héros de Carthage, qui, après la ruine de sa patrie, parcourait encore le monde pour susciter des ennemis au nom romain, ils avaient songé à tous les points de l'Europe et de l'Asie où ils pouvaient constituer une résistance ou armer une haine contre la Russie, et ils avaient souvent épanché leurs plaintes dans le sein des agitateurs croates. Si donc les Croates ouvraient leurs bras, la Bohême et la Pologne avaient bien des raisons de s'y précipiter. Jellachich ne l'ignorait point, et, en saisissant le rôle que lui offrait la querelle des Croates et des Magyars, sa pensée, prompte et pénétrante, embrassait un plus vaste horizon. Il ne se bornait pas à se poser comme le défenseur de l'intérêt croate et de l'illyrisme; il s'annonçait

également comme l'ami des Slaves de toute l'Autriche septentrionale.

Par malheur pour les Slaves autrichiens, le point de vue d'où ils envisageaient la situation de l'empire n'était pas le même chez tous, et les Polonais en particulier n'avaient pas tous une idée très nette de la politique de la Croatie et des intentions de Jellachich. Accoutumés à voir dans l'Autriche le plus perfide de leurs maîtres, encore saignans des blessures reçues de sa main en Gallicie et à Cracovie, quelques-uns pensaient que leur premier vœu devait être la dissolution de la monarchie autrichienne. Les Tchèques étaient moins hostiles à la dynastie de Habsbourg, quoiqu'ils eussent beaucoup souffert du germanisme. Jellachich pouvait donc, sans exciter la défiance des Tchèques, rester fidèle aux traditions illyriennes de l'alliance austro-croate; mais le vrai sens de sa conduite restait mystérieux, inexplicable même, pour certains Polonais impatiens, ennemis des lenteurs, excellens soldats à tout propos, au risque de compromettre leur propre cause, et, au demeurant, mauvais diplomates. Bref, bien que la grande majorité des Tchèques et les Polonais sensés fussent de cœur ou de fait avec Jellachich, celui-ci, plein de foi en l'avenir, se lança en tête de ses seuls Illyriens à la poursuite de l'idée politique dont ils partageaient avec lui le secret.

C'était un dramatique spectacle, celui des soldats réguliers et des volontaires illyriens qui, frémissant d'une patriotique émotion et subjugués par la puissance du sentiment national, accouraient autour du drapeau levé par Jellachich. Les régimens-frontières avaient marché en Italie, ils y avaient combattu par devoir, froidement, sans enthousiasme : ils avaient, comme les régimens magyars, tchèques et polonais, subi la douloureuse fatalité du commandement militaire; mais la guerre que les Croates allaient porter sur le territoire hongrois était une guerre nationale, la protestation des vaincus d'un autre siècle contre des conquérans orgueilleux, l'acte indépendant d'un peuple qui s'appartenait pour la première fois. Les régimens des colonies et les paysans prenaient les armes avec cette foi entière des peuples jeunes; quelques-uns même allaient au-delà des vœux de leur chef, et lorsqu'il leur parlait ce langage démocratique et fraternel qui est celui de son caractère, c'était un tressaillement général, des cris de *jivio*, des *vivat* prolongés et entraînans. « Père, lui disaient-ils, nous partons pour aller te chercher à Bude la couronne de saint Étienne, et nous te suivrons jusqu'au bout du monde! » C'était le sentiment avec lequel les soldats de Jellachich passaient la Drave, les uns fantassins des colonies, équipés comme les meilleures troupes de l'Europe, les autres volontaires en haillons, avec leur *surka* de toile ou de grosse étoffe, quelques-uns avec les manteaux rouges et le bonnet des Serbes et des Hellènes. Si primitif que ce spectacle pût paraître à des yeux accoutu-

més à la régularité de nos bataillons, c'étaient les soldats d'une idée, et ils brûlaient, avec une ardeur d'enfans, de faire entendre à l'Europe leur premier coup de canon. Leur seule crainte, la crainte de Jellachich était de ne point rencontrer de Magyars à combattre.

Quelle est en effet la puissance, et quelles sont les ressources de la race magyare? C'est un douloureux sujet de discussion qui ne peut qu'éveiller de mélancoliques réflexions dans toute ame consciencieuse et loyale, car voici que le malheur des Magyars dépasse leur orgueil et leur folie, voici que leurs désastres sont plus profonds que leur ambition démesurée; voici enfin que, saisis par le vertige, ils succombent sans avoir combattu sous le poids de leurs propres fautes! Il y avait, parmi les Magyars, un homme d'un caractère élevé et d'un sens droit, Étienne Széchényi, le fondateur de la navigation du Danube, le meilleur des patriotes. Depuis plusieurs années, il entrevoyait la crise où le magyarisme ultra-enthousiaste précipitait son pays, il avait plusieurs fois prédit le péril; mais, à la vue d'un abîme encore plus profond que sa pensée ne l'avait prévu, il a perdu la raison. Qui pourrait imaginer un plus noble et un plus juste désespoir?

Széchényi a commencé par être pour les Magyars ce que Louis Gaj a été pour les Croates, c'est-à-dire le promoteur de l'idée nationale. Plusieurs années avant que l'agitation illyrienne eût pris naissance à Agram, Széchényi avait donné le branle au mouvement magyar, en rendant à la langue des paysans la dignité de langue nationale et en assurant les libertés constitutionnelles du royaume et les progrès de la richesse publique. Toutefois, lorsqu'il avait pris l'initiative de ces innovations, qui devaient, dans sa pensée, rendre à la Hongrie une vie propre, une existence nationale, il n'était animé ni par des idées d'insurrection contre l'Autriche, ni par des projets d'intolérance contre les populations non magyares enfermées dans les limites du royaume. Pourquoi? C'est que d'une part il n'ignorait point que les Magyars sont en minorité sur le territoire où ils se sont établis en conquérans, et que, de l'autre, en les voyant perdus ainsi au milieu de l'Europe orientale, pressés entre de grandes races, telle que la race allemande et la race slave, il craignait que l'indépendance, surtout une indépendance trop hâtive, n'équivalût pour eux à une ruine complète. Plus le magyarisme était devenu intolérant, plus il avait soulevé de résistance et de haine chez les Illyriens de la Croatie, chez les Tchèques des Carpathes, chez les Roumains de la Transylvanie, — plus aussi le comte Széchényi, se séparant des exaltés de Pesth, se rapprochait de l'Autriche, à laquelle il ne prétendait faire qu'une opposition strictement constitutionnelle. Cette politique eût enlevé tout prétexte à l'alliance des Croates et des Tchèques avec le cabinet de Vienne, lors même qu'elle n'eût pas réussi à conjurer leurs haines et à éloigner d'eux les pensées de rébel-

lion. Malheureusement l'orgueil des Magyars les aveuglait sur la vraie situation du pays. Aucun pouvoir ne leur paraissait plus légitime et plus assuré que celui qu'ils exerçaient comme race gouvernante, et ils ne comprenaient pas que leurs sujets *illyres* ou *grecs*, comme ils appellent avec mépris les Croates ou les Roumains, pussent concevoir la pensée d'aspirer à l'égalité politique. Dans le cas d'une résistance armée, les Magyars ne doutaient point qu'il ne leur suffît de paraître pour écraser et exterminer les rebelles. Cette opinion était précisement celle du parti le plus avancé en matière de réformes législatives, de ce parti ardent et passionné qui, réunissant ainsi dans son programme les idées de liberté et celles de domination, espérait acquérir par des concessions aux classes souffrantes, aux paysans corvéables, le droit de les dénationaliser. Le journaliste Kossuth, Slovaque d'origine, magyarisé lui-même dès l'enfance, le plus intrépide des Magyars et le plus ambitieux, était à la tête de ce parti et le personnifiait dans son éloquence orientale et sans règle. Kossuth, porté au pouvoir par le flot révolutionnaire, entraîné par la double exaltation de son orgueil personnel et de son magyarisme, traitait avec un suprême dédain et les Croates et Jellachich, et les foudroyait chaque jour de sa parole au milieu d'un tonnerre d'applaudissemens. L'Europe, persuadée que les Magyars étaient les plus forts parce qu'ils étaient les plus bruyans, les plus libéraux parce qu'ils parlaient le plus de liberté, et les plus civilisés parce qu'ils avaient une aristocratie façonnée aux mœurs de l'Angleterre, l'Europe, mal renseignée sur le droit et les ressources des deux partis, pouvait se laisser prendre à ces bruits des âges fabuleux, à ces paroles de géans, à ces menaces de héros mythologiques; mais les Croates connaissaient mieux leur ennemi. Ils ne s'effrayaient point des foudres de Kossuth, et aux accusations de servilisme, de barbarie, d'impuissance, ils répondaient par l'invasion du territoire magyar.

Les Magyars, surpris, mais non déconcertés, continuaient de voir dans Jellachich un chef de brigands au milieu d'une armée de mercenaires que le premier coup de canon mettrait en déroute : Jellachich n'en suivait pas moins son chemin vers Bude, conduit comme par des pressentimens mystérieux. Il pourchasse les premières troupes magyares qui se trouvent sur sa route et qui sont fort étonnées de rencontrer en lui un adversaire résolu, parfaitement armé, dominant ses volontaires par l'influence de son nom magique, et fortifiant la discipline de son infanterie régulière par les inspirations du patriotisme. Les Magyars ne peuvent pas croire que leur général, Teleki, ait pu reculer devant les Croates : ils l'accusent de trahison. Bientôt cependant Jellachich, traversant toute la Hongrie méridionale sans coup férir, arrive à quelques heures de Bude et de Pesth. Un cri d'alarme s'échappe alors de toutes les poitrines magyares, et quiconque peut porter les armes

dans les deux capitales se présente à la rencontre des Croates ou prépare la résistance sur le Danube.

Si facile et si rapide qu'eût été la marche de Jellachich, il ne pouvait, sans avoir rassemblé toutes ses forces, se lancer dans une entreprise aussi grave que le siége de Bude, bâti sur un rocher et défendu par une population au désespoir. Il eût d'ailleurs préféré attaquer Pesth, ville ouverte, située en rase campagne et foyer réel du magyarisme; mais, pour prendre Pesth en face de Bude, il fallait franchir le Danube. Ces considérations de stratégie et de politique décidèrent Jellachich à rester un instant dans l'expectative. Il attendait des renforts de deux côtés, de l'ouest et du sud-est. Dans la région du sud-est, à la pointe orientale de l'Esclavonie et dans la portion limitrophe du banat de Temesvar, les populations illyriennes s'étaient organisées d'elles-mêmes en partisans; elles avaient déjà eu, non sans succès, de nombreux engagemens avec les troupes magyares. Ces terribles volontaires, plus rapprochés de la vie primitive que les Croates voisins de l'Italie et de l'Allemagne, marchaient au combat sous les ordres de l'évêque et patriarche grec de Carlowitz, le vénérable et belliqueux Raiachich. La bouillante ardeur du patriarche avait d'abord souffert des calculs et des combinaisons politiques du ban de Croatie; mais Jellachich, après avoir épanché ses sentimens dans le cœur de l'impétueux évêque, avait gagné sa confiance, et les opérations militaires des deux chefs marchaient de concert.

Toutefois le principal appui que Jellachich espérait, exigeait, c'était celui de l'empereur, qui, au risque de blesser le radicalisme allemand et de soulever dans Vienne des passions redoutables, était contraint de donner raison aux Croates et d'agréer les plans de leur général. Dans l'attente de ce concours et conformément aux nécessités de cette tactique, Jellachich, avant d'attaquer les deux capitales magyares, dut faire un mouvement du côté de l'ouest, afin d'opérer sa jonction avec les troupes envoyées de Vienne, et de retomber ensuite sur Buda-Pesth. C'est pourquoi, au lieu de marcher directement au nord sur Bude, il se porta vers l'ouest sur Raab et Commorn, d'où il dominait le Danube et la route de Vienne à Bude.

Le magyarisme était alors dans la surexcitation du désespoir; Kossuth prêchait dans son langage, souvent hyperbolique et quelquefois émouvant, une croisade d'extermination. Les paysans magyars, saisissables par le patriotisme et l'enthousiasme, se soulevaient pour *anéantir* les Croates et *pendre le brigand Jellachich, l'instrument impudique de la camarilla, le lieutenant stipendié de Nicolas*. Lorsqu'on le vit se replier sur Raab, on fit croire aux paysans qu'ils l'avaient mis en pleine déroute, que les chemins de la Croatie lui étaient coupés, et que, fugitif, il n'aspirait qu'à cacher sa honte loin de son pays. Pendant que les agi-

tateurs magyars travaillaient par ces fables l'imagination crédule du paysan, ils combinaient et exécutaient un dessein plus sérieux. A l'alliance de Jellachich avec l'empereur, ils opposaient une alliance des Magyars avec les radicaux allemands.

Les radicaux de Vienne forment à peine le dixième de l'assemblée constituante, qui représente l'empire, moins la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie et la Lombardie. Ils ne brillent ni par l'autorité du nom, ni par la puissance du talent, ni même par la hardiesse des idées. Perdus au milieu d'une assemblée indécise où les rivalités de province et de nationalité dominent généralement les intérêts libéraux, ils n'apportent, au milieu de ces tiraillemens et de ces luttes sourdes ou patentes, que de nouveaux élémens de confusion. Le radicalisme viennois manque d'inspirations qui soient originales. Comme le radicalisme germanique, il se contente de puiser dans notre histoire et d'imiter consciencieusement, sans ajouter aux idées de notre âge héroïque autre chose que cette teinte mystique naturelle au génie allemand. Encore faut-il avouer que le radicalisme savant et passionné de Francfort et de Berlin l'emporte de beaucoup sur celui de Vienne, timide et peu sûr de lui-même. Et pourtant plusieurs circonstances conspirent en quelque sorte pour favoriser celui-ci dans l'expansion et le triomphe de ses idées. C'est d'abord la faiblesse de l'empire et la lutte des races. C'est ensuite l'organisation même de la garde civique; c'est l'établissement de cette force turbulente qui, sous le nom de *légion académique,* a joué un rôle si décisif dans toutes les manifestations dont Vienne a été le théâtre. La légion académique est composée, non point seulement de la jeune population des universités, mais de révolutionnaires accourus de tous les points de l'empire et de la confédération elle-même. Allemands, Hongrois, Polonais, Italiens, se sont donné rendez-vous dans ces cadres, et, fort peu soucieux de l'intérêt de Vienne et de l'Autriche, ils se sont constitués en janissaires du radicalisme.

Les ministres magyars essayèrent de faire entendre aux quarante radicaux de la diète de Vienne et à la légion académique que le radicalisme était compromis par la conduite et l'ambition de Jellachich. Ils furent écoutés. Les Allemands voyaient dans le ban de Croatie un Slave résolu qui élevait un drapeau peu agréable aux yeux de la race germanique. Les Italiens, de leur côté, redoutaient un accroissement d'autorité pour cette race qui venait de frapper des coups si terribles sur leur nationalité. Les Polonais, acharnés contre le gouvernement de l'Autriche et troublés d'ailleurs par le respect humain en présence de l'Europe démocratique, entrèrent aussi dans le mouvement qui se préparait. Tous d'ailleurs, Allemands, Italiens, Polonais, séduits par les magnifiques promesses des Magyars, et croyant sérieusement à une coopération impétueuse de ce côté, acceptèrent l'alliance proposée. On

sait quel sanglant triomphe vint bientôt la sceller. Pour la seconde fois depuis le mois de mars, le souverain, naguère encore absolu, fut forcé de quitter Vienne et de fuir devant l'insurrection. La nomination de Jellachich au commandement de la Hongrie et le départ des troupes destinées à faciliter son entrée dans Pesth avaient été le prétexte de la bataille. C'était une grande victoire remportée par les Allemands et les Magyars sur la race slave, si les Magyars avaient été en position de tenir les engagemens contractés avec le radicalisme, c'est-à-dire d'anéantir Jellachich isolé et d'amener devant Vienne une armée magyare, non point de trois cent mille hommes, mais de trente mille hommes seulement.

Le contraire arriva, et il fut donné à Jellachich de trouver dans la victoire même des radicaux viennois l'occasion d'agrandir son rôle, de relever la cause des Slaves un moment compromise, et de peser davantage sur les destins de l'empire. Le danger est à Vienne plus qu'à Pesth, se dit-il, et au lieu de courir à l'ennemi impuissant pour le terrasser, c'est vers l'ennemi victorieux qu'il tourne son épée. Au moment même où les Magyars affirmaient qu'il était en déroute et où l'Europe, trompée par de fausses nouvelles, croyait, en effet, le voir précipité en désordre dans les montagnes de la Styrie, il apparaissait calme et ferme aux portes de Vienne, avec ses troupes qui, à défaut de prises de corps avec l'insaisissable armée des Magyars, avaient combattu vaillamment et gaiement contre la nature, et accompli, au milieu des privations, une marche forcée digne de vieux soldats. Les Croates brûlaient, non pas de piller et d'incendier, mais de se battre contre des *Schouabes* et des *Magyarons* pour la gloire de l'homme qui leur paraissait résumer en lui les griefs et les espérances de leur nationalité. En effet, dans ce premier instant de trouble, au milieu du désordre, de la confusion et de la défaillance des impérialistes, Jellachich ne tenait-il pas en ses mains la fortune de l'empire? S'il n'avait été qu'un vulgaire ambitieux, il l'eût brisé. Un coup d'épée lui suffisait pour trancher le lien qui retenait encore assemblés tant de membres en désaccord, et sa part n'eût pas été la moins belle. L'Illyrie autrichienne, c'est-à-dire la Croatie, l'Esclavonie, la Dalmatie et l'Istrie, puis la Carniole, la Carinthie et la Styrie méridionale auraient formé, sur l'Adriatique, avec Trieste, Fiume, Zara et Raguse pour débouchés, un état respectable qui aurait eu bien des moyens d'influence sur les Illyriens bulgaro-serbes, bosniaques et monténégrins. Si belle pourtant que fût la tâche de commencer l'organisation de la nationalité illyrienne et d'en être le premier souverain, Jellachich ne se laissa point séduire; il était préoccupé de la civilisation générale, de l'équilibre européen, auquel l'existence de l'Autriche est indispensable dans le temps présent. Son ambition était de transformer, de régénérer la vieille Autriche par un principe

supérieur, par le principe éminemment libéral de l'égalité des nationalités. Aussi Jellachich s'écrie-t-il, dans un moment d'inspiration sensée : *Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer !* En frappant sur l'insurrection de Vienne, ce n'est pas tel ou tel système social qu'il prétend frapper; c'est l'alliance de la race allemande avec la race magyare, c'est l'obstacle à l'invasion de la race slave dans le gouvernement de l'Autriche.

Cette pensée méritait d'être comprise par les Tchèques et les Polonais de la diète de Vienne. Les députés tchèques l'ont saisie d'instinct. Leur premier mouvement, dès le lendemain de l'insurrection, a été de se retirer à Prague et de faire de là un appel à tous les députés slaves. C'était pour les slavistes savans, comme Palaski et Schafarik, une belle occasion de reprendre la thèse développée, quelques mois auparavant, au sein de ce congrès slave, où l'on avait proposé pour la première fois avec solennité l'union politique des Slaves autrichiens. L'épée inflexible de Windischgraetz avait tranché brusquement la question au moment même où le congrès allait publier le résultat de ses travaux et un manifeste à l'Europe. Les Tchèques, bombardés et massacrés ainsi tout récemment par ordre de Vienne, se déclaraient cependant les plus fermes soutiens de l'empereur, au risque d'avoir à combattre à côté de ce même Windischgraetz dont le nom est écrit en caractères sanglans sur le pavé de Prague. Ils n'hésitaient pas, en dépit de ce douloureux souvenir, à se ranger sous les drapeaux de l'empereur, tant cette conduite leur semblait commandée par l'intérêt slave lui-même en présence du pacte germanico-magyar.

L'exemple des Tchèques aurait dû éclairer les Polonais de la diète sur les vrais intérêts de leur race. Quelques-uns étaient résolus à imiter les Tchèques; mais d'autres restaient indécis dans les perplexités du patriotisme, et plusieurs enfin s'étaient entièrement mépris sur le caractère et les conséquences de l'insurrection. Ils essayèrent de se concerter. Au milieu de ces circonstances solennelles, les débats furent passionnés et marqués par des scènes déchirantes. L'un des plus actifs et des plus intelligens députés de la Gallicie, George Lubomirski, y fut frappé dans sa vive intelligence; sept quittèrent la diète; les autres restèrent en proie à l'indécision ou se laissèrent entraîner par le désir d'arracher à la diète de Vienne quelques concessions spéciales pour la Pologne au milieu de la crise. Dans la pensée de ceux qui se retiraient, la diète avait changé de caractère; elle s'écartait du principe de l'égalité des races; elle travaillait au profit des Magyars et de l'Allemagne. « Eh quoi ! disait l'un de ceux-là, M. Ladislas Zamoyski, dans un manifeste à ses électeurs, une partie de la diète de Francfort n'a-t-elle pas déclaré dans son message à la diète de Vienne que celle-ci a

bien mérité de la patrie allemande? Or, je jure devant Dieu que l'intérêt de l'unité allemande ne m'a jamais préoccupé! »

Cependant les Croates campaient aux portes de Vienne, sans rien perdre de leur première confiance. L'agitation nationale produite dans les provinces slaves du nord, en Bohême, en Moravie, en Silésie, en Gallicie, et au midi jusqu'à Raguse, dans toute l'Illyrie, les encouragemens des Illyriens mêmes de la Turquie, rassuraient la conscience de ces paysans de la Save contre les accusations de barbarie dont l'Europe les poursuivait sur le témoignage des Magyars. Ceux-ci, toutefois, qui, chaque jour, devaient apparaître avec une armée formidable pour anéantir Jellachich sous les murs de Vienne, travaillaient péniblement à organiser cette armée, conçue par l'imagination de Kossuth, mais non encore réalisée. De leur côté, les radicaux de Vienne croyaient à la prochaine arrivée de ce puissant secours si hautement et si catégoriquement annoncé, et ils espéraient que Jellachich serait écrasé avant même que l'armée impériale eût réussi à rassembler ses débris et à se reconstituer assez fortement pour menacer Vienne. On sait que les Magyars, fort occupés à l'est par le patriarche Raiachich, effrayés de l'attitude de leurs paysans tchèques des Carpathes, menacés d'une insurrection des Roumains de la Hongrie orientale et de la Transylvanie, n'ont pas rempli l'attente de leurs alliés et ont donné le temps à l'empereur et à son lieutenant Windischgraetz de concentrer autour de Vienne des forces imposantes. On sait enfin qu'une lutte terrible s'est engagée avant que les Magyars eussent donné signe d'existence, et que déjà Vienne était envahie et rendue, lorsque ce secours tant promis s'est présenté sur le Danube, et a ranimé un moment l'espoir des vaincus, mais seulement pour appeler sur eux de nouveaux malheurs et pour attirer aux Magyars une défaite signalée.

L'idée pour laquelle les radicaux de Vienne se sont battus était une idée fausse, car ils associaient leur libéralisme aux intérêts de la race allemande et de la race magyare, qui sont les intérêts de la conquête. Et comment ne pas déplorer cette erreur? comment ne pas reconnaître que leur courage était digne d'une meilleure cause? Oui assurément, les radicaux de Vienne, quoique timides dans l'expression de leurs idées politiques et fort embarrassés de leur triomphe dès le lendemain de la victoire, ont déployé une vive ardeur et une résolution énergique au milieu des derniers événemens, et ils n'ont succombé que parce qu'ils avaient contre eux, non point l'empereur, réduit à n'être plus qu'un nom, mais la justice, la vérité, le bon sens, le droit des nationalités et la foi politique d'un peuple méconnu par eux.

Les Croates viennent d'être appelés, par des conjonctures politiques inattendues, à faire acte de virilité au cœur même de l'Autriche. Avec

l'aide des Tchèques et d'une partie des Polonais, ils ont pris en quelque sorte possession de l'empereur en lui rendant son empire. C'est le cas de dire avec Tacite, parlant des prétoriens de Galba : *Evulgato imperii arcano;* ils ont pénétré le secret de l'empire; ils ont vu de près comment on le perd, comment on le ressaisit. On ne réussira pas plus à leur enlever cette science qu'à arracher de leurs cœurs le sentiment qu'ils ont d'avoir combattu et triomphé dans l'intérêt national des Slaves. Ce combat, ce triomphe, ne sont que le premier acte du vaste drame qui va se jouer sur les rives du Danube; mais, dans ce drame, les Croates ont dignement commencé leur rôle. La Bohême rêveuse et mystique, entraînée vers eux par un attrait fraternel, la Pologne bien intentionnée, mais un peu lente à reconnaître ses vrais amis au milieu des flatteurs de son infortune, n'ont paru qu'au second plan sur la scène, pendant que la Hongrie exaltée, saisie par l'esprit de vertige, se laissait broyer entre le génie défaillant du vieil empire d'Autriche et le génie entreprenant des jeunes peuples slaves.

II.

Les Slaves ont vaincu; mais il reste à organiser la victoire, et déjà même les ministres allemands de l'empereur s'effraient des conséquences du service rendu par les Slaves à l'empire. Vienne est pacifiée. Menacée au nord par les paysans tchèques, assaillie à l'est par les Valaques de la Transylvanie, au sud-est par les Serbes du métropolitain Raiachich, au midi par Albert Nugent, lieutenant de Jellachich, à l'ouest par Jellachich lui-même, défendue par une garde nationale incapable de tenir tête à des troupes régulières et à des bandes de partisans, la Hongrie commence peut-être à comprendre que le meilleur parti serait d'accepter les conditions proposées par les Slaves. Ceux-ci ne veulent pas, dans le présent, retirer de leur succès d'autre avantage que l'application du principe de l'égalité des nationalités. Comment obtenir cette application? C'est là ce qu'il faut examiner, en se plaçant un moment au point de vue des Slaves, en appréciant les chances nouvelles et favorables qu'ils croient trouver dans les derniers événemens de l'Autriche.

Le principe de l'égalité des races rencontre-t-il en ce moment des obstacles bien sérieux? Les Hongrois ont sans doute combattu ce principe jusqu'à ce jour, comme contraire à l'intérêt de leur domination; mais aujourd'hui ils n'ont plus le choix qu'entre l'abandon de leurs prétentions orgueilleuses ou une résistance insensée qui serait leur ruine. Quant aux Allemands, ils ont un sentiment trop juste de leurs vrais intérêts en Autriche pour ne pas comprendre qu'ils s'exposeraient à un danger considérable en exaspérant trop vivement les Slaves. En Alle-

magne, on craint avec raison le panslavisme russe, et l'on commence à s'apercevoir que, le jour où l'Autriche deviendrait puissance slave, le monde slave serait divisé en deux parts et le panslavisme paralysé. Enfin, malgré l'exagération de certains emportemens de patriotisme et de certaines idées de teutonisme conquérant, destinées à s'évanouir avec le progrès de la liberté et de la centralisation au-delà du Rhin, les Allemands sont conduits à se dépouiller de leurs prétentions ambitieuses sur la Pologne, la Bohême et l'Illyrie. Bien que, depuis leurs derniers efforts pour constituer l'unité germanique, ils aient fait de regrettables manifestations contre le Danemark dans le Schleswig, contre les Italiens en Lombardie, contre la Pologne à Posen, contre le slavisme à Vienne, ils ont trop de philosophie pour vouloir toujours monopoliser à leur seul profit l'idée de nationalité. La patrie de l'Allemand autrichien lui échappe, elle se dérobe sous ses pieds; mais sa destinée n'est point d'avoir le visage tourné vers l'Orient, et, s'il ne lui plaît pas de jouer un rôle secondaire dans une fédération slave, il a une autre patrie plus attrayante sur le sol germanique, dans la confédération des peuples allemands. Les Allemands de l'Autriche, ne pouvant plus maintenir leur ascendant sur les Slaves, ne se donneront donc pas devant l'Europe le tort de les combattre. L'égalité des nationalités sera, bon gré, mal gré, reconnue chez eux.

Voici maintenant comment les Slaves prétendent appliquer leur principe à l'Autriche. L'empire serait divisé en autant d'états qu'il y a de races distinctes, et chacun de ces états serait représenté dans une diète commune. L'archiduché d'Autriche, avec le Tyrol, le Salzbourg et la Styrie septentrionale, formerait une province allemande; la Magyarie s'étendrait entre la Drave et le pied des Carpathes, de Presbourg à la Theiss; la Transylvanie et la Hongrie orientale constitueraient un territoire roumain. Si le sort fatal voulait que l'affranchissement de l'Italie fût retardé, la Lombardie aurait aussi sa place dans cet ensemble. L'Illyrie comprendrait la Styrie méridionale, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, la Dalmatie, l'Esclavonie et la Croatie; la Bohême s'adjoindrait la Moravie et la portion occidentale de la Hongrie du nord. Enfin, les élémens polonais de la Silésie et de Cracovie se coordonneraient autour de la Gallicie. Dans la diète générale, chacun de ces états serait représenté proportionnellement à sa population, ce qui assurerait la majorité à la cordiale entente des trois peuples slaves; mais en même temps chaque état aurait aussi une diète provinciale, qui lui garantirait son autonomie et son individualité comme nation. Telle est, disent les slavistes, la seule solution possible du problème des races, et c'est la conséquence inévitable de la lutte aujourd'hui engagée; l'Autriche en est réduite à subir cette nécessité d'une transformation, si elle ne préfère périr par l'effet d'une dissolution immédiate.

Jellachich porte une épée capable de trancher victorieusement cette difficulté. Or, il ne pourrait reculer devant cette tâche sans encourir la haine et la vengeance de ses compatriotes, dont il a conquis le dévouement en promettant de servir toutes leurs espérances. C'est donc pour lui l'honneur et la vie; c'est l'adoration fanatique des populations, ou cette mort à laquelle il songeait peut-être quand il écrivait aux favoris de l'empereur : « Si l'Autriche succombe, vous pourrez vivre, vous, messieurs, moi je ne le pourrai pas. » Cette alternative est de nature à enflammer l'ame la plus froide. Que d'ailleurs Jellachich, contrairement à toute vraisemblance, vienne à faillir sous le poids du devoir dont il a si chevaleresquement pris la responsabilité, le génie des Illyriens a de l'essor, il ne restera point en chemin pour la défaillance d'un homme. Heureusement l'homme et le peuple inspirent jusqu'à ce jour aux slavistes, même les plus ardens, une égale confiance, et si des obstacles doivent surgir, ils ne menacent pas de venir de ce côté.

L'impatience des Polonais est plus à redouter peut-être que la prudence diplomatique de Jellachich et des Illyriens. Jellachich a su attacher étroitement les Tchèques à sa cause : il a saisi leur prompte et rêveuse imagination, en faisant pour la première fois tonner le canon victorieux de l'idée slave, et en entr'ouvrant devant leurs regards méditatifs les profondeurs mystérieuses de l'avenir; mais par quels moyens enchaîner à la poursuite régulière de cet idéal le génie indiscipliné des Polonais? Certes, tous ceux d'entre les Polonais qui ont le sentiment de l'action et l'expérience des choses viennent se ranger peu à peu autour de l'illyrisme, caressé depuis long-temps par eux. Il en est pourtant d'autres qui ont combattu dans Vienne contre le slavisme, et ceux-là semblent être d'irréconciliables ennemis de l'Autriche. Que l'Autriche se dissolve, s'écrient-ils, que les peuples opprimés depuis si long-temps par sa main perfide brisent enfin les liens qui les retiennent attachés dans une alliance contre nature, que le chaos se fasse de Cracovie à Milan, et au milieu de cette confusion nous retrouverons la fortune de la Pologne! Raisonnement déplorable, dangereux calculs, qui n'auraient pour conséquence que de rendre la partie incomparablement belle à l'ennemi acharné de la Pologne, de la démocratie et de la civilisation européenne, à la Russie et au panslavisme. Ainsi l'entendait Jellachich, lorsqu'il déclarait sous les murs de Vienne que l'existence d'une Autriche était un intérêt de premier ordre pour la liberté comme pour l'Europe, et c'est là ce qu'il faut répéter après lui à ces intrépides soldats, qui, en frappant ainsi en aveugles, déchireraient pour la dernière fois peut-être le sein mutilé de leur patrie.

Où seraient donc, en effet, dans l'hypothèse d'une dislocation de l'Autriche, les ressources et les alliés indispensables à la Pologne pour

une guerre d'indépendance contre la Russie? Évidemment la Gallicie, Cracovie, Posen, réussiraient sans beaucoup de peine à s'affranchir du joug allemand; mais pendant que l'Europe souffre et s'affaiblit, momentanément du moins, dans le douloureux enfantement de la démocratie, le czarisme, encore tranquille et puissant sur son terrain, laisserait-il la Pologne russe ouverte à la révolution polonaise, ou plutôt ne se croirait-il pas intéressé et autorisé à pénétrer sur le théâtre même de cette insurrection victorieuse pour étouffer à sa naissance l'incendie dont il aurait à craindre d'être prochainement dévoré? La ruine immédiate de l'Autriche aurait donc pour conséquence de livrer la Gallicie et Cracovie à la discrétion des Russes. Supposera-t-on que les peuples du Danube et des Carpathes, les Bohêmes, les Valaques, les Illyriens, accourraient alors au secours de la Pologne écrasée ou menacée? A peine la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie et la Bohême auraient-elles échappé à la domination de l'Autriche, qu'elles se trouveraient engagées elles-mêmes dans une lutte terrible qui ensanglanterait le Danube, la Theiss et la Drave. Pendant qu'elles se déchireraient et s'épuiseraient entre elles, la Pologne, peu aimée de l'Allemagne, seule aux prises avec son redoutable ennemi, sans pouvoir compter même sur les bras désarmés des Polonais du royaume, pourrait-elle échapper à une ruine nouvelle? Et à quoi lui servirait de s'être affranchie de l'Autriche, si ce n'est à être incorporée à la Russie?

Il y a pour la Pologne allemande une politique moins périlleuse et plus patriotique: c'est d'entrer franchement et résolûment dans la confération des peuples de l'Autriche régénérée. Des esprits subtils et raffinés pourraient bien ne pas goûter les vertus simples et rustiques des Illyriens. On devrait comprendre cependant que plus la simplicité dont on fait un crime aux Illyriens sera grande, plus la part sera belle pour l'influence éclairée de la Pologne. Il est facile aux Polonais, en embrassant cordialement l'intérêt slave, de relever honorablement leur drapeau abattu; il leur est facile de jouer à côté des Illyriens un rôle décisif dans la régénération de l'Autriche, et, qui sait? peut-être de la gouverner par l'autorité de leurs lumières dans les délibérations fraternelles des trois peuples slaves. S'il arrivait que les Illyriens, malgré leur expérience des institutions parlementaires très largement développées en Croatie, fussent privés de toute capacité administrative, ce serait donc un avantage de plus pour la Pologne; ce serait principalement pour elle que Jellachich aurait combattu et brisé l'alliance germano-magyare. Les Polonais voudront-ils, après être entrés sur ce pied dans la confédération austro-slave, tenter un jour un nouvel effort contre la Russie? Alors, du moins, ils le pourront entreprendre raisonnablement; ils auront des armes et des alliés, ils auront la force constituée de la nouvelle Autriche, peut-être même l'appui de l'Allemagne. Au

lieu d'une échauffourée, où ils succomberaient en quelques jours, ils auront une insurrection en forme, une grande guerre, de vraies batailles avec des chances de victoire. En un mot, l'Autriche slave est pour la Pologne la plus rare fortune qui puisse lui échoir, le triomphe même du slavisme hostile à la Russie, le moyen de sortir dès à présent de la sphère des conspirations, de recommencer une existence officielle, de rassembler moralement autour de ce centre, en attendant l'indépendance, toutes les populations de l'ancienne Pologne. Quelles raisons auraient donc les Polonais de la Gallicie et de Cracovie de ne pas s'associer à la pensée des Illyriens, de ne pas entrer dans la voie déjà suivie par les députés qui ont quitté la diète de Vienne?

Ah! sans doute, parmi ces questions de nationalité destinées peut-être à se résoudre par la réorganisation de l'Autriche, il en est une douloureuse que les Croates semblent avoir prise à contre-sens, et l'on est porté, en contemplant les blessures saignantes de la Lombardie, à se demander si le triomphe définitif des Slaves en Autriche ne serait pas un obstacle à l'affranchissement de l'Italie. Par bonheur, aucune pensée hostile à l'Italie n'entre dans les calculs des slavistes. L'émigration polonaise, sans distinction de parti, a combattu dans l'armée lombarde ou piémontaise. Les sentimens des Tchèques sont les mêmes. Quant aux Illyriens en général, aux Croates en particulier, envisagés comme nation et non plus comme soldats, ils avaient songé, bien avant les stériles manifestations des Magyars, à contracter une alliance avec la Lombardie et le Piémont : les Magyars avaient, au contraire, repoussé cette idée. La Croatie est liée aux peuples d'Italie par des rapports directs et nombreux de voisinage et de commerce. La riche littérature de Raguse, qui est la littérature classique des Croates et des Serbes, s'est formée sous l'influence de la grande époque littéraire de l'Italie, et l'esprit de l'Italie a toujours été l'objet d'un culte empressé pour les savans croates. La liberté italienne ne leur était pas moins chère. En beaucoup d'occasions, ils ont fait pour elle plus que des vœux. Lorsque les fils infortunés de Bandiera, dans leur patriotique et généreux aveuglement, appelaient à la révolte, il y a quelques années, l'Italie encore indifférente, ils étaient, dit-on, poussés en avant par d'intrépides Croates, en tête desquels figurait le téméraire Albert Nugent. Lorsque la dernière révolution italienne a éclaté, un certain nombre d'Illyriens de la Dalmatie et l'écrivain croate Nicolas Tommaseo, depuis ministre vénitien, ne l'ont-ils pas servie avec enthousiasme? Enfin, une démarche plus significative a été tentée officiellement en conformité de vœux avec la partie pensante du peuple croate. Avant d'entrer en lutte ouverte avec les Magyars, le métropolitain de Carlowitz, le vénérable Raiachich, voulant essayer des moyens de con-

ciliation les plus séduisans pour le libéralisme des Hongrois, proposa au général Chrabowski, commandant de leurs troupes à Peterwardein, un arrangement en quatre articles. Par cette convention projetée, qui exigeait des Magyars leur consentement à l'union fraternelle des Slaves autrichiens, les Croates s'engageaient à demander le rappel de toutes les troupes slaves employées par l'empereur en Italie et à envoyer au roi Charles-Albert une députation chargée de négocier avec lui une alliance offensive. La question d'Italie se trouvait ainsi résolue. Il n'existe donc point chez les Slaves ni chez les Croates eux-mêmes de préjugé ni de haine contre l'Italie, et si les Illyriens veulent assurer la majorité aux Slaves dans une diète générale des peuples autrichiens, leur intérêt leur conseille d'éloigner l'Italie de cette fédération.

L'Autriche slave, loin de blesser aucune des sympathies, aucun des intérêts de la France, semble, on le voit, destinée à les servir au-delà de toutes les prévisions. Les Slaves autrichiens cessent d'être enchaînés à la fortune et aux alliances de l'Allemagne; ils sont hostiles à la Russie, contre laquelle ils ont leur individualité et leur quasi-indépendance à défendre. Enfin, sans nuire à l'émancipation de l'Italie, ils rendent possible l'affranchissement de la Pologne. Il se peut, sans nul doute, que les événemens ne suivent pas de point en point cette marche régulière tracée par les slavistes et ne conduisent pas les peuples à ce grand but; il se peut que des conjonctures inattendues, la lassitude des esprits, les impatiences, les témérités individuelles, changent ou modifient le cours de ces destinées; il se peut qu'au lieu de se développer logiquement, suivant les conseils de la raison, le mouvement des nationalités entre dans les voies inconnues du hasard et de la force, et s'accomplisse en laissant derrière lui des flots de sang. Nous ne souhaiterions pas ce malheur à nos ennemis : encore moins devons-nous l'appeler sur la tête de peuples amis dont la prospérité serait la nôtre, et dont l'indépendance deviendrait en Europe la garantie de nos révolutions.

La Pologne et l'Illyrie, l'une et l'autre quasi-françaises sous l'empire, sont animées d'une égale sympathie pour la France. Ce dévouement de la Pologne, cette reconnaissance de l'Illyrie, offrent à notre politique les plus puissans moyens d'action sur les mouvemens à venir de ces dix-sept millions de Slaves autrichiens, auxquels se rattachent d'un côté les Polonais de la Prusse et de la Russie, et de l'autre les Illyriens de la Turquie. L'intérêt de l'insurrection anti-slave de Vienne, l'embarras de quatre millions de Magyars hostiles au principe de l'égalité des nationalités et emprisonnés au milieu du continent, nous semblent en vérité de moindre importance que la situation et l'avenir de quarante millions de Slaves polonais, tchèques et illyriens, appuyés

sur la Baltique, la mer Noire et l'Adriatique. La grande erreur de l'opinion à cet égard, c'est d'avoir cherché dans la question de race une question de liberté non encore posée. La liberté a prêté son nom à l'alliance des Allemands et des Magyars, formée dans l'intérêt de la conquête contre les Slaves conquis. Ceux d'entre les Slaves qui, par un ardent désir de secouer cette domination, en ont appelé les premiers aux armes, sont à la vérité les moins avancés en connaissances et en lumières, et, en s'arrêtant aux apparences, on a pu voir en eux des barbares armés contre la civilisation; mais la civilisation n'était pas plus menacée par les Illyriens que la liberté n'était défendue à Vienne par les Allemands unis aux Magyars. Non, la démocratie n'était point en cause. Que son heure sonne en Autriche, et ce ne sont point les Slaves qui la repousseront. Elle est dans le génie même de leur civilisation. Partout où les circonstances historiques leur ont permis de se constituer librement, ils se sont organisés sous une forme démocratique, depuis la Pologne primitive jusqu'à la Serbie actuelle. Avant d'entrer dans le débat des questions de liberté, ils ont voulu toutefois développer, assurer leur existence nationale, conquérir une patrie; avant de planter l'arbre, ils ont voulu préparer le sol, et, sur ce sol rajeuni, la démocratie, une démocratie originale et forte, pourra sans doute bientôt fleurir.

HIPPOLYTE DESPREZ.

MADAME DE MAINTENON

ET LOUIS XIV.

Histoire de Mme de Maintenon et des principaux événemens du règne de Louis XIV, par M. le duc de Noailles. [1]

Pour ceux qui aimeraient à voir s'affermir la forme de gouvernement donnée à la France par la révolution de février et qui sont accoutumés à observer dans l'histoire la corrélation des faits sociaux et des faits intellectuels, c'est un sujet d'étonnement et presque d'inquiétude que l'ordre nouveau n'ait encore produit aucune œuvre remarquable dans l'art et dans les lettres. Le lendemain de la révolution de juillet, on récitait les iambes rudes et populaires de *la Curée*, on chantait du moins les couplets bourgeois de l'innocente *Parisienne;* en 1848, aucune voix de poète n'a salué le berceau de la nouvelle république : il a fallu que la mélopée terrible de Mlle Rachel s'efforçât de ranimer la vieille *Marseillaise*, ce chant d'un autre âge, et que l'on répétât dans une fête républicaine un dithyrambe de M. Hugo sur les journées de juillet. Où donc, ailleurs que dans quelques inspirations de M. de Lamartine, a retenti éloquente la voix de février? La parole des clubs n'a été qu'une reproduction servile des fureurs d'une époque dont la vio-

(1) 2 vol. in-8o, au Comptoir des imprimeurs-unis, quai Malaquais, 15.

lence avait au moins le mérite de l'originalité. On ne saurait guère faire honneur à la révolution des inquiétudes sur la propriété qui ont provoqué la ferme logique de M. Cousin, le bon sens si lumineux, si spirituel de M. Thiers. Quand l'art a voulu faire le portrait de la république, il n'a produit que des caricatures et des monstres. On trouvera peut-être bien frivoles ces regrets d'un homme qui se préoccupe en ce moment de statues et de vers, et qui, au milieu du bouleversement de l'Europe, songe à la littérature. C'est qu'il croit que la littérature bien comprise est en définitive ce à quoi tout aboutit, que la littérature manifeste tout ce qui est, reproduit tout ce qui vit, conserve tout ce qui doit durer; l'oserai-je dire? cette considération me paraît plus sérieuse que bien des utopies sociales et même que plus d'un amendement à la constitution, et, comme je pense que tout ce qui est véritablement grand et fort dans l'histoire trouve son expression dans l'art, j'estime qu'un chef-d'œuvre qui naîtrait demain ne serait pas un fait sans importance ni une médiocre garantie de notre avenir.

A défaut d'ouvrages suscités par l'état de choses actuel, nous n'avons vu paraître jusqu'ici que des écrits que l'ordre ancien avait inspirés. M. Sainte-Beuve, en qui la France vient de perdre, pour peu de temps je l'espère, un de ses esprits les plus exquis et de ses caractères les plus purs, a publié le troisième volume de son attachante *Histoire de Port-Royal*. Les pieux solitaires, qui étaient bien aussi un peu guerroyans et s'insurgeaient parfois à leur manière, ont fait leur plus récente apparition presque au bruit de la canonnade de juin. La veille du 15 mai avait paru, à ses risques et périls, un charmant volume de voyages et de causeries, les *Souvenirs d'Italie*, de M. d'Estourmel, ce fils des croisés, qui est aussi un petit-cousin de Voltaire. Ces ouvrages, publiés hier, semblent avoir été écrits il y a un siècle; ils n'en ont pas moins de charme pour le lecteur et offrent même un intérêt de plus, l'intérêt historique qui s'attache aux produits du passé. Ce passé est une époque séparée de nous seulement par une distance de quelques mois; il faudra bientôt l'étudier si on veut la comprendre, à moins que ce ne soit la nôtre qui devienne inintelligible pour l'avenir, ce qui pourrait bien arriver.

Voici un ouvrage qui, plus qu'aucun autre, est en opposition avec le milieu social au sein duquel il se produit, et dont une femme très spirituelle a dit que cette opposition même donnait à un écrit si grave tout le piquant d'un pamphlet. Ce pamphlet non prémédité se compose de deux magnifiques volumes, en attendant le troisième, intitulés : *Histoire de Mme de Maintenon et des principaux événemens du règne de Louis XIV*, par M. le duc de Noailles. La république me permettra d'écrire au moins une fois le titre aristocratique à côté du nom illustre, car ce titre et ce nom font partie, pour ainsi dire, du caractère de l'ou-

vrage et en complètent la physionomie. Un petit-neveu de Mme de Maintenon écrivant la vie de cette femme célèbre, un homme politique éminent, qui fut l'un des orateurs les plus distingués de l'ancienne chambre des pairs et l'un des défenseurs les plus sages et les plus considérés des opinions monarchiques, publiant, au début de la république, des études souvent approfondies, toujours sérieuses, sur un temps si différent du nôtre; cette apparition soudaine, au milieu de notre société qui se décompose pour se reformer, d'une société solidement assise et régulièrement constituée; le spectacle d'un pouvoir absolu, vénéré, presque adoré, en présence de ces pouvoirs précaires et contestés qui tentent de s'élever sur les ruines des anciens pouvoirs anéantis : il y a là un ensemble de rencontres singulières qui forment de l'ouvrage de M. de Noailles, à force de contraste avec les circonstances, presque un ouvrage de circonstance.

Ce n'est cependant pas en vue du présent qu'il a été composé; il est né, pour ainsi dire, de lui-même dans la pensée de l'auteur, sous l'empire des souvenirs de famille. Le possesseur du magnifique château de Maintenon avait formé le dessein de donner une édition soignée des lettres de la femme qui a rendu ce nom célèbre, lettres publiées fort incomplétement jusqu'ici et mutilées par La Beaumelle. En tête de l'édition, M. de Noailles avait eu la pensée de placer une vie de Mme de Maintenon, où fussent expliqués les principaux événemens du règne de Louis XIV, événemens auxquels elle a été plus ou moins mêlée; mais il y a des figures historiques qui attirent, et des époques dont on n'approche point impunément : en présence de Louis XIV et de son siècle, M. de Noailles n'a pu résister au désir de tracer les principaux traits de cette grande figure et de ce grand siècle. Heureusement pour nous, sans sortir de son sujet, il l'a agrandi; sans jamais perdre entièrement de vue Mme de Maintenon, que parfois cependant il oublie un peu, il a peint la société, la cour, le règne au milieu desquels elle a vécu; il a rencontré sur son chemin la politique, l'administration et les amours de Louis XIV, Bossuet et Fénelon, Port-Royal et Saint-Cyr, la révocation de l'édit de Nantes et la querelle du quiétisme, et il a traité tous ces sujets, sur lesquels il y a en circulation plus d'idées arrêtées que de notions justes, avec beaucoup de mesure et de solidité, avec une sympathie sans aveuglement : harmonie précieuse entre le sujet et l'auteur, qui ajoute à l'intérêt des faits et n'ôte rien à l'exactitude, qui répand sur tout l'ouvrage le mérite du naturel et le charme de la sincérité.

Il faut se garder de prendre au pied de la lettre une assertion beaucoup trop modeste de la préface : « Ce livre, n'apprendra rien à personne. » Moi, je dirai : Il apprendra quelque chose à tout le monde. En effet, présenter sous un jour nouveau et sous un jour plus vrai des évé-

nemens souvent mal jugés, n'est-ce pas les faire connaître au lecteur? Une époque brillante peut avoir besoin d'être éclairée par l'histoire, et il n'est pas mal parfois d'étudier un peu ce qu'on blâme ou ce qu'on admire.

Ce qui frappe d'abord dans ce livre, c'est une gravité sans raideur qui participe jusqu'à un certain point du caractère du XVIIe siècle. M. de Noailles a rapporté du commerce de ce grand siècle je ne sais quelle dignité simple de langage trop rare aujourd'hui. Aujourd'hui, beaucoup d'écrivains sont pétulans, familiers; ils obsèdent et tourmentent le lecteur pour attirer son attention, le traitant un peu comme les *ciceroni* en Italie traitent les voyageurs qu'ils contraignent bon gré mal gré d'admirer à tout propos et hors de propos. Le duc de Noailles n'est point ainsi : il fait les honneurs de son sujet comme il ferait les honneurs du château, avec une politesse calme et mesurée, mettant chaque personnage à la place qui lui convient et gardant la sienne.

Qu'on ne s'imagine pas, d'après cela, qu'on va lire un ouvrage de *grand seigneur*, ce qui serait une pauvre recommandation aujourd'hui. Le temps est passé où il était du bel air de ne pas se donner la peine d'étudier son sujet et de soigner son style, pour ne point trop sentir le pédant et l'homme de lettres, et de montrer qu'on était gentilhomme en ne sachant pas écrire. Ici les recherches sont toujours consciencieuses; l'application, cette qualité du grand siècle, se retrouve partout; le style, qui ne vise point à l'effet et au brillant, est constamment naturel et soutenu, parfois il atteint une véritable élévation.

Ce qui me paraît le moins remarquable dans l'ouvrage, c'est le commencement. Les deux premières figures qu'on rencontre sont d'Aubigné et Scarron. Ni l'une ni l'autre n'étaient faites pour inspirer très heureusement l'auteur de l'*Histoire de Mme de Maintenon*. L'humeur de tous deux n'avait rien de commun avec la sienne. Ce fou de d'Aubigné, si aventureux, si brave, si spirituel, si fanatique, était, pour notre auteur, bien hâbleur et bien gascon; Scarron était bien grotesque dans sa personne et dans ses écrits. M. de Noailles, qui se croit obligé de le peindre, aurait, je crois, dit de lui volontiers comme Louis XIV des paysans de Téniers: « Que fait ici ce magot? » Peut-être eût-il dû l'ôter de sa galerie, ou du moins ne le montrer qu'en raccourci et renvoyer, pour Agrippa d'Aubigné, à cette amusante autobiographie qui, pour la verve et les vanteries, est digne d'être placée à côté de la vie de Benvenuto Cellini.

Dans l'appréciation de ces deux écrivains, dans tout ce qui tient à l'histoire littéraire proprement dite, on doit s'attendre que M. de Noailles sera moins complétement sur son terrain que quand il parlera de la société, de la diplomatie et du gouvernement. Cependant ses jugemens littéraires, toujours sages, sont parfois à citer pour la pensée et pour

l'expression. Ce qu'il dit des deux genres de burlesque est d'une appréciation littéraire très juste et très fine. « Il y a deux sortes de burlesque : celui qui transforme les choses bouffonnes en choses sérieuses et part d'une réalité basse ou vulgaire pour s'élever à la poésie, tel est le procédé de Boileau dans *le Lutrin,* et celui, au contraire, qui transforme les choses sérieuses en choses bouffonnes et part de la haute poésie pour la faire descendre à la vérité triviale. Le premier, meilleur de fond et de forme, provoque le sourire fin de l'esprit; le second, d'un effet plus comique, fait rire plus franchement, mais lasse plus vite. » Nul critique de profession ne désavouerait ce jugement. Il est difficile aussi de mieux définir une des choses les plus indéfinissables, le charme de la conversation. « Ce fut là enfin (à l'hôtel Rambouillet) que naquit réellement la *conversation,* cet art charmant dont les règles ne peuvent se dire, qui s'apprend à la fois par la tradition et par un sentiment inné de l'exquis et de l'agréable, où la bienveillance, la simplicité, la politesse nuancée, l'étiquette même et la science des usages, la variété de tons et de sujets, le choc des idées différentes, les récits piquans et animés, une certaine façon de dire et de conter, les bons mots qui se répètent, la finesse, la grace, la malice, l'abandon, l'imprévu, se trouvent sans cesse mêlés et forment un des plaisirs les plus vifs que des esprits délicats puissent goûter. » En lisant ce morceau charmant, que bientôt peut-être personne ne comprendra plus, on sent que l'auteur connaît, par l'expérience et la pratique, ce dont il parle avec un sentiment si vrai, et on devinerait qu'il se plaît dans un de ces cercles choisis où l'art qu'il décrit si bien s'est réfugié avant de périr.

M. de Noailles a entrepris une tâche difficile, c'est de faire revenir le public d'une sorte d'éloignement instinctif pour Mme de Maintenon. On ne saurait nier que ce nom est peu populaire. D'abord, c'est un grand tort qu'une haute fortune. L'on n'aime point ceux qui réussissent. La suite et la tenue du caractère déplaisent à tous ceux qui manquent de ces qualités plus estimables que séduisantes : on se console d'en être privé par en médire. Quand on a gâté sa vie en cédant à ses passions ou à ses caprices, c'est un soulagement d'attaquer les existences bien conduites. Il faut convenir que Mme de Maintenon ne saurait intéresser comme Mme de La Vallière : elle est un personnage raisonnable et non un personnage passionné. Est-ce une raison pour la considérer comme le type de l'ambition, du calcul, de l'égoïsme, ainsi qu'on l'a fait souvent? M. de Noailles s'élève contre ce jugement, que beaucoup portent avec légèreté. Peut-être ne parviendra-t-il pas à concilier la sympathie générale à la femme de Louis XIV, à celle qui dit quelque part *ma sécheresse;* mais on reviendra, je pense, sur beaucoup d'exagérations hostiles à Mme de Maintenon, exagérations qu'on est accoutumé à répéter sur parole, comme c'est l'ordinaire, sans s'assurer des faits.

Sur ce point, comme sur presque tous les points de l'histoire, il existe une opinion généralement admise qui, lorsqu'elle n'est pas opposée à la vérité, est à côté de la vérité.

En tête de son ouvrage, M. de Noailles a placé un argument qui ne sera pas le moins persuasif contre l'idée peu favorable qu'on se fait de Mme de Maintenon. Cet argument est un charmant portrait gravé d'après Petitot par Mercuri. Son historien dit avec raison : « Malheureusement pour Mme de Maintenon, ce n'est qu'à un âge déjà trop mûr que son élévation l'a exposée à nos regards. Nous ne la connaissons que vieille; nous nous la figurons toujours dans sa robe feuille morte et ses coiffes, dévote et sévère, régentant la cour, devenue sérieuse comme elle, et portant, avec le poids des années, le poids de son ennui et de celui du roi. Son portrait, même le plus connu, celui où elle fut peinte par Mignard en sainte Françoise romaine, alors qu'elle avait soixante ans, a une expression noble et digne, mais en même temps chagrine et triste, qui contribue à la fixer sous ces traits dans notre imagination. Le reflet de la jeunesse ne vient pas adoucir, pour nous, sur son visage, les rides de l'âge avancé. Il faudrait l'avoir connue jeune. Heureux ceux dont l'image arrive à la postérité sous l'emblème de la grace et de la beauté : la postérité en est pour eux plus indulgente. »

Le portrait de Petitot, placé en tête de la vie de Mme de Maintenon, rend à son souvenir ce reflet de jeunesse qui lui manquait, et dispose le lecteur à en croire, sinon le jugement de l'auteur, qu'il pourrait soupçonner de partialité, au moins les nombreux témoignages des contemporains, qui parlent tous de Mme de Maintenon comme d'une personne pleine de charme et d'agrément. Selon Mme de Sévigné, elle est « aimable, belle, bonne et négligée; on cause, on rit fort bien avec elle. » Mlle de Scudéry, dans son roman de *Clélie*, la désigne sous le nom de la belle Lyrianne, femme de Scaurus (Scarron), et revenant de Lybie (de la Martinique). Dans ce portrait, on trouve cette phrase qui sort de la banalité du genre : « Son esprit était fait exprès pour sa beauté. » Il n'est pas jusqu'à Saint-Simon, son ennemi mortel, Saint-Simon, l'homme aux boutades et aux préventions, cet écrivain, par momens admirable, dont beaucoup de personnes ont la simplicité de prendre au sérieux les saillies haineuses et les fantasques arrêts; il n'y a pas jusqu'à Saint-Simon, lui que l'équité historique force d'appeler le calomniateur des Noailles et de Mme de Maintenon, qui n'ait déclaré qu'elle avait « l'esprit le plus agréable et le plus amusant. » Cet esprit avait attiré chez le poète Scarron la meilleure compagnie, avait charmé Ninon, qui se connaissait en grace et n'avait nul faible pour la pédanterie, ne lassa jamais le roi, accoutumé à vivre dans un cercle d'hommes et de femmes spirituels où étincelait l'esprit des Mortemart. Mme de Maintenon remporta un plus grand triomphe. Mme de Montespan, dont elle com-

battait ouvertement la passion, à qui elle ne cachait point qu'elle combattait celle du roi, Mme de Montespan, malgré tout son ressentiment et au milieu des explosions orageuses d'un mécontentement bien naturel, se sentait invinciblement attirée vers celle qu'elle maudissait souvent. Ce goût pour une personne qu'elle avait tant sujet de haïr, cet attrait dont elle ne pouvait se défendre, prouvent, ce me semble, plus que tout le reste, quel charme l'esprit de Mme de Maintenon exerçait sur ce qui l'approchait, car c'est par l'esprit seulement que pouvaient s'attirer ces deux personnes que tant de choses tendaient à diviser.

La maturité de l'âge et une dévotion que tout prouve avoir été sincère, sa situation à la cour, n'empêchaient point Mme de Maintenon d'écrire à son ancienne amie, Mlle de Lenclos, des lettres pleines de grace: « Continuez, mademoiselle, à donner de bons conseils à M. d'Aubigné (frère de Mme de Maintenon), il a bien besoin des leçons de Léontium. Les avis d'une amie aimable persuadent toujours mieux que ceux d'une sœur sévère. » Mme de Maintenon disait à Saint-Cyr : « Je suis où vous me voyez sans y avoir tendu, sans l'avoir désiré, sans l'avoir espéré, sans l'avoir prévu. » Elle ajoutait : « Je ne le dis qu'à vous, parce que le monde ne le croirait pas. » Elle avait raison, et, pour ma part, j'aurais quelque peine à le croire; mais je ne crois pas non plus à l'esprit d'intrigue, à l'ambition prévoyante qu'on lui a prêtés. Elle a vu venir sa fortune et l'a secondée; elle s'est laissé porter par sa destinée; elle a eu la plus grande et la plus permise des habiletés : elle n'a point fait de faute; c'est celle qu'on pardonne le moins. Du moins a-t-elle été modeste dans sa grandeur, et désintéressée au point de demeurer sans fortune après la mort du roi. Ce sont là deux marques d'une ame qui n'était point commune. Ayant connu dans son enfance l'infortune et presque la pauvreté, elle fut toujours sérieusement occupée des pauvres; elle institua pour les jeunes personnes de condition qui pourraient se trouver dans la situation où elle avait été elle-même la maison de Saint-Cyr, son titre d'honneur dans la postérité. Dans une de ses lettres, elle rapporte une conversation entre elle et le roi, dans laquelle le roi avait répondu, comme pourrait le faire un économiste de nos jours parlant contre le droit à l'assistance: « Mes aumônes ne sont que de nouvelles charges pour mes peuples; plus je donnerai, plus je prendrai sur eux... Un roi fait l'aumône en dépensant beaucoup et à propos. » Mme de Maintenon, sans se laisser décourager par ce que cette réponse offrait de sensé, répliqua avec un langage qui ne manquait ni de chaleur ni de hardiesse : « Cela est vrai; mais tant de gens que vos bâtimens, vos guerres et *vos maîtresses* ont réduits à la mendicité par la nécessité des impôts, il faut bien les soulager aujourd'hui. Nommez cela pension ou aumône; mais il est bien juste que ces malheureux vivent par vous, puisqu'il ont été ruinés par vous. »

A propos des dépenses de Louis XIV, elle écrivait au cardinal de Noailles : « Je n'ai pas plu dans une conversation sur les bâtimens, et ma douleur est d'avoir fâché sans fruit.... Il n'y a qu'à prier et souffrir; *mais le peuple, que deviendra-t-il?* » Je laisse le lecteur sous l'impression de cette parole humaine, dont l'accent semble sincère.

Sans partager tout-à-fait l'opinion de son biographe, et sans réclamer contre elle, je m'associe pleinement à la conclusion du jugement qu'il porte sur Mme de Maintenon : « Sa véritable supériorité n'est pas dans la profondeur des vues et dans l'habileté de conduite par laquelle on croit qu'elle s'est élevée, mais dans cette constante possession d'elle-même, qui lui fit également porter toutes les fortunes sans être humiliée par son abaissement ni éblouie par sa grandeur. » Enfin, quant au point le plus délicat de la conduite de Mme de Maintenon, je me bornerai, avec son biographe, à rappeler en passant combien les attaques dirigées contre la sagesse d'une personne à qui la sagesse semble si naturelle ont peu d'autorité et de vraisemblance, et, à ce sujet, je citerai ces délicates paroles de son apologiste : « Il ne sied jamais de discuter la vertu des femmes. Les plus calomniées, quand elles ont le sentiment de la dignité de leur sexe, préfèrent sur ce point délicat le silence à la controverse, dût-il sortir de celle-ci des preuves en leur faveur. Les apologies les offensent, Mme de Maintenon m'interdirait certainement ici de répondre aux mensonges des libelles où l'on s'est plu à l'outrager. »

Ces dépenses en bâtimens qui affligeaient Mme de Maintenon ont fourni à son historien le sujet d'un curieux chapitre sur les sommes dépensées pour les fastueux travaux de Versailles. Il était conduit naturellement à traiter ce sujet, et le rencontrait pour ainsi dire sans sortir de chez lui. En effet, aux travaux de Versailles se rattachait ce magnifique aqueduc qui devait amener la rivière de l'Eure, et dont les arches majestueuses, encore debout, traversent le parc de Maintenon. Ce prodigieux travail, dirigé par Vauban, n'a pas été achevé. Des trois rangs d'arcades qui devaient s'élever l'un au-dessus de l'autre, le premier seul a été terminé. Ainsi réduit, l'aqueduc de Maintenon surpasse encore en hauteur les aqueducs romains (1). Il semble, comme Racine l'écrivait à Boileau, *bâti pour l'éternité*. Je ne crois pas qu'un autre parc dans le monde ait une pareille décoration. M. de Noailles, qui, au sujet de cette œuvre gigantesque, entre dans de curieux détails, est conduit à s'occuper des dépenses de Versailles : il montre qu'elles ont été exagérées; mais ce qui en reste, d'après son évaluation plus exacte, est encore assez considérable, car les 430 millions, dont M. de Noailles n'a pas donné l'équivalent d'après la valeur d'échange

(1) La hauteur du pont du Gard, qui a de même trois rangs d'arcades, est de 168 pieds; celle de l'aqueduc de Maintenon, s'il eût été terminé, aurait atteint 216 pieds.

actuelle du numéraire, doivent bien représenter à peu près 1 milliard (1). C'est beaucoup sans doute pour des bâtimens; mais du moins ce n'est pas quatre milliards six cents millions comme le disait Volney.

L'ouvrage de M. de Noailles ne contient rien de très nouveau sur le mariage de Mme de Maintenon et du roi. Je ne sais ce qui l'a empêché de citer parmi les preuves de ce mariage, dont au reste personne ne doute plus, une curieuse lettre du père Bourdaloue à Mme de Maintenon où je trouve ce conseil significatif: « Quand il vous arrivera de vous coucher devant la personne que vous me marquez, ne vous dispensez point pour cela de faire à Dieu une prière courte avant de vous mettre au lit. Cette régularité l'édifiera et lui pourra être une bonne instruction. »

Louis XIV, dont M. de Noailles n'est pas moins l'historien que de Mme de Maintenon, est aussi de sa part l'objet d'une prédilection que tous les lecteurs ne partageront pas au même degré. La faveur ou la sévérité de l'opinion publique pour Louis XIV et son règne offrent comme une sorte de thermomètre qui indique l'état des esprits dans un temps donné. Malgré la réaction qui suivit les dernières années de ce règne et le mouvement d'opinion qui commença dès-lors à se produire, sauf quelque persiflage dans les *Lettres persanes*, écrites en pleine régence, le XVIIIe siècle, le siècle philosophique, a assez ménagé la mémoire de Louis XIV. Le XVIIIe siècle appartient aux hommes de lettres, et les hommes de lettres, Voltaire à leur tête, respectaient le protecteur de la littérature dans l'ennemi de la liberté de penser. Après que la révolution eut jeté aux vents les cendres du grand roi et les souvenirs du passé qu'il représentait, on reconnut ceux qui se rattachaient aux idées révolutionnaires et ceux qui voulaient fonder de nouveau l'ordre monarchique, à l'aspect sous lequel ils envisageaient et présentaient Louis XIV. Ainsi, tandis que Chénier, dans son *Épître à Voltaire*, écrivait ce vers assez injuste sur le souverain :

> Qui de l'éclat des arts empruntait son éclat,

les adversaires de la tradition révolutionnaire lui opposaient comme un bouclier la mémoire de Louis XIV. L'empire, malgré l'attrait naturel du despotisme pour le despotisme, ne se plut jamais beaucoup au souvenir du grand roi. La splendeur rivale et trop voisine de ce souvenir l'importunait, il aimait mieux évoquer la mémoire lointaine

(1) M. de Noailles fait remarquer que dans cette somme se trouvent compris non-seulement les travaux de luxe, c'est-à-dire ceux des châteaux de Versailles, de Marly, de Trianon et leurs dépendances, mais aussi les travaux de l'Observatoire, de l'église et du dôme des Invalides, de la place Vendôme, de l'église de Notre-Dame à Versailles, du Val-de-Grace, d'une partie du canal du Languedoc, et enfin des manufactures, tous monumens publics qui n'avaient aucun rapport avec les habitations royales.

et un peu fantastique de Charlemagne. Sous la restauration, en présence des menaces impuissantes de l'ancien régime, ce fut acte d'opposition de chercher à diminuer Louis XIV. Nul ne le fit plus habilement que M. Lémontey dans un morceau d'histoire qui serait plus remarquable encore, s'il n'était par trop aiguisé en épigramme. Enfin le temps de la justice arriva pour le monarque, tour à tour placé trop haut et trop bas. La France, après 1830, se sentit assez forte pour ne plus craindre la royauté absolue et pour le juger équitablement, *sine irâ et studio*. Ce jugement porté sans passion fut en définitive favorable à Louis XIV. Un historien sympathique à la révolution française, M. Mignet, guidé par cette haute et intelligente impartialité qui le caractérise, décerna au gouvernement de Louis XIV un hommage qui, dans sa bouche, ne pouvait être suspect. Aujourd'hui enfin, rencontre bizarre, quand les trônes s'ébranlent ou s'écroulent, quand l'ancienne société se brise et se dissout partout en Europe, voici, dans l'ouvrage de M. de Noailles, que la figure de Louis XIV se présente encore une fois, non pas dans les splendeurs de l'apothéose, mais éclairée par une main habile d'un jour favorable. M. de Noailles n'est pas un enthousiaste aveugle, c'est un apologiste sincère, bien qu'un peu prévenu. Il n'a pas pour Louis XIV une idolâtrie insensée, mais une respectueuse admiration. Il n'a point les complaisances d'un courtisan de Versailles, mais il respire cet attachement désintéressé pour l'autorité royale que les Anglais appellent *loyauté*. A ce sentiment vient se mêler une sorte de mélancolie et un regret contenu à l'aspect d'une société calme, ordonnée, imposante, et ce regret, le gouvernement actuel ne saurait lui en faire un crime, car il l'éprouvait sous le gouvernement qui a été renversé.

Si l'on veut voir la royauté de Louis XIV présentée sans emphase dans toute sa grandeur politique et sociale, il faut lire l'ouvrage de M. de Noailles, et surtout le chapitre VIII. On ne fera pas mal de parcourir ensuite le livre de Lémontey pour tempérer l'admiration par un peu de critique, et mettre quelques ombres à ce tableau, d'un coloris non pas éblouissant, mais sage, égal, harmonieux, qui pourrait faire illusion par ses qualités même. Tout ce que dit M. de Noailles est vrai; mais a-t-il tout dit?

Il ne faudrait pas croire pourtant que ce livre soit une glorification ou même une amnistie complète de Louis XIV. Ainsi, après avoir expliqué, sans le justifier bien entendu, comment le *scandale des légitimés* était préparé dans les esprits par le préjugé féodal en vertu duquel ni Guillaume-le-Conquérant ni Dunois ne rougissaient de *bâtardise*, — avant le préjugé féodal, par les dispositions de la législation romaine sur le concubinat, — et enfin par l'autorité monarchique investie du droit

de légitimation, ce qui, strictement, conférait à Louis XIV le pouvoir de s'absoudre de ses fautes; après avoir allégué toutes ces circonstances atténuantes, M. de Noailles n'en prononce pas moins une sentence rigoureuse au nom de la morale et de la religion : « Mais le scandale donné par les rois ne se justifie pas aux yeux de Dieu par l'exemple de leur race et par les adulations de leurs peuples. Qui sait si ces fautes ne sont pas entrées pour une part d'expiation dans les maux que nous avons vu fondre sur la famille royale? » Et il ajoute avec une grande élévation de pensée et de langage : « La Providence a deux justices, celle qu'elle rend en secret, au sortir de la vie, à chacun selon ses œuvres, et celle qu'elle fait éclater au grand jour, en laissant les hommes eux-mêmes en être les ministres, quand de longues fautes ou de grands malheurs commis par les races royales ou par les nations exigent que le monde soit vengé des scandales qu'il a soufferts longtemps. Sans cesse dans l'histoire les rois et les peuples se châtient les uns les autres sous le regard de Dieu, exécuteurs tour à tour de la justice du ciel sur la terre. »

Tout n'est pas de cette gravité. Ainsi M. de Noailles nous montre dans Louis XIV non-seulement le roi majestueux, le politique habile et persévérant, mais l'homme, et, ce qu'on a fait rarement, le jeune homme. Louis XIV se présente d'ordinaire à notre imagination avec une raideur un peu théâtrale, à l'état d'idole, et dans sa vieillesse de grand lama ennuyé à force d'encens et d'adorations; mais Louis XIV jeune, vaillant, plein d'entrain et de bonne humeur, est un personnage que nous connaissons moins. C'est ainsi que nous le présente en passant M. de Noailles d'après les *Mémoires de Mademoiselle*. « Le roi arriva, dit-elle, au galop, tout crotté et mouillé, venant du siége (de Montmédy); mais, quelque négligé qu'il fût, je le trouvai de bonne mine. Il ne parlait que de ses mousquetaires, de ses compagnies de gendarmes et de chevau-légers, et de leurs belles casaques bleues. — Avez-vous jamais entendu des timbales? — Oui, lui dis-je, j'en ai entendu. Il me demanda : Et où? Je me mis à sourire et lui dis avec une mine respectueuse : Dans les troupes étrangères qui étaient avec nous pendant la guerre. J'ajoutai : Le souvenir ne m'en doit pas être agréable; c'est le temps où j'ai déplu à votre majesté; je lui en demande pardon; je le devrais faire à genoux. Il me répondit : Je m'y devrais mettre moi-même, de vous entendre parler ainsi. Il ne faut plus parler du passé. Et nous nous remîmes à parler de la guerre. Il me conta toutes ses campagnes et tout ce qu'il avait fait. Je lui dis : Le roi votre grand-père n'y a pas été si jeune. Il me répondit : Il en a néanmoins plus fait que moi. Jusqu'ici, on ne m'a pas laissé aller si avant que j'aurais voulu; à l'avenir, j'espère que je ferai parler de moi... Si nous étions à nous disputer, le roi d'Espagne et

moi, je le ferais bien céder. Que je serais aise, s'il voulait se battre contre moi pour terminer la guerre tête à tête! Il n'aurait garde de le faire; de cette race, ils ne se battent jamais....

« ... Il allait danser chez les particuliers, chez le duc de Lesdiguières, chez le chancelier, chez le maréchal de Villeroy, chez le maréchal de l'Hôpital, d'où il reconduisit une fois d'un si grand train Mlle de Luxembourg que les gardes ne purent suivre, et il disait à Mademoiselle : Que je serais aise que les voleurs nous attaquassent! »

Plus tard, toute la vie journalière de Louis XIV, les fêtes, les chasses, les promenades, passent devant les yeux du lecteur pour ainsi dire heure par heure, avec une exactitude animée qui transporte au sein de cette existence brillante, de ces mœurs élégantes, de ces divertissemens magnifiques, auxquels concouraient Molière et Racine. Les amours du roi trouvent leur place dans cette histoire à côté des grands événemens du siècle, et toute cette partie du récit est traitée avec beaucoup de délicatesse. La situation singulière de Louis XIV entre Mme de Montespan, Mme de Fontanges et Mme de Maintenon forme un chapitre de roman *psychologique* très bien touché, beaucoup plus vrai et beaucoup plus fin que le roman prétendu historique de Mme de Genlis. Le grave auteur rencontre des expressions très gracieuses, telles que celles-ci : « Cette nouvelle divinité ne brilla qu'un instant, comme une fugitive apparition du plaisir. Après avoir ébloui la cour de sa jeunesse et de sa beauté, elle disparut bientôt, et tomba comme une fleur promptement séchée. Cependant sa chevelure, détachée un jour par le vent dans une forêt, a éternisé son nom et est devenue comme un monument fragile et impérissable de son éclat passager. »

Mais l'historien ne s'arrête qu'un moment à ces aimables frivolités; le sérieux domine dans son récit. On le retrouve tout entier dans l'explication des causes de la guerre de Hollande, où la profondeur des desseins ne saurait absoudre pour nous les menées tortueuses d'une diplomatie qui serait sans excuse, si elle n'eût été alors employée par tout le monde. Le système financier de Colbert est bien apprécié. Peut-être eût-il été juste d'y relever, comme l'a fait l'habile historien de ce grand ministre, M. Clément, l'excès du système de protection, système justifié cependant jusqu'à un certain point par la nécessité de fonder l'industrie française, mais sur lequel on se garda de revenir quand il ne fut plus nécessaire, et dont la tradition est beaucoup trop fidèlement suivie de nos jours. Les *Mémoires de Louis XIV* ont fourni à M. de Noailles le sujet d'une dissertation qui, je le dis sans rien exagérer, sera jugée par les amis de l'érudition comme un excellent morceau de critique littéraire. La conclusion est que ces *Mémoires* sont bien réellement de Louis XIV. Il appartenait à l'auteur, comme il le dit lui-même, plus qu'à un autre, de donner des éclaircissemens à ce sujet,

puisque c'est au maréchal de Noailles, son trisaïeul, que sont dus les précieux documens publiés depuis par Grouvelle sous le titre d'*Œuvres de Louis XIV*, et à la suite desquels on aurait pu ne pas imprimer les vers du roi sur la présidente Tambonneau, vers qui confirment le jugement de Boileau sur le talent poétique de Louis XIV : « Votre majesté fait tout ce qu'elle veut; elle a voulu faire des vers détestables, et elle y a parfaitement réussi. »

Les preuves matérielles si judicieusement rassemblées par M. de Noailles ne peuvent laisser aucun doute sur l'authenticité des *Mémoires de Louis XIV*. Avant que ces preuves eussent été données, j'avais eu occasion, dans mes cours, de me prononcer en faveur de la thèse qu'il vient de prouver. Les écrits de certains hommes portent une marque que nul ne saurait contrefaire. Ainsi je n'ai jamais douté, quoi qu'on en ait pu dire, que les mémoires attribués au cardinal de Richelieu ne lui appartinssent bien réellement, au moins en partie, car, dans ces mémoires, écrits d'un style prolixe par un personnage qui s'obstinait à vouloir être homme de lettres, tandis que la nature l'avait fait homme d'action, on trouve çà et là des traits qui révèlent Richelieu : quand, par exemple, la mort de Wallenstein, son ennemi, lui arrache des expressions pleines d'une sympathie évidente pour ce grand serviteur abandonné par le maître dont il a fait la puissance; quand son dépit lui inspire des allusions si claires à la faiblesse du roi, qui, s'il *pouvait, ne demanderait conseil à aucun;* quand enfin, à propos de Battori, victime de l'Autriche, il prononce cette maxime, qu'il devait pratiquer jusqu'au bout : « exemple mémorable qu'il n'y a point d'issue de l'autorité souveraine que le précipice, et qu'on ne la doit déposer qu'avec la vie, » cette dernière phrase est une signature. Il en est de même des *Mémoires de Louis XIV;* lui seul a pu écrire les lignes suivantes sur la propriété : « Tout ce qui se trouve dans nos états, de quelque nature qu'il soit, *nous appartient au même titre* et doit nous être également cher. Les deniers qui sont dans notre cassette, ceux qui demeurent entre les mains de nos trésoriers et ceux que *nous laissons dans le commerce de nos peuples* doivent être également ménagés.

Louis XIV avait dit un jour : « L'état, c'est moi! » Lui aussi regardait donc l'état comme seul propriétaire : c'est du communisme royal s'il en fut. Que ceux qui veulent confisquer au profit de l'état la propriété individuelle ne regardent pas dans l'avenir de liberté qui attend le monde; qu'ils se retournent vers les âges de servitude. Les rêves orgueilleux du despotisme ont devancé leurs doctrines, et, s'ils cherchent aujourd'hui des pays où prévalent ces doctrines, qu'ils les demandent à l'Orient, cette terre du passé et de la servitude; qu'ils détournent les yeux des contrées civilisées et prospères, de l'Angleterre, des États-Unis, et qu'ils aillent contempler la réalisation de leur utopie dans cette mi-

sère qu'il faut avoir vue pour s'en faire une idée, dans l'inexprimable misère des fellahs de Méhémet-Ali!

Mais j'ai hâte d'arriver à la partie la plus importante de l'ouvrage de M. de Noailles, partie qui forme un véritable tout : je veux parler de l'étude historique, approfondie, que son sujet lui a donné l'occasion de faire sur le plus funeste événement du règne de Louis XIV : la révocation de l'édit de Nantes. Ici encore, M. de Noailles a trouvé un lieu commun établi, et, en histoire, lieu commun est presque toujours synonyme d'erreur. Ce lieu commun, M. de Noailles l'exprime ainsi: « Pour beaucoup de personnes, cet événement n'a d'autre origine que l'influence de cette favorite dévote, qui, abusant de l'empire que l'âge et la dévotion lui avaient, dit-on, acquis sur le monarque, aurait tout à coup inspiré à celui-ci une longue et atroce persécution contre une partie de ses sujets. Peu s'en faut qu'on ne se représente le grand roi agenouillé devant elle, un chapelet à la main, et, sur ses injonctions impitoyables, proscrivant, châtiant les hérétiques de son royaume pour expier sur eux ses péchés et les scandales de sa jeunesse. » Eh bien! non, ce n'est pas là l'explication de ce grand et déplorable fait de la révocation de l'édit de Nantes: l'édit de Nantes n'a point été révoqué pour faire plaisir à Mme de Maintenon ni pour expier les péchés amoureux du roi; non, cette mesure si désastreuse a été le résultat d'une politique suivie avant Louis XIV, approuvée par l'opinion, conforme aux idées qui régnaient dans tous les états catholiques et protestans de l'Europe. Les mesures violentes n'ont point été adoptées brusquement et de gaieté de cœur dans un esprit de fanatisme et de persécution; on y a été entraîné par les embarras d'une situation difficile qu'on avait imprudemment créée, et d'où l'on ne savait plus comment sortir. Voilà ce qu'expose très bien M. de Noailles. Il n'est point l'apologiste de la mesure, il en est l'historien; il ne la justifie pas, mais il l'explique. On peut condamner en termes encore plus sévères ce qu'il se contente trop peut-être de désapprouver, et, pour ma part, je le ferais volontiers : j'éprouve plus de colère que lui en présence des faits qu'il expose; mais je ne puis ni changer ces faits ni en détruire l'enchaînement. C'est cet enchaînement surtout qui n'avait, je crois, jamais été aussi bien mis en lumière, c'est cet enchaînement dont je voudrais donner idée au lecteur, mais qui, je le sens trop, ne pourra être complétement saisi que dans l'ouvrage même.

D'abord, en ce qui concerne l'influence de Mme de Maintenon sur la décision que prit Louis XIV au sujet des protestans, il n'a pas été difficile à M. de Noailles de montrer combien cette influence avait été exagérée, pour ne rien dire de plus. Voltaire, dont les préventions anti-religieuses n'égaraient pas cette fois l'admirable bon sens, Voltaire avait dit, avec beaucoup de justesse : « On voit, par les lettres de Mme de Main-

tenon, qu'elle ne pressa point la révocation de l'édit de Nantes et ses suites, mais qu'elle ne s'y opposa point. » Je le crois bien, on ne s'opposait guère aux plans de Louis XIV. Le rôle de Mme de Maintenon auprès du roi était beaucoup plus un rôle de complaisance que de direction. C'est encore ce que pensait Voltaire. « Pourquoi dites-vous, écrit-il à M. de Formey, que Mme de Maintenon eut beaucoup de part à la révocation de l'édit de Nantes? Elle toléra cette persécution comme elle toléra celle du cardinal de Noailles, celle de Racine, mais *certainement elle n'y eut aucune part*. C'est un fait certain, elle n'osait jamais contrarier Louis XIV. » Voilà la vérité; on est toujours disposé à croire à des influences cachées sur les volontés des hommes qui conduisent le monde. Pour moi, tout en reconnaissant et en respectant la discrète influence que la tendresse peut exercer sur le génie, je n'ai pas grande foi aux Égéries, et j'imagine que Numa en faisait à sa tête après ses entretiens au bord de la fontaine. La grande affaire de Mme de Maintenon était de désennuyer le roi. Elle avait trop de sens pour se flatter de le gouverner. Et pourquoi? Par fanatisme? Mais le fanatisme n'était point dans son tempérament. Elle était si éloignée de ce zèle dont sont animés parfois les convertis, qu'elle s'attira un jour ces paroles un peu dures du roi : « Je crains, madame, que les ménagemens que vous voudriez qu'on eût pour les huguenots ne viennent de quelque reste de prévention pour votre ancienne religion. » Mme de Maintenon écrivait : « Il faut *persuader* et non *persécuter*. » Au reste, si des écrivains légers et mal informés, venus après elle, l'ont voulu rendre responsable des persécutions exercées contre les protestans français, les écrivains protestans n'ont pas tous partagé ces préventions. Les historiens des réfugiés français dans le Brandebourg disent positivement : « Elle ne conseilla jamais les moyens violens dont on usa. Elle abhorrait les persécutions, et on lui cachait celles qu'on se permettait. » Enfin, il ne faut pas oublier les dates : quand Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, il n'était pas vieux, mais dans la force de l'âge, il avait quarante-sept ans, et, quand il entra dans la voie des rigueurs législatives qui firent présager cette résolution, il n'était point le mari de Mme de Maintenon, il était aux pieds de Mlle de Fontanges.

Le lieu commun écarté, il restait à le remplacer, à faire l'histoire véritable de la révocation de l'édit de Nantes; c'est cette histoire qui remplit presque entièrement le second volume de l'ouvrage et lui donne surtout une véritable valeur historique.

L'auteur remonte aux idées que la législation des empereurs romains avait répandues dans le monde touchant l'autorité du prince en matière de religion. Arrivé à la réformation, il y trouve à la fois et un principe d'insurrection contre les puissances établies et le droit d'intolérance, de persécution invoqué par les réformateurs eux-mêmes; il voit la

maxime proclamée par Calvin, que les huguenots doivent être réprimés par le droit du glaive : *jure gladii coercendos esse hæreticos*, appliquée à Servet, à Jacques Bruet, à Valentin Gentilis. En France, le parti protestant, allié naturel de l'étranger, aspirant à remplacer la monarchie française par une fédération aristocratique, ayant des assemblées, des chefs, des places fortes, fut long-temps comme un état dans l'état. Richelieu sentait, ce sont ses expressions, « l'impossibilité où la France serait de tenter rien de grand, tant qu'elle serait travaillée de ce mal intérieur et que les huguenots auraient un pied dans le royaume. » Dans la prise de La Rochelle, il voyait un événement qui « rouvrait encore le chemin au roi pour exterminer le parti qui, depuis cent ans, divisait son état. » Voilà le véritable principe de la révocation de l'édit de Nantes. Louis XIV prit le mot d'ordre, non de la dévotion de Mme de Maintenon, mais de la politique de Richelieu.

Après la prise de La Rochelle, le parti protestant cesse d'avoir un caractère et d'offrir un danger politique; mais l'inquiétude survit au péril : les impressions que les événemens laissent après eux dans l'histoire sont elles-mêmes des événemens. Ne voyons-nous pas aujourd'hui les souvenirs de la terreur créer en France un préjugé contre la république? De même, quand les protestans n'étaient plus à craindre, on se souvenait qu'ils l'avaient été. Et la pensée de rétablir dans l'état l'unité de religion, loin d'être née à la fin du règne de Louis XIV, sous l'empire d'une dévotion morose, cette pensée, qui ne fut jamais abandonnée, l'occupa dès les premières années de ce règne, ainsi que M. de Noailles l'a montré par une suite de citations qui ne laissent rien à désirer.

Ce qu'entreprenait Louis XIV, en voulant rétablir l'unité religieuse dans son royaume, était à ses yeux et aux yeux de l'opinion publique, depuis Bossuet jusqu'à La Fontaine, légitime et glorieux. Nous ne pensons pas ainsi, et nous avons bien raison de penser autrement; mais nous ne pouvons faire un crime à Louis XIV d'avoir été de son temps, et au XVIIe siècle d'être venu avant le XVIIIe. Les reproches que l'histoire peut adresser à Louis XIV portent sur les moyens employés; quant aux violences, il ne peut y avoir qu'une voix, et M. de Noailles n'hésite pas à les réprouver. Seulement, il faut encore ici tenir compte des dates qu'on oublie trop souvent. Les barbaries exercées contre les protestans eurent lieu beaucoup moins sous le règne de Louis XIV que pendant les années qui suivirent : sous la régence, par le conseil de Saint-Simon, et surtout sous le ministère du duc de Bourbon. C'est ce qu'on voit très bien dans l'un des ouvrages qui inspirent le plus d'intérêt pour les victimes de la persécution : l'*Histoire des Églises protestantes au Désert*, par M. Ch. Coquerel.

Ce que M. de Noailles montre parfaitement, ce qui n'avait jamais été

aussi bien démêlé avant lui, ce sont les incidens et les vicissitudes de cette grande entreprise de la conversion des protestans dans laquelle on s'était lancé un peu légèrement, qui sembla d'abord s'opérer comme d'elle-même, et qui devint en avançant beaucoup plus difficile qu'on ne l'avait jugé d'abord. Une fois engagé, on ne savait plus comment faire pour avancer ni pour reculer. On voulait effrayer par la rigueur, et on donnait tout bas des contre-ordres pour adoucir les mesures sévères. On n'avait pas cru avoir besoin de persécutions; mais on fut amené à persécuter et à opprimer, parce qu'on n'avait pas tenu assez compte de l'énergie de la croyance et des résistances de la foi. C'est là, je l'avoue, ce qui me révolte le plus dans les mesures qui suivirent la révocation de l'édit de Nantes; elles ont quelque chose d'embarrassé, de gauche et de perfide, qui contraste singulièrement avec la prétention constante et si souvent fondée de Louis XIV à la grandeur. Il est misérable de chercher à changer la religion de ses sujets en récompensant l'apostasie par la faveur, en fermant toutes les carrières aux convictions inflexibles, en obtenant des conversions par des logemens militaires, en faisant écrire par Louvois à M. de Marillac, intendant en Poitou : « Sa majesté désire que vos ordres sur ce sujet (les logemens) soient par vous, ou par vos subdélégués, donnés de bouche aux maires et échevins des lieux, sans leur faire connaître que sa majesté désire par là *violenter les huguenots à se convertir*. » Ces vexations timides, ces violences qui n'osent s'avouer, les subtilités employées pour établir que les enfans de sept ans sont juges de la religion qu'ils doivent embrasser et par lesquelles on les enlève à leurs parens, toutes ces choses forment un ensemble de moyens honteux mis au service d'une cause qu'on pouvait croire bonne, mais qu'en aucun cas on ne pouvait défendre ainsi. C'est un système de duplicité et de corruption dont on semble rougir en l'employant, et auquel on s'est condamné, parce qu'on s'est écarté de la voie droite, du respect de la liberté de conscience, hors de laquelle il n'y a point de salut.

C'est là ce qui ressort du récit de M. de Noailles; il le fait dire encore plus qu'il ne le dit lui-même. Le but de son récit a été de mettre tous les faits en lumière, et ce but, il l'a atteint complétement. Par momens, l'impartialité de l'historien peut sembler trop calme en présence des iniquités qu'il raconte. On ne peut du moins jamais lui reprocher de les approuver, et on doit reconnaître qu'il conclut à une condamnation expresse. Après avoir établi, par un tableau frappant de la législation anglaise en matière de croyance, que le protestantisme, au XVIIe siècle, n'était pas moins intolérant que le catholicisme; après avoir dit : « Que doit-on conclure de ces faits? Que tel était l'esprit général du siècle, et qu'il ne faut pas envisager ces questions, comme il arrive souvent, au seul point de vue de la religion et du despotisme,

mais dans toutes leurs relations avec l'histoire du temps;... » il ajoute : « Que doit-on en conclure encore ? C'est que l'expérience du passé nous enseigne que l'autorité humaine et l'emploi de la force sont en définitive impuissantes en matière de croyance, — les croyances vivent sous la persécution, — et que la liberté laissée à chacun d'honorer Dieu selon sa foi et son culte, non par indifférence, mais, comme dit Fénelon, en souffrant ce que Dieu souffre, est ce qu'il y a de plus conforme à la dignité de l'homme, au respect de l'intelligence, au repos des états et au véritable esprit de la religion. »

Arrêtons-nous sur ces graves et sages paroles, sur cette conclusion d'un jugement plein d'élévation et de maturité. Il le faut bien, car la partie publiée de l'ouvrage s'arrête elle-même ici. Nous savons déjà que ce qui suivra ne sera pas d'un moindre intérêt que ce qui a paru. Quelques pages sur Saint-Cyr, détachées par avance du troisième volume, et qui n'ont été imprimées que pour un petit nombre, avaient fait pressentir tout le mérite de l'ouvrage que M. de Noailles donne aujourd'hui au public. Nous connaissons donc toute la valeur de ce que nous attendons. Demandons seulement à l'auteur de ne pas nous le faire attendre trop long-temps. Une révolution s'est faite pendant qu'il corrigeait les épreuves des deux premiers volumes : que le troisième paraisse bientôt, c'est-à-dire avant que nous ayons vu deux ou trois autres révolutions s'accomplir en Europe.

J.-J. AMPÈRE.

DE

LA PROPRIÉTÉ

PAR M. THIERS.[1]

Si M. Thiers lui-même demande pardon à la raison publique du sujet qu'il est obligé de traiter, quelle excuse ne doit-on pas faire d'oser prendre la parole après lui! Que peut-on dire sur de pareilles matières quand il a parlé? Que peut-on dire de lui à ceux qui l'ont lu? Le privilége d'un nom comme le sien est de se passer d'éloges; le mérite de ses écrits est de se passer de commentaires. Ce qui s'adresse à tout le monde n'a besoin d'être expliqué, encore moins d'être vanté par personne. Nul plus que M. Thiers n'appartient au public entier; ses ouvrages sont du ressort du plus faible aussi bien que du meilleur juge. Il y aurait une fatuité sans pareille à prétendre l'avoir mieux compris ou seulement mieux apprécié qu'un autre.

C'est cette rare qualité d'écrivain, aussi populaire qu'élégant, qui assure aujourd'hui à M. Thiers une position sans égale en France. Si son nom est en effet presque le seul qu'on prononce encore avec honneur et un peu d'espoir, il ne doit pas seulement ce privilége au coup de vent qui a balayé toutes les renommées dont la France avait ac-

(1) Un volume in-8°, librairie de Paulin, rue de Richelieu, 60.

coutumé de s'enorgueillir. C'est une triste élévation que celle qu'on tient de l'abaissement commun, et M. Thiers, j'en suis sûr, est le premier à la regretter. Habitué à lutter avec ses égaux, il souffre sans doute de ne plus rencontrer d'émules; l'histoire, son étude favorite, lui a fait connaître quel jugement sévère la postérité porte sur les générations fantasques qui obscurcissent elles-mêmes leur auréole en proscrivant leurs grands citoyens. Ce n'est donc point d'être resté debout, parmi tant d'arbres déracinés, qu'il faut féliciter M. Thiers; mais on peut dire sans flatterie que ses rares talens semblaient comme prédestinés à l'épreuve que nous subissons aujourd'hui. Du même coup, en effet, nous avons vu le champ de la politique démesurément agrandi et tous ses fondemens ébranlés. Au moment où le suffrage universel nous faisait descendre jusqu'à des régions de la société où, toute lumière acquise venant à s'éteindre, on ne pouvait plus compter que sur le bon sens naturel, le bon sens lui-même nous a fait défaut, et la nature s'est vue méconnue. Nous avons eu à défendre des vérités éternelles devant un public illimité, des vérités primitives devant un auditoire novice, à plaider en quelque sorte devant tout le monde la cause de tout le monde. La parfaite justesse d'esprit de M. Thiers, sa lucidité brillante, le rendaient admirablement propre à un tel rôle : il était né pour être l'avocat du sens commun au tribunal du suffrage universel.

Et qu'on ne se fasse point illusion : cette double tâche d'établir par raisonnement les vérités du sens commun et d'être entendu d'un public entier a des difficultés qui ne sont comprises que de ceux qui s'y sont essayés. Il y a long-temps que les philosophes savent qu'il n'y a rien de si malaisé à démontrer que l'évidence. Certaines vérités jouent, dans chaque branche des travaux de l'esprit, le rôle de la lumière sur la surface du globe. A la clarté du soleil, vous dirigez vos pas, vous embrassez la nature entière. Regardez le soleil lui-même : vos yeux s'éblouissent et n'aperçoivent plus rien. Le droit de propriété était jusqu'ici, en quelque sorte, la lumière de toutes les discussions politiques. Tout se rapportait à ce droit fondamental : les noms vénérés de justice, de bon ordre, de liberté, ne prenaient quelque sens que par rapport à l'exercice et au développement du droit de propriété. Ces institutions étaient libres, qui permettaient aux citoyens l'usage hardi et le juste orgueil de la propriété honorablement acquise; ce gouvernement était ferme, qui assurait la propriété entre les mains de son possesseur légitime; ce souverain était juste, qui savait la respecter lui-même. Au contraire, le genre humain abhorrait également, sous les titres de despotisme et d'anarchie, tout état social où l'atteinte violente à la propriété est portée ou soufferte par un pouvoir cupide ou débile. Depuis le 24 février, nous avons changé tout cela. Ce qui

servait à démontrer tout le reste est aujourd'hui précisément ce qui reste à démontrer. Le degré qui servait à mesurer l'échelle de proportion de toute politique doit être mesuré lui-même. Quelle tâche! quel changement de méthode et de langage! Tous les points d'appui manquent, tous les faits accordés sont mis en question, toute expérience est récusée. Tout l'horizon tremble : c'est l'axe de la terre qui fléchit, et qui demande des mains assez fortes pour le redresser.

M. Thiers ne pouvait dignement accomplir cette entreprise qu'en transportant, comme il l'a fait de prime-abord, le débat dans le fond intime de la nature humaine. Du moment, en effet, où tout ce qui fait la société depuis six mille ans se trouve mis en suspicion, c'est à la nature et à l'individu qu'il faut revenir. Chercher dans la nature de l'homme, considéré en lui-même, en dehors du milieu social qui l'environne, l'origine et par-là même les titres du droit de propriété, il n'y a pas, en effet, autre chose à faire, du moment qu'on ne veut tenir compte ni de l'histoire, ni du sens commun, ni de l'expérience. Vous récusez la société, œuvre de l'homme; récuserez-vous l'homme, œuvre de Dieu? Si la propriété, telle que vous la condamnez, découle invinciblement de la nature humaine, telle que Dieu l'a faite, êtes-vous plus sage que Dieu pour mieux imaginer, ou plus puissant pour mieux faire? Tel est le roc inexpugnable sur lequel M. Thiers asseoit son raisonnement tout entier. Comme le débat est engagé, nul autre terrain n'était possible à défendre; mais comprend-on quel tour de force ce doit être que de plier aux habitudes d'un langage familier, d'animer de toute la verve d'un pamphlet une série de raisonnemens qui s'appuie sur des considérations d'un tel ordre? Interroger la nature humaine, ce n'est rien moins qu'évoquer la métaphysique elle-même. Faites donc de la métaphysique entre deux barricades, à l'usage des assemblées primaires!

L'esprit flexible de M. Thiers a résolu ces difficultés jusqu'à les faire disparaître, à tel point qu'une étude attentive de son livre permet seule de les apprécier. Peu d'anneaux manquent à l'enchaînement des propositions de M. Thiers; la profondeur et la portée s'y devinent plus qu'elles ne s'y montrent; le fil en est serré, l'inspiration pure. Il est facile d'en faire sortir une justification complète et rigoureuse du droit de propriété; mais sur ce fond solide et sévère se joue, avec les mille nuances de l'arc-en-ciel, un style qui brille, par sa pureté même, comme l'eau d'une source. A l'appui des vues les plus hautes se pressent mille considérations, d'un bon sens pratique, usuel, prises dans le cours habituel de la vie, pour ainsi dire, dans les faits de tous les jours, et qui révèlent un mélange inattendu d'expérience et de réflexion. Ce bon sens dépourvu d'illusions, qui parfois va se heurter contre de douloureuses nécessités, est tempéré et comme pénétré par une douce

chaleur de bienveillance qui contraste avec le ton morose de nos philanthropes du jour. J'ai peu de confiance aux bienfaiteurs du genre humain dont la bouche distille le fiel. Dans ces brillans tableaux que la plume de M. Thiers nous trace du bonheur d'une société active et florissante, quand il nous montre l'aisance du pauvre si heureusement solidaire de l'opulence du riche; quand il nous décrit les mille jeux de la liberté humaine s'ébattant sous l'œil de Dieu et sous le frein de la conscience; quand il recherche soigneusement tout ce qu'une main bienfaisante a versé de douceurs inconnues dans les plus humbles destinées, je retrouve là une plus profonde sympathie pour les souffrances de la pauvre humanité que dans ces écrits haineux, qui déchirent les lèvres de nos plaies pour y verser le venin plus à leur aise. Le livre de M. Thiers repose l'ame de nos journaux soi-disant démocratiques, comme, au sortir de l'atmosphère brûlante de notre capitale désolée, la vue se repose sur les vallées de la Normandie, où s'étalent, sous les rayons d'un soleil tempéré, tous les accidens d'une culture savante.

C'est pourtant de cet agrément du style, de ces heureux accessoires et de ces mouvemens de l'ame qui la relèvent, mais qui la cachent en même temps, que nous voulons essayer de dépouiller ici l'argumentation sévère de M. Thiers. Nous entreprenons de montrer par quelles fortes articulations sont jointes l'une à l'autre toutes ces pièces, dont chacune porte, dans son travail délicat, l'empreinte d'une main d'artiste. Donner à ces considérations entraînantes la précision d'une démonstration mathématique, qui exclut la contradiction par l'absurde; remonter jusqu'à la source obscure peut-être, mais élevée, d'où la vérité s'écoule à flots si pressés, nous croyons que cela n'est ni impossible ni même inutile. La simple lecture de l'ouvrage de M. Thiers met à l'instant de son côté toutes les imaginations pures, tous les calculs honnêtes de l'intérêt bien entendu; il n'est pas sans profit de montrer qu'il satisfait également toutes les exigences du raisonnement et de la conscience. Une telle tâche, abstraite par sa nature, aride dans ses détails, ne peut prétendre sans doute à beaucoup de popularité : elle s'adresse à ceux qui possèdent plus qu'à ceux qui attaquent la propriété. Est-ce un tort? Nous ne le pensons pas. Hélas! une foule égarée écoute peu des avis qu'elle croit intéressés. Conseillère moins suspecte et plus impérieuse, l'expérience, qui s'avance à grands pas, et dont nous essayons vainement de tempérer la rudesse, se charge de la détromper. Mais nous vivons dans un temps de mollesse et d'abandon, où il est bon de démontrer à tous les pouvoirs qu'ils ne sont pas des usurpateurs. Tous ont besoin qu'on leur rende ce fier sentiment de leur droit sans lequel ils ne sauraient ni en user avec noblesse, ni mourir pour le défendre. Douter de soi-même au jour du combat, c'est l'explication

de tant de chutes douloureuses. Préservons, s'il se peut, la propriété de ces défaillances.

Nous l'avons dit : c'est à la nature humaine elle-même, abstraction faite de tout ce qu'elle tient de ce qu'on nomme les conventions sociales, que M. Thiers demande compte de l'origine du droit de propriété. Quel est-il donc, cet homme naturel? en d'autres termes, qu'est-ce que l'homme tient de la nature? Il y a long-temps que la philosophie et la religion ont répondu à cette question en montrant le spectacle d'humiliation et de pitié que donne l'enfant qui vient au monde. Un être nu, jeté sur une terre nue : *nudum in nuda*, nous dit, par une expression énergique, un auteur ancien rappelé par M. Thiers. Seul de tous les animaux, l'homme est abandonné par la nature, sans vêtement pour se couvrir, sans instincts pour se diriger, sans cris intelligibles pour se faire entendre. « De lui-même, dit toujours Pline, il ne fait que pleurer : *Hominem non aliud scire sine doctrina quam flere.* » D'elle-même la terre ne lui offre presque aucun aliment pour le nourrir. Ainsi un être incapable de disputer à la mort qui le presse le souffle de vie qui l'anime, voilà l'homme!

Entrons maintenant dans l'une des cités qui bordent la Tamise, la Seine ou la Néva : quel est donc l'être qui a enfermé dans ces digues le cours de ces flots, qui fait gémir la terre sous le poids de ces colosses de pierre? Où est-il, cet être qui se dérobe souvent à la vue derrière les remparts qu'il s'est construits? O merveille! c'est encore l'homme. Le plus faible des animaux est devenu le plus puissant, le plus pauvre est devenu le plus riche; ce sol qui le portait à regret, il l'a dompté; cette mort qui étendait déjà sa main sur lui, il ne l'a pas détruite sans doute, mais, mieux encore, il en fait l'instrument de sa volonté : il la porte lui-même dans le sein d'autres êtres plus forts que lui. Cette vie qui semblait prête à s'échapper de ses lèvres a débordé autour de lui et couvre la terre de sa force d'expansion.

Telle est la distance, tant de fois mesurée avec admiration, qui sépare l'homme social de l'homme naturel. Comment cet intervalle a-t-il été franchi? La réponse ici encore est toute faite : elle est banale, mais profonde : par la raison et la volonté.

C'est qu'en effet, à défaut d'instincts développés qui lui manquent, la Providence a déposé dans le cœur de cet être si faible en apparence des facultés inaperçues, mais inappréciables, et, au-dessus de toutes les autres, une maîtresse qui les domine, le don de se commander à soi-même. Tous les êtres animés ont sans doute quelque intelligence; ils aperçoivent, sans doute, au spectacle des objets extérieurs, quelques idées confuses, qui viennent se peindre dans leur cerveau. L'homme seul les démêle, les coordonne, les éclaircit l'une par l'autre, et fait sortir de leur contact de nouvelles idées indépendantes des objets mêmes

qui les ont produites. Tous les êtres animés ont aussi quelque sensibilité; ils tressaillent ou gémissent aux sensations du plaisir et de la souffrance; l'homme seul domine le mal, ou se refuse à l'attrait du plaisir. Tous les êtres animés ont des organes qui les font mouvoir; l'homme seul combine et dirige ses mouvemens. En un mot, les autres êtres animés obéissent, en quelque sorte passivement, aux facultés comme aux instincts que la nature a mis en eux; ils les servent plus qu'ils ne s'en servent. L'homme seul commande aux siens. Impuissant au début sur tout le reste, l'homme est déjà tout-puissant sur lui-même. Il n'a rien; mais il est riche, car il se possède.

C'est à l'aide de cette puissance qui lui est donnée sur ses facultés que l'homme se met à l'œuvre pour arracher à la nature les moyens de son existence. Ces facultés qu'il trouve en lui-même, première propriété dont il dispose, il les applique au monde matériel; il les prête, pour ainsi dire, à la nature. C'est son intelligence bien conduite qui devine le feu caché sous la pierre; c'est son bras bien manié qui l'en fait sortir. C'est par une combinaison de son intelligence, c'est par un effort de son bras, que la semence est mise en réserve pour produire la récolte, et le sillon déchiré pour la recevoir. Puis, cela fait, l'homme déclare que le bois qui brûle, comme les récoltes, lui appartiennent, il s'en réchauffe et s'en nourrit. Il fait plus encore : il déclare que la terre, d'où ces biens sont sortis, lui appartient comme ces biens mêmes. Il se fait maître par avance de tout ce qu'elle peut produire à l'avenir. Cela s'appelle travailler, cultiver, approprier la terre. Au fond, à y regarder de près, qu'est-ce à dire? C'est une véritable association conclue entre la nature et l'homme. L'homme, par son travail et par son intelligence, développe dans la nature des forces qu'elle ne possédait pas, ou qui languissaient en elle; il lui fait porter des fruits qu'elle n'aurait pas portés; elle abandonne en retour à l'homme l'usage comme le produit des forces nouvelles dont elle lui doit le développement. La nature devient, sous la main de l'homme, plus régulière, plus variée, plus abondante; elle participe un peu, en un mot, à l'intelligence de l'homme; en revanche, elle s'engage à donner à l'homme de quoi calmer les besoins de son corps. La terre, dépositaire commune de toutes les forces naturelles, objet de tout le travail de l'homme, devient, en quelque sorte, le gage de cette promesse. C'est de ce contrat solennel et sacré que le droit de propriété prend naissance; la terre ne se livre pas gratuitement à l'homme; elle lui est vendue par la nature en échange du travail, et voilà pourquoi elle lui appartient.

Nous pensons que c'est dans cette association du travail et des facultés de l'homme avec la fécondité de la nature que se trouve véritablement l'origine du droit de propriété : association parfaitement équitable et légitime, car la nature ne donne pas à l'homme plus qu'elle n'en

reçoit. De ce rapprochement l'homme se retire plus riche et la nature plus puissante. Un rayon de l'esprit vient animer la matière; la matière, en retour, vient soutenir l'être intelligent. Mais de cette description même de l'origine de la propriété ses conditions nécessaires découlent naturellement.

Ces facultés, en effet, seul bien que l'homme apporte en naissant, et qui lui servent en quelque sorte à établir son droit sur les biens de la nature, sont-elles possédées par tous les hommes en commun, ou par chaque homme en particulier? Cette intelligence qui féconde la matière, cette volonté qui conduit l'intelligence, sont-ce des biens qui se partagent entre tous les hommes, un fonds commun où tout homme puise indifféremment? ou bien est-ce un lot que chaque individu a reçu pour son compte, et dont il dispose sous sa responsabilité? La propriété primitive de l'homme, celle qu'il exerce sur lui-même, est-elle commune ou individuelle? On rougit de poser une telle question. Mon esprit est-il à moi ou à mon voisin? Mes idées, sont-ce les miennes ou celles du genre humain? Sophistes du jour, qui tenez tant à penser ce que personne n'a pensé avec vous, ces beaux systèmes dont la singularité fait le mérite sont-ils à vous ou à tout le monde? Ils sont à vous, Dieu merci, gardez-en la propriété. Mais le moindre laboureur sur son sillon a aussi sa propriété, dont le partage ne peut pas même se concevoir. Ce sont ses bras nerveux, sa volonté patiente et l'attention perspicace qui la dirige. Ses facultés sont bien à lui, à lui seul; il ne peut, quoi qu'il fasse, les communiquer à un autre. L'effort que l'homme fait pour se mettre au travail est ce qu'il y a au monde de plus personnel. La volonté est le sanctuaire de la personne humaine. C'est là qu'elle réside une par essence, inviolable, inaccessible, incommunicable, subissant plutôt la mort que le partage. Que si, par conséquent, ces facultés que l'homme apporte comme sa mise de fonds dans son association avec la nature sont des propriétés individuelles, appartenant non point à l'humanité en général, mais à chaque homme en particulier, ces biens qui lui sont donnés en échange, ce droit d'user et de jouir des forces de la nature, cette terre, pour tout résumer en un mot, tout cela suit naturellement la même condition. Le travail est personnel, la propriété acquise par le travail est personnelle comme lui. Individuel est le prix que l'homme paie, individuelle doit être aussi la compensation qui lui est donnée en retour. En un mot, la volonté de l'homme appliquée à la nature par le travail est la source unique de toute propriété. Ou portez la communauté dans la volonté même de l'homme, ou souffrez la division dans les produits de cette volonté. Si vous voulez une propriété commune, commencez par donner aussi une ame commune au genre humain.

Naturellement individuelle, la propriété que l'homme acquiert sur

la terre et ses produits est aussi naturellement inégale. Le même raisonnement, très simple, suffit à le démontrer. Encore ici nous demanderons si les facultés humaines, cette propriété primitive, base et racine de toutes les autres, sont également partagées entre les hommes. Chacun a-t-il reçu de Dieu le même degré d'étendue dans l'intelligence, de finesse dans le sentiment, de force dans la volonté? Entrez dans une école de jeunes enfans, et je vais montrer tout de suite, parmi ces êtres qu'aucune leçon n'a encore modifiés, celui dont le regard brille d'un rayon intérieur, celui dont la lèvre finement contractée indique déjà la puissance de sentir et de souffrir, celui dont les membres vigoureux et souples se prêtent à tous les commandemens de la volonté; je montrerai, à côté, l'être chétif, chagrin, hébété, qui ne comprend et qui ne rend rien. Rien n'est donc inégal au monde comme ces facultés primitives dont l'homme dispose, et qui lui servent comme son contingent pour s'associer avec la nature. Et la nature elle-même, offre-t-elle plus d'égalité? Depuis les champs fertiles de la Sicile, qui portent deux moissons par an, jusqu'aux plaines arides des Landes, jetez les yeux autour de vous, y a-t-il deux terres qui, également cultivées, soient également productives? Dans cette association originelle, fondement de la propriété, aucun des associés, ni l'homme ni la nature, ne se présente deux fois de suite avec des conditions égales. Dès-lors, comment y aurait-il égalité dans les effets, quand il y a inégalité dans les causes?

Il semble qu'on peut arriver, par cette voie, d'une manière abstraite sans doute, mais frappante par sa rigueur même, à l'explication complète de l'établissement et de la nature du droit de propriété. On assiste ainsi au premier partage qui s'est opéré naturellement entre les hommes. C'est qu'en effet ils n'ont point été placés en face d'un trésor à diviser en plusieurs lots, comme des vainqueurs devant des dépouilles conquises, mais en face d'une terre ingrate et nue qu'ils devaient baigner de leur sueur, et dont il a fallu tirer, par le fer, ce qui y était déposé de forces productives et de richesses cachées. Chacun a pris de cette terre juste autant que ses facultés en ont pu couvrir. Sa propriété s'est étendue à la suite et dans la mesure de sa personne. Ainsi s'est formée cette seconde propriété de l'homme sur la terre, taillée à l'image et adaptée exactement aux proportions de cette propriété primitive que l'homme avait reçue sur lui-même. S'il y a justice quelque part, c'est dans une telle distribution. Il y a plus que justice, il y a un fait opéré de soi par un développement irrésistible de la nature. Si l'on nous reproche de résoudre par avance la question en la posant, si l'on nous dit que ces mots : partage, richesse, société, supposent la propriété, que toutes ces idées la rappellent, je ne dis pas le contraire; mais qu'y faire? Quand on arrive à un certain degré de profondeur et de vérité, les

objections, pas plus que les réponses, ne savent comment s'exprimer. Quand deux idées sont trop intimement liées l'une à l'autre, on ne peut plus les définir que l'une par l'autre. Dieu est bon, et la bonté c'est Dieu même. Il en est ainsi de la propriété et de la justice. Le grand législateur antique, essayant de définir la justice au début de son œuvre, s'exprime ainsi : La justice est la ferme volonté de rendre à chacun ce qui lui appartient; *constans voluntas jus suum cuique tribuendi*. Après une pareille définition, comment démontrer que la propriété est juste? Propriété c'est justice, et justice c'est propriété. Comme deux lignes parallèles rapprochées coïncident et disparaissent l'une dans l'autre, ces deux grandes idées mises en présence semblent aussi se confondre et s'unir dans leur embrassement.

Mais ce premier partage, ainsi opéré entre les hommes par l'effet de leur travail et sur l'échelle de leurs facultés, n'épuise pas toute l'idée de propriété ni toutes les difficultés de la question. S'il suffit déjà à faire comprendre pourquoi certains hommes sont plus riches que certains autres, il ne rend pas compte de tous les faits qui se passent sous nos yeux. Bien loin, en effet, que le travail et la propriété marchent toujours ensemble, bien loin que les richesses et les facultés soient dans une exacte proportion dans le monde tel que nous le voyons, il est beaucoup de propriétés acquises sans travail, par le seul fait de la naissance, et qui ont l'air de n'avoir pour but que de suppléer aux facultés. On pourrait même dire, jusqu'à un certain point, en employant une des exagérations familières à nos philosophes modernes, que trop souvent le travail personnel et la propriété ont fait divorce, de telle sorte que ceux-là font usage de leurs facultés qui n'ont rien, et ceux-ci jouissent des biens de la nature qui laissentl anguir leurs facultés dans l'inertie. C'est que la propriété n'est pas seulement parmi nous inégale, individuelle; elle est aussi héréditaire, dernière qualité qui reste encore à justifier. Nous avons suivi jusqu'ici, en la serrant seulement d'un peu plus près, l'argumentation de M. Thiers; nous demanderons la permission de nous écarter un moment d'un si bon guide. Les raisons qu'il donne pour démontrer la justice comme l'excellence de la transmission héréditaire des propriétés, d'une vérité incontestable assurément, ne nous paraissent ni les seules ni les plus hautes. Suivant M. Thiers, l'hérédité s'explique par ce seul fait, que chaque homme, ayant le droit de disposer du bien qu'il a acquis par son travail, en fait naturellement don à ses enfans, les êtres les plus chers qu'il ait en ce monde. C'est amoindrir un peu, nous le croyons, l'idée d'hérédité, que de la faire dépendre uniquement de la libéralité paternelle. Elle a, suivant nous, de plus profondes racines : elle résulte, aussi bien que la propriété elle-même, des conditions de la destinée comme de la nature humaine.

Lorsqu'en effet nous nous étonnions tout à l'heure de tout le chemin que l'homme a parcouru depuis la misère de son berceau jusqu'au luxe des cités modernes, et que nous en faisions honneur à la puissance de sa volonté, l'explication, bien que vraie au fond, n'était, on a dû le remarquer, qu'à moitié satisfaisante. C'est bien par le travail et par la volonté en effet que l'homme vit, et, sans elle, il ne vivrait pas; mais il n'est pas vrai que, pour vivre, il lui suffise de le vouloir. Que peut la volonté, à peine en germe, chez l'enfant? Souveraine mineure, bien des années s'écoulent avant qu'elle entre en possession de son empire. Avant que l'homme puisse travailler pour vivre, il faut qu'il vive bien des années sans travailler. En ceci encore, il diffère des autres animaux; quelques mois suffisent, en général, aux autres êtres animés pour parvenir à leur développement; l'homme met des années à grandir, et, tout le temps que sa croissance s'opère, ce n'est pas lui qui peut être chargé de pourvoir à son existence : c'est à ses parens que ce soin est remis, c'est à eux qu'il appartient de lui continuer la vie qu'ils lui ont donnée. Par là se prolonge dans l'espèce humaine et s'épure en se prolongeant le sentiment de la paternité. Entre des êtres intelligens en effet, nul rapport ne peut rester long-temps matériel. Le père ne prend pas seulement soin du corps de son fils; il élève, il développe en même temps son intelligence. Ce qui n'était que l'allaitement chez la bête devient l'éducation chez l'homme; l'instinct se règle par le devoir et s'élève jusqu'à la tendresse.

C'est déjà un fait particulier à la race humaine que cette éducation du fils par le père prolongée pendant vingt années, et laissant après elle une impérissable affection; mais voici un fait plus étrange encore. Alors même que l'éducation est terminée et que l'homme est arrivé à son parfait développement, s'il est placé seul devant la nature, même avec ses facultés adultes et sa volonté en pleine vigueur; c'est à grand'-peine encore s'il pourra vivre. S'il n'a que lui-même pour se tirer d'affaire, s'il faut qu'il attende tout de son travail personnel, je le défie hardiment de se donner une existence supportable. Peut-il fendre la terre avec ses ongles? peut-il, avec ses mains, atteindre l'oiseau dans l'air ou la bête fauve dans la forêt, pour préparer son repas du soir? Évidemment non. Il lui faut au moins un soc pour creuser un sillon, des flèches ou des armes à feu pour égaler le vol ou la course de l'animal. En tout genre, à quelque travail qu'il s'adonne, ses membres ne lui suffisent point; des instrumens (si grossiers qu'on se les imagine) lui sont nécessaires. Il faudra donc qu'il commence par façonner des instrumens, et avec quoi les façonnera-t-il? Et pendant qu'il les façonne, comment vivra-t-il? Sera-ce avec quelques fruits naturels que la terre produit sans culture, et dont la maigre substance ne suffit point à réparer ses forces épuisées? Supposons même la charrue

forgée, le sillon ouvert, la semence déposée; en attendant qu'elle ait germé jusqu'à monter en épi et que l'épi ait mûri jusqu'à être bon pour la récolte, un an et plus peut-être va s'écouler. Sur quel fonds l'homme, tel que nous le supposons, va-t-il prendre sa nourriture? Et quand on songe que ce n'est point à se nourrir seulement qu'il doit penser, mais à vêtir son corps, mais à se préparer un abri contre les intempéries de l'air, mais à se préserver de mille autres dangers et à satisfaire à mille autres besoins, l'imagination reste confondue de la tâche qu'aurait à remplir l'homme laissé seul aux prises avec la nature. L'histoire de Robinson dans son île, qui a amusé notre enfance, nous en donne à peine une idée. Ce voyageur élevé au milieu des ressources de la civilisation, jeté sur une plage abandonnée, mais fertile pourtant, dans la pleine maturité de ses forces morales et physiques, quels efforts ne lui faut-il pas pour s'assurer, à des conditions à peine supportables, une vie assez précaire? C'est dans cette lutte même que consiste l'intérêt du livre. Encore l'auteur est-il obligé, pour mener l'hypothèse à bonne fin, d'appeler à son aide un grand vaisseau échoué sur la côte, et où se trouvent en abondance des provisions, des armes, du fer travaillé, des instrumens de toute sorte, en un mot tous les produits d'une industrie avancée. Sans cet auxiliaire, qui joue un grand rôle dans l'histoire, l'ingénieux Robinson serait mort en moins d'une semaine sur le seuil de son royaume.

En multipliant les hommes, en les supposant en société, vous n'amoindrissez pas la difficulté. Au lieu d'un homme, imaginez-en dix, imaginez-en vingt travaillant de concert et s'aidant mutuellement; mais imaginez-les dans l'état purement naturel, sans armes, sans vêtemens, sans instrumens, sans provisions d'aucune espèce : l'embarras est presque le même. Ils n'auront pas plus de facilité pour couper le bois dans la forêt ou pour ouvrir la terre, et, en attendant, ils trouveront plus difficilement encore de quoi se soutenir. Ils auront plus de forces sans doute, mais aussi plus de bouches à nourrir et plus de besoins à satisfaire. Un régiment en campagne, dénué de tout, dans des plaines désertes, se tire peut-être d'embarras encore moins facilement qu'un homme seul. S'il peut plus, il lui faut aussi davantage. En un mot, que l'on considère ou l'homme isolé ou l'homme en société; on arrive toujours à cette singulière conclusion : qu'il ne peut vivre sans travailler, et que, par lui-même, dans son état naturel, il ne peut guère faire un travail qui lui profite. Il lui faut, pour tout travail, ces deux choses plus ou moins perfectionnées, plus ou moins abondantes, mais à quelque degré cependant : des instrumens pour suppléer à l'insuffisance de ses membres, des provisions pour les nourrir, en attendant qu'il ait pu recueillir le fruit de son travail. Or, comme ces instrumens et ces provisions, il ne peut non plus les acquérir sans travail, on

tourne dans un étrange cercle vicieux. Il faut travailler pour vivre; mais il faut vivre pendant qu'on travaille. Tout travail humain suppose par conséquent un travail précédent sur lequel il s'appuie et se greffe pour ainsi dire. C'est le spectacle que toute société nous présente. Aujourd'hui, comme au début du monde, toute société d'hommes travaille, travaille sans relâche; car aujourd'hui, comme au début du monde, la nature résiste et ne se donne qu'à la volonté laborieuse. Mais le travail d'aujourd'hui est entretenu par le travail d'hier : le laboureur fend la terre avec la charrue qu'a tournée le charpentier, et que le charpentier lui-même a reçue du bûcheron; il mange et sème le blé qu'a récolté le moissonneur. Le jour prépare le lendemain; mais la veille a préparé le jour. On me demandera comment s'en est tiré le premier homme. C'est une question, j'imagine, à laquelle je ne suis pas tenu de répondre. Ma mémoire ne me dit rien à cet égard; ma curiosité ne s'étend pas si loin. Devons-nous croire que dans ce berceau de notre espèce, la nature était pour l'homme une plus tendre mère, ou que celui qui l'a créé joignit au bienfait de la vie quelques enseignemens et quelques libéralités suprêmes qu'il ne renouvelle pas aujourd'hui? Toutes les religions le disent, tous les peuples l'ont cru, et, si l'on veut me forcer à être de l'avis des religions et des peuples, on ne me fera pas beaucoup de violence. Quel qu'ait été du reste l'homme à son origine, et de quelque manière qu'il se soit dégagé de ses langes, ce qui importe à la discussion, c'est de bien constater sa condition présente. Or, cette condition est telle, nous l'affirmons, qu'il ne peut vivre et travailler. si quelqu'un n'a travaillé et vécu avant lui et pour lui. Plus la société avance, plus les hommes se multiplient, et plus cette nécessité est impérieuse; car, à mesure que les siècles passent, le petit nombre de richesses naturelles répandues à la surface du sol va s'épuisant; la culture devient plus nécessaire, et en même temps plus coûteuse et plus pénible. Nous sommes quinze millions de Français intelligens, laborieux, valides, en état, pensons-nous, de nous suffire à nous-mêmes? Supposez (et si certaines théories prévalent, la supposition sera bien près d'être réalisée), supposez qu'un coup de vent emporte tout ce que le travail des générations précédentes a élevé sur notre sol; supposez les villes écroulées, les greniers d'approvisionnemens vides, les armes, les charrues, les instrumens de toute sorte brisés ou anéantis, la terre dépourvue d'engrais et chargée de ronces; supposez-nous, enfin, hommes naturels en face de la terre naturelle, et je ne donne pas deux mois à cette France, si active et si fière, pour mourir, sur son sol fertile, de froid, de famine et de misère.

Concluons donc hardiment que l'humanité, telle que nous la connaissons, ne vit qu'à la condition que chaque génération, en venant au monde, recueille quelque chose de la génération précédente. Chaque

homme, en entrant dans la vie, a besoin de trouver sa part préparée, non pas pour la consommer dans le repos, mais pour lui rendre à lui-même le travail possible et profitable. Or, maintenant, de ces deux faits réunis, d'une part, cette longue éducation du fils par le père, qui unit ces deux ames entre elles par un lien aussi fort que délicat et aussi tendre qu'impérieux, de l'autre cette impossibilité qu'a tout homme d'assurer son existence, si quelqu'un ne lui a préparé la voie, est-ce qu'on ne voit pas sortir, comme des entrailles mêmes de l'humanité, la propriété héréditaire? L'homme ne peut vivre et travailler, disions-nous tout à l'heure, si quelqu'un n'a vécu et travaillé avant lui. Ce quelqu'un, le voilà trouvé : c'est le père. La voilà cette vie qui a dû précéder la nôtre, le voilà ce travail qui prépare notre travail. Si d'une part, en effet, toutes les générations d'hommes ont besoin de se rattacher à celles qui les précèdent, de l'autre, grace au sentiment paternel et à l'espoir de l'hérédité, toutes les générations, avant de quitter la terre, pensent à celles qui vont les suivre. Ce fils que le devoir comme la tendresse lui ont fait veiller dans son berceau, puis instruire de toutes les leçons de son expérience, ce fils, même parvenu à l'âge d'homme, le père ne l'abandonne pas encore. Il sent que sa charge n'est pas finie; il doit lui laisser après lui, le mot vulgaire le dit, il doit lui laisser de *quoi vivre*, et jusqu'à son dernier jour il travaille, pour qu'à son tour son fils puisse travailler et vivre. Ainsi une affection, un devoir d'un côté, un besoin de l'autre, voilà ce que le Créateur a mis en regard, et ce que l'hérédité rapproche et concilie. Ce n'est donc point par choix, par libéralité pure, par un effet volontaire de sa tendresse, que le père laisse à son fils le fruit de son travail; c'est par une nécessité matérielle, aussi bien que par un devoir moral. C'est le complément du don de la vie. Naissance, éducation, hérédité, tout cela en effet est une même chose. Par la naissance, le père ne donne pas encore la vie à son fils, il la promet seulement; l'éducation la commence, et l'hérédité l'assure.

Telle est, à notre avis, la source profonde de l'hérédité des biens dans la race humaine. C'est pour cela qu'elle se représente, dans toute société, sauvage ou civilisée, comme empreinte d'un caractère sacré. Elle est le lien des générations entre elles; elle émane de ce qu'il y a de plus élevé dans les sentimens de l'ame comme de ce qu'il y a de plus impérieux dans les besoins du corps; elle réalise au dehors, elle cimente, elle couronne la famille : car (et c'est ici que nous retrouvons, avec un double plaisir, après les avoir perdus de vue un moment, les tableaux animés de M. Thiers) conçoit-on quelle combinaison absurde et douloureuse, quel supplice imposé par la Providence serait la famille sans l'hérédité? le sentiment paternel, tendre, actif, inquiet, comme nous le connaissons, forcé d'abandonner au caprice du hasard,

aux rudesses de la nature, l'objet de son amour? L'idée seule soulève la conscience. C'est dans M. Thiers qu'il faut aussi chercher la brillante peinture des bienfaits de l'hérédité, du cachet original et puissant qu'elle imprime à notre espèce. Chose admirable en effet, ici encore la faiblesse apparente et primitive de l'homme est précisément le secret de sa grandeur future. En comparaison du lionceau, à peine échappé de la tanière, qui s'élance en rugissant dans le désert, de l'aiglon, sorti du nid, qui s'envole sur les ailes de l'ouragan, l'enfant, avec ses lisières, ses nourrices et ses maîtres, paraît, je l'avoue, bien misérable; mais cette dépendance des générations qui affaiblit l'individu assure l'empire de la race entière. L'homme a besoin de l'homme pour vivre : c'est sa faiblesse; l'homme hérite de l'homme : c'est sa force, car il n'hérite pas seulement de ses biens matériels, il hérite encore de son intelligence. L'hérédité, comme l'éducation, est morale aussi bien que matérielle. Avec le fruit de ses sueurs, le père laisse à ses fils le fruit de ses réflexions, ce qu'il a appris, conçu, imaginé pendant cinquante ans d'expérience. Le fils part du point où le père est resté, il pénètre plus avant dans les voies de la richesse et de l'intelligence. Les travaux humains ne sont point ainsi limités à une seule et éphémère génération : ils passent de mains en mains, ils s'accumulent, se développent, se superposent, pour ainsi dire, et forment le piédestal sur lequel la civilisation s'élève.

Et en même temps qu'ainsi, par l'hérédité, les hommes s'élèvent, s'éclairent et s'enrichissent, ils s'étendent et couvrent la terre. La famille se multiplie, et l'hérédité, sous ses formes diverses, pourvoit à la multiplication de la famille. C'est une chose curieuse à suivre, en effet, que le mouvement de la population tel qu'il s'opère à la surface d'un pays, mais en rayonnant toujours par l'hérédité autour de la famille. Les peuples nomades, dont les livres saints nous racontent la vie, les colons de certaines provinces d'Amérique, nous montrent ce mouvement plus à découvert qu'on ne l'aperçoit sous les fils mêlés de nos sociétés compliquées. Dans ces familles primitives, jusqu'à la mort du père, les fils sont groupés autour de lui, l'aidant dans ses travaux, mangeant à sa table, recevant ses inspirations, obéissant presque à ses ordres. Le père mort, le toit paternel est trop étroit pour les contenir plus long-temps. L'un des fils, souvent l'aîné, garde la terre, les autres vont chercher fortune ailleurs; mais les uns et les autres reçoivent en héritage une partie des travaux paternels, car l'aîné reçoit la terre, non pas nue et inculte, mais fertilisée par des années de travaux et de culture; il trouve le travail de son père incrusté, pour ainsi dire, dans le sol. Les autres emportent avec eux les instrumens, les provisions, le bétail, en un mot tout ce qui leur permet d'aborder l'œuvre difficile d'une culture nouvelle. A chaque génération, le même phénomène s'opère, et, par degré, le sol entier passe ainsi sous la main de l'homme.

Cependant, à chaque génération, si l'hérédité n'y venait pourvoir, ce mouvement d'extension rencontrerait des difficultés croissantes, et enfin insurmontables. D'ordinaire, les premières terres cultivées dans un pays sont les plus fertiles. D'année en année, les bonnes terres deviennent plus rares : il faut recourir à des sols plus ingrats. Les cultures nouvelles deviennent plus pénibles; elles exigent des instrumens plus puissans, un travail plus patient, des frais d'établissement plus considérables. Un défrichement, qui n'est rien dans les provinces à peine explorées de la Louisiane, est déjà coûteux près de New-York ou de Boston. En France, sur notre terre vieillie et chargée d'hommes, une fortune y suffit à peine. A mesure que les hommes se multiplient, les conditions naturelles de leur existence deviennent plus laborieuses; mais les richesses et les connaissances accumulées que l'hérédité leur transmet, et qui s'accroissent de génération en génération, les mettent en mesure de remplir avec avantage ces exigences toujours plus onéreuses de la nature. Pour cultiver ces sols moins fertiles, ils auront, grace à l'hérédité, de meilleurs engrais, des machines plus perfectionnées, des bœufs plus nombreux et plus forts. A chaque génération, les richesses naturelles deviennent plus rares et se font acheter plus cher, mais les richesses produites et héritées augmentent. Avez-vous vu les flots d'une source arrêtés par une digue grossir et s'entasser contre elle jusqu'à ce qu'ils aient franchi en débordant l'obstacle qu'on leur oppose? Ainsi monte, d'écluse en écluse, par la force accumulée de la propriété héréditaire, le fleuve des générations humaines.

Voilà qui va bien, nous dira-t-on, et ce spectacle est grand en effet; mais il s'accomplit au profit de quelques-uns seulement et non au profit de tous. Quand le père a travaillé avec succès, le fils hérite avec avantage; mais si le père a été malheureux ou languissant dans son travail, s'il a dissipé son temps ou son bien, le fils innocent porte la peine des fautes qu'il n'a pas commises, et le malheur se transmet avec le sang. Dans ce mouvement ascendant des sociétés, qui élève les générations les unes au-dessus des autres, si on a une fois perdu le fil, on ne peut plus se rattraper. On naît dans la misère, on y reste, et des familles entières se trouvent ainsi condamnées, jusqu'à leur dernier degré, dans leur premier auteur. Peu à peu, ce sort devient commun à la plus grande partie de l'espèce humaine; car, à mesure que les sociétés avancent, la terre et tous les moyens de travail, le capital en un mot, pour se servir de l'expression consacrée, se concentrent en un petit nombre de mains. L'inégalité primitive, en se transmettant de père en fils et en s'accroissant sur la route, prend d'étranges proportions : les derniers nés de la famille humaine trouvent le sol occupé, la place prise; ils voudraient travailler, et ne savent à quoi employer leurs bras, et l'inaction forcée les mène à la mort.

Telle est la grandeur de l'objection qui se présente aujourd'hui sous

tant de formes provoquantes, et qui, répétée de bouche en bouche, va réveiller les échos des barricades. M. Thiers la pose hardiment, et, rappelant cette comparaison frappante de Cicéron : « Le monde est un théâtre où tous les siéges sont retenus d'avance; » aimeriez-vous mieux, dit-il, que ce théâtre n'existât pas?

C'est bien là, en effet, la véritable question. Ce théâtre où vous demandez une place, je ne sais pas si c'est la propriété héréditaire qui le ferme; mais je sais bien que c'est la propriété héréditaire qui l'a élevé. Sans elle, il n'existerait pas; sans elle, il n'y aurait qu'une terre aride et des êtres sauvages, dévorant quelques herbes malsaines, errant quelques jours avant de mourir sur sa surface désolée. Vous vous plaignez qu'en venant au monde, des malheureux se trouvent à la fois dans la nécessité et dans l'impossibilité de travailler pour vivre! Dure nécessité sans doute, si elle était vraie. Supposons pourtant qu'elle le soit; quelle serait alors leur condition? Tout simplement celle de l'homme naturel avant la propriété héréditaire. Vouloir travailler et ne savoir comment s'y prendre, c'est précisément cette primitive et malheureuse condition que nous décrivions tout à l'heure, et où tous les hommes indistinctement seraient placés, si, après Dieu, la propriété héréditaire n'était venue les en tirer. Beau remède, en vérité, que de supprimer cette propriété! Les instrumens de travail, dites-vous, sont concentrés en un petit nombre de mains; les provisions nécessaires pour nourrir tant de travailleurs, en attendant qu'ils aient pu travailler, le sont également. Vous appelez cela la tyrannie du capital; mais ces instrumens et ces provisions, ce capital en un mot, pensez-vous qu'il se soit fait tout seul? C'est le travail qui l'a produit, c'est l'hérédité qui l'accumule. Sans la propriété héréditaire, il n'eût jamais existé. D'autres n'en auraient pas joui, il est vrai; mais vous n'en jouiriez pas davantage. Le sol est occupé, ajoutez-vous : encore une fois, voulez-vous que nous fassions l'épreuve de vous laisser seuls et nus devant le sol inculte?

Cette réponse serait concluante, n'y en eût-il pas d'autre à faire; elle est décisive, car, s'il est vrai (et après ce que nous avons dit, il est difficile d'en douter) que la propriété et l'hérédité ont été les deux conditions de la vie pour l'homme, les deux seules qui aient pu le tirer de son dénûment, quand bien même tout le monde n'en profiterait pas, encore vaudrait-il mieux que quelqu'un vécût que personne. Mais, Dieu merci, les bienfaits de la propriété héréditaire ne sont pas si restreints; ils ne sont pas limités à un petit nombre. Si quelques-uns seulement en jouissent dans toute leur plénitude, tous en profitent plus ou moins. C'est ce qui nous reste à faire voir avec M. Thiers. La destinée humaine est bien assez dure comme elle est, n'exagérons pas sa misère.

Il est parfaitement vrai, je l'avoue, que la propriété, déjà inégale à son origine, par suite (nous l'avons vu) de l'inégalité des facultés natu-

relles, le devient plus encore par l'hérédité. Lorsque, dans une même famille, deux ou trois générations d'hommes laborieux et distingués se succèdent, le travail de l'un s'ajoute au travail de l'autre, et une extrême abondance en est la suite. Il est tristement vrai également que l'hérédité s'étend au mal comme au bien, que les fautes ou simplement les malheurs du père étendent leurs conséquences jusqu'au fils, et que, si deux ou trois générations déclinent sur une pente continue ou languissent dans l'oisiveté, la dernière arrive à une extrême misère. Ces deux résultats sont la conséquence nécessaire de l'inégalité primitive des hommes et de l'hérédité qui la transmet. Que si demain, par impossible, on répartissait en lots égaux toutes les terres, en supposant (ce qui est douteux) que tout le monde ne mourût pas de faim le premier jour, trente ans après il y aurait déjà des gens très pauvres et des gens plus riches, et, comme les mauvaises chances sont plus nombreuses que les bonnes, il y aurait déjà plus de pauvres que de riches. Une grande inégalité dans les conditions est donc, nous en convenons, la conséquence nécessaire de la propriété héréditaire; mais, par une consolante disposition de la Providence, cette inégalité porte, sinon sa complète réparation, au moins son adoucissement avec elle. Le superflu de l'un vient en aide au défaut de l'autre, et cela naturellement, sans effort de dévouement ou de charité, sans autre chose, de la part du plus riche, qu'un soin de ses plaisirs et un calcul de son intérêt.

Essayons de faire comprendre comment cette réparation s'opère. Le mérite, avons-nous dit, et le but principal de l'hérédité, c'est de fournir à l'homme entrant dans le monde et naturellement dépourvu de toute ressource d'existence, de tout instrument de travail, les moyens d'employer son activité. Eh bien! ce que, dans les familles primitives, le père fait pour le fils, dans les société avancées le riche le fait pour le pauvre. Par le capital qu'il a amassé ou déposé dans le sol, le père met son fils en état de travailler; le riche, par le capital qu'il distribue, fait vivre le pauvre en travaillant.

Un homme, en effet, n'est pas plus tôt parvenu à un certain degré d'abondance, qu'un désir naît dans son ame, celui de jouir et de se reposer. En même temps que ses besoins matériels sont satisfaits, que ses inquiétudes sur son existence sont apaisées, d'autres goûts plus fins, plus délicats, se font sentir à lui. Les recherches de bien-être, les pures jouissances des arts, les plaisirs de l'intelligence, commencent à le toucher. Il a besoin de loisir pour goûter ces plaisirs nouveaux, et d'aide pour se les procurer. Son abondance, s'il reste seul, est un véritable embarras pour lui : elle va fondre entre ses mains. Il s'adresse alors à l'homme moins riche que lui, à celui qui, n'ayant rien hérité de son père, se trouve en ce monde avec ses bras pour seule et ingrate possession, et lui dit : J'ai plus de terre qu'il ne m'en faut pour nous nourrir l'un et l'autre; j'ai plus d'instrumens de travail que mes bras

n'en peuvent employer : veux-tu travailler pour moi? et je te nourrirai. Je te donnerai ce qui te manque, la matière et l'instrument du travail.

Tel est, dans sa simplicité pure, le contrat passé entre le riche et le pauvre, entre ce qu'on appelle le capitaliste et l'ouvrier : tel il reste à travers les complications d'une société avancée. Sous quelque forme qu'il se dissimule, qu'il passe par un ou plusieurs intermédiaires, que la terre et les instrumens de travail, au lieu d'être confondus dans les mêmes mains, se trouvent dans des mains différentes, qu'au lieu de vouloir jouir immédiatement, le riche cherche à gagner, c'est-à-dire à épargner, pour jouir un peu plus tard; que le travail du pauvre, au lieu d'être appliqué directement à cultiver les produits de la terre, comme dans l'agriculture, soit employé à les façonner, comme dans l'industrie, il n'importe : le fond du contrat reste le même; c'est toujours le riche fournissant au pauvre les moyens et les instrumens de travail. Or, à bien prendre, qu'est-ce que le riche? C'est l'homme qui a hérité quelque chose de ses pères, et, fort de cet héritage, a pu le développer par son travail. Le pauvre, c'est l'homme naturel resté dans sa misère primitive, pour lequel l'hérédité n'a rien fait; le capital du riche vient lui tenir lieu, imparfaitement sans doute, mais à quelque degré cependant, de la succession de son père, qui lui a manqué. Il lui fournit les moyens d'employer la force dont Dieu l'a doué, et qui, livrée à elle-même, resterait impuissante et stérile. Ainsi, le superflu que l'hérédité a donné d'un côté sert à combler le vide qu'elle a laissé de l'autre, et, ce vide une fois comblé, rien n'empêche le dernier venu de rejoindre ceux qui le précèdent. Une fois que l'homme peut travailler, toutes ses facultés peuvent ouvrir leurs voiles. Si le pauvre est intelligent, laborieux, actif, s'il est en un mot ce qu'ont été les aïeux du riche, la carrière est ouverte, elle lui est ouverte par le riche lui-même; rien ne l'empêche d'y courir dans la mesure de son activité et de son mérite, et il le fait, et il s'élève, et nous en avons chaque jour le spectacle. Par un mécanisme aussi simple qu'admirable, par le seul jeu des intérêts, le riche est constitué forcément comme dans une sorte de responsabilité, de paternité, pour ainsi dire, vis-à-vis du pauvre; c'est lui qui est chargé de pourvoir à sa subsistance et de lui ouvrir les voies du travail. Que dis-je, chargé? ce n'est pas assez, il y est obligé; son propre intérêt l'y contraint, car, encore une fois, à quoi lui servirait l'abondance, s'il lui fallait continuer à gagner son pain à la sueur de son front? S'il veut jouir de sa richesse ou seulement la conserver, il faut qu'il appelle le pauvre à la partager; il faut qu'il s'entoure d'ouvriers qui laboureront son champ pour lui, qui lui tisseront des vêtemens fins, lui dresseront un lit moelleux, mais, en revanche, se partageront les fruits de sa terre. Seul, l'homme qui possède serait aussi misérable que celui qui ne possède pas. Le riche n'a pas de mérite, dira-t-on. — Eh!

vraiment non, il n'en a pas, et c'est précisément ce que j'admire. J'admire qu'une main savante ait tellement arrangé les choses, que nul ne puisse jouir de la richesse sans la répandre autour de soi. Sans contredit, il ne faut pas s'en tenir là, et ce n'est point assez, ni pour le devoir du riche, ni pour le bien-être du pauvre, de cette réaction naturelle. Et cependant cette diffusion involontaire de la richesse acquise, qui fait violence même à l'égoïsme, me touche plus que la générosité même. J'y reconnais, non la vertu imparfaite de l'homme, mais la volonté bienfaisante qui montre l'arc-en-ciel dans l'orage, et qui, en permettant que le malheur entoure l'homme dès sa naissance, ne souffre pas qu'il l'engloutisse.

Il serait vraiment désirable qu'une fois pour toutes, ceci fût bien compris, car c'est le nœud même de la difficulté. Il ne s'agit pas de savoir s'il y a dans le monde une grande abondance et une grande misère à côté l'une de l'autre, mais si l'une est la cause ou le remède de l'autre. Si elle est la cause, hâtons-nous de la détruire; si elle est le remède, gardons-nous bien d'y toucher. Or, après ce que nous avons vu, le doute, il semble, n'est plus permis. Si l'homme naissait riche, s'il n'avait qu'à se baisser et tendre la main pour recevoir la vie de la nature, s'il arrivait au monde pour s'asseoir à un banquet préparé, et que peu à peu, au lieu de se répartir également, la richesse devînt la possession exclusive de quelques hommes, si la masse des hommes descendait ainsi de l'abondance au dénûment, en vérité il y aurait lieu de se plaindre; mais le cours des choses est inverse. C'est du dénûment au contraire, de l'indigence absolue, que quelques hommes s'élèvent, à grand renfort de travail continué pendant une longue série de générations, à une abondance toujours précaire, et qui a toujours besoin d'être entretenue. Que quelques-uns aient gravi cette rude pente, cela n'ôte rien à ceux, moins forts et moins heureux, qui sont restés au pied et à mi-chemin; mais voici, au contraire, que cela leur profite. Par un arrangement providentiel, parvenues en haut, ces quelques familles, favorisées par le travail et l'hérédité, sont forcées d'aller chercher en bas leur point d'appui. Ce qu'elles ont conquis seules par le travail personnel, elles ne peuvent, quoi qu'elles fassent, le consommer ni l'entretenir seules pour leur jouissance et pour leur profit personnels. Devenez-vous riches, il faut qu'à l'instant le pauvre entre en partage de vos richesses, sans quoi elles sont inutiles pour vous et ne tardent pas à s'évanouir. Il n'est donc pas vrai que le superflu du riche soit un vol fait au pauvre; c'est au contraire un fonds de réserve et d'épargne préparé pour lui, où il puise sans cesse. Sans le riche, le pauvre ne serait pas moins pauvre, car il l'est naturellement; il serait toujours condamné au travail, il n'y aurait seulement personne pour lui en fournir les moyens. Il n'est pas vrai davantage que ce mouvement ascendant que nous essayions de dépeindre tout à l'heure, et qui, par le

travail accumulé, fait monter la société de la misère au luxe et de la barbarie à la civilisation, oublie personne dans son cours. A chaque instant, il s'arrête pour ramasser sur la route ceux qui sont retardés par les accidens, l'infirmité ou la paresse. Il les prend, les soulève et les entraîne à sa suite. En voulez-vous une preuve? M. Thiers va vous la fournir. L'ouvrier d'aujourd'hui, dont on a grossi les plaintes après les avoir suscitées, voudrait-il changer sa destinée contre celle du plus riche propriétaire d'une île sauvage de l'Océanie? Le chef d'une tribu nomade est cent fois moins bien vêtu, moins bien nourri qu'un prolétaire de France; sa vie est cent fois plus menacée que celle du plus malheureux de notre civilisation. Ne dites donc pas que le mouvement de la société dépossède les uns au bénéfice des autres. Ce n'est point aux dépens, c'est au profit de tous que quelques-uns s'enrichissent : la richesse s'élève, en effet, comme l'eau arrachée aux entrailles du sol par quelques canaux resserrés, sous la pression d'un effort continu; mais, parvenue à une certaine hauteur, la nappe d'eau retombe sur les bas fonds les plus arides.

On dit que ce n'est point assez que le riche, chargé de distribuer aux pauvres les instrumens du travail, s'acquitte imparfaitement de sa tâche, qu'il les refuse souvent pour les faire payer plus cher, que cette distribution seule établit entre le pauvre et lui un lien de dépendance qui blesse la dignité humaine. On demande à la loi d'intervenir pour rendre les conditions meilleures et pour les intervertir. Nous allons dire quelques mots (mais quelques mots seulement, car nous parlons après M. Thiers) des systèmes qu'on propose, et nous verrons qui méconnaît ici la nature de l'homme. Dès à présent, s'il ne faut que convenir qu'il reste, malgré tout le travail de la société, beaucoup de misères chez le pauvre et beaucoup de vices chez le riche, et qu'il faut travailler incessamment à corriger les uns et à soulager les autres, nous n'avons garde de dire le contraire; mais, avant de jeter un coup d'œil sur des conceptions nouvelles dont la plume de M. Thiers a fait si aisément justice, arrêtons encore un instant notre regard sur le spectacle plus imposant de la vieille société, comme on l'appelle : vieille en effet, car elle fait marcher le monde depuis tantôt six mille ans. Dans quel état elle prend l'homme, et à quel état elle l'amène! à quelle tâche elle suffit tous les jours! l'imagination se trouble, en vérité, quand on se met à regarder de sang-froid, et en déchirant tous les voiles, quel problème est la vie d'une grande nation. Trente-cinq millions d'hommes agglomérés, pour lesquels la nature n'a rien préparé, ni nourriture, ni vêtemens, ni couvert; trente-cinq millions d'hommes qui vont mourir, si la société s'arrête un instant; trente-cinq millions de bouches affamées qui viennent demander leur pain à cette mère commune! voilà les besoins auxquels, chaque jour, dans un pays comme le nôtre, la vieille société doit pourvoir. A peine satisfaits, ces

besoins se renouvellent, les récoltes se consomment, les vêtemens s'usent, les maisons bâties s'écroulent : c'est tous les jours à recommencer. En se renouvelant, les besoins s'accroissent, car les hommes se multiplient, et la fertilité de la nature s'épuise. A mesure, par conséquent, que la société vieillit, son poids devient plus lourd, et pourtant telle est sa robuste constitution, qu'elle le porte sans fléchir, et chaque jour plus aisément; elle arrache à la nature, toujours plus avare, des biens toujours plus abondans. Sa charge croît avec les années, mais sa force croît avec sa charge; elle suffit à tout, avec quelques sueurs sans doute et quelques larmes, mais sans grand effort apparent, par le seul jeu des intérêts, par les seuls ressorts de la liberté humaine. Nous l'avons vue nous-mêmes, au lendemain d'un jour néfaste, abandonnée de tous ses gardiens naturels, privée de toutes ses défenses extérieures, sans lois, sans magistrats, sans soldats. Elle allait encore de sa propre impulsion, elle se soutenait par sa seule force, et jamais elle ne nous parut plus grande. Regardez-la bien, novateurs, car, pour la remplacer, il faut commencer par l'égaler. Entrez avec nous dans l'intérieur de cette majestueuse machine, comptez-en tous les ressorts, mesurez la puissance et la résistance, pesez la masse que les leviers doivent soulever; quand vous aurez senti ce qu'Atlas porte sur ses épaules, nous verrons, nouveaux Hercules, si vous serez encore si tentés de prendre sa place.

On n'attend pas de nous que nous passions en revue toutes les folles imaginations que le souffle révolutionnaire a fait éclore. Ce serait du temps perdu pour des lecteurs de M. Thiers. Cet examen forme, en effet, la partie la plus détaillée de ce beau livre, et a été évidemment la tâche favorite de l'auteur. M. Thiers a fait à tous nos réformateurs l'honneur très peu mérité, très inattendu même pour plus d'un, nous le pensons, d'une discussion dans les règles. Rien n'est plus grave de ton, plus nourri d'argumens et de faits, plus triste même au fond, si l'on veut, que ces deux admirables dissertations sur le socialisme et le communisme; mais, par ce sérieux même qui contraste avec la vanité du fond, nulle lecture n'est en même temps plus divertissante. Il y a une ironie d'autant plus poignante, qu'elle n'apparaît nulle part et qu'elle transpire partout, à transporter ces rêves creux de solitaire dans le domaine de la réalité, à les réfuter par ce même mode d'éloquence pratique et familier qui rappelle de plus hautes discussions et de meilleurs jours. Retrouver ce ton véritablement politique dans un débat de ce genre, c'est un plaisir et une surprise que M. Thiers nous avait déjà fait plus d'une fois depuis le nouveau régime. Tant de gens avaient fait leur compte que le bon sens, l'esprit de gouvernement, l'habitude des affaires, la connaissance des hommes, étaient des qualités de la veille, qui ne reparaîtraient pas le lendemain! Toutes les fois que M. Thiers a pris la parole dans ces discussions de notre assemblée nationale,

ternes, vides, sans prise et sans corps, ç'a été un grand charme pour nous, accompagné, je crois, de quelque déplaisir chez d'autres, que d'entendre de nouveau la voix d'un véritable orateur, de regarder un véritable homme d'état en chair et en os. C'était un personnage naturel parmi des comédiens, un vivant dans le royaume des ombres; seulement les ombres fuyaient trop vite devant lui, et l'on eût dit que le poids de cette raison saine faisait fléchir le frêle bâtiment qui nous porte. On peut dire que dans cette occasion M. Thiers a presque abusé de ces avantages; il a joué aux socialistes le tour le plus cruel, celui de les prendre au sérieux : c'était les prendre en traître; aussi, voyez comme ils se récrient. Leur demander compte, rigoureusement et dans les détails, de ce que la société deviendrait entre leurs mains, ce n'est pas jouer franc jeu avec eux. Ne sait-on pas qu'il n'y en a pas un qui s'inquiète de ce que serait le lendemain de son triomphe? Et ils ont quelque raison, en vérité, car qui pourrait se flatter de gouverner ce lendemain-là? En prêtant, par conséquent, à ces idées une réalité qu'elles n'ont pas, même dans les cerveaux qui les ont enfantées, M. Thiers en a eu presque trop complétement raison. Remercions-le cordialement de cette patience, qui a dû être plus d'une fois méritoire. C'est un vrai service rendu au public que de le faire sortir du vague où l'enveloppent à dessein ses ennemis. Dissiper le brouillard dans la mêlée et montrer aux deux armées leur force respective, quand on est dix contre un et qu'on a le bon sens de son côté, c'est assurer la victoire. Le public s'en doutait bien déjà confusément, mais il aime à être convaincu jusqu'à l'évidence qu'après tout, les seuls professeurs de science pratique que compte le socialisme sont encore les professeurs de barricades.

Mais, laissant donc de côté tous ces détails pratiques où la pensée de M. Thiers se joue avec toute la souplesse d'un esprit rompu aux affaires, on peut dire, par une appréciation générale et vraie à la fois, que ce qui manque à tous ces systèmes, à dessein ou par ignorance, c'est précisément ce que nous avons essayé de donner ici, une appréciation tant soit peu exacte des véritables conditions de la destinée humaine. On dirait, toujours à les entendre, que l'abondance est le partage naturel de l'homme, dont la société l'exclut. On dirait toujours que la nature l'avait traité en enfant de prédilection, et que la société le déshérite. Le point de vue contraire est précisément le seul véritable. L'homme et la société, ne cessons pas de le répéter, ne possèdent rien que par effort. Ils sont engagés dans un travail constant, pour se dérober à une mort toujours imminente. Que ce travail n'eût pas commencé, la société ne venait pas au monde; qu'il se ralentisse, la société va languir; qu'il s'arrête, la société va périr. La condition du premier homme, pour être dissimulée aujourd'hui sous les conventions socia-

les, est toujours au fond la même. La vie lui est toujours vendue par la nature; il n'en a que ce qu'il en achète par ses sueurs. Il est donc d'une importance vitale pour la société de maintenir à chaque instant les facultés de tous les hommes qui la composent tendues en quelque sorte, par le travail, dans toutes leurs dimensions : son maintien est à ce prix. Pour obtenir de tous les hommes cet effort constant, la vieille société a deux aiguillons qui pressent incessamment ses flancs : la crainte de la misère suspendue sur toutes les têtes, le désir du bonheur allumé dans toutes les ames. Elle tient tous les hommes en haleine entre un précipice ouvert à leur côté et une perspective brillante étendue devant leurs yeux. Elle dit à l'un : — Si tu ne travailles pas aujourd'hui, tu mourras demain. — Elle dit à l'autre : — Si tu travailles encore demain, après-demain tu seras heureux. — Et comme les sentimens personnels s'affaiblissent en avançant dans la vie, elle y supplée, nous l'avons vu, par l'ardeur de l'amour paternel. Ces sentimens réunis ne laissent pas à l'homme un instant de relâche : éveillé par le premier, il se met au travail; retenu par le second, il y persévère; il ne perd ni un jour de sa vie ni un atome de ses facultés. La crainte et l'espérance sont, par conséquent, les deux pivots sur lesquels joue la société. Voulez-vous savoir maintenant en deux mots ce que fait le socialisme? De ces deux aiguillons, il supprime l'un et amortit l'autre. Entre l'homme et la nature, il introduit un tiers, qu'il appelle l'état, qu'il revêt d'une puissance imaginaire pour faire face à des charges impossibles, et qui vient dire à l'homme : Quoi que tu fasses, repose-toi sur moi, tu ne mourras pas, ne t'effraie pas de l'avenir; mais, quoi que tu fasses aussi, ne te flatte pas de multiplier tes jouissances. Je ne te laisserai pas devenir trop heureux; tu n'iras ni au-dessous ni au-dessus d'un certain degré. Bannis à la fois la crainte et l'espérance. La société est une barque qui remonte contre la marée et le courant. Le socialisme vient, fait tomber le vent et cargue les voiles.

Regardez bien au fond de tout système de socialisme; c'est bien là non pas seulement son effet, mais sa prétention. Il n'en est pas un qui ne prétende à la fois préserver tous les citoyens, sous la garantie de l'état, des mauvaises chances de la destinée, et enfermer dans certaines limites l'accroissement de la richesse privée. On se fait gloire de la première entreprise, et on aurait raison, si des efforts humains pouvaient l'accomplir. On avoue moins hautement la seconde, mais on l'insinue à la tribune par des termes déguisés, et elle échappe, après boire, dans l'effusion des banquets. Le niveau, après tout, est le symbole de tout système de socialisme. Déverser le superflu du riche pour combler la misère du pauvre, c'est à quoi ils reviennent tous, tantôt par la voie directe de la spoliation, tantôt par la voie détournée de l'impôt. A merveille pour la première fois et quand le superflu du riche existe; mais,

ce superflu une fois partagé, pense-t-on que le riche se donne la peine de le reproduire pour que chaque année on vienne le lui enlever? Or, s'il ne le reproduit pas, demain ce superflu n'existera plus. Mettre des limites à la richesse de chacun, c'est en mettre aussi à son travail. Autant de perdu pour la production commune de la société. Reste à savoir si ses besoins diminueront dans la même mesure. S'imaginer la richesse comme un monceau d'argent qu'on n'a qu'à partager pour rendre tout le monde heureux, et ne pas se demander, quand tout le monde se croira riche, qui produira le blé, le vin et la laine, sans lesquels l'argent n'a pas de valeur, c'est une illusion d'optique assez naturelle et semblable à celle qui fait croire que le soleil marche quand la terre tourne. Nos prétendus astronomes, avec leur renfort de grands mots philosophiques, ne sont pas beaucoup au-dessus de ces erreurs populaires. La vieille société s'arrange bien, elle, en effet, pour que le superflu du riche profite au pauvre; mais à quelles conditions, nous l'avons vu. Sous la condition du travail, c'est-à-dire sous la condition qu'à mesure qu'il est consommé, ce superflu soit reproduit et accru. Autour des mêmes instrumens de travail, la vieille société groupe le pauvre, les bras tendus, craignant à chaque instant que la vie ne lui manque, si son travail se ralentit; le riche, se promettant par avance des jouissances nouvelles, l'esprit en éveil, inventant mille combinaisons ingénieuses pour rendre le travail plus facile et plus abondant, l'un et l'autre occupés, par conséquent, à faire sortir du même temps et des mêmes efforts la plus grande somme de richesse possible. Si le riche se ralentit pendant que le pauvre se hâte, bientôt leurs rôles vont être changés, et chaque jour nous voyons l'un monter et l'autre descendre l'échelle. Otez au pauvre son inquiétude, ôtez au riche son espoir, et cette ardeur va cesser. Les deux ressorts du travail cassent à la fois. Mais, pendant que le travail s'arrête ou languit, les besoins ne s'arrêtent pas. Satisfaits un instant par une générosité imprudente, ils vont reparaître l'instant d'après. Ils reparaîtront, augmentés encore par l'habitude d'une jouissance facile, grossis par l'accroissement naturel de la population. Chaque jour, il y a plus d'hommes dans le monde, par conséquent plus d'êtres qui demandent à vivre et à travailler. Que ferez-vous quand il n'y aura rien de préparé pour eux, quand le superflu du riche, ce réservoir d'où découlent la vie et le travail du pauvre, sera tari? L'avarice de la nature aura regagné tout le terrain qu'aura perdu le travail de l'homme.

La vieille société peut donc se poser en face du socialisme, et lui dire: Puisque vous m'ôtez les deux aiguillons par lesquels je poussais l'espèce humaine dans le champ laborieux de la production, chargez-vous donc maintenant vous-même de l'y faire marcher. Vous ne prétendez pas apparemment qu'elle puisse vivre sans travail. Trouvez-moi un

mobile qui remplace dans son cœur la crainte de périr et le désir du bonheur. Vous dites que ce sont là des mobiles intéressés, que l'un est dur, et l'autre égoïste. En connaissez-vous d'aussi puissans? Je vous tiens quitte de ceux-là. A cette question ainsi posée, le socialisme répond en balbutiant. Il y a huit mois, il vous eût parlé encore de fraternité et de dévouement. Il vous eût encore dit qu'on travaillerait pour le bien général, pour ses frères et pour la patrie. Au sortir des ateliers nationaux, il faudrait plus que de l'impudence pour prendre un pareil engagement. Sur les débris fumans de la bataille de juin, il faudrait plus que du courage pour murmurer le mot de fraternité. C'est qu'en effet c'est étrangement méconnaître le cœur humain que de lui demander, comme état habituel, l'oubli de soi-même et le désintéressement. Faire reposer une société sur ces élans sublimes qui ne commandent l'admiration que précisément parce qu'ils font violence à tous nos instincts, compter sur le dévouement pour la nourriture de tous les jours, c'est se préparer d'étranges mécomptes. Si le dévouement était régulier, habituel, comme doit l'être la production de la société, s'il pouvait fournir au travail et à la nourriture de tous les jours, il ne nous arracherait pas, dans ses rares éclairs, de tels cris d'enthousiasme. « On meurt pour son pays, dit M. Thiers quelque part; on ne rabote pas des planches, on ne lime pas du fer pour lui. » Et en cherchant bien, d'ailleurs, à la racine, pour ainsi dire, de tous les beaux dévouemens dont l'histoire nous transmet les modèles, on trouverait sans peine les sentimens primitifs, intéressés, si l'on veut, mais légitimes, de l'ame transformés seulement, exaltés, en quelque sorte, au-dessus d'eux-mêmes. L'idée de patrie, par exemple, que représente-t-elle à la plupart des hommes, sinon le champ et le toit paternels? La patrie, c'est le lieu où reposent nos souvenirs d'enfance et nos espérances d'avenir, c'est la terre qui a reçu nos sueurs et qui conserve les os de nos pères, — c'est le type idéal, c'est la plus haute expression de la propriété et de la famille. Oh! les grands connaisseurs du cœur humain qui veulent nous faire une patrie sans propriété et sans famille! Aussi, dans quels pays l'amour de la patrie produit-il tous ses prodiges? Précisément dans ceux où, à l'abri d'une liberté véritable et d'une constitution sage, la propriété et le toit domestique sont également inviolables. Avec les troubles civils, avec les atteintes portées, d'en haut ou d'en bas, à ces droits inviolables, l'amour de la patrie s'affaiblit et s'éteint. Nelson meurt à Trafalgar pour des lois qui exécutent jusqu'à la dixième génération la volonté du père sur ses enfans. Le paysan français mourait à Jemmapes pour sa terre affranchie d'une féodalité dégradante; mais le Romain du Bas-Empire, fatigué d'être rançonné tour à tour par les soldats et la populace, livrait pour quelques marcs d'or sa patrie à des barbares. Donnez-moi

le socialisme en activité ou seulement la révolution en permanence, et je ne vous garantirai pas long-temps des invasions et des Cosaques!

Pressé ainsi de retraite en retraite, le socialisme se réfugie derrière la religion. Il invoque les grands principes évangéliques, les touchans souvenirs des premiers chrétiens. La société chrétienne, nous dit-il, n'est-elle pas fondée sur d'autres mobiles que ceux de l'intérêt et de la crainte, sur l'amour et la fraternité mutuelle des hommes? N'a-t-elle pas tiré de ce mobile des prodiges qui ont renouvelé le monde? Ne pouvons-nous pas encore nous adresser au même sentiment pour en attendre les mêmes résultats? Ce langage pieux est fort de mode dans les écoles socialistes. Il ne tiendrait qu'à nous de les prendre pour la continuation fidèle du christianisme, et la société qu'elles rêvent pour l'expression complète de la société chrétienne. Elles mêlent dans leurs ovations bruyantes le nom du Christ à ceux de leurs précurseurs sanguinaires, le nom de la victime du Calvaire à ceux des assassins du Temple et de l'Abbaye. De tels mélanges soulèvent le cœur et font regretter la franche impiété révolutionnaire d'une autre époque. J'aime mieux, pour ma part, la croix renversée que portée avec un respect profanateur dans les processions du pillage et de la révolte. Contenons cependant l'indignation qu'un tel spectacle excite, et rappelons en deux mots au socialisme qu'il n'y a rien de commun entre les chrétiens et lui, que l'Évangile et le socialisme sont l'opposé l'un de l'autre, à tel point que si l'un est vrai, l'autre est faux, et que si le socialisme n'était pas la plus grossière des illusions, l'Évangile serait le plus impudent des mensonges.

Pour commencer, en effet, cette misère de la condition humaine sur laquelle nous ne saurions trop insister, le socialisme la dissimule à l'homme; le christianisme la lui rappelle à tout instant sous ses couleurs les plus sévères. On dirait presque qu'il l'assombrit encore par ses dogmes, sauf à l'adoucir plus tard par ses espérances. Le christianisme ne cesse de lui représenter le travail, le travail constant et même douloureux, non-seulement comme nécessité, mais comme un devoir. Il va en ceci encore plus loin que la vieille société elle-même. Le travail, qui dans la société naturelle est seulement indispensable pour la vie, devient, dans la loi évangélique, obligatoire au point de vue de la conscience. Dans la vieille société, il est simplement un besoin; aux yeux de l'Évangile, il est une loi. Cette loi s'explique, dans le dogme chrétien, par le passé comme par l'avenir de l'homme. C'est une expiation d'une faute commise, c'est la préparation d'un bonheur futur. L'homme, disions-nous tout à l'heure, remonte en quelque sorte un courant à force de rames: fait singulier que nous constations sans l'expliquer. Un chrétien ne s'en étonne pas. L'homme est tombé, vous dira-t-il; quoi de surprenant qu'il ait besoin de remonter! De là ce ca-

ractère sacré dont le travail est empreint dans la loi chrétienne, et qui lui permet de se passer de tout mobile étranger : caractère tellement puissant que, même né dans ces conditions où le travail n'est plus une nécessité, le chrétien, s'il est sincère, cherche encore à travailler. Il se reproche l'oisiveté comme un crime. Quand le travail est ainsi mis directement sous la protection de la conscience, il n'a pas besoin de l'aiguillon de l'intérêt. Le socialisme posséderait-il par hasard, comme l'Évangile, quelque dogme mystérieux qui donnât au travail la même force impérative? Il n'en a pas seulement la prétention. Son seul but, au contraire, est de réduire pour chaque homme la quantité de travail nécessaire à la moindre mesure possible. On pourrait tout définir en disant que le christianisme c'est le travail, même sans la récompense, et le socialisme la récompense sans le travail.

Une fois en possession de ce mobile élevé du devoir, on conçoit déjà comment le christianisme a pu faire accomplir à l'homme, en dehors, aux dépens même de son intérêt personnel, des travaux qui nous confondent; mais ce n'est point seulement au devoir, je l'avoue, que le christianisme s'adresse. Ses plus grandes œuvres sont dues à un sentiment d'un autre ordre, à l'amour des hommes les uns pour les autres, à ce que, par une expression à la fois profonde et populaire, on a nommé la charité. C'est la charité qui établit entre tous les chrétiens, riches ou pauvres, faibles ou forts, ce lien de fraternité qui étend à une société entière la tendresse d'une famille. Oui, sans doute, cette charité précieuse enfante chaque jour des résultats, elle alimente une activité, qui dépassent tous ceux que produit l'ardeur âpre et intéressée du gain. Avec cette charité, rien n'est impossible, ni la vie commune au fond d'un cloître, ni la communauté des biens et du travail, ni les enfans des riches allant vivre d'abstinence et travailler la terre, ni les femmes délicates se vêtissant de bure pour veiller au chevet des malades; mais, puisque c'est cette charité qu'on veut emprunter au christianisme, qui jusqu'ici en a gardé le monopole, est-ce qu'il ne serait pas à propos de s'informer auprès de lui, qui doit s'y connaître, à quelles conditions cette incomparable vertu peut s'acquérir, sous quels cieux cette plante embaumée prend naissance? Je ne voudrais pas lever ici un coin du voile qui doit toujours dérober aux regards des discussions humaines le sanctuaire intime du dogme religieux; mais je ne crains pas d'être contredit en affirmant que, s'il y a une prétention au monde qui indique la plus grossière ignorance des premiers élémens du christianisme, c'est celle de faire de la charité fraternelle la vertu commune, ordinaire, quotidienne, pour ainsi dire, de tous les hommes. Demandez au christianisme si les hommes, en général, naissent charitables, dévoués, si l'esprit de sacrifice, si l'affection pour leurs semblables est une semence qui germe aisément dans leurs cœurs. Je m'en rapporte

à sa réponse. Il sait ce qu'il lui en coûte pour en allumer çà et là quelques faibles étincelles. Il professe, au contraire, que le cœur humain est égoïste par nature, et que la charité n'y prend racine que par miracle. Il appelle ce miracle conversion, changement. Comment s'y prend-il pour l'opérer? Ce n'est point à moi de le dire. Assurez seulement que si le christianisme entreprend de changer l'homme, c'est que, comme Prométhée, il pense avoir dérobé le feu du ciel. Conçoit-on maintenant comment on peut dire avec certitude que les doctrines sociales et la foi évangélique sont la négation l'une de l'autre, et qu'il faut que l'une cède la place à l'autre? Quoi! il y aurait un moyen de donner ici-bas à l'homme, pour un travail modique, un bonheur assuré, et depuis tantôt dix-huit cents ans l'Évangile prêcherait à l'homme que le travail et la peine sont deux chaînes rivées à son cou, qui ne se brisent qu'avec la vie! Quelle imposture intéressée! Quoi! il suffirait de décréter la charité dans les lois pour qu'elle s'allumât dans les cœurs, et l'église, pour l'inspirer à ses fidèles, les fatigue par les larmes de la pénitence et les austérités de la retraite! Quelle torture inutile! Déchirons l'Évangile, fermons les églises; un préambule de constitution va suffire.

Nous sommes heureux de finir, comme M. Thiers lui-même l'a fait, en plaçant la cause de la société sous l'aile de la religion. C'est sa place, et plût au ciel qu'elle ne l'eût jamais quittée! Entre le christianisme et la société, il existe non pas assurément une conformité parfaite (l'une est humaine, et l'autre divine), mais une solide alliance, consacrée par le temps. Cette société, le christianisme ne l'a pas faite, car elle a commencé avec le monde; mais il l'a acceptée, il s'y est fait naturellement sa place, et, en l'acceptant, il en a tempéré et tempère chaque jour la rudesse. Sans prétendre la réformer brusquement et par secousse, encore moins par autorité législative et par violence populaire, il y a insinué, par une action douce et lente, la chaleur de son esprit; il n'a pas brisé ses ressorts, mais il en a adouci le jeu. Il oppose aux mobiles d'un intérêt légitime qui, en la faisant avancer, peuvent l'égarer, le contre-poids des mobiles élevés dont lui seul a le secret, aux excès de l'égoïsme les miracles du dévouement. En la corrigeant ainsi, il la protége et la défend. Cette union salutaire a été troublée parmi nous plus d'une fois; puissent la crise actuelle et le péril commun l'avoir cimentée de nouveau! Les paroles pleines d'émotion qui terminent le livre *De la Propriété*, et qui prennent tant d'autorité dans la bouche de M. Thiers, nous en donnent l'espérance. Si elle devait se réaliser, nous n'aurions ni trop de douleur du présent ni trop de découragement sur l'avenir.

ALBERT DE BROGLIE.

POÈTES

ET ROMANCIERS MODERNES

DE LA GRANDE-BRETAGNE.

XII.

JOHN KEATS.

Life, Letters and Literary Remains of John Keats. — Edited by R. M. Milnes; 2 vol. post 8°, London, 1848, Ed. Moxon.

Il n'y a pas à Rome de lieu plus sauvage et plus désert que le cimetière des protestans. Personne n'y vient jamais si ce n'est un berger, par hasard, avec son sayon de laine et ses lourdes sandales de drap brun. Le silence y est profond, la verdure épaisse; pas un son dans l'air que celui des clochettes qu'une ou deux chèvres font tinter en bondissant de tombe en tombe, et broutant les ronces et les acanthes dont la pente douce de la colline est tapissée. Sous les mousses, quelques débris de la muraille d'Honorius montrent çà et là leurs pierres grises et chenues qui s'en vont en poussière. La pyramide de Caïus Cestius domine la scène. Quand le soleil se couche en automne, et que son rayon oblique dore les fissures du monument, cette promenade est touchante. Au pied de la pyramide, il y a deux tombeaux simples, avec des inscriptions simples aussi; la coutume anglaise est de ne pas déshonorer la mort en la rendant coquette ou affectée. Deux jeunes et malheureux

poètes reposent là côte à côte : John Keats, mort à vingt-trois ans, et Percy Bisshe Shelley, mort à vingt-cinq ans; deux protestans qui ont abjuré même le Christ; le panthéiste auprès du païen, dans le cimetière calviniste.

Pauvres jeunes gens! pauvres poètes! L'un, surpris par une tempête qu'il a bravée, est jeté à la côte, et lord Byron brûle son cadavre; l'autre meurt poitrinaire dans un misérable hôtel garni de Rome, sans avoir de quoi payer son gîte et son linceul. Enfans de génie, au moins les égaux de lord Byron par la nature si ce n'est par la culture de leur talent, ni mère, ni sœur, ni famille n'ont fermé leurs yeux mourans; Dieu seul sait s'ils ont espéré une vie après la mort, et les hommes leur ont disputé la renommée!

Ces faits sont plus étranges et plus touchans que les inventions du rhéteur, et certes il faudrait ne mêler rien d'artificiel ou de factice aux pathétiques enseignemens que cette histoire renferme. La destinée de Keats et de Shelley n'a rien de fortuit. Nés tous deux à la fin du XVIIIe siècle, exilés de la même cause, chassés par le puritanisme vainqueur, ils appartenaient à ce petit groupe curieux dont nous allons parler tout à l'heure avec quelque détail, dont Byron eut l'esprit de se faire le chef, et dont il fut l'expression la plus égoïste, mais non la plus profonde, l'organe le plus actif et le plus bruyant, mais non le plus sincère; groupe d'esprits libres et ardens qu'irritaient les liens conventionnels de la société calviniste, et que rejeta violemment dans le culte païen de la forme ou dans l'océan du scepticisme le ridicule souvent odieux des affectations contraires.

En 1815, le triomphe de l'Angleterre n'était pas seulement celui de l'aristocratie armée contre Napoléon, mais la victoire des idées puritaines et populaires, soulevées au nord depuis la réforme contre l'autorité monarchique et le catholicisme méridional; ces idées et ces doctrines étaient vieilles : elles avaient bravé Louis XIV et attristé ses derniers jours. L'habileté des hommes politiques dirigés par Pitt consista donc à confondre ce sentiment religieux, très vivant alors, mais qui s'éteint aujourd'hui, avec la défense des institutions aristocratiques anglaises et de la monarchie pondérée. Cette alliance des passions de la masse et des intérêts de ses maîtres, du calvinisme fanatique et de l'aristocratie anglicane, produisit un état de mœurs nouveau, état puissant et sévère, triste et inexorable, fécond pour la grandeur et la richesse publique, et que je ne veux pas condamner ici; l'Angleterre lui doit à la fois ses conquêtes matérielles et une notable partie de son influence morale. C'était alors que la quakeresse mistriss Fry partait pour son noble pèlerinage à travers les cachots et les misères de l'Europe, que Wilberforce usait son éloquence et sa vie au service des noirs, et que les inexorables bourgeois, héritiers des cromwellistes de 1650, en-

voyaient aux travaux forcés l'éditeur d'un pamphlet papiste. Je n'ai pas à discuter l'inévitable mélange de grandeur et d'iniquité qui caractérise les sociétés fortes; nos sociétés modernes sont bien loin de tels dangers. Chez le peuple le plus libre du temps actuel, aux États-Unis du sud, une opinion équitable, l'abolition de l'esclavage, enverrait infailliblement celui qui la professerait à la lanterne. Dans ces sociétés vigoureuses, la rigueur minutieuse des observances, l'intolérance générale, l'hypocrisie, le *cant*, la destruction ou l'affaiblissement des douces charités et des faciles sympathies, l'aigreur tyrannique dans les relations, font payer cher les avantages conquis. L'Angleterre avait en outre à subir l'ennui, mais l'ennui réglé, consacré, devenu loi et tourné en religion. Quand Napoléon succomba, ce terrible sérieux ne se détendit pas. Il y eut de l'insolence dans la victoire, et l'intolérance sociale fut sans bornes. Qui a vu Londres vers 1820 sait ce qu'était un dimanche anglais à cette époque, et de quel œil on y voyait l'indifférence pour le dogme ou le relâchement des observances. La société marchait fière, maussade et inflexible sous ce capuce de plomb qui l'étouffait.

Cependant le continent s'ouvrait, et les Anglais s'y jetaient en foule. On allait respirer un peu hors de cette société si bien réglée et si volontairement asservie. Il était convenu que le continent c'était l'enfer, et que l'Angleterre représentait le paradis; nous autres qui sommes des demi-vieillards, nous avons vu les transfuges ennuyés de la société anglaise venir s'amuser parmi nous comme des damnés.

C'est cette situation anormale que n'ont pas du tout saisie la plupart des lecteurs de lord Byron. Il fut le premier à comprendre quel rôle piquant jouerait dans le XIXe siècle un gentilhomme anglais descendant des conquérans de Normandie, qui déclarerait la guerre à cette aristocratie puritaine et à cette bourgeoisie aristocratique de son pays. Il lut Voltaire, Bayle, Jean-Jacques et Goethe, s'arma de verve, de raillerie et de colère douloureuse, ne dédaigna ni le charlatanisme ni l'artifice, et réussit. Que l'on ne s'y trompe pas, ce fut un rôle et une rancune. Il avait de cuisans griefs à venger, non-seulement les siens, mais ceux de sa race; le génie et l'esprit ne lui manquaient pas; il comprit le moment et en usa. Il établit d'abord sa batterie au centre de l'Italie catholique et énervée, d'où il ouvrit son feu sur la société anglaise. Douleurs éloquentes, sensibilité blessée, plaintes amères, misanthropie ardente, mélancolie profonde : c'était la première attaque. Les jeunes gens, les opprimés et les femmes furent entraînés; il ébranla toutes les ames tendres. Ensuite vinrent anathèmes et invectives, colères et mépris. Enfin, quand il se démasqua tout entier, la vive ironie de don Juan trouva sa place; c'était l'éclat de rire insouciant d'un homme du monde qui sait qu'on l'écoute, qui dit en vers charmans tout ce qui lui passe par la tête, et qui ne se gêne plus.

Des ames plus calmes et moins vaniteuses, le noble et religieux Wordsworth, l'observateur impartial Walter Scott, le puissant écrivain Southey, converti récemment aux dogmes du torysme, l'aimable Campbell, le fougueux Wilson, furent éclipsés par l'éclat de la révolte byronienne. Parmi les gens sévères, ce fut un scandale immense. Ils n'hésitèrent pas à signaler l'auteur de *Don Juan* comme l'anté-christ. A cette opinion dure et inexorable, à ces iniquités combinées de la nationalité, de la secte et de la coterie, quelques téméraires, encouragés par l'exemple de Byron, résistèrent vivement; plus imprudens que le chef, ils n'avaient pas eu soin de se mettre à l'abri des vengeances de l'Institution qu'ils attaquaient. Un homme de beaucoup d'esprit, de verve, d'étourderie et de facilité, Leigh Hunt, auteur de *Françoise de Rimini;* un admirable prosateur, le plus parfait peut-être de la génération anglaise actuelle, Walter Savage Landor, long-temps regardé comme un écrivain seulement bizarre et affecté; Hazlitt père, qui l'un des premiers porta dans la critique la sagacité sympathique de l'artiste et le trait vif de l'homme du monde; le grand poète panthéiste Shelley, enfin le vieux philosophe matérialiste Godwin, protestèrent diversement contre les rigueurs du torysme calviniste, et furent tous mis au ban de la société religieuse, honnête et civilisée. Landor et Shelley ne tardèrent pas à quitter l'Angleterre pour l'Italie. Landor, plein de dégoût, se réfugia dans une charmante villa bâtie sur le penchant de la colline de Fiesole. La fille de cet étrange philosophe Godwin, qui apparaît comme une silhouette posthume du XVIIIe siècle au milieu des hommes du XIXe, accompagna en Italie le jeune et triste Shelley. D'autres, plus retirés et plus humbles, obtinrent leur pardon. L'humoriste Lamb, dont les secrètes douleurs viennent d'être révélées par la publication de ses lettres, veillait avec une sollicitude adorable sur Brigitte sa sœur, cette pauvre folle qui avait frappé sa mère d'un coup de couteau et l'avait tuée dans son délire. Lamb était si triste, si pauvre, si résigné et si doux, qu'on lui permettait d'avoir du génie.

Leigh Hunt, hardiment libéral et chef de l'*Examiner*, s'exposait bravement à tous les coups. C'était lui qui passait pour chef de ce groupe bien impuissant et bien faible des poètes libéraux, réunis par une épithète railleuse sous le nom de l'*École des badauds* (*Cockney-School*); pauvres gens, en effet, qui vivaient à Londres, ne pouvant guère admirer la nature dans les châteaux qu'ils n'avaient pas.

Les caractères spéciaux auxquels on prétendait reconnaître « l'école des badauds, » c'étaient l'affectation de l'archaïsme et de la sensibilité, et l'admiration exagérée ou prétentieuse des beautés de la nature. Assurément les mêmes reproches pouvaient être adressés à lord Byron ou aux poètes des lacs; mais ces derniers, étrangers aux mouvemens politiques, habitaient de jolies maisons de campagne sur les collines

enchantées du Westmoreland, et Byron, menant une vie voluptueuse sous le soleil de l'Italie, était le premier à se moquer en vers incisifs des *cockneys* ses amis. Il essaya même, autant qu'il fut en lui, d'entraver leur route, d'annuler leurs efforts, et d'absorber à son profit les avantages d'une lutte aux périls de laquelle il échappait. Leur talent réel était sacrifié ou méconnu. C'est quelque chose de triste et de touchant que cette petite église composée de martyrs, ayant bien sans doute ses fautes et ses ridicules, mais soutenant une guerre inégale contre le pouvoir, la majorité, l'argent et la ruse, contre le génie même armé de toutes pièces et décidé à marcher sur le corps de ses rivaux. Après tout, ils l'ont emporté; le temps a mis à leur vraie place le génie incontestable de Byron, son ame équivoque, sa faible conduite, et les divers talens contemporains qu'il voulait tenir dans l'ombre. On ne méprise plus aujourd'hui cette société de Leigh Hunt et de Hazlitt, groupe libre et animé dont le quartier-général était à Londres, et qui rattachait à lui quelques artistes de talent, Haydon par exemple, récemment victime d'un suicide si déplorable, et M. Severn, dont le nom se reproduira noblement dans les pages suivantes.

Ce fut au milieu de cette société, spirituelle et peu aristocratique, que fut jeté tout à coup, vers 1815, un jeune homme de vingt ans qui n'en avait connu ni meilleure ni pire, et qui aux dons les plus exquis de l'imagination et de la pensée joignait une figure charmante. Vous auriez dit Achille dans l'adolescence, tant la lèvre inférieure était hardie et belliqueuse, le trait de la bouche nettement accusé, le nez fin et sculpté avec décision et avec grace, la voûte du front délicate et puissante, l'œil éclatant, ouvert, naïf, plein de feux et de tendresses (1). Cependant la mélancolie ardente de cet œil bleu enchâssé dans un cercle brunâtre, la transparence de la peau, un incarnat brûlant sur des joues pâles, une taille très petite, des extrémités frêles et sans proportion avec le reste du corps, annonçaient une constitution débile et incomplète. La tête était petite et se couronnait de boucles brunes et dorées qui retombaient en abondance sur des épaules larges. L'ensemble frappait par un caractère de distinction spéciale, celle du penseur. C'était John Keats, que Leigh Hunt s'empressa de protéger, et que ses amis accueillirent avec faveur.

Le pauvre jeune homme n'était qu'élève en chirurgie et apprenti poète. Sa famille, d'une très humble roture, avait conçu quelques désirs d'agrandissement, voici pourquoi. Le père de John Keats, cocher de voitures de louage, homme de bonne mine et de vif esprit, avait épousé la fille de son patron, miss Jennings, personne remarquable,

(1) Voyez le beau portrait de Keats peint par son ami Severn, et gravé à la tête du recueil des lettres posthumes de Keats.

aimant le plaisir, adorée de ses enfans, et qui mourut d'une affection de poitrine. George Keats fut le premier fruit de cette union; John, le second, notre poète, vint au monde à sept mois, à la fin de 1795; un troisième fils, Thomas, et une fille, Élisabeth, les suivirent. Cette alliance, qui passait pour un coup de fortune selon les mœurs anglaises, jeta dans la famille le germe de l'ambition. Un oncle maternel, matelot qui s'était distingué à Camperdown, à bord du vaisseau le *Duncan*, était l'idéal héroïque que la mère offrait à ses fils. On parlait beaucoup de leur avenir, et l'on résolut de leur donner une belle éducation; il fut même question de les placer à l'école d'Harrow, où Byron avait passé ses premières années. L'argent manqua; il fallut se contenter d'une pension à Enfield. John, George et Thomas y firent donc leurs études. Le dernier mourut de la poitrine à dix-sept ans; l'aîné, George, caractère viril, alla chercher fortune en Amérique, descendit l'Ohio, s'établit à Cincinnati et y est encore; John, le futur poète, fut placé chez un chirurgien. Cette famille pauvre, qui voulait se faire place dans la société industrielle et politique de la Grande-Bretagne, se répandit ainsi dans des directions opposées. Le plus célèbre et le mieux doué fut le plus misérable.

L'éducation intime du jeune poète était bien avancée, lorsqu'il vint à Londres pour y passer ses examens. Écolier à Enfield et élève de chirurgie, il avait traduit Virgile et s'était fait lire par un ami cette vieille traduction d'Homère par Chapman, contemporain de Shakspeare, poète nerveux, qui a su conserver sous la forme gothique la flamme vive du vieil Hellène. La beauté grecque avait enivré l'enfant; cet idéal de l'humanité divinisée et cette grace suprême s'étaient emparés de sa jeune ame; ensuite Spenser, dont la poésie colorée et métaphysique répand sur les objets une teinte mystique et comme une brume éclatante, l'avait captivé puissamment. Enfin lord Byron venait de publier ses premiers ouvrages, dans lesquels une personnalité violente se dissimule sous un accent de douleur et de sensibilité profondes et sous une forme accomplie. Après Spenser et la Grèce, ce fut Byron qui exerça le plus d'influence sur Keats. La vie sensuelle et éclatante de l'Hellénie antique, la richesse harmonieuse et le luxe descriptif du vieux Spenser et la véhémence de sensations idéalisée par lord Byron formèrent le triple idéal de John Keats. Dès sa quinzième année, il vécut seul, plongé dans une longue rêverie, nuage enflammé où lui apparaissaient vivantes et adorées les créations païennes; le secret de son singulier talent fut l'application de l'analyse septentrionale et d'un mysticisme exalté à ces types rians et sublimes, symboles éternels des forces de la nature. De cette conception extraordinaire et double naquirent *Hyperion* et *Endymion*, ses deux plus remarquables poèmes. Les symboles se dégageaient de leur nuée lumineuse; des êtres vivans et sensibles

parlaient au poète; leurs passions et leurs désirs, leurs douleurs et leurs amours le ravissaient; il répétait leurs confidences secrètes avec un accent plein d'éloquence et d'extase; le pinceau le plus riche décorait le paysage qui les environnait. Ce fut pour l'Angleterre chrétienne et calviniste un profond sujet d'étonnement et de scandale, pour les libres esprits et pour Leigh Hunt un sujet d'admiration extrême et exagérée, que cette renaissance d'un poète païen sous des formes modernes et mystiques.

Ce développement ne fut pas créé, comme on l'a prétendu, par Leigh Hunt, Hazlitt et leurs amis; l'enfant de génie fut seulement adopté et fêté par eux. C'était un cœur reconnaissant. Il dédia son premier poème à Leigh Hunt lui-même, qui sortait de prison. L'œuvre de Keats fut saluée comme un chef-d'œuvre; la gloire de Milton lui fut promise; des amis empressés l'entourèrent, un éditeur généreux vint à son aide, son nom retentit comme un prodige. Rien ne pouvait lui être plus fatal que ce triomphe prématuré. On le précipitait sur la pente sensualiste où il était placé; on le fixait dans ce parti pris de paganisme moderne, idéalisé quant à la forme extérieure, et qui devait exercer sur une organisation ardente et sur une ame altérée de gloire l'action la plus funeste. La poésie devint son but unique et le paganisme la religion de sa pensée; il méconnut complétement la sainteté chrétienne et négligea cette activité pratique, nécessaire à la santé morale comme à la vigueur des sens. Sa nature débile y succomba. L'infortuné put croire que sa vie résisterait à ce somnambulisme intense, sillonné d'éclairs brûlans comme de traits de flamme, et mêlé de toutes les évocations idéales qu'il adorait. Combien les fatigues du soldat ou du voyageur eussent fait de bien à cette nature généreuse et délicate! La loi d'un travail réglé eût fait vivre Keats; il n'eût point perdu son génie, il l'eût agrandi, épuré, ennobli et fortifié.

On peut suivre, dans ses lettres posthumes, que M. Milnes vient de réunir et de publier à Londres, la trace de ce suicide moral du poète et la singulière éclosion de son paganisme sensuel et poétique. « Oh! s'écrie-t-il quelque part, combien une vie de sensations serait belle! Mais, la moitié du temps, nous sommes forcés de végéter! » — « Ce que nous imaginons, dit-il encore, est la seule chose authentique que je connaisse; je ne suis certain de rien, si ce n'est de la sainteté des affections et de la vérité de l'imagination. Il n'y a qu'une vérité au monde, c'est la beauté. A quoi bon la pensée? Où est le vrai? Tout philosophe se trompe, ou du moins il rencontre sur sa route des objections formidables. Oh! donnez-moi une vie de sensations et non une vie de pensées! » Le jeune rêveur touchait ainsi, sans le savoir, à la base même de l'art hellénique. La vie, le présent, la sensation, la rêverie, composaient le cercle magique qui l'enfermait et où il devait périr. « Je

ne vois, dit-il, que le présent; il n'y a que cela qui me touche. Le soleil couchant me remet de bonne humeur; une hirondelle occupée à becqueter ses graines sur ma fenêtre me fait vivre; je vis de sa vie. » Les conséquences de cette théorie étaient nombreuses. « L'excellence de l'art est l'intensité de la sensation, dit-il ailleurs.... Il faut que la poésie frappe par un bel excès et qu'elle pousse naturellement comme le luxe des feuilles sur l'arbre. » De là cette voluptueuse somnolence de son existence entière, soit qu'il visite les rives des lacs du Westmoreland ou qu'il habite la petite maison pittoresque de Leigh Hunt à Hampstead. — « Je sais quelque chose de plus suave que la brise en été (ainsi commence un de ses plus charmans poèmes), que l'abeille murmurant de bocage en bocage et se posant un moment dans la fleur ouverte; — je sais quelque chose de plus doux que la rose mousseuse au milieu de l'île verte, loin des habitations humaines; de plus salubre que le pli des vallées feuillues, de plus fertile en visions enchantées qu'un beau conte d'autrefois; — c'est le Sommeil; c'est le cher Sommeil qui ferme nos yeux mollement et nous chante une chanson berceuse, qui nous fait un bonheur suprême de tout l'idéal rêvé et dont les doigts légers emmêlent silencieusement la chevelure de la jeune fille endormie.... O sommeil! ô poésie! Pour dix années de poésie rêvée, je donnerais toute la vie! Il me faut dix années pour accomplir l'œuvre que se propose mon ame et faire mes voyages au loin. Longue et belle perspective de pays merveilleux! Sources claires et pures où je boirais à loisir l'eau qui enivre les esprits! D'abord j'irais voir les royaumes verts du dieu Pan et ceux de Flore. Je dormirais dans le gazon et me nourrirais des mûres sauvages et des pommes rougissantes; je prendrais la main blanche des nymphes cachées dans les endroits ombreux et je volerais des baisers sur leurs lèvres fraîches, qui se détourneraient en riant. Mes doigs joueraient avec leurs doigts délicats et je mordrais, sans les blesser, leurs épaules blanches; puis, quand la paix serait faite entre nous, nous nous asseyerions à l'ombre pour lire de beaux récits de la vie humaine... (1). »

Ces vers délicieux, dont il faut renoncer à reproduire en prose la mélodie sensuelle et le mouvement voluptueux, sont ceux qui peuvent associer le plus complétement le lecteur à cette quiétude mystique du sein de laquelle, par un puissant effort d'imagination, Keats faisait surgir le monde enchanté des divinités païennes. Pour lui, la poésie n'était ni un jeu ni une étude; c'était la vie. Les nuits sans sommeil, les journées sans activité, l'abstraction profonde, la contemplation intense, le sacrifice des intérêts humains à cette féerie, agissaient comme

(1) What is more gentle than a wind in summer, etc.
(*Sleep and Poetry.*)

autant de poisons sur des organes d'une texture faible et d'une délicatesse ardente. Bientôt ce jeune homme, né d'une mère poitrinaire, frère d'une victime de la même affection, et qui, dans ses premières années, semblait doué d'une constitution plus robuste que ses deux frères, devint languissant et triste. Après trois années livrées à cette rêverie énervante et aux extases d'une imagination sans contre-poids, les amis de Keats s'effrayèrent de le voir si faible et si pâle; ils lui conseillèrent de quitter Londres et de voyager quelques mois dans les plus beaux cantons des trois royaumes. Peut-être était-il trop tard; il avait abusé de la sensation et de la rêverie, et l'affaissement moral suivait l'affaissement physique. Voici en quels termes il écrivait à l'un des amis dont l'admiration dévouée le soutenait dans cette carrière qui devait bientôt se fermer pour lui :

« Lundi, 26 mai 1818. — Vous voyez combien j'ai différé; je n'ai plus qu'une idée confuse de ce que je fais. Mon intelligence, cela est certain, est dans un état d'affaissement, et, au lieu d'écrire Dieu sait quoi, je vous fatigue des caprices de mon esprit, ou plutôt de mon corps, car d'esprit il n'y en a plus. Je suis dans cette disposition que, si j'étais au fond de l'eau, je ne sais si je frapperais du pied pour remonter à la surface. Tout cela, je le sais, n'a pas le sens commun. Bientôt, j'espère, je serai dans un état à sentir convenablement la manière dont vous avez parlé de moi. J'ai en vain attendu jusqu'au lundi pour trouver quelque intérêt à cela ou à quelque autre chose. Le départ de mon frère pour l'Amérique ne me fait éprouver aucune émotion, et son mariage me laisse un cœur de pierre. Tout ceci passera. Ce qui me chagrine, c'est d'avoir à vous écrire dans un moment pareil; mais je ne puis faire pousser mes lettres en serre chaude, et je ne saurais sentir de plaisir à faire des phrases pour vous. Je suis votre obligé, je le serai toujours, et je ne souhaite pas être quitte de ma dette. Il est agréable de s'appuyer sur les bontés d'un ami, comme l'albatros qui dort en se reposant sur ses ailes. »

Il visita ainsi l'Écosse, le Westmoreland et une partie de l'Irlande, sans reconquérir l'élasticité déjà perdue de sa vie physique, et sans cesser de se livrer à cette adoration païenne de la forme et de la nature qui ne suffisent point à l'homme et qui l'énervent.

Il écrit au même ami ces paroles obscures, où l'on déchiffre vaguement les profondes douleurs d'une ame privée de foi et d'une « désespérance » sans remède :

« 10 juin 1818. — Comment se fait-il que, partis de points absolument opposés, nous aboutissions l'un et l'autre au même mécontentement nerveux? Vous avez pendant votre vie, je pense, cru à tout; je n'ai cru à rien. Nous sommes malheureux tous deux. Cependant, après avoir été souvent trompé, vous en appelez simplement. Le monde a autre chose à faire que de s'occuper de nous, et j'en suis content. Si j'avais le choix, je refuserais d'être couronné comme Pétrarque, parce que je dois mourir et parce que les femmes sont mortelles aussi.

Je ne devrais pas vous parler de cette façon; il n'y a qu'un esprit impie qui puisse l'oser. Cependant je ne suis ni assez vieux ni assez magnanime pour annuler ce que je sens, ce serait peut-être vous faire un mauvais compliment. J'espérais, il y a quelque temps, stimuler votre engourdissement par mon entrain, vous montrer en ce monde des choses dignes de vous occuper, et maintenant, dès que je suis seul, je me réjouis de ce qu'il existe une chose qui s'appelle la mort, et je rêve la gloire de finir en mourant pour quelque grand projet. Peut-être, si mes affaires étaient dans une autre situation, n'aurais-je pas écrit ce qui précède; vous en jugerez. J'ai deux frères : l'un, tant ce monde a pesé sur lui, a été forcé de s'en aller en Amérique; l'autre, avec un goût exquis pour la vie, s'éteint dans la langueur. Mon amour pour mes frères, depuis la perte prématurée de nos parens et mes premiers malheurs, est devenue une affection plus forte que l'amour même qu'inspirent les femmes. J'ai été d'un mauvais caractère avec eux, je les ai tourmentés; mais leur souvenir a toujours effacé l'impression qu'une femme aurait pu faire sur moi. J'ai aussi une sœur, et je ne puis les suivre ni en Amérique ni dans la tombe. Il faut subir la vie, et c'est certainement une consolation pour moi de penser qu'avant qu'elle s'éteigne je pourrai faire encore un ou deux poèmes. »

Ces lignes, écrites après la publication de son premier volume de poésies, dédié à Leigh Hunt, le montrent déjà mort et épuisé, tant ses belles visions grecques ont mal réussi à calmer ou à nourrir son ame; il ne croit pas, il n'aime pas, Dieu n'est rien; il ne veut que le temps d'écrire un ou deux poèmes. Les femmes lui sont indifférentes, et la vie n'a d'autre but que ces beaux vers qui achèvent de le tuer. Une fois en Écosse, où les règles sociales se présentent sous des formes dures, notre païen est saisi d'une colère violente contre le christianisme; il se hâte de passer en Irlande, où l'on est moins moral et moins farouche. Ses réflexions sur les deux pays le caractérisent on ne peut mieux :

« 6 juillet 1818. — Hier matin, nous nous sommes mis en route pour Glenluce, afin de visiter dans les environs quelques rivières; elles n'en valaient guère la peine. Partis pour Stanraër par un soleil brûlant, nous avions déjà fait six milles quand la diligence nous rattrapa. Nous y montâmes, et en ce moment, après avoir gagné Port-Patrick, me voici dans la petite Irlande, d'où je vous écris. Les dialectes des frontières voisines d'Écosse et d'Irlande se ressemblent beaucoup; cependant je remarque une grande différence dans les populations. J'en puis juger par la servante de l'auberge tenue par M. Kelly : cette fille n'est Écossaise en rien, quoique blonde; c'est une bonne enfant, toujours prête à rire, parce qu'elle n'est point sous l'horrible loi du kirk écossais (1). Ces hommes du kirk ont fait du bien à l'Écosse; ils ont appris le soin et la prévoyance aux hommes, aux femmes, aux vieillards, aux jeunes gens, aux vieilles et aux jeunes femmes, aux garçons, aux filles et aux enfans; ils ont ainsi formé des bataillons de gens ménagers et laborieux. Cette armée d'êtres économes ne peut

(1) Église calviniste presbytérienne.

manquer d'enrichir le pays et de lui donner un aspect d'aisance, ce à quoi ne parviendront jamais leurs pauvres voisins, si violens et si étourdis. Ces hommes du kirk ont fait du mal à l'Écosse; ils ont banni les calembours, l'amour et le rire. Rappelez-vous la destinée de Burns : — pauvre malheureux garçon! son tempérament était méridional! — Qu'il est triste de voir une imagination vive et sensuelle obligée, pour sa conservation, d'éteindre sa délicatesse dans la vulgarité des choses possibles, parce qu'elle n'a pas le loisir de courir, dans sa folie, après l'impossible! En ces matières-là, l'expérience des autres ne suffit à personne. Hors de la souffrance, il est vrai, il n'y a ni dignité ni grandeur, et les plaisirs même délicats ne sont pas le bonheur. Cependant, quel homme n'aimerait à renouveler ses expériences et à bien savoir par lui-même que Cléopâtre était une coureuse, Hélène une drôlesse, et Ruth une hypocrite? La doctrine de l'économie entraîne-t-elle pour conséquence la dignité de la société humaine, le bonheur des paysans? Je ne sais. Voyons : les doigts sont-ils faits pour caresser une guinée ou une main blanche? les lèvres, pour presser une plume ou donner un baiser? Résoudra ce problème qui voudra. Ce qui est certain, c'est que dans les villes l'homme pauvre est séparé de ses semblables, et que le paysan est sale et misérable, s'il n'est économe. L'état actuel de la société veut qu'il en soit ainsi. Cela me prouve que le monde est bien jeune et bien ignorant; nous vivons dans une époque barbare. J'aimerais mieux être daim sauvage que fille sous la loi du kirk écossais; j'aimerais mieux être sanglier que de séduire une pauvre créature qui serait forcée d'aller s'asseoir dans le kirk sur le *cutty-stool*, devant ces abominables vieillards (1). »

Ainsi la guerre de Keats contre le calvinisme n'est pas une gratuite supposition; c'est bien l'essence même de son esprit. Modéré dans ses goûts, tempérant dans ses habitudes, son imagination seule est sensuelle; les rigueurs ascétiques nées d'une interprétation exagérée de l'abnégation chrétienne le révoltent et le courroucent. Il n'aime ni les ministres ni le kirk. « N'attendez pas de moi, dit-il, que je vous prêche comme un de ces ennuyeux oints du Seigneur. » S'il admire chez Milton la richesse des images, il a peine à lui pardonner son austérité de sectaire. Il y a un passage de ses poésies où il appelle Diane « une sainte. » Ce caractère de polythéisme renouvelé éclate de toutes parts dans ses œuvres, et le pénétrant Wordsworth, en les lisant, eut raison de s'écrier : « Voici vraiment un délicieux païen! »

Une induction vulgaire et erronée pourrait faire croire que les femmes, symboles vivans de la beauté, ont dû entraîner Keats loin des bornes de la sagesse et lui faire faire beaucoup de folies. Pas le moins du monde; il les traite fort mal. « Il ne peut pas, dit-il, être juste envers elles; il leur en veut de ne pas ressembler tout-à-fait aux nymphes de l'Ilyssus. » Il est inexorable pour leurs moindres défauts; il se hâte de fuir dès qu'elles paraissent, et plusieurs portraits féminins tracés

(1) Voir les poésies de Robert Burns et les romans de Walter Scott.

par le jeune homme sont d'une cruauté sans pareille. Voici l'un des plus indulgens :

« Vous donnerai-je le portrait de miss ... ? Elle est à peu près de ma taille; visage agréable, de forme allongée. Ses traits manquent d'expression ; elle s'arrange de manière à ce que ses cheveux paraissent beaux; de belles narines, un peu tourmentées. La bouche bien et mal : elle est mieux de profil que de face. Elle n'a pas la figure pleine, mais pâle et maigre, sans que les os fassent saillie. Les bras bien, les mains presque mal et le pied passable. Elle n'a pas dix-sept ans et est ignorante. Ses manières sont incroyables; bondissante, sautillante, elle donne aux gens de tels noms, que j'ai été forcé dernièrement de l'appeler « bégueule. » Cela ne vient pas, je crois, d'une mauvaise nature, mais de sa rage de jouer la grande dame. Je suis très fatigué de ces grands airs, et je n'en veux plus. Une amie est venue récemment lui rendre visite, vous en avez beaucoup connu de ce genre; celle-ci joue la note sans autre sensation que celle de l'ivoire tremblant sous ses doigts. C'est une vraie miss, sans compensation aucune. Nous l'avons prise en haine, raillée, bernée, et, je crois, mise en fuite. Miss ...... la regarde comme un modèle; c'est la seule femme au monde, dit-elle, avec qui elle consentirait à changer de personnage. La sotte! — elle lui est aussi supérieure que la rose au brin de paille. »

Le poète n'était voluptueux que par la pensée; on aurait peine à imaginer que l'auteur du dithyrambe suivant en l'honneur du vin de Bordeaux ne s'est grisé qu'une seule fois dans sa vie. La fin de la lettre est d'ailleurs curieuse. On y voit ce qu'il pensait de la critique et combien Keats était persuadé, comme tous les esprits vigoureux, que la valeur intrinsèque du talent est toujours plus forte que les inimitiés et ses obstacles.

« 18 février 1819. — Vive le vin de Bordeaux! Quand je puis m'en procurer, il faut que je l'achève, c'est la seule affaire de bouche pour laquelle je sois sensuel. Ne serait-ce pas une bonne spéculation de vous envoyer quelques pieds de vigne? Cela ne pourrait-il se faire? Je m'en informerais, si vous pouviez en faire du vin, pour boire, les soirs d'été, sous une tonnelle! Il emplit la bouche d'une fraîcheur pénétrante, puis il descend froid et sans donner la fièvre; vous ne le sentez pas se quereller avec votre foie. Non, c'est plutôt un pacificateur; il reste paisible comme il l'était dans la grappe et embaumé comme la reine abeille; ses élémens les plus éthérés montent dans le cerveau et ne prennent pas d'assaut le palais de la pensée, comme ce matamore cherchant sa donzelle, et qui court de porte en porte en frappant les boiseries; il s'avance comme Aladin dans son palais enchanté, si doucement que vous ne le sentez pas. Les autres vins pesans et spiritueux changent un homme en Silène; lui, il en fait un Hermès et donne à la femme l'ame et l'immortalité d'Ariane. Je suis sûr que Bacchus garde toujours pour elle un cellier plein de vin de Bordeaux, sans pouvoir jamais lui persuader d'en prendre plus de deux coupes. Je disais que ce vin est la seule passion gourmande que j'eusse; j'oublie le gibier. Je dois m'avouer coupable devant un blanc de perdrix, le râble d'un lièvre, le dos d'un coq de bruyère

et l'aile d'un faisan. A propos de gibier, la dame que j'ai rencontrée m'a envoyé plusieurs présens de gibier, ce qui m'a mis à même d'en faire autant. Elle m'a fait emporter, l'autre jour, un faisan que j'ai donné à Mrs Dilke. Je destine le premier à votre mère.

« Je ne vous ai pas parlé de mes affaires. Je n'en désespère point. Mon poème n'a pas réussi du tout. Dans le courant de l'année, ou environ, j'essaierai de nouveau le public. Au point de vue de mon égoïsme, je laisserais mon orgueil et mon mépris de l'opinion publique m'imposer le silence; mais, pour l'amour de vous et de Fanny, je recueillerai toute mon énergie et j'essaierai encore. Je ne doute pas du succès avec le temps, si je persévère; mais il faut être patient; les *reviewers* ont énervé les esprits et les ont rendus indolens : il est peu d'hommes qui pensent par eux-mêmes. Ces revues règnent, surtout le *Quarterly*. Elles deviennent une superstition; à mesure qu'elles s'emparent de la foule, elles deviennent puissantes en proportion de la faiblesse générale qui s'accroît. Ces gens-là ressemblent aux spectateurs des combats de coqs de Westminster, ils aiment voir les coqs se battre; peu leur importe le vainqueur. »

Quel critique, il y a six mois, n'eût pas subi l'accusation de paradoxe, s'il eût avancé sans preuve ce dont les bons esprits se sont toujours doutés, à savoir que John Keats n'est pas mort, comme on l'a prétendu, de la douleur causée par un article de revue? Le recueil de ses lettres posthumes, excellent ouvrage qui sert de texte à notre étude, prouve jusqu'à l'évidence qu'il a essuyé avec calme et modestie le feu de la critique, et que les attaques auxquelles ses poésies païennes l'exposaient lui semblèrent plutôt d'utiles enseignemens que des injures. L'opinion universelle a été induite en erreur à cet égard par le spirituel et dangereux Byron, lequel était fort aise de persiffler un homme de génie mort jeune, et de rendre odieux les critiques dont il avait à se plaindre :

Un article a tué Keats; le pauvre garçon!
Son talent fort obscur promettait quelque chose;
Quoiqu'il sût peu de grec, il fit parler, dit-on,
Les dieux comme ils auraient, jadis, fait de la prose.
Mais ne trouvez-vous pas le fait original?
Que l'esprit, oui, l'esprit, cette vive étincelle,
Se laisse éteindre ainsi, comme un bout de chandelle,
Par un mauvais pédant, griffonneur de journal (1)?

Non, cela n'est pas vrai. Pauvre Keats! le poète grand seigneur, fort intrigant et jaloux, a un moment égaré l'opinion sur votre compte. On sait aujourd'hui que votre vanité puérile n'a pas causé votre mort: vous n'avez pas péri de désespoir sous trois pages de critique; c'est un mensonge. Vous valiez mieux que cela; modeste devant le type idéal du beau et justement fier de votre force intime, comme il convient aux

(1) John Keats, who was kill'd off by one critique, etc.
(*Don Juan*, canto XI.)

esprits de votre trempe, vous ne méprisiez nullement la critique, et vous estimiez que la vérité a toujours son heure. Vous laissiez passer le présent, attendant l'avenir. Il faut bien le dire, quand même les courtisans de l'écho et les suivans de la crédulité générale se fâcheraient, le public s'est trompé, comme cela lui arrive souvent. Keats, poitrinaire, rêveur, passionné et pauvre, n'avait pas besoin d'un article de journal pour l'achever.

Contre ce talent nouveau, il y eut assurément des résistances violentes et des négations amères. Le novateur païen, l'ennemi du kirk fut sévèrement flagellé par les Écossais d'Édimbourg et de Glascow. La sensualité, le paganisme, l'obscurité, l'affectation archaïque, la complète absence du sentiment chrétien, la téméraire évocation d'une religion morte à jamais, irritèrent bien des ames et soulevèrent mille réclamations; mais tout cela, c'était de la gloire, et si le *Blackwood's Magazine* et la plupart des journaux anglais maltraitaient le fanatique des dieux hellènes et le rénovateur du langage suranné de Spenser, d'autres critiques prenaient sa défense. Jeffrey, l'un des arbitres suprêmes de la critique contemporaine, déclara, dans l'*Edinburgh Review*, que le don poétique appartenait à Keats au degré le plus incontestable, et qu'à moins d'être dénué de tout sens poétique, on devait admirer la puissante imagination qui avait fait revivre ce monde symbolique avec une réalité merveilleuse. Byron reçut dans sa villa italienne le numéro de l'*Edinburgh Review* qui contenait cet article, sa fureur fut inexprimable et effrénée. Il écrivit à Murray :

« Plus de Keats, s'il vous plaît. Écorchez-le-moi tout vif, ou je me chargerai, moi, de lui ôter la peau. Je ne peux supporter l'idiotisme et le rabâchage de ce petit singe. — Pourquoi souffrez-vous donc que l'on vante ce drôle qui s'appelle Keats? Johnson, apprenant qu'un mauvais acteur venait de recevoir une pension, s'écria : « Il est temps qu'on m'ôte la mienne! » J'étais fier des éloges comme des blâmes de messieurs les critiques d'Édimbourg. Maintenant qu'ils ont bien parlé de Keats, tous ceux qu'ils ont vantés sont déshonorés par leur article insensé. Pourquoi ne pas louer l'*Almanach de Liége?* Cela vaut *Jeannot Keats*. »

Plus tard, et Keats une fois mort, Byron changera de langage. Ce ne sera plus « un idiot » ni « un rabâcheur, » mais un grand poète, un Eschyle, dont « l'*Hypérion*, ce magnifique monument, protégera la mémoire. » — Byron ira plus loin : « ce fragment d'inspiration titanique » lui semblera « *sublime* comme Eschyle. » Pourquoi ce revirement violent et subit? Pour atteindre deux buts à la fois, buts que lord Byron a toujours cherchés : se faire valoir et déprécier autrui. « Moi, dit-il encore à Murray, je n'ai pas fait comme Keats; attaqué par un article *sauvage* de revue, ainsi que Kirke White et Keats, je n'en suis pas mort. J'ai bu trois bouteilles de vin de Bordeaux et j'ai commencé

ma réponse à Jeffrey. Je savais bien que je ne pouvais pas honorablement lui casser la tête avec une balle. Je l'ai tué autrement. Mais ces auteurs à la mamelle tombent morts quand on les critique. Je ne voudrais pas, pour tout au monde, être l'auteur de l'article homicide, bien que je trouve détestable l'école griffonnante dont il est question. » Voilà bien du dédain et de l'orgueil. Malheureusement il n'y a pas un mot de vrai dans ces fatuités; Byron ne pardonna jamais à l'Angleterre de n'avoir pas trouvé bons ses premiers poèmes, qui ne valaient rien, et Keats montra plus de force morale que l'impertinent seigneur. — De ces contradictions, de ces éloges, de ces injures, accumulés avec une si insolente désinvolture, un seul fait demeure incontestable, c'est la vanité irritable, la personnalité jalouse de lord Byron, et le peu de certitude et de consistance de ses idées, toujours soumises à ses passions puériles.

Que les gens qui adorent la force brutale, la ruse et le succès présent, se détrompent. Si la vie est passagère et l'équité rare, la lumière se fait tôt ou tard. Voici des débris de lettres bien simples qui, rétablissant la vérité long-temps faussée, rendent son véritable honneur à une ame naïve, à un talent supérieur, à une intelligence égarée, mais après tout honnête; lord Byron a essayé deux fois de flétrir Keats, d'abord par sa critique, ensuite par sa défense, et n'a pas pu prévaloir. Sans doute il y a bien des défauts à reprocher à ce jeune homme, et ce sont à peu près les mêmes que l'avenir reprochera à notre mouvement littéraire de 1815, mouvement trop sensuel, d'imitation, peu national, trop archaïque. Le cliquetis des rhythmes et des rimes, la formule poétique, l'emportent trop souvent sur l'essence de l'art. L'ame et la foi, la charité humaine et la sympathie, la vérité et l'idéal chrétiens, sont trop souvent absens. Chez Keats, la concentration et la vigueur de l'expression, l'image rendue palpable et lumineuse, surtout la puissance de création et d'évocation, compensent la diffusion, l'inégalité, l'accumulation des détails. Ces fautes se rapportent toutes à son extrême jeunesse et à son rapide passage à travers le monde. Il avait peu connu les hommes. Son admirable faculté de saisir l'idéal et de le reproduire dans un vers qui vibre de passion et de mélodie se mêle à un luxe de répétitions, à une incertitude de composition, à une exubérance qui rappellent la forêt vierge où l'on se perd. Il abuse, en jeune homme et en sensualiste, du charme des sons et du rhythme, comme de l'ardeur du coloris; il lui arrive de ne point donner de sens à la musique de ses paroles, et d'éteindre les contours sous l'éclat des nuances; enfin, ses poèmes sont plutôt les ardens effluves d'un génie involontaire que sa concentration définitive et réelle.

Quand il se modère et se résume, comme dans le passage suivant, il est admirable : « C'était le soir; l'air était vif et le ciel clair. C'était

une de ces soirées dignes de la Grèce, où toute la force de l'homme s'éveille et règne. Alors la santé radieuse a toute sa vigueur; le héros d'Homère se lève puissant, et croit entendre le clairon; Apollon est debout sur son piédestal, et la Vénus pudique, s'alarmant de sa beauté, jette autour d'elle un regard timide. Des brises fraîches et éthérées pénètrent dans les habitations des hommes; le malade qui languit rouvre les yeux et se soulève un moment; sa fièvre se calme, et un doux sommeil le ranime. Il s'éveille, et ses tempes ne sont plus brûlantes, ses paupières rafraîchies se soulèvent mollement; il regarde, et voit ses chers amis qui l'entourent; pleins de joie, ils s'approchent et séparent en deux sur son front les boucles de ses cheveux. Heure adorée, où ceux qui s'aiment se contemplent mutuellement avec délices, étonnés de voir tant d'éclat et de vie dans le regard aimé! heure où la parole humaine est divine, et où tous les nœuds qui se forment sont des liens éternels. »

Cette sensualité païenne, qui s'était concentrée pour lui dans le domaine de l'intelligence, a marqué d'une empreinte particulière *Hypérion* et *Endymion*. C'est aussi dans ces grands poèmes qu'il suit avec le plus enivrant abandon le cours de sa rêverie errante et que la concentration et la sévérité lui manquent le plus. Ses sonnets doivent être placés parmi les plus beaux de la langue anglaise. Grace au travail d'artiste que cette forme moderne exige et à la difficulté d'y asservir l'idée païenne, Keats a laissé des chefs-d'œuvre en ce genre :

A MES FRÈRES.

« Le charbon qui pétille vient d'être mis au foyer et les vives flammes errantes s'y jouent en tremblotant. Ces bruits légers que nous entendons, c'est la petite voix des dieux domestiques, bons génies qui protégent nos ames fraternelles. Vous, mes frères, vous feuilletez le volume qui chaque soir soulage nos peines, et vos yeux fascinés s'y arrêtent; moi cependant, je cherche ma rime au bout du monde. Votre jour de naissance est aujourd'hui, cher Thomas! Puissions-nous passer bien des soirées pareilles, dans un repos mêlé de ces doux murmures! Vraies joies, calmes joies de la vie, durez, prolongez-vous jusqu'à ce que la voix suprême nous dise : « Quittez le monde, amis, il en est temps! »

Lorsqu'en 1846 j'essayai de faire connaître en France (1) ce jeune et charmant génie, je priai mon ami M. Sainte-Beuve d'imiter en vers un de ces petits poèmes, qu'il a reproduit comme de coutume avec une grace achevée :

(1) Collége de France, semestre de 1846.

SONNET.

(Imité de Keats.)

En s'en revenant un soir de novembre.

Piquante est la bouffée à travers la nuit claire;
Dans les buissons séchés la bise va sifflant;
Les étoiles au ciel font froid en scintillant,
Et j'ai, pour arriver, bien du chemin à faire.

Pourtant je n'ai souci ni de la bise amère,
Ni des lampes d'argent dans le blanc firmament,
Ni de la feuille morte à l'affreux sifflement,
Ni même du bon gîte où tu m'attends, mon frère!

Car je suis tout rempli de l'accueil de ce soir,
Sous un modeste toit où je viens de m'asseoir,
Devisant de Milton, l'aveugle au beau visage,

De son doux Lycidas par l'orage entraîné,
De Laure en robe verte en l'avril de son âge,
Et du féal Pétrarque en pompe couronné.

Je me suis arrêté le plus long-temps que je l'ai pu sous ces ombrages poétiques. J'avais peine à voir s'évanouir si tôt cette vie douloureuse qu'un souffle trop ardent avait desséchée. Les deux dernières années de Keats ne sont plus qu'une ruine et un supplice mêlés d'un épisode qui rend le supplice plus affreux et précipite la ruine. Comme s'il eût essayé de se rattacher à la vie par la passion, il s'éprit d'un amour violent qui l'occupa tout entier jusqu'à sa mort.

Avant sa vingt-unième année, à cet âge où l'on est sévère envers les femmes et où l'on se vante, à leur égard, d'une dédaigneuse pénétration, Keats pousse aussi loin que possible cette affectation de la jeunesse. Il les voit toutes avec un profond et inexprimable mépris, tant elles lui semblent éloignées de son idéal. Il a, dit-il, de la propension « à classer les femmes parmi les fleurs et les bonbons. » Il ne peut pas rester une demi-heure auprès de « ces petites créatures de pensionnat; » toutes l'ennuient, et il ne sait en vérité comment être maître de sa mauvaise humeur, « quand il les entend babiller comme de petites pies, et qu'il les voit pirouetter comme des volans; » il se reproche d'avoir été assez « jeune » pour les avoir divinisées, et il est revenu « à jamais, » comme un véritable écolier qu'il est, de « ces visions éthérées et féminines. » Mais, hélas! voici venir des Indes orientales une beauté dont « le regard est *opulent* comme l'Orient, » et dont

les autres femmes disent « un mal infini. » Il pense comme elles, il critique la créole, il la blâme et la trouve bien mondaine, bien théâtrale, bien coquette; cependant, quand elle « traverse le salon, elle vous attire comme par une chaîne magnétique. » Enfin il se laisse prendre de la passion la plus véhémente pour cette jeune personne — *impériale*, comme il la nomme, — qui entre dans une chambre « comme une panthère. » Surtout elle n'a pas les airs puritains des « Clarisses, » ce qui le met à son aise, et elle ne trouve pas, dans une conversation engagée au coin d'un salon, *any thing particular*, rien d'extraordinaire. Enfin, ravissante nouveauté pour l'étudiant, c'est une fille du monde; chose consolante pour l'Anglais rassasié de calvinisme, c'est une créole. Ce dernier malheur attendait Keats; le reste de sa courte existence ne fut qu'un long soupir d'angoisse vers la jeune créole qui l'avait captivé.

A FANNY, AU BAL.

« Toi que j'aime, ma joie, ma crainte, mon espoir, mon agonie, je te revois aussi souriante et aussi belle pour eux que tu l'es pour moi, quand mes yeux esclaves et ravis, ivres de leur bonheur et de leur angoisse, te regardent, te regardent!

« Quel est donc celui qui me prend mon bonheur? Au moins ne lui livre pas ta main, je t'en supplie, et qu'elle reste pure de ce toucher qui me tue! Par grace, ne détourne pas de moi si tôt le courant sympathique qui me fait vivre! Que le plus vif battement de tes artères me soit réservé! Ah! garde-le pour moi, oui, pour moi seul. La musique vibre dans les salles parfumées; les images du plaisir s'éveillent; l'air s'échauffe de volupté; la danse déroule sa guirlande embrasée. Sois froide et souriante comme un matin du mois de mai. Épargne-moi la jalousie! Tu le vois, j'y succomberais; et ma vie s'éteint si vite! »

Poitrinaire, amoureux et pauvre, il devint, comme vous le pensez bien, chaque jour plus amoureux, plus pauvre et plus poitrinaire : quand il fut condamné, l'idée naturelle lui vint d'écrire un poème comique. Nous en avons les tristes fragmens, qui ont pour titre : *le Bonnet et les Grelots*.

Il s'affaissait; la vie s'épuisait et s'exhalait par tous les pores : passion, rêverie, douleur, souffrance physique, souffrance morale,... quel spectacle! Ses amis le forcèrent de quitter les dangereux parages de Hampstead où demeurait Fanny, et de partir pour l'Italie. Son ami Severn l'y accompagna :

« En vue d'Yarmouth, 28 septembre 1820, à bord du *Maria-Crowther*. — J'aurais eu plaisir à quitter Londres, ne fût-ce qu'à cause de la sensation; en effet, qu'y ferais-je? Je ne puis laisser derrière moi mes poumons, ni ma poitrine, ni ce que j'ai de délabré. Je désire n'écrire que sur des sujets qui ne m'agitent pas trop. Il y en a un dont je dois parler pour n'y plus revenir. Si mon corps

pouvait recouvrer la santé, ce souvenir (*celui de Fanny*) l'en empêcherait. La chose même pour laquelle je désire vivre me tuerait.

« Si j'étais en santé, cette idée me rendrait malade; comment y pourrais-je résister dans l'état où je suis? Vous devinez aisément de quel sujet je rabâche. Vous savez quel était mon plus grand chagrin pendant les premiers temps de ma maladie chez vous. Chaque jour et chaque nuit, je souhaite la mort pour me délivrer de ces douleurs, et je souhaite la vie, car la mort détruirait ces douleurs qui valent mieux que rien. La distance et la mer, la langueur et l'affaiblissement, voilà de grandes causes de séparation; mais la mort, c'est le divorce éternel. Lorsque l'angoisse de cette pensée a traversé mon esprit comme une lame froide, je puis dire que j'ai senti l'amertume de la mort. J'ai souvent souhaité que vous me promissiez ce qui a pour moi le plus de prix; j'espère que, sans que je vous en eusse parlé, vous vous seriez montré l'ami de miss ... après ma mort. Vous lui croyez beaucoup de défauts; pour l'amour de moi, croyez qu'elle n'en a aucun. Si quelque chose peut être fait en sa faveur, soit en paroles, soit en actes, je sais que vous le ferez. Je suis dans un état où une femme, en tant que femme, n'a pas plus de pouvoir sur moi qu'un arbre ou une pierre, et cependant la différence de ce que j'éprouve pour ... et pour ma sœur est étonnante. L'une semble absorber l'autre à un degré incroyable. Je pense rarement à mon frère et à ma sœur, qui sont en Amérique. L'idée de quitter ... dépasse tout ce qu'il y a d'horrible. Je crois voir les ténèbres descendre sur moi. Je vois constamment sa figure, qui constamment s'évanouit. Quelques-unes des phrases dont elle avait l'habitude de se servir pendant mon dernier séjour à Wentworth-Place retentissent à mes oreilles. — Y a-t-il une autre vie? M'éveillerai-je et trouverai-je que tout ceci n'est qu'un rêve? Cela doit être; nous ne sommes pas faits pour souffrir ainsi. La réception de ma lettre sera l'une de vos douleurs. Je ne dis rien de notre amitié, ou plutôt de celle que vous avez pour moi, sinon que je souhaite, comme vous le méritez, que vous ne soyez jamais aussi malheureux que je le suis. Je penserai à vous à mes derniers momens. Je tâcherai d'écrire à.... aujourd'hui, si je le puis. Une fin soudaine à ma vie, au milieu d'une de ces lettres, ne serait pas chose mauvaise; ce moment me donne une sorte de fièvre agréable. »

Il alla s'établir à Rome, où le docteur Clark le soigna avec un dévouement complet et désintéressé. Lord Byron se garda bien d'aller visiter ce « gredin de Keats. » Le poète mourant trouva de plus généreuses sympathies, qui consolèrent ses derniers soupirs; le peintre Severn l'accompagna, le soigna, le veilla, lui donna son temps, son argent, et compromit pour lui jusqu'à son avenir et à la renommée de son talent; choses touchantes, toujours cachées, qui rachètent les faiblesses de notre race, les insolences des uns et les fatuités des autres, et qui sont plus nombreuses qu'on ne pense, car l'optimiste a raison comme le pessimiste; Dieu, qui voit tout, sait qu'il y a autant de grandes vertus ignorées qu'il y a d'infamies qui se font passer pour des vertus.

Cependant ce douloureux « enfant de la flamme, » comme disent les Orientaux des poètes, achevait de se consumer. L'esprit contemplait cu-

rieusement les douleurs de l'ame et son propre affaiblissement. L'ame agonisait en voyant dépérir à la fois la forme physique et l'éclat intellectuel. Enfin la destruction intérieure s'opérait plus rapide sous cette triple torture, écrite en caractères lugubres dans les lettres du malheureux.

« Rome, 30 novembre 1820. — J'ai peur de me souvenir de l'Angleterre. J'ai le sentiment habituel que ma vie réelle est finie et que je mène une *existence posthume*. Dieu sait comment la chose a pu se faire; mais il me semble que cela est. Toutefois je n'en parlerai point. A peu près à l'époque où vous m'écriviez de Chichester, j'étais à Bedthampton, — bien malheureux, — et prêt à passer aussi la rivière! Mon étoile prédominait. Je ne puis rien répondre à votre lettre, qui m'a suivi de Naples à Rome. J'ai peur de la relire. Je suis si las (d'esprit) que je ne puis supporter la vue de l'écriture d'un ami que j'aime autant que vous. Cependant je tâche d'aller mon petit train, et à mes plus tristes momens, même en quarantaine, j'ai fait plus de calembours en une semaine, par une sorte de désespoir, que pendant une année entière de ma vie. Une pensée suffirait à me tuer : j'ai été fort, bien portant, alerte, etc.; je me promenais avec elle.... et maintenant — la perception des contrastes, le sentiment de la lumière et de l'ombre, toute cette science (sensation primitive) nécessaire au poète, me tuerait. Eh bien! mauvais sujet que vous êtes! je vous torture, n'est-ce pas? Il faut que vous appeliez votre philosophie à votre aide; j'en fais bien autant, sans cela comment vivrais-je... si je vis? »

Cette lettre fut la dernière qu'il écrivit. Le journal de son ami Severn, écrit au lit du malade, et adressé à M. Brown, fidèle protecteur de Keats, journal que nous reproduisons sans y rien changer, est plus touchant que tous les commentaires :

« 14 décembre. — J'ai peur que le pauvre Keats ne soit au plus mal. Une rechute de mauvais augure l'a confiné au lit, avec toutes les chances contre lui. Ce que je prenais pour une convalescence est survenu si inopinément et sans cause apparente, que je ne puis prévoir quel sera le prochain changement. Je le redoute, car ses souffrances sont si grandes, si incessantes, et son courage est tellement évanoui, qu'un changement quelconque ne peut que lui donner le délire. Voici le cinquième jour, et je le vois empirer.

« 17 décembre, quatre heures après-midi. — Je ne puis le quitter un moment. Je m'assieds près de son lit, et je lis toute la journée; à la nuit, je m'associe à tous les vagabondages de sa pensée. Il vient de s'endormir, c'est la première fois depuis huit jours, et par pur épuisement. Je désire qu'il ne se réveille pas avant que j'aie fini d'écrire, car je souhaite vivement que vous sachiez la vérité; cependant je n'ose lui laisser entrevoir que je crois son état dangereux. Le matin de l'attaque dont je vous ai parlé, il était bien, tout-à-fait gai, lorsque tout à coup il fut pris d'un accès de toux et vomit deux cuvettes de sang. Je fis venir le docteur Clark, qui lui tira du bras huit onces d'un sang noir et épais. Keats en fut tout alarmé et abattu. Quelle triste journée j'eus à passer avec lui! Il s'élança de son lit en disant : « C'est aujourd'hui mon dernier jour, » et,

pour tout autre que moi, cela serait vrai; il rendit le lendemain matin autant de sang que la veille, et fut saigné de nouveau. J'eus ensuite le bonheur de causer avec lui pendant un instant de calme, et il devint tout-à-fait tranquille. Il ne peut rien digérer et veut sans cesse manger. Il répète toujours qu'il mourra de faim, et j'ai été obligé de lui donner plus de nourriture qu'il n'est permis. Toute pensée, qu'elle vienne de son imagination ou de sa mémoire, lui est insupportable, même le souvenir de son bon ami Brown, des quatre heureuses semaines passées sous sa garde, de son frère et de sa sœur. Il m'afflige par-dessus tout, quand je rafraîchis son front brûlant, et que je crains pour sa raison. Comment pourrait-il être Keats encore après ceci? Cependant je vois cela trop lugubrement, depuis que chaque nuit de veille vient apporter à mon esprit son triste résultat.

« Le docteur Clark ne dit pas grand'chose; quoique ses soins soient parfaits, il peut difficilement agir sur un esprit malade. Tout ce qui peut être fait, il le fait de bonne grace; sa femme, de son côté, par le même sentiment délicat, prépare de sa main tout ce que prend le pauvre Keats, car, dans ce pays sauvage, pour un malade il n'y avait pas à choisir. Hier le docteur Clark a couru Rome entière pour se procurer un poisson d'une certaine espèce, et, au moment où on me l'apportait soigneusement arrangé, Keats fut pris d'un vomissement de sang. Nous avons la plus haute opinion du talent du docteur Clark; il vient quatre ou cinq fois par jour, et nous a recommandé de l'appeler à quelque heure que ce soit, en cas de danger. Mon énergie est à bout. Ces misérables Romains n'ont aucune idée du comfort. Je suis obligé de faire tout pour lui. Je voudrais que vous fussiez ici.

« Je viens de le voir. Cette nuit sera bonne.

« 15 janvier 1821, onze heures et demie passées. — Le pauvre Keats vient de s'endormir. Je l'ai veillé et lui ai fait la lecture jusqu'au moment où il ferma l'œil. Il m'a dit : « Severn, j'aperçois sous votre tranquillité une grande préoccupation; vous n'êtes pas à ce que vous lisez. Vous faites pour moi plus que je n'aurais voulu. Oh! que ma dernière heure n'est-elle arrivée! » Il s'affaiblit de jour en jour. Trois semaines encore peut-être, et je l'aurai perdu pour toujours! Je regardais sa guérison comme certaine quand nous partîmes. J'étais égoïste : je pensais à la valeur qu'il avait pour moi.

« Torlonia le banquier ne veut plus nous donner d'argent; le billet est revenu sans acceptation, et demain il faut que je donne ma dernière couronne pour ce maudit logement. De plus, s'il meurt, les lits et le mobilier seront brûlés, les murs grattés, et ils retomberont sur moi pour cent livres et peut-être davantage; mais ce qui me peine par dessus tout, c'est cette noble créature étendue sur un grabat, sans avoir les secours spirituels ordinaires qu'un drôle ou un sot reçoit à ses derniers momens. Si je succombe, ce sera sous cette idée. Mais je prie pour qu'un ange de bonté le conduise à travers ce sombre passage.

« Si je pouvais chaque jour le quitter pour quelque temps, je me procurerais de l'argent par mon pinceau; mais il ne veut point me perdre de vue et ne peut supporter le visage d'un étranger. Je me couperais la langue plutôt que de lui dire qu'il faut que je trouve de l'argent, — ce serait le tuer d'un mot. Vous voyez que mon espoir de conserver la pension de l'Académie royale est détruit, à moins que je n'envoie un tableau au printemps. J'ai écrit à sir Thomas Lawrence.

Je me suis procuré un volume des œuvres de Jeremy Taylor, que j'ai lu à Keats cette nuit. C'est vraiment un trésor, et il est venu quand j'avais perdu l'espoir de le rencontrer. Pourquoi d'autres bonheurs ne nous viendraient-ils pas? J'en veux conserver l'espoir. Le docteur Clark est toujours le même, bien qu'il sache ce qui est arrivé pour le billet. Il craint que le premier changement ne soit la diarrhée. Keats voit tout. Sa connaissance de l'anatomie rend chaque crise dix fois pire; il est misérable de tous côtés. Cependant chacun m'offre ses services pour lui. Il ne peut lire aucune lettre, et m'a fait les placer près de lui sans les ouvrir. Elles le déchirent. Il n'ose plus en regarder l'adresse. Faites qu'on le sache.

« 18 février. — Je viens de recevoir votre lettre du 15 janvier. Le contraste qu'il y a entre votre Hampstead tranquille et hospitalier et ce pays désert où souffre le pauvre Keats me fait venir les larmes aux yeux. J'ai désiré bien, bien souvent qu'il ne vous eût pas quitté. Sa guérison aurait été impossible en Angleterre, mais son excessive douleur l'a également rendue impossible ici. Quand vous le soigniez, il me semblait comme un enfant dans les bras de sa mère. Vous auriez dissipé son chagrin en lui présentant mille sujets d'intérêt, et sa mort eût été adoucie par la présence de nombreux amis. Ici, seul avec un ami, dans un pays sauvage pour un malade, il a une peine de plus ajoutée à toutes ses peines; car ç'a a été pour moi une tâche difficile de lui cacher ma triste position. Je l'ai conservé à la vie de semaine en semaine. Il refusait toute nourriture, et j'ai préparé ses alimens jusqu'à six fois par jour pour qu'il ne lui restât pas d'excuse. Je n'osais le quitter que lorsqu'il dormait. Il est impossible de concevoir ce qu'ont été ses souffrances. Dans ses angoisses, il serait descendu au tombeau solitairement, et pas un mot n'aurait été dit sur son compte : cette pensée seule me paie de tout ce que j'ai fait. Maintenant il est encore vivant et calme. Il ne veut pas entendre parler de mieux; la pensée de guérir l'effraie plus que toute chose. Nous n'osons plus remarquer aucune amélioration, l'espoir de la mort semble son seul bonheur. Il dit que la paix du tombeau sera le premier repos qu'il aura eu.

« La semaine dernière, un vif désir d'avoir des livres s'est emparé de lui. Je lui ai procuré tout ce que j'ai pu. Cette fantaisie a duré trois jours, maintenant elle est passée. Il est tranquille, et de plus en plus réconcilié avec son affreuse infortune.

« 14 février. — Il n'est survenu que peu ou point de changement, sinon qu'heureusement son esprit devient de plus en plus calme et paisible. J'ai remarqué que ce changement accompagnait l'affaiblissement croissant de son corps; à mes yeux, c'est un repos délicieux. J'ai été si long-temps ballotté dans la tempête de son esprit! Cette nuit, il a beaucoup parlé, mais sans difficulté, et il a fini par tomber dans un sommeil bienfaisant. Il semble avoir des rêves agréables : cela amènera quelque changement, non en mal, cela ne se peut, mais peut-être en mieux. Parmi les nombreuses choses qu'il m'a demandées cette nuit, voici la principale, que sur la pierre de sa tombe on mette cette inscription :

ICI REPOSE UN ÊTRE DONT LE NOM FUT ÉCRIT SUR L'ONDE.

« En arrivant ici, il acheta un exemplaire d'Alfieri, mais il le jeta à terre à la seconde page et fut vivement affecté de ces vers :

Misera me! Sollievo a me non resta,
Altro che il pianto, *ed il pianto è delitto!*

Maintenant que je connais à fond son chagrin, je ne m'en étonne plus.

« Quelle lettre est arrivée! je l'ai donnée à Keats, pensant qu'elle était de vous; malheureusement, cela n'était pas. Le coup d'œil qu'il jeta sur cette lettre fut pour lui un déchirement; les effets s'en firent sentir plusieurs jours. Il ne la lut pas, — il ne le pouvait pas, — mais il me pria de la mettre dans sa bière, avec une bourse et une lettre non ouverte de sa sœur; depuis lors, il m'a dit de ne pas mettre cette lettre dans la bière, mais seulement la bourse et la lettre de sa sœur, avec quelques cheveux. Je l'ai toutefois amené à penser autrement à ce sujet. Son état d'extrême irritabilité ne lui fait voir autour de lui qu'un monde hostile; les événemens de sa vie, et même l'affection des autres, lui semblent autant de causes de sa mort déplorable.

« J'ai trouvé une garde anglaise qui devait venir deux heures tous les jours et me permettre de rétablir ma santé. Elle paraissait plaire à Keats, mais elle est tombée malade aujourd'hui et ne peut venir. J'esquisse un tableau dans une petite chambre voisine. Cela et un peu d'italien que je lis chaque jour soutiennent mon courage. Le docteur est dans l'admiration de vos bontés pour Keats; il le croit au plus mal; ses poumons sont dans un état effrayant; son estomac a perdu toute force. Keats sait, depuis la première goutte de sang qu'il a vomie, qu'il doit mourir; aucune chance de vie ne lui reste.

« 22 février. — Que je suis impatient d'avoir de vos nouvelles (à M. Haslam)! je n'ai, pour rompre mon effrayante solitude, que des lettres. Jour et nuit, je suis auprès de notre ami mourant. Ma force, ma raison, ma santé, sont à bout. Je ne puis trouver personne pour me remplacer, — personne pour m'aider. Tous ont fui, et d'ailleurs, ne l'eussent-ils pas fait, Keats n'aurait souffert que moi.

« La nuit dernière, j'ai cru qu'il passait; j'entendais sa gorge râler; il me demanda de le soulever dans le lit, sinon qu'il mourrait péniblement. Je l'ai veillé toute la nuit, m'attendant à le voir suffoqué à chaque accès de toux. Ce matin, à la lumière pâle de l'aube, son changement m'a fait peur. Pendant ces trois derniers jours, il est devenu un spectre. Quoique le docteur Clark m'ait préparé à ce qu'il y a de pis, je supporterai difficilement ce coup. Je ne puis supporter d'être affranchi de mon horrible situation par cette mort.

« Je suis toujours dans l'impossibilité de peindre, ce qui cependant serait important pour moi. Le pauvre Keats me tient sans cesse auprès de lui; il ouvre les yeux avec doute et épouvante; mais, lorsqu'ils tombent sur moi, il les ferme doucement et les rouvre et les referme paisiblement jusqu'à ce qu'il s'endorme. Cette idée me fera rester auprès de lui jusqu'à ce qu'il meure. Et pourquoi dirai-je que je perds mon temps? Les avantages que j'ai retirés de la connaissance de John Keats sont doubles et triples de ce que m'aurait donné une autre occupation. Adieu.

« 27 février. — Il n'est plus; il est mort sans aucune douleur; il semblait s'endormir. Le 23, vers quatre heures, l'approche de la mort se fit sentir. « Severn, — je... — soulève-moi, — je meurs, — je mourrai sans douleur; ne t'effraie pas, sois ferme, et remercie Dieu que cela soit venu! » Je l'ai soutenu dans mes bras. Le râle déchirait son gosier et ne fit que s'accroître jusqu'à onze heures; Keats

s'éteignit par degrés, si doucement, que je crus qu'il s'endormait. Je ne puis rien ajouter maintenant. Je suis brisé par quatre nuits de veille, par le manque de sommeil et mon pauvre Keats parti. Il y a trois jours, le corps a été ouvert; il n'y avait plus de poumons. Les médecins ne peuvent comprendre comment il a vécu ces deux derniers mois. J'ai suivi son corps chéri au tombeau lundi, en compagnie de beaucoup d'Anglais. On a eu grand soin de moi ici, autrement j'aurais été pris par la fièvre. Je suis mieux maintenant, mais encore tout désorienté.

« La police est venue. Le mobilier, les murs, les planchers, tout a été détruit et changé; c'est le docteur Clark qui s'occupe de cela.

« J'ai mis moi-même les lettres dans la bière. »

Keats, suivi de son fidèle ami Severn, fut donc déposé dans le cimetière protestant, près du lieu que devait occuper deux ans plus tard Shelley, qui consacra une magnifique élégie à la mémoire du jeune poète. Ce dernier, en dépit de Byron et des critiques, occupe aujourd'hui, comme Shelley lui-même, une place importante dans l'histoire littéraire de ces derniers temps; c'est Keats qui a donné l'impulsion à la dernière école poétique anglaise, celle d'Alfred Tennyson.

Quand, après s'être attendri sur cette vie profondément douloureuse, on s'arrête pour méditer sur les enseignemens qu'elle contient, on ne peut s'empêcher de rapprocher le paganisme de Keats de son talent et de sa mort. On ne peut s'empêcher de penser que, si cet adolescent de génie avait été chrétien sincère et pratique, il aurait vécu. Une activité régulière eût protégé sa pensée et ses forces. Malheur à qui ne demande à la vie que l'intensité de la sensation! Celui-là manque le but supérieur de l'être, qui est l'activité harmonieuse, l'imitation de la grande loi divine, ou, comme dit Platon, la « sainteté. » Il ne suffit même pas d'épurer la sensation en lui faisant traverser le prisme de la poésie; l'enivrement redouble avec le danger, et les sens, privés de l'abnégation, qui est leur équilibre et leur ressort, se dévorent fatalement dans l'adoration de leur véhémence.

PHILARÈTE CHASLES.

DE

L'ÉDUCATION ET DE L'AVENIR

DES ARTISTES EN FRANCE.

L'enseignement de l'art est-il chez nous ce qu'il devrait être? L'école de Paris et l'école de Rome ne laissent-elles rien à désirer? N'y a-t-il rien à changer dans la direction des études? C'est par l'examen des faits que nous essaierons de résoudre ces questions. Pour peu qu'on ait vécu pendant quelques années dans le commerce des artistes sérieux, il est impossible de ne pas comprendre l'utilité d'une instruction générale dans la pratique des arts du dessin. La plupart des artistes vraiment dignes de ce nom, qui sentent la dignité de leur profession, sont d'un avis unanime à cet égard. La plupart de ceux qui ont réussi à conquérir une popularité durable, dont la renommée repose sur des œuvres savantes, reconnaissent la nécessité d'une instruction générale, et n'hésitent pas à déclarer que, pour faire un bon tableau, une bonne statue, les études spéciales ne suffisent pas. Or, pour être admis à l'école de Paris, les élèves qui se présentent n'ont pas à prouver qu'ils possèdent une instruction générale; pourvu qu'ils subissent d'une manière satisfaisante certaines épreuves purement techniques, l'école leur est ouverte. Non-seulement ils ne sont pas obligés de prouver qu'ils savent ce qu'on enseigne dans les écoles primaires, mais encore, une fois admis, ils ne contractent pas l'engagement d'apprendre ce qu'ils ignorent. L'omission de cette condition préliminaire exerce, à coup sûr,

une influence fâcheuse sur l'avenir des artistes dont l'éducation se fait à l'école de Paris. Les connaissances élémentaires dont je parle leur permettraient, en effet, de développer leur intelligence par la lecture, par la réflexion; privés de ce secours précieux, ils réduisent leur tâche à l'étude exclusive du dessin, et ne font jamais dans l'art qu'ils ont choisi tout ce qu'ils pourraient faire, s'ils étaient secondés par une instruction générale. A l'appui de cette affirmation, j'invoquerai le témoignage des peintres et des sculpteurs les plus habiles. Combien de fois ne leur est-il pas arrivé de regretter la direction donnée à leurs premières études! combien de fois n'ont-ils pas senti que la connaissance complète de tous les moyens matériels dont l'art dispose est tout au plus la moitié de l'art! Pour devenir ce qu'ils sont aujourd'hui, ils ont dû s'armer de courage et apprendre dans l'âge viril, à la sueur de leur front, ce que l'enfance apprend sans peine. Ils ont été forcés de faire eux-mêmes l'éducation de leur intelligence. C'est à cette condition seulement qu'ils ont pu comprendre nettement le but suprême de l'art et marcher d'un pas ferme vers l'accomplissement de leur pensée.

Je n'ignore pas que ces idées si simples, si évidentes, qui semblent échapper à toute démonstration, tant elles sont conformes au bon sens le plus vulgaire, rencontrent parmi les artistes mêmes une opposition vigoureuse. Quelques hommes doués d'une véritable habileté, dont le mérite ne saurait être mis en question, soutiennent avec acharnement que le dessin doit être la première étude des élèves qui se destinent à la peinture ou à la statuaire. A les entendre, il est toujours inutile, souvent même dangereux, d'occuper l'intelligence des élèves d'objets étrangers à la pratique matérielle de l'art. Le temps donné aux études générales est du temps perdu. Celui dont la main obéissante reproduit fidèlement la nature en sait toujours assez et n'a pas besoin de consulter les livres. A mon avis, les artistes qui se prononcent d'une façon absolue pour l'étude exclusive du dessin s'ignorent eux-mêmes et oublient la route qu'ils ont suivie. Justement fiers d'avoir touché le but, ils ne tiennent pas compte des tâtonnemens par lesquels ils ont dû passer, et proscrivent comme inutiles ou dangereuses les études mêmes qui, plus d'une fois, leur ont frayé la route. S'ils eussent borné leur tâche, comme ils le disent, à la pratique du dessin, ils ne seraient pas arrivés où ils sont maintenant. S'ils eussent négligé toutes les connaissances qui ne se rattachent pas directement à la peinture, à la statuaire, ils ne vaudraient pas ce qu'ils valent, ils n'auraient pas conçu, ils n'auraient pas réalisé les œuvres que nous admirons. Ils se calomnient en parlant de leur ignorance; ils sont injustes pour eux-mêmes et n'ont jamais mesuré le développement réel de leurs facultés.

Oui sans doute, le dessin tient le premier rang dans la statuaire et la peinture; oui sans doute, c'est sur l'étude du dessin que les élèves doi-

vent concentrer la meilleure partie de leurs forces; mais, à mon avis, c'est se tromper étrangement que de voir dans le dessin l'art tout entier. Et qu'on ne dise pas qu'en exigeant des élèves qui se présentent à l'école une instruction générale, je ferme peut-être la porte aux plus heureux génies. Les connaissances élémentaires que je demande sont aujourd'hui à la portée des plus pauvres familles. Qu'on n'invoque pas l'exemple de Giotto pour démontrer le danger des conditions préliminaires que je propose. Si Giotto, en effet, occupe un rang si glorieux dans l'école italienne, il ne doit pas toute sa renommée à l'étude exclusive de son art. Ses œuvres sont là pour attester qu'il n'avait pas pour les livres le dédain superbe qu'on voudrait lui attribuer. Si Giotto gardait les moutons avant d'entrer dans l'atelier de Cimabue, pour surpasser son maître non-seulement dans l'exécution matérielle des figures, mais bien aussi dans l'expression des physionomies, dans la partie poétique de la composition, il s'est nourri de lecture, de méditation; il n'a reculé devant aucune étude; l'histoire, la philosophie, sont venues en aide à son génie. L'infinie variété que nous admirons dans ses ouvrages n'est pas, quoi qu'on puisse dire, le fruit d'études purement techniques. S'il naissait aujourd'hui un nouveau Giotto, les conditions que je propose ne lui fermeraient pas les portes de l'école; car une intelligence si heureusement douée comprendrait sans le secours de personne l'utilité de ces conditions et les accepterait avec joie. Une année lui suffirait pour acquérir ces connaissances élémentaires, sans négliger d'ailleurs son étude de prédilection, et cette année serait féconde.

Pour éviter d'ailleurs l'ombre même du danger, pour ne pas décourager les génies futurs, ne pourrait-on pas obliger les élèves, une fois admis, à suivre dans l'école même le cours d'instruction élémentaire qu'ils n'auraient pas suivi avant de se présenter? De cette manière, toutes les difficultés seraient levées. Les génies prédestinés sur lesquels on paraît compter seraient assurés de réaliser pleinement les espérances qu'ils auraient données; aucun obstacle ne les arrêterait à l'entrée de leur carrière, et leur intelligence, une fois éveillée, prendrait goût à l'étude et se développerait librement. En adoptant ce dernier parti, on n'exclurait personne, et les partisans exclusifs du dessin se résigneraient sans doute de bonne grace.

L'école des Beaux-Arts de Paris compte douze professeurs de dessin, sept peintres et cinq sculpteurs. Ces douze professeurs se partagent l'enseignement de façon à ne donner personnellement qu'un mois de leçons. Je conçois sans peine tout ce qu'il y a d'avantageux pour eux dans un tel arrangement, mais je doute fort qu'il puisse contribuer efficacement aux progrès des élèves. En effet, chacun des douze professeurs voit la nature à sa manière et comprend l'imitation du modèle vivant d'après certaines lois qui, très souvent, ne sont pas acceptées

par le professeur qui lui succède. Qu'arrive-t-il? que doit-il arriver? Les élèves, obligés de subir ces enseignemens contradictoires, hésitent sur le choix de la route qu'ils ont à suivre; comme les conseils qu'ils reçoivent ne s'accordent pas entre eux, il leur est bien difficile de les mettre à profit. S'ils acceptent comme vraies toutes les paroles qu'ils entendent, ils sont fort embarrassés pour les concilier ensemble; si leur intelligence n'est pas assez éclairée pour les estimer à leur juste valeur, ils s'égarent, se troublent et n'avancent pas. Je sais qu'il a plu à quelques esprits singuliers de vanter cette diversité d'enseignement comme un bouclier contre la routine. Cet argument, je l'avoue, ne me paraît pas sérieux. Il faut sans doute combattre la routine et la prévenir par tous les moyens imaginables; mais il n'est pas moins nécessaire d'inspirer aux élèves une pleine confiance dans les leçons qu'ils reçoivent, et l'enseignement, tel qu'il est organisé maintenant à l'école de Paris, rend la confiance bien difficile. Si le professeur du mois de février corrige les erreurs qu'a pu commettre le professeur du mois de janvier, et si ses propres erreurs sont à leur tour corrigées par le professeur qui lui succède le mois suivant, le résultat le plus clair de toutes ces leçons, qui se modifient mutuellement, me paraît être l'anéantissement de toute autorité. Or, sans autorité, sans confiance, il n'y a pas d'enseignement vraiment profitable. Je pense donc que les élèves devraient avoir la liberté de choisir parmi les douze professeurs celui qui s'accorderait le mieux avec leur goût, avec l'instinct de leur talent. Il faudrait à la vérité obliger les professeurs à donner leurs leçons non pendant un mois, mais pendant toute l'année, et peut-être cette obligation semblerait-elle bien dure à quelques-uns d'entre eux. Cependant elle est toute naturelle et se trouve d'ailleurs dans le règlement de l'école, au moins implicitement; car le règlement, en parlant des douze professeurs de dessin, ne dit nulle part qu'ils se partageront l'enseignement, comme ils le font aujourd'hui. Il ne dit nulle part qu'ils auront le droit de rester pendant onze mois étrangers aux travaux des élèves. Pour que les élèves fassent des progrès rapides, pour qu'ils ne soient pas exposés à oublier dans un mois ce qu'ils apprennent aujourd'hui, il est nécessaire qu'ils aient foi dans la parole du maître. Or, je soutiens qu'ils ne peuvent avoir foi dans un maître qui chaque mois est remplacé par un maître nouveau. Quelle que soit leur déférence pour celui qu'ils écoutent, ils ne peuvent effacer de leur mémoire celui qu'ils ont entendu la veille, et cette comparaison affaiblit nécessairement l'autorité de la leçon. Et ce que je dis ne s'applique pas seulement à l'imitation du modèle vivant. L'imitation de l'antique est soumise aux mêmes chances de contradiction. Lors même qu'il s'agit de copier un fragment de sculpture grecque ou romaine, chaque professeur l'interprète à sa manière, selon ses prédilections, selon la

direction habituelle de ses travaux. Il appelle l'attention sur telle ou telle partie, et néglige comme sans importance ce qui sera signalé peut-être comme un détail précieux par le professeur qui lui succédera. En face du modèle vivant ou des monumens de l'art antique, les élèves, livrés à cet enseignement capricieux, éprouveront le même embarras. En écoutant des conseils dont le premier trop souvent ne s'accorde guère avec le second, ils ne pourront s'empêcher de douter; or, le doute doit être banni de l'enseignement. Toute affirmation du maître qui n'est pas acceptée sans réserve est une affirmation stérile. Si la croyance est nécessaire à celui qui enseigne, elle n'est pas moins nécessaire à celui qui étudie et qui reçoit l'enseignement. Méconnaître cette condition impérieuse, c'est semer dans une terre ingrate, c'est imposer à l'intelligence une fatigue inutile. Que si l'on objectait la modicité des appointemens accordés aux professeurs, je répondrais que cet argument ne détruit pas l'évidence des idées que j'expose. Si leurs appointemens sont en effet trop modiques, et pour ma part je ne le pense pas, il y a un moyen bien simple de les augmenter sans élever la dépense générale, c'est de réduire de moitié le nombre des professeurs, et de partager entre six la somme qui se partage aujourd'hui entre douze; mais, quel que soit le nombre des professeurs, il me paraît indispensable de les obliger à donner leurs leçons pendant toute l'année. Tant que durera l'enseignement morcelé, il ne faut pas espérer que les élèves fassent de rapides progrès. Condamnés à désapprendre plusieurs fois ce qu'ils auront appris, ils perdront en efforts inutiles la meilleure partie de leur temps.

Si les professeurs ont voulu, comme ils le disent, en se partageant l'enseignement par douzième, éviter le danger de la routine, ils se sont trompés. Les élèves, il est vrai, ne sont pas exposés à croire que la vérité tout entière se trouve dans les leçons d'un seul maître; mais cet avantage qui, théoriquement, n'est pas sans valeur, est payé bien cher, puisqu'ils ne savent où prendre la vérité. Au lieu de trouver une vérité partielle qu'ils compléteraient plus tard soit en consultant la nature, soit en interrogeant les monumens de l'art antique, loin de l'œil du maître, mais à laquelle du moins ils ajouteraient foi, ils s'égarent et trébuchent à chaque pas; ils prodiguent l'attention et recueillent le doute en échange de leur docilité. Il est temps de mettre un terme à cet usage que rien ne justifie; il est temps de rétablir dans toute sa sincérité l'application du règlement.

L'anatomie, la perspective et l'histoire forment aujourd'hui, avec le dessin, l'enseignement destiné aux sculpteurs et aux peintres. Quant à l'enseignement destiné aux architectes, il comprend la théorie, la construction, les mathématiques et l'histoire de l'art. Pourquoi l'histoire de l'architecture figure-t-elle dans le programme de l'école, tandis que

l'histoire de la peinture et de la statuaire n'y figure pas? L'histoire de l'architecture serait-elle plus utile aux architectes que l'histoire de la peinture aux peintres et l'histoire de la sculpture aux sculpteurs? Je ne crois pas qu'il soit possible de soutenir une pareille thèse. Quel que soit l'art qu'on étudie, il est toujours utile de connaître l'histoire de cet art. Si les architectes ont besoin de savoir ce qu'a été l'architecture depuis les Égyptiens jusqu'à nos jours, s'ils ont besoin de connaître par quelles transformations elle a passé, les statuaires et les peintres n'ont certainement pas un moindre profit à retirer de l'étude historique de leur art. Je cherche vainement par quels motifs on pourrait justifier le privilége accordé à l'architecture dans l'école de Paris. L'histoire de l'architecture aurait-elle pour mission d'enseigner aux élèves l'art si facile et si obstinément pratique de nos jours, l'art de composer des églises et des palais sans se mettre en frais d'invention, l'art, en un mot, de substituer la mémoire à l'imagination? Je ne veux pas le croire, quoique la plupart des monumens construits de nos jours autorisent une pareille conjecture.

Si l'histoire de l'architecture peut amener à cette conclusion déplorable les esprits qui la comprennent incomplétement, elle a pour les esprits vraiment éclairés un sens plus large et plus fécond. En nous montrant que l'art, à toutes les grandes époques, a fait de l'invention le premier de ses devoirs, en signalant à notre attention le néant des monumens enfantés par la seule mémoire, en nous prouvant que pour prendre un rang glorieux, pour le garder, il faut avant tout vivre d'une vie personnelle, être soi-même, l'histoire de l'architecture est appelée à renouveler la face de l'art, ou du moins à préparer le renouvellement, que l'invention seule peut accomplir avec le secours de la science. Loin d'inviter à la paresse, comme le disent quelques esprits étroits, loin de décourager ceux qui entrent dans la carrière en déroulant devant leurs yeux le tableau de toutes les merveilles déjà créées par l'imagination humaine, elle doit servir d'aiguillon et d'encouragement aux artistes qui savent pénétrer le véritable sens du passé. Tous les grands noms qui ont survécu conseillent l'invention hardie et non l'imitation servile. Chercher dans le passé l'apologie de l'inaction et de l'impuissance, c'est méconnaître le véritable objet des études historiques. Dans l'ordre esthétique aussi bien que dans l'ordre politique, cette vérité ne souffre aucune contradiction. Il n'y a pas de vie sans mouvement; qu'il s'agisse de gouverner les hommes ou de les charmer, il faut avant tout agir; dans le domaine de la volonté ou de l'invention, renoncer à exister par soi-même, continuer le passé sans y rien ajouter, c'est tout simplement renoncer à vivre. Oui, sans doute, il est bon que les architectes connaissent pleinement toutes les métamorphoses de l'art monumental, depuis les temples de Memphis

jusqu'aux temples d'Athènes, depuis les palais romains jusqu'aux cathédrales gothiques, jusqu'aux châteaux si délicatement ornés de la renaissance; mais l'étude attentive de toutes ces merveilles ne doit servir qu'à féconder leur pensée. Emprunter à toutes les époques de l'art un des élémens qui ont fait leur gloire et leur grandeur, dérober à l'Égypte, à la Grèce, à l'Italie antique, à l'Europe du moyen-âge, quelques fragmens précieux, et de tous ces larcins composer des œuvres impersonnelles qui ne sont d'aucun temps, d'aucun lieu, c'est une triste manière d'employer le temps; ce n'est pas profiter de l'histoire, c'est violer ouvertement les préceptes qu'elle nous donne. Nous reposer quand elle nous dit d'agir, nous souvenir quand elle nous dit d'inventer, ce n'est pas obéir à ses conseils, c'est fermer ses yeux à la lumière, son oreille à la vérité. Pour moi, je le répète, quoique les faits accomplis devant nous donnent le droit de penser le contraire, je ne puis consentir à croire que l'histoire de l'architecture soit destinée à justifier la stérilité presque générale de l'art contemporain. La pierre et le marbre traduisent aujourd'hui un bien petit nombre d'idées; les frontons et les colonnes que nous voyons s'élever révèlent bien rarement une volonté originale. La pierre taillée sous nos yeux n'est trop souvent qu'une ruine rajeunie; tout cela est vrai, je le confesse avec tristesse; mais l'histoire n'est pas coupable de tous ces honteux plagiats, elle n'a pas à répondre de toutes ces copies inanimées. L'histoire n'est pas un plaidoyer en faveur de l'inaction, une égide pour l'impuissance; les leçons qu'elle nous donne ont un sens bien différent; les artistes laborieux et féconds qui ajoutent quelque chose au passé en produisant des idées nouvelles sous une forme éclatante ou sévère sont les seuls qui la comprennent, les seuls qui obéissent à ses conseils.

Cependant, malgré le privilége que nous signalons, l'enseignement de l'architecture est loin d'être complet à l'école de Paris et présente même des lacunes assez graves. Pour que cet enseignement ne laissât rien à désirer, il faudrait ajouter, aux chaires qui existent déjà, trois chaires nouvelles : une chaire de physique et de chimie appliquées à l'architecture, une chaire de droit des bâtimens, et enfin une chaire de comptabilité spéciale. Et, pour que les leçons données par les trois professeurs nouveaux que nous demandons eussent un caractère vraiment sérieux, les élèves devraient être appelés à subir des examens sur la matière de ces leçons. Ce serait, à notre avis, la seule manière de prévenir ce qui arrive pour l'étude historique de l'architecture, que les élèves suivent ou négligent, selon leur caprice. Est-il besoin de démontrer l'importance, la nécessité des trois chaires nouvelles que nous demandons? La salle construite cette année pour l'assemblée nationale a révélé aux moins clairvoyans le rôle immense que joue la physique dans la construction des monumens publics. Chacun sait, en effet, qu'une

grande partie de l'assemblée n'entend pas l'orateur qui parle de la tribune. A quelle cause faut-il attribuer ce fait si fâcheux? N'est-ce pas à l'ignorance, ou du moins à la connaissance très incomplète des lois de l'acoustique? Si l'architecte chargé de construire la salle nouvelle eût possédé à cet égard des notions positives; si, au lieu de consulter une commission spéciale, qui a pu émettre un avis excellent en lui-même, mais stérile ou insuffisant, parce qu'elle n'a pas été appelée à surveiller l'exécution de ses idées, l'architecte eût été capable par lui-même de déterminer les rapports qui existent entre la propagation du son et la forme du vaisseau où il se produit; si, outre ces premiers rapports, il eût connu d'une façon précise toutes les variations que subit la propagation du son selon la nature des matériaux employés, la salle nouvelle répondrait parfaitement à sa destination. Démontrer l'utilité, l'importance de la physique et de la chimie dans l'architecture, serait démontrer l'évidence, et je ne veux pas insister plus long-temps sur ce point. Chacun sait, en effet, que la connaissance complète de la coupe des pierres et de la statique ne suffit pas pour bâtir un monument durable, et que plus d'une construction élevée à grands frais d'après toutes les lois mathématiques a donné lieu à de cruels mécomptes, parce que l'architecte n'avait pas su apprécier la qualité des matériaux. Quant à la chaire de droit dont je parlais tout à l'heure, il n'est pas difficile de prouver à quel point elle serait avantageuse pour les élèves et pour le public. Cet enseignement, présenté avec clarté, avec méthode, préviendrait bien des procès, et je ne vois pas trop qui pourrait s'en plaindre. Avant d'élever une muraille, de percer une fenêtre, l'architecte ne serait plus obligé d'interroger un homme de loi, et, plus libre dans son action, achèverait son œuvre en moins de temps. On ne verrait plus naître des contestations si faciles à prévenir. La chaire de comptabilité spéciale n'a pas besoin d'être défendue. Il y a deux hommes dans l'architecte, l'artiste et l'administrateur. Or, pour administrer, il faut posséder sur la comptabilité des notions positives; c'est pourquoi je demande la création d'une chaire destinée à cet enseignement.

La peinture et la statuaire proprement dites ne comptent pas à l'école de Paris un seul professeur. Les leçons données par les sculpteurs et les peintres sont des leçons de dessin, et rien de plus. Je reconnais très volontiers que la connaissance du dessin est la base de la peinture et de la statuaire; mais le dessin n'est pas à lui seul toute la peinture, toute la statuaire, et je ne comprends pas comment une école destinée à former des sculpteurs, des peintres et des architectes, n'offre pas aux élèves un seul professeur de peinture et de statuaire. Les jeunes gens qui cultivent l'une de ces deux branches de l'art sont obligés de choisir un professeur hors de l'école, ou du moins, s'ils le trouvent

à l'école parmi les professeurs de dessin, ce n'est pas dans l'enceinte même de l'école qu'ils apprennent de lui la pratique de la peinture et de la statuaire. En insistant sur cette lacune, je ne crois pas me rendre coupable de puérilité. Quoique le dessin nous révèle les proportions du modèle humain, l'harmonie des lignes, les rapports constans qui unissent la forme et le mouvement et qui permettent de deviner l'un à l'aide de l'autre, avant de passer à la pratique de la peinture et de la statuaire, il reste encore bien des choses à apprendre, et je m'étonne que cet enseignement complémentaire n'existe pas à l'école de Paris. Rien, à mon avis, ne serait plus raisonnable que de réduire le nombre des professeurs de dessin, et de créer pour la peinture et la statuaire un enseignement spécial. A quoi bon recruter les professeurs de dessin parmi les sculpteurs et les peintres, si aucun d'eux, dans les leçons qu'il donne, ne tient compte du caractère spécial de ses études? L'ébauchoir et le pinceau peuvent-ils reproduire la forme sans l'interpréter? Personne ne soutiendra sérieusement une telle hérésie. Mais qui donc, si ce n'est le sculpteur et le peintre, enseignera aux élèves comment il faut interpréter la forme pour la peindre ou la modeler?

La connaissance générale de l'histoire de leur art serait certainement d'une haute utilité aux peintres et aux sculpteurs. L'étude attentive de toutes les grandes écoles qui se sont produites depuis Phidias jusqu'à Jean Goujon, depuis Giotto jusqu'à Raphaël, éveillerait dans l'ame des élèves une émulation féconde et contribuerait puissamment à former leur goût. L'histoire de la peinture et de la statuaire serait le complément naturel et nécessaire de l'enseignement technique. Pour peindre et pour modeler, il est bon de savoir à quels principes ont obéi les grandes écoles. Et, quand je parle de Phidias et de Jean Goujon, de Giotto et de Raphaël, je n'entends pas donner à l'enseignement historique le caractère exclusif qui plaît tant à certains esprits. Tout en insistant sur l'excellence de l'art grec, le professeur ne devrait pas négliger de montrer tout ce qu'il y a d'élégant et d'ingénieux, de souple et de fin dans la sculpture de la renaissance. Il serait sage de ne pas s'arrêter aux dernières années du XVIe siècle, et d'appeler l'attention sur les artistes mêmes qui, tout en s'éloignant des traditions de la Grèce et de la renaissance, ont signalé leur passage par des œuvres énergiques et empreintes d'une véritable grandeur. Si Jean Goujon est plus près de Phidias que Puget, ce n'est pas une raison pour traiter avec dédain le Milon de Crotone, dont la chair palpite, dont la blessure saigne, dont les bras et la poitrine expriment si vivement la force et la souffrance. Il est permis de blâmer sévèrement les lignes générales de cet ouvrage; mais, tout en le critiquant, il faut l'admirer, et l'histoire serait une leçon stérile, si elle n'enseignait pas la justice et l'impartialité. Il ne faudrait pas non plus dire que la peinture finit à Raphaël, et traiter

comme des artistes d'une importance secondaire tous les hommes qui ont après lui révélé leur génie par des œuvres originales. En dehors de l'école romaine, en dehors de l'école florentine, il y a des hommes vraiment grands, vraiment dignes d'admiration, et ce n'est pas manquer de respect à Raphaël, au Vinci, que d'admirer le Titien, le Corrége, Michel-Ange et Rubens. Le Sueur et Nicolas Poussin sont deux sources fécondes, et l'étude de ces deux maîtres n'est pas à dédaigner pour ceux mêmes qui ont vécu dans l'intimité des maîtres illustres que je viens de nommer.

Je pense donc qu'il faudrait ajouter à l'enseignement du dessin, outre l'enseignement technique de la peinture et de la statuaire, l'histoire de ces deux branches de l'art; mais cette histoire, pour être vraiment utile, devrait être conçue d'une façon très large quant aux principes généraux. La série entière des écoles qui se sont succédé depuis Phidias jusqu'à Canova, depuis Cimabue jusqu'à Géricault, devrait être jugée sans colère, non pas au nom d'une école, si excellente qu'elle soit, mais au nom de la justice, au nom du goût. Se placer au centre du XVIe siècle pour condamner comme imparfait tout ce qui a précédé Raphaël, comme un art en décadence toutes les œuvres qui se sont produites après lui, ce n'est pas comprendre, ce n'est pas enseigner l'histoire; c'est la dénaturer, c'est en méconnaître la vraie signification. Que le peintre ou le statuaire dans la solitude de leur atelier proscrivent tout à leur aise les écoles pour lesquelles ils n'éprouvent aucune sympathie, qu'ils impriment à leurs œuvres le cachet de leur colère, il n'y a rien dans une telle conduite qui puisse être blâmé sévèrement; car, s'ils se trompent, ils portent la peine de leur méprise, et ils n'imposent à personne la haine et la sympathie qui les animent. Mais la justice est le premier devoir de l'histoire, et c'est manquer à la justice que de proscrire Rubens au nom de Raphaël.

Je croirais avoir obtenu beaucoup si tout ce que j'ai proposé jusqu'à présent venait à se réaliser, et pourtant mes vœux ne s'arrêtent pas là. Les trois arts du dessin, mais surtout la peinture et la statuaire, sont unis à la poésie par une étroite parenté. La lecture des poètes fournit aux peintres et aux statuaires la plupart des sujets qu'ils sont appelés à traiter, la meilleure partie de ceux mêmes qu'ils choisissent librement. Or, pour que la lecture des poètes soit vraiment féconde, pour qu'elle suscite dans l'ame du peintre et du statuaire une moisson de pensées nouvelles, ne faut-il pas que l'ame de l'artiste soit préparée par l'étude, comme la terre par la charrue au moment des semailles? Les élèves de l'École polytechnique ont une chaire de littérature, et l'École des Beaux-Arts n'offre rien de pareil. Je me demande si les connaissances littéraires ont plus d'importance, plus d'utilité pour les ingénieurs, pour les officiers d'artillerie, que pour les peintres et les sta-

tuaires. Pour les ingénieurs, il est facile de le comprendre, les études littéraires n'ont qu'un but, le développement général de leur intelligence. A coup sûr, la connaissance d'Homère et de Virgile, d'Eschyle et de Sophocle, ne trouve jamais d'application immédiate dans la carrière à laquelle se destinent les élèves de l'École polytechnique, et pourtant, depuis l'époque même de sa fondation, l'École polytechnique possède une chaire de littérature. Croit-on qu'un tel enseignement ne serait pas au moins aussi utile aux élèves de l'École des Beaux-Arts? Les programmes offerts chaque année aux peintres et aux statuaires de l'École par la quatrième classe de l'Institut sont généralement empreints d'une remarquable sécheresse; pense-t-on que la connaissance des sources où l'Académie va puiser ces programmes ne serait pas pour les élèves un puissant auxiliaire? Plutarque nous apprend que Phidias se nourrissait assidûment de la lecture d'Homère, et tout ce qu'il raconte de la Minerve du Parthénon et du Jupiter Olympien n'est, à vrai dire, qu'une page de l'Iliade, dont chaque mot anime l'or et l'ivoire, comme le feu dérobé par Prométhée animait l'argile. Eh bien! qu'on interroge les élèves qui se présentent aux concours de peinture et de statuaire, qu'on mette leur savoir à l'épreuve, et vous verrez ce qu'ils répondront. Qu'on leur demande la biographie des demi-dieux et des héros qu'ils sont appelés à représenter, et l'on sera justement étonné de la légèreté de leur bagage littéraire. La plupart des élèves ne connaissent Achille, Thésée, Oreste, Ajax, Agamemnon, que par les programmes de l'Académie; quelques-uns d'entre eux ont employé leurs loisirs à feuilleter le dictionnaire de Chompré. Comptez ceux qui ont lu Homère et Sophocle, et vous serez effrayé en voyant à quel chiffre se réduisent les élèves quelque peu lettrés.

Il n'est pas douteux pour moi que l'absence de culture littéraire n'exerce une influence très fâcheuse sur les études et sur les œuvres des peintres et des statuaires : ou bien ils ne savent absolument rien touchant le sujet qu'ils ont à traiter, et quelquefois c'est pour eux la meilleure des conditions, car, dans ce cas, ils consultent ceux qui savent; ou bien ils ont dans leur mémoire quelques notions incomplètes et confuses, qui ne servent qu'à les égarer. Une chaire de littérature générale serait donc, pour l'École des Beaux-Arts, d'une utilité incontestable. Cet enseignement devrait être conçu d'après la nature même des études spéciales auxquelles il servirait de complément. Ainsi, par exemple, il ne s'agirait pas de développer chez les élèves le sens critique, mais bien et surtout d'orner, de meubler leur mémoire. Il serait parfaitement superflu de leur montrer en quoi l'héracléide, ou la biographie complète d'Hercule, diffère de l'Iliade, dont tous les épisodes se groupent autour de la colère d'Achille. Toutes ces dissertations, très bonnes en elles-mêmes, n'apprendraient rien aux élèves de

l'École. Ce qu'il leur faut, c'est une analyse bien faite de l'Iliade et de l'Odyssée, une riche moisson d'épisodes fidèlement traduits. Ils doivent connaître Homère comme les élèves de Saint-Cyr connaissent la théorie militaire, car il n'y a pas dans le domaine entier de la poésie une mine plus riche et que les arts du dessin puissent exploiter avec plus de profit. Ce n'est pas que je veuille, à l'exemple de l'Académie, circonscrire les études et les compositions des élèves dans le champ de l'antiquité : une telle pensée est loin de moi; mais, lors même que l'imagination s'exerce librement et va choisir le thème d'un tableau ou d'un bas-relief dans un âge quelconque de l'histoire, le souvenir d'Homère garde toujours une action salutaire sur les œuvres mêmes dont il ne fournit pas le sujet. Je voudrais que le professeur de littérature générale, ne perdant jamais de vue le caractère de ses auditeurs, s'appliquât surtout à déposer dans leur mémoire le germe de compositions simples et grandes. Sa mission serait de leur présenter les tragédies d'Eschyle et de Sophocle dans leurs rapports avec les arts du dessin; à mesure qu'il avancerait dans la lecture du *Prométhée enchaîné* ou de l'*Œdipe-roi*, il insisterait sur la beauté des scènes qui peuvent trouver, dans le marbre ou la couleur, un fidèle interprète, et, sans proposer ces admirables scènes comme des sujets de tableau ou de bas-relief, il amènerait ses auditeurs à chercher leurs inspirations dans la lecture qui les aurait émus.

Cet enseignement, loin de détourner les élèves de l'objet spécial de leurs études, ôterait à ces études ce qu'elles ont parfois de trop matériel; il exercerait leur intelligence en même temps que leur main, et donnerait à leurs pensées une élévation qui leur manque trop souvent. D'ailleurs, il devrait se borner à l'analyse des œuvres du premier ordre. Après *l'Iliade* viendraient *la Divine Comédie, le Paradis perdu*. Dans le commerce familier d'Homère, d'Alighieri et de Milton, l'ame se fortifie, et, vivant dans les régions habitées par ces beaux génies, l'imagination prend à son insu une grandeur, une sérénité qui se réfléchit dans toutes ses œuvres.

Quant aux concours annuels de l'École de Paris, quelques mots suffiront pour expliquer ma pensée. Comme principe d'émulation, je les trouve excellens; mais je voudrais voir changer le mode de jugement et la nature des récompenses accordées aux lauréats. Les concours annuels de l'école sont jugés par l'Académie des Beaux-Arts. Or, la plupart des professeurs de l'École appartiennent à l'Académie. Les œuvres des élèves sont donc, en réalité, jugées par les professeurs. Ce mode de jugement me paraît offrir de graves inconvéniens. A moins d'admettre, en effet, que les professeurs, qui sont des hommes, passent à l'état de demi-dieux dès qu'ils se réunissent en académie, et oublient, comme par enchantement, toutes les faiblesses humaines, on doit

craindre que les récompenses ne soient pas données avec une irréprochable impartialité. Je ne dis rien de l'adjonction à la section de peinture, de sculpture ou d'architecture, de l'Académie tout entière; c'est un enfantillage auquel je n'attache pas grande importance, car l'Académie ne se réunit à la section que lorsque la section elle-même a déjà prononcé un jugement préparatoire, et je pense que MM. Auber, Adam, Halévy, adoptent volontiers l'avis de MM. Ingres et Delaroche, de MM. David et Pradier, lorsqu'il s'agit de prononcer un jugement définitif sur un concours de peinture ou de sculpture. Mais le jugement de l'Académie n'a pas et n'aura jamais une grande autorité, car les professeurs ou les membres de l'Académie, en jugeant leurs élèves, jugent leur enseignement, et il est permis de croire qu'ils le jugent avec indulgence. Sans doute il peut arriver, quelquefois il arrive que les professeurs jugent sévèrement leurs élèves; mais cet héroïsme n'est pas à la portée de tous les caractères et ne détruit pas la valeur de l'objection. L'opinion publique se défie des jugemens de l'Académie : il y aurait un moyen bien simple de la rassurer; ce serait de confier le jugement des concours à un jury pris en dehors de l'École et de l'Académie, qui, pour nous, sont un seul et même corps sous deux noms différens. Si l'enseignement des professeurs est excellent, si le goût qui les dirige est irréprochable, ils doivent tenir à honneur d'entendre proclamer l'excellence et la pureté de leurs leçons par des juges autres qu'eux-mêmes; car l'approbation, en passant par leur bouche, doit perdre, à leurs yeux du moins, une partie de sa valeur. Un jury pris en dehors de l'École et de l'Académie offrirait à l'opinion publique des garanties plus sérieuses d'impartialité. Je sais bien qu'il pourrait se trouver, qu'il se trouverait presque toujours parmi les concurrens un ou plusieurs élèves dont le maître ferait partie du jury; mais, en admettant même que ce fait se réalisât, il n'y aurait aucune comparaison à établir entre le jugement de l'Académie et le jugement du jury que je propose; car ceux qui n'auraient pas d'élèves parmi les concurrens, et qui formeraient sans doute la majorité, seraient à l'abri de toute tentation et prononceraient avec une complète indépendance.

Si cette mesure semblait trop radicale, si la substitution d'un jury aux professeurs de l'école paraissait blessante pour les professeurs, et, pour ma part, je l'avoue, je le comprendrais difficilement, on pourrait composer le jury de six professeurs et de six artistes pris en dehors de l'école. C'est à peu près le mode de jugement adopté à l'école même pour les concours d'émulation dans la section d'architecture. Pourquoi ce mode adopté pour les concours d'émulation, et dont l'expérience a démontré les avantages, ne serait-il pas adopté dans les trois sections pour le jugement des concours annuels?

Quant à la nature des récompenses, ma pensée se réduit à deux

points très précis : je ne voudrais pas qu'il fût permis de concourir passé vingt-cinq ans, et je crois qu'il conviendrait de supprimer l'école de Rome. Le premier point ne soulèvera sans doute aucune objection. Si les élèves qui doivent commencer l'étude de leur art, peinture, statuaire ou architecture, vers l'âge de quinze ans, n'ont pas donné la mesure de leurs facultés à vingt-cinq ans, il est probable qu'à trente ans ils ne seront pas devenus des artistes éminens. Dans l'espace de cinq ans, ils pourront se perfectionner dans la pratique matérielle du métier, mais il n'est guère permis d'espérer qu'ils révèlent une abondance d'imagination, une élévation de pensée qu'ils n'auraient pas montrée jusque-là. Le second point soulèvera, je le sais, des objections nombreuses, et pourtant, malgré ces objections, dont je reconnais toute la gravité, toute l'importance, je crois devoir demander formellement la suppression de l'école de Rome.

Personne moins que moi n'est disposé à nier l'utilité d'un voyage en Italie pour les peintres, les sculpteurs et les architectes. Je reconnais volontiers qu'une année passée à Rome peut exercer sur l'imagination des jeunes artistes la plus heureuse influence. Je choisis Rome à dessein, car aucune ville d'Italie n'est aussi féconde en enseignemens. Les deux galeries de Florence, la galerie des Offices et la galerie Pitti, malgré leur prodigieuse richesse, ne peuvent remplacer la Sixtine et les chambres du Vatican. Le musée de Naples offre un assemblage précieux de morceaux antiques. Les bronzes trouvés à Pompéi, à Herculanum, sont d'un immense intérêt. Les peintures murales enlevées aux ruines de ces deux villes seront toujours un sujet d'études très profitables; cependant il ne faut pas oublier que ces peintures ne sont pour la plupart que des répétitions d'œuvres perdues aujourd'hui sans retour. Il est bon de les consulter; mais ce serait se tromper grossièrement que d'y chercher un témoignage précis sur l'état de l'art au premier siècle de l'ère chrétienne. Quant à Venise, dont les églises et la galerie offrent des trésors nombreux, les leçons qu'elle peut donner se renferment dans un cercle trop étroit pour qu'elles puissent jamais dispenser d'un voyage à Rome. Je n'hésite donc pas à déclarer que Florence, Naples et Venise, malgré l'éclat et la valeur très réelle des œuvres qu'elles possèdent, sont pour l'artiste une étude moins féconde que Rome. Deux hommes, en effet, remplissent Rome de leur grandeur, et, fussent-ils seuls, n'y eût-il autour d'eux aucun monument de l'art antique, ils suffiraient encore à renouveler, à transformer l'imagination de tous les artistes appelés à marcher sur leurs traces. Ai-je besoin de nommer ces deux hommes? Leurs noms ne sont-ils pas déjà sur toutes les lèvres? Chacun n'a-t-il pas deviné que je veux parler de Raphaël et de Michel-Ange?

Lors même que Rome n'offrirait à l'étude que la chapelle Sixtine et

les chambres du Vatican peintes par Raphaël, Rome serait encore la première de toutes les écoles. Les œuvres de ces deux hommes éminens sont empreintes, en effet, d'un savoir si profond, que celui qui les connaît, qui a vécu dans leur intimité, peut, à bon droit, se vanter de connaître l'art tout entier. En quittant Raphaël et Michel-Ange, il emporte au fond de son ame une image que le temps ne saurait effacer; chaque fois qu'il se trouve en présence d'une œuvre éclatante ou sévère, pour l'estimer à sa juste valeur, il n'a qu'à interroger cette image, et il est sûr de ne pas se tromper. Cependant Raphaël et Michel-Ange ne représentent pas même la moitié des richesses de Rome. Outre les musées du Vatican et du Capitole, que de palais, que d'églises, que de galeries où l'on peut étudier les principales écoles d'Italie! La plupart des maîtres que nous connaissons à Paris, dont la galerie du Louvre possède plus d'une œuvre importante, se révèlent à Rome sous un aspect inattendu. Annibal Carrache, au palais Farnèse, est un peintre nouveau pour ceux qui ne l'ont étudié que dans ses tableaux. Il y a dans *le Triomphe de Bacchus* une franchise, une hardiesse, une verve à laquelle nous ne sommes pas habitués. La tribune de Saint-André della Valle nous montre Dominiquin avec des qualités qu'on ne trouve pas même dans le plus célèbre et le plus vanté de ses tableaux, dans *la Communion de saint Jérôme*. C'est dans la tribune de Saint-André qu'il faut étudier Dominiquin, si l'on veut savoir vraiment ce qu'il vaut. *Le Martyre de saint André*, qui se voit à San-Gregorio, en regard d'une fresque du Guide; la chapelle même de Saint-Basile, à Grotta-Ferrata, dont les diverses compositions se recommandent par tant de vérité, ne peuvent donner une idée du mérite qui éclate dans la tribune de Saint-André. Jamais Dominiquin ne s'est montré aussi simple, aussi savant; jamais il n'a tiré un plus riche parti de l'architecture. Le Guerchin et Guide, étudiés à la villa Ludovisi, au palais Rospigliosi, ne sont pas moins nouveaux pour ceux qui ne connaissent que leurs peintures à l'huile. Guide et le Guerchin, comme Dominiquin et Annibal Carrache, dans leurs fresques de Rome, se montrent à nous avec une puissance qu'on chercherait vainement dans leurs autres compositions.

La sculpture n'est pas représentée à Rome moins richement que la peinture. Le Vatican et le Capitole renferment une foule de figures qui, sans pouvoir se comparer à la Vénus de Milo, aux marbres d'Athènes, se recommandent pourtant par de rares mérites. Le torse du Vatican, qui passe parmi les antiquaires pour un fragment d'Hercule au repos, pourrait seul se placer à côté de l'Ilissus et du Thésée. Le Laocoon, l'Apollon du Belvédère, le Méléagre, sans appartenir à un art aussi élevé, et qu'on ne pourrait mettre sur la même ligne sans avouer hautement son ignorance, offrent pourtant d'utiles enseignemens. Le torse et le masque du Laocoon expriment la douleur avec une admirable

énergie. Quant au Capitole, quoiqu'il soit moins riche que le Vatican, il renferme cependant plus d'une œuvre précieuse. L'Hercule en bronze doré, l'Antinoüs, la Diane, la Junon, seront toujours étudiés avec fruit. Le Moïse de Saint-Pierre-aux-Liens, le Christ de la Minerve, la Pieta de Saint-Pierre, sont encore des leçons excellentes, même après les chefs-d'œuvre de l'art antique. Si le goût n'est pas pleinement satisfait par le style de ces trois compositions, en revanche le savoir qui se révèle dans chaque morceau excite une légitime admiration.

Rome n'est pas, pour l'architecte, une école moins généreuse que pour le peintre et le statuaire. Ruines antiques, palais modernes, tout ce qui peut servir à développer l'imagination se trouve réuni dans l'enceinte de Rome. Le Colisée, le théâtre de Marcellus, les arcs de Constantin, de Titus et de Septime Sévère, le Panthéon et le temple de la Paix, le portique d'Octavie et les colonnes du temple de Jupiter Stator nous montrent l'art antique sous des aspects variés. Le palais Farnèse, le palais Giraud, le palais de la Chancellerie, nous montrent l'art moderne dans toute son élégance, toute sa pureté. Il est impossible de ne pas admirer, d'étudier sans profit la sobriété, la simplicité sévère, qui font du palais Giraud une œuvre exquise. Le palais Farnèse, quoique moins pur, offre pourtant plusieurs parties d'une grande élégance. Quant au palais de la Chancellerie, il est depuis long-temps apprécié par tous les hommes compétens.

Rome n'enseigne pas seulement à l'architecte ce qu'il doit faire, mais bien aussi ce qu'il doit éviter. Si le palais Giraud est un modèle de grace, de simplicité, le palais Doria est une des œuvres les plus ridicules que puisse enfanter l'imagination humaine. Il est difficile, peut-être impossible, de produire un monument d'un style plus tourmenté, plus maniéré; je ne crois pas qu'il soit permis d'aller plus loin dans le mauvais goût. Et que d'églises je pourrais nommer dont le style ne vaut guère mieux que celui du palais Doria! Certes, l'architecte qui veut étudier son art trouve de quoi nourrir sa pensée sans sortir de Rome. Il y a dans les monumens que je viens de nommer une variété de formes qui se prête aux comparaisons les plus instructives. Si Rome ne peut tenir lieu d'Athènes, si le goût qui a présidé aux œuvres de l'architecture romaine n'est pas aussi pur que le goût des artistes grecs, il y a cependant une riche moisson à recueillir dans l'étude des monumens romains. Personne, je crois, ne voudra contester l'importance de ces monumens, je parle de ceux qui appartiennent à l'antiquité, non-seulement sous le rapport de l'art proprement dit, mais aussi sous le rapport de la science. Si le goût, en effet, trouve parfois à blâmer, l'esprit demeure confondu en voyant avec quelle sagacité consommée tous les moyens sont réunis et combinés pour assurer la durée de l'œuvre. Le Colisée, debout depuis dix-huit siècles, est là pour attester

jusqu'à quel point les architectes romains avaient porté la science de la construction. Il y a dans ces ruines une majesté, une force qui semble défier le temps. Et l'histoire nous apprend, en effet, que la main des hommes, bien plus que la main du temps, a ébréché les murailles du Colisée.

Ainsi donc, les trois arts du dessin, peinture, statuaire, architecture, trouvent à Rome des leçons sans nombre, des conseils variés à l'infini, des inspirations généreuses, des remontrances austères, et pourtant je n'hésite pas à demander qu'on supprime l'académie de France à Rome. Si je crois, en effet, à l'utilité d'un voyage en Italie, je ne crois pas que l'académie réponde à sa destination.

Les pensionnaires de l'académie forment à Rome une petite église et se mêlent rarement à la société des étrangers; ils vivent entre eux et s'encouragent mutuellement, à leur insu, à persévérer dans la voie qu'ils ont choisie. Préjugés, idées étroites, principes exclusifs puisés à l'école de Paris, ils n'oublient rien. Ils respirent l'air de Rome, et c'est à peine si, au bout de deux ans, ils jugent avec clairvoyance, avec impartialité les œuvres les plus admirables, les créations les plus complètes de l'art moderne. Un mot suffit pour caractériser les idées singulières que les pensionnaires apportent en Italie et qu'ils n'ont pas toujours abandonnées quand ils reviennent en France. Il y a quelques années, je me trouvais à Rome au Vatican : je vis arriver un jeune lauréat qui, pour la première fois, contemplait l'*École d'Athènes* J'étais curieux, je l'avoue, d'étudier l'impression que produirait sur lui cette composition. Ma curiosité fut bientôt satisfaite, car le jeune lauréat n'essaya pas de cacher son étonnement en présence d'une peinture si nouvelle pour lui, si peu d'accord avec tout ce qu'il avait vu jusque-là : il était dépaysé. « Si c'est là Raphaël, dit-il naïvement, il faut le temps de s'y faire. » Je ne sais pas si, avec l'aide du temps, le pensionnaire dont j'ai recueilli l'aveu est arrivé à comprendre pleinement le génie de Raphaël, je ne sais pas si, à l'heure où je parle, il pense comme tous les hommes éclairés que l'*École d'Athènes* n'a jamais été surpassée; mais il y a dans cette parole un accent de franchise et de vérité que je ne puis oublier. Qu'est-ce donc que l'enseignement de Paris, si les élèves couronnés, en présence de Raphaël, éprouvent plus d'étonnement que d'admiration? La plupart des pensionnaires quittent Rome sans avoir modifié profondément les opinions qu'ils avaient puisées dans l'atelier de leur maître. L'isolement où ils vivent ne leur permet guère de se renouveler. Le bagage de préjugés qu'ils ont apporté, ils le remportent comme un trésor précieux dont ils ne doivent jamais se séparer. Comme les œuvres qu'ils envoient chaque année sont soumises au contrôle de leurs maîtres et louées ou blâmées publiquement, ils continuent à régler leurs études en Italie d'après les principes qui

les guidaient en France. Ils demeurent ce qu'ils étaient et tirent de leur voyage un assez maigre profit. Sans doute ce que je dis des pensionnaires ne se réalise pas constamment, sans doute il se trouve parfois à l'académie un peintre, un statuaire, un architecte qui ne débute pas à Rome par l'étonnement et se fait Italien au bout de quelques mois; mais cette exception n'entame pas la vérité générale de mes paroles. Pour un pensionnaire qui aborde sans surprise l'*École d'Athènes* et le *Jugement dernier*, il y en a vingt qui diraient, s'ils n'étaient retenus par la crainte du ridicule : « Si c'est là Michel-Ange et Raphaël, il faut le temps de s'y faire. »

Pourquoi les pensionnaires forment-ils à Rome une petite église? pourquoi vivent-ils entre eux? pourquoi semblent-ils dédaigner les idées nouvelles? Je me suis plus d'une fois posé cette question, et je crois l'avoir résolue. Les pensionnaires de l'académie s'isolent, parce qu'ils pensent sincèrement n'avoir plus rien à apprendre. Comme ils sont presque tous parvenus à la moitié de la vie; comme, pour obtenir le grand prix de Rome, ils ont étudié pendant dix ans, quelquefois même pendant quinze ans, ils arrivent sans peine à se persuader que le grand prix de Rome est la limite extrême du savoir et du talent. Ils vivent seuls et ne se mêlent pas volontiers à la société des artistes étrangers, et, par le nom d'étrangers, je désigne tous les artistes qui ne font pas partie de l'académie; ils gardent fidèlement les principes qui leur ont été enseignés à Paris, parce qu'ils sont pleinement convaincus de l'excellence de ces principes. Dans la langue, j'allais dire dans le jargon de l'académie, les peintres, les statuaires, les architectes, qui ne sont pas au nombre des lauréats, à quelque nation qu'ils appartiennent d'ailleurs, s'appellent vulgairement *les hommes d'en bas*. Quant à ceux qui habitent la villa Medici, ils se nomment modestement *les hommes d'en haut*. Sous cette double désignation, si puérile en apparence et qui semble d'abord empruntée à la configuration des lieux, puisque la villa Medici, placée à côté de la Trinité-du-Mont, sur le Pincio, domine la place d'Espagne, il faut reconnaître un sentiment de supériorité qui, par malheur, est bien rarement justifié.

A cet orgueil que la durée de leurs études explique sans l'excuser, vient s'ajouter le bien-être que l'état leur assure. La pension des lauréats est certainement très modique, et, si l'école de Rome était vraiment utile, la France pourrait l'augmenter sans se rendre coupable de prodigalité; mais cette pension suffit pour éloigner tout souci de l'esprit des lauréats. Logés, nourris à la villa Medici, ils reçoivent chaque mois 18 piastres romaines; quand ils voyagent en Italie, ils reçoivent 32 piastres. A coup sûr, ce n'est pas la richesse, mais c'est au moins l'indépendance; et comme cette condition privilégiée dure cinq ans, comme pendant cinq ans les pensionnaires de l'académie n'ont pas à se pré-

occuper de la vie matérielle, il ne faut pas s'étonner si ce bien-être, venant en aide à l'orgueil, les conduit à l'indolence. Il y a tel pensionnaire qui, dans l'espace de cinq ans, n'a pas visité cent fois le Vatican, et qui ne connaît pas même toutes les richesses de ce prodigieux musée. Ils font à Rome un si long séjour, qu'ils ne se pressent pas d'étudier tous les trésors mis à leur disposition, et souvent la cinquième année s'achève sans qu'ils aient passé en revue toutes les merveilles qui devraient renouveler, qui devraient féconder leur pensée.

A leur retour en France, les pensionnaires de l'académie s'étonnent de l'oubli profond où leur nom est tombé. En partant pour Rome, ils croyaient naïvement que le public se souviendrait d'eux; ils espéraient le retrouver fidèle, empressé. En voyant sur tous les visages la plus parfaite indifférence, ils accusent le public d'injustice et d'ingratitude. Personne ne songe à les interroger sur leurs projets. Les travaux envoyés de Rome chaque année produisent une impression si passagère, que le retour d'un lauréat passe nécessairement inaperçu. Il est bien rare qu'un artiste absent depuis cinq ans, qui, pendant toute la durée de son séjour en Italie, n'a produit le plus souvent aucune œuvre d'un caractère vraiment nouveau, réussisse à exciter la curiosité. Après quelques jours d'étonnement et de colère, forcé de se rendre à l'évidence, le lauréat qui n'est plus jeune, qui vient d'achever son septième lustre, se résigne enfin à recommencer la lutte qu'il croyait terminée. Chacun devine ce qu'il doit souffrir en acceptant pour rivaux ceux qu'il avait dédaignés jusque-là comme des athlètes trop faibles pour entrer en lice avec lui. Bon gré, mal gré, quelle que soit sa pensée sur lui-même et sur le public, il faut bien qu'il se décide à faire ses preuves pour attirer l'attention. Puisque le public ne le connaît pas, il faut qu'il lui apprenne son nom. Après cinq ans passés dans la sécurité la plus complète, dans le contentement de soi-même, c'est une rude épreuve, et, parmi les pensionnaires, il en est bien peu qui l'abordent sans frayeur. Pour sortir victorieux de cette lutte avec l'indifférence, un courage de quelques mois ne suffit pas; il faut, pendant plusieurs années, une persévérance qui ne se démente pas un seul instant. Dans l'isolement volontaire où il vivait, le pensionnaire de l'académie s'était habitué à se considérer comme un maître consommé. Sans avoir produit aucune œuvre éclatante, il se respectait, il se savait bon gré d'avoir étudié pendant dix ans pour obtenir les suffrages de l'Institut. Il avait été couronné, donc il avait du talent. Le fameux enthymème de Descartes sur l'existence prouvée par la pensée n'avait pas à ses yeux une évidence plus lumineuse. Les professeurs réunis à l'Institut n'avaient pu se tromper; puisqu'ils l'avaient jugé digne de vivre pendant cinq ans en Italie aux frais de l'état, il était sûr de trouver à son retour des travaux selon son goût. Le jugement prononcé par les professeurs

en séance publique n'était-il pas un argument sans réplique, une recommandation victorieuse?

Hélas! qu'il y a loin de ces rêves à la réalité! Le public, pour admirer, pour blâmer un tableau, une statue, une église ou un palais, ne tient pas à savoir si l'auteur a été couronné par l'Institut. Il juge l'œuvre en elle-même sans demander si le peintre, le statuaire ou l'architecte a vécu cinq ans en Italie. Si le pensionnaire a de lui-même une trop haute idée, s'il a pour son talent et son savoir une estime que ses œuvres ne justifient pas, le public se charge de lui enseigner la modestie. Certes, il arrive parfois au public de se tromper; parmi ceux qui donnent leur avis, qui se prononcent sans hésiter, il en est plus d'un qui tranche les questions dont il ne sait pas le premier mot. Pour avoir eu le talent de s'enrichir, ou le bonheur de naître dans la richesse, on n'est pas nécessairement capable d'apprécier un tableau, une statue; mais, à tout prendre, malgré bon nombre de bévues, le public est rarement injuste. Si parfois il s'engoue d'une œuvre sans importance, il reconnaît volontiers sa méprise, et ne se fait pas prier pour bafouer ce qu'il admirait huit jours auparavant, dès qu'une voix sincère a parlé au nom de la vérité. Sans connaître, sans chercher la raison de ses sympathies, il préfère généralement ce qui doit être préféré. Sans être souverainement juste, il possède une justice relative qui ne s'éloigne pas trop de la vérité. Si le tableau placé devant lui n'a d'autre mérite que de rappeler une composition de l'école romaine, ou de l'école florentine, faute de pouvoir saluer dans ce pastiche une vieille connaissance, il passe, et ne daigne pas même demander le nom des personnages. Si le pensionnaire n'a pas appris à penser par lui-même, s'il n'a appris en Italie que l'art trop facile de substituer en toute occasion la mémoire à l'imagination, s'il n'est pas assez fort pour reconnaître combien il est peu de chose, pour sentir qu'il n'a aucun droit aux applaudissemens, il est perdu sans retour. Confondu dans la foule, il aura beau transcrire ses souvenirs, la renommée ne viendra pas le trouver. Après d'inutiles efforts pour appeler, pour enchaîner l'attention, aigri, découragé, il maudira ses illusions, ses espérances, et ne pensera jamais sans colère au grand prix de Rome, qui devait lui donner la gloire, et qui souvent ne lui donne pas même le pain de chaque jour.

Si telle est la destinée commune des pensionnaires de l'académie, si la plupart d'entre eux trouvent à peine dans la pratique de leur art de quoi subvenir aux besoins de la vie matérielle, est-il sage de maintenir l'académie? Ne conviendrait-il pas de récompenser l'étude et le talent d'une autre manière? Qu'on ne se méprenne pas sur la nature de ma pensée; ce n'est pas une économie que je propose. L'académie de France à Rome est pour l'état une dépense insignifiante. Loin de regretter les

112,000 francs affectés à l'encouragement des jeunes artistes, je voudrais voir doubler, tripler cette somme; mais je voudrais qu'elle fût employée autrement. L'Italie est pleine d'enseignemens; que les jeunes artistes qui ont donné des preuves de talent aillent donc en Italie aux frais de l'état, mais qu'ils n'y demeurent pas cinq ans, qu'ils ne restent pas si long-temps éloignés de la patrie qui doit un jour les juger. Pour renouveler, pour agrandir leur pensée, deux années suffiraient amplement, et, pour qu'ils reçoivent de l'Italie une éducation vraiment féconde, qu'ils soient affranchis de tout contrôle pendant toute la durée de leur séjour; qu'ils étudient librement, selon l'instinct de leur imagination; qu'ils interrogent les monumens de l'art antique; qu'ils vivent dans le commerce familier des maîtres de toutes les écoles; qu'ils s'arrêtent à Florence ou à Venise, à Pise, à Padoue, à Rome, sans se demander ce que pensera de leur prédilection pour tel ou tel maître la quatrième classe de l'Institut. S'ils veulent aller chercher à Orvieto, dans les fresques de Signorelli, l'origine du *Jugement dernier*, ou consulter Giotto à Saint-François-d'Assise, que rien ne les retienne. Si leur goût les appelle ailleurs qu'en Italie, s'ils se sentent attirés vers les maîtres de l'école espagnole ou de l'école flamande, qu'ils visitent les musées d'Anvers et de Madrid, les églises de Gand, de Bruges, de Tolède, de Séville; qu'ils aillent à leur guise de Van-Eyck à Murillo, de Jean Hemling à Velasquez, de Rubens à Ribeira. Que la France, en mère généreuse, leur ouvre l'Europe entière, rien de mieux : ce n'est pas là de l'argent perdu.

Mais, s'il est juste d'encourager ceux qui entrent dans la carrière, il n'est pas moins juste assurément d'encourager, de récompenser ceux qui ont déjà donné quelque chose de plus que des espérances, qui ont produit un bel ouvrage. Au lieu d'entretenir pendant cinq ans en Italie les élèves qui trop souvent ont montré plus de persévérance que de vrai talent, ne serait-il pas plus sage d'appliquer une partie de cette somme à des œuvres de peinture ou de statuaire dignes d'admiration et d'étude? Pourquoi n'accorderait-on pas chaque année au plus beau tableau, à la plus belle statue du Salon, un prix de 10,000 francs, par exemple?

Quant aux architectes, il est clair qu'ils ne peuvent se dispenser de voyager. Les élèves qui auraient fait preuve de savoir et de goût à l'école de Paris devraient donc voyager pendant deux ans au moins aux frais de l'état, et visiter tour à tour l'Égypte, la Grèce, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne, et enfin la France. Ils devraient rapporter de leurs voyages des dessins précis, accompagnés de tous les documens nécessaires pour établir la sévérité de leurs études. De cette façon, en laissant de côté l'Inde, qui n'est pas sans intérêt, mais qui tient dans

l'histoire de l'art une place à part, ils auraient parcouru le cercle entier de l'architecture, depuis Thèbes jusqu'à Reims, depuis le Parthénon jusqu'à l'abbaye de Westminster, depuis Grenade jusqu'à Cologne. Quand ils seraient appelés à restaurer une église gothique, ils n'auraient qu'à ouvrir leurs cartons pour accomplir la tâche qui leur serait confiée.

Reste la distribution des travaux, qui n'est, ou du moins qui ne devrait être qu'une forme particulière d'encouragement, une récompense accordée aux plus dignes, aux plus capables. Si l'école de Rome était supprimée, on aurait fait un grand pas vers le bon sens. Les pensionnaires de l'Académie ne réclameraient pas, au nom du privilége dont ils jouissent pendant cinq ans, l'exécution des tableaux et des statues destinés à nos églises, à nos musées. Aujourd'hui, quoique la plupart d'entre eux trouvent à peine de quoi vivre dans la pratique de leur art, il en est qui obtiennent des travaux sans avoir d'autres titres à faire valoir que leur titre de pensionnaire. Puisque l'état les a nourris pendant cinq ans, il ne peut pas, il ne doit pas, disent-ils, les laisser sans travaux. C'est une prétention qu'il ne faut pas accueillir, une erreur qu'il ne faut pas encourager. Le privilége n'a rien de commun avec le droit. Les pensionnaires de la villa Medici s'habituent volontiers à croire que les travaux de peinture, de statuaire, d'architecture, leur appartiennent légitimement. A les entendre, l'état n'a pas le droit de décorer une chapelle, d'élever un palais, sans réclamer leur concours; ils ne peuvent demeurer oisifs, et, pour eux, un travail qui n'est pas commandé ne vaut pas mieux que l'oisiveté. Aussi qu'arrive-t-il? Les travaux s'émiettent, se divisent en parcelles, et, quand il s'agit de décorer un monument, l'unité manque presque toujours. Pour contenter les pensionnaires qui parlent de leurs droits, on arrive à mécontenter un juge qu'il serait sage peut-être de consulter, le public qui paie, et qui a bien aussi quelques droits à faire valoir.

C'est pourquoi, dans l'intérêt de l'enseignement, au nom de la justice, au nom de l'art, je pense qu'il serait sage de supprimer l'école de Rome.

GUSTAVE PLANCHE.

REVUE

DE LA

LITTÉRATURE ANGLAISE.

MILDRED VERNON,

A tale of parisian life in the last days of the monarchy, by Hamilton Murray. — London, 1848, 3 vol., Henry Colburn.

J'avoue que le titre m'a séduit. Rentrer, pour quelques heures, dans ce Paris qui n'est plus, retrouver l'ombre évanouie de cette élégance proscrite, saluer une fois encore et les grandeurs et les beautés; revoir le luxe, les arts, tout ce dont vit l'intelligence, tout ce dont s'épanouit le cœur; échapper, plein de joie, aux tristesses du présent, à ses mensonges, à ses folies, à ses haines, à ses vulgarités, comment ne pas céder à une tentation si attrayante? Lire, c'est vivre, et j'ai voulu vivre une heure de plus dans ce passé si peu lointain qui n'est qu'un rêve de la nuit dernière : rêve heureux, même pour ceux qui le maudissent; songe de paix, de calme et de prospérité, interrompu sans cause, et par un sursaut dont nulle science n'a le secret.

Le livre, d'ailleurs, avait fait bruit dans la société anglaise, empressée à tous les récits de la nôtre, et l'anonyme à peu près complet de l'auteur excitait bien quelque curiosité. On pouvait se demander s'il s'agissait d'une apologie ou d'une satire *après coup*, comme l'Angleterre en a été trop prodigue à toutes les phases si variées de notre histoire; mais, le dirai-je? il y avait dans l'aspect de ces trois

volumes, dans leur forme, dans l'ensemble de leur impression, quelque chose qui éloignait l'idée de l'injure; l'épigraphe seule pouvait arrêter le lecteur : « Vous n'êtes pas un peuple moral, et vous le savez sans qu'un poète trop sincère vous le dise. » Cette citation de Byron est nette et dure. Cependant elle a le mérite de la franchise annoncée, et l'on peut, après réflexion, chercher, dans la préface, un commentaire à ce jugement en deux lignes.

En effet, la préface débute par des excuses. Ce n'est, dit-elle, que dans leur sens précis qu'il faut prendre les vers placés à la première page du livre, et non comme appliqués à la nation française. Il est difficile de comprendre cette distinction; mais elle est trop polie pour que l'on en dispute. C'est plutôt à ses compatriotes que l'auteur semble vouloir s'attaquer, et l'on croirait, à ses précautions préliminaires, qu'il tient un peu plus à nous qu'à eux. Il les blâme de leur goût éternel à transporter la vieille Angleterre dans leur malle de voyage, et de ne visiter le continent que pour *voir*, ou plutôt pour *avoir vu*. « Je vous ai suivis, leur dit-il, dans vos courses à l'étranger, où vous n'apparaissez pas à votre avantage. Je vous étonnerai, je vous offenserai peut-être en vous disant qu'un Français de bonne naissance et d'éducation soignée est beaucoup plus moral que vous ne l'êtes vous-mêmes, — dans le sens purement social, en ce qui touche aux liens de l'amour ou du mariage, — et cela parce que vous êtes *réellement* enthousiastes et *réellement* pleins de cœur, lorsqu'un Français n'a dans ces matières ni le cœur ni l'enthousiasme, tenant le premier pour chose folle et le second pour chose ridicule. » D'où il suit que les Anglais, et telle est la doctrine de l'auteur, sont les seuls hommes capables de commettre *une folie*, tandis que, pour les Français, la règle générale, en fait de passions, se borne à cette formule : « C'est moins une affaire de cœur qu'une affaire. »

On voit d'avance ainsi le côté principal du sujet qui va être traité. La logique a beau murmurer à ces partages de blâmes élogieux, l'esprit se rassure devant la perspective qui lui est ouverte. Il s'agira sans doute d'autres tableaux que ceux qui nous attristent au milieu de notre actuelle et funèbre vie. Entrons donc dans ce monde ressuscité; oublions, s'il se peut, puisque le cœur va jouer son rôle, la route aride et glacée où nous marchons dans les angoisses; oublions les fêtes nouvelles, si pleines d'alarmes, lorsqu'elles ne sont pas chargées d'ennui; oublions les caricatures, les plagiats, les scandales; oublions tout ce qui est, pour retrouver tout ce qui fut.

Le commencement du livre est bizarre : vous vous trouvez dans une loge de l'Odéon. Il est vrai qu'on représente la *Lucrèce* de M. Ponsard, que cette tragédie est dans toute la fraîcheur de sa nouveauté, et qu'il est à peu près possible qu'une portion du monde élégant s'y rencontre. Sir Édouard Vernon et sa jeune femme, tout fraîchement débarqués en France, au beau milieu de leur *lune de miel*, sont placés seuls au-dessus d'une loge de la galerie, toute remplie de *lions* et, qui pis est, de *lionnes*. — Nous nous servons des expressions de l'auteur. — La conversation y est assez étrange pour les chastes et sévères oreilles de lady Mildred, jeune Anglaise des comtés du nord, élevée dans les raides principes du *cant*, inflexible contre les faiblesses, vouée à la vertu comme au plus inexorable devoir, hors duquel la perdition de l'ame est certaine, quelle que doive être plus tard l'immensité du repentir. Remarquablement belle, elle n'avait pas la conscience de sa beauté; les lacs bleus, les montagnes neigeuses n'avaient jamais

parlé à son imagination calme. Rien enfin n'avait encore révélé ou réveillé en elle le sens poétique de la vie.

Sir Édouard était d'une tout autre nature. Riche, avide de plaisir, enclin au changement et dénué de force propre pour résister à un goût, il avait épousé Mildred par amour, mais par amour surtout de la nouveauté. La conversation qui venait de choquer si vivement sa femme lui avait, au contraire, inspiré une sorte d'attrait. On y avait traité sans façon les questions de cœur, et une jeune baronne de Cévèzes y avait donné cours à ce piquant verbiage du paradoxe, qui était devenu, dans les derniers temps, le fonds d'esprit des causeurs vantés. Elle avait exposé, en deux mots, « le complet système des relations sociales en France : — La faute est inévitable, et l'individualité de l'affection n'existe pas. » Cette métaphysique *passionnelle* avait paru infâme à lady Mildred; elle avait fait sourire agréablement sir Édouard. Le roman est tout entier dans ce premier chapitre.

La forme y apparaît, telle que vous la verrez jusqu'au bout, plus française qu'anglaise, mais évidemment mêlée des deux élémens. On y sent percer l'instinct de la description violente, de l'exagération des détails, comme une réminiscence de Dickens appliquée aux classes élevées; on y aperçoit surtout la tendance aux *portraits*, qui se développe à mesure que le récit avance. Plusieurs sont trop ressemblans, et nous aurons grand soin de ne pas les reconnaître, tout en remarquant que les modèles ont dû souvent poser pour être si bien reproduits. Il est fâcheux que le choix en ait été exclusivement fait dans le monde excentrique, et qu'un grand nombre de lecteurs ou plutôt de lectrices doive être réduit à ne pas comprendre ce mérite particulier.

C'est aussi dans ce premier chapitre que figurent les quatre personnages principaux qui vont nous indigner ou nous attendrir. J'en ai déjà nommé trois; le quatrième est un jeune duc, Gaston de Montévreux, la perle de l'aristocratie française, nature d'élite dont Dieu s'est plu à enrichir les perfections, et qui n'attend, pour être rendue à elle-même et s'épanouir loin du chaos des frivolités, que la rencontre d'une ame aimante comme il en est peu sous le ciel. Ce personnage nous est connu : il se nomme Rochegune dans *Mathilde*, et M. Eugène Sue, que l'auteur traite assez mal, du moins quant à sa *mise*, lui a été, là, de quelque secours. Malheureusement la copie ne dure pas.

C'est dans le salon de la duchesse douairière de Montévreux que se prépare le nœud de l'action. Nous sommes en plein faubourg Saint-Germain, dont nous craignons qu'on ne nous parle que par ouï-dire, et dont l'esquisse est évidemment destinée au public anglais. Écoutons l'auteur : « Il y a entre l'appartement d'un *gentilhomme* à Paris et celui d'un *enrichi* la différence qui existe entre un cachemire de Lahore et un châle de Ternaux.... Ce n'est qu'au faubourg Saint-Germain que se peut trouver l'élégance de bonne maison, le goût naturel qui produit l'union de la simplicité à la richesse, du magnifique au commode, qu'un gentilhomme seul peut apprécier, à laquelle un gentilhomme seul peut atteindre.

« En même temps, il faut le dire, cette distinction du reste de la société a été achetée à un prix qui pourrait paraître trop élevé. Si, comme nous l'avons entendu dire à Mme de Montévreux, il se trouve à Paris des lieux de refuge où les vieilles traditions sont saintes, et où rien n'est changé depuis le temps de

Louis XVI, il faut ajouter que les personnes qui habitent ces lieux, tout en ayant l'incontestable privilége des bonnes manières et des nobles traditions, se sont exclues de tout partage dans les réalités de la vie. Étrangers à la marche universelle de l'esprit humain et aux transformations politiques de leur patrie, indifférens aux événemens qu'ils sentent, par instinct, devoir passer inoffensifs sur un gouvernement qu'ils détestent, gardant, par vanité plus encore que par un autre sentiment, le culte superstitieux d'institutions qu'ils savent irrévocablement détruites, les gentilshommes français, dans leurs hôtels et dans leurs châteaux, vivent à part du monde positif, dans un monde imaginaire peuplé de leurs illusions. Muets au milieu de l'universelle clameur, ou réservant leur voix pour un *bon mot*, immobiles au milieu de l'universelle activité, dédaigneux des connaissances que le monde entier s'empresse de conquérir, jetant leurs regards en arrière lorsque les yeux du monde sont dirigés en avant, niant l'existence de toute chose, excepté d'eux-mêmes et de leur foi, ils restent, politiquement parlant, un monument de gloire pour le passé, et d'inutilité pour le présent. Dans un sens moral, ils ont une valeur très réelle; sans eux, l'on chercherait en vain, d'un bout de la France à l'autre, les manières, les habitudes, les sentimens distingués. »

La traduction de ces lignes est si facilement française, qu'elles n'ont pas pu être *pensées* en anglais. Elles résument des conversations habituelles qui ont dû se faire à Paris, et dont l'idiome seul s'est changé à Londres.

C'est dans le salon aristocratique de la duchesse de Montévreux que lady Mildred retrouve Gaston, l'homme gracieux et pur qui doit changer sa destinée. C'est là aussi que sir Édouard s'échauffe aux récits méprisans qu'il y entend sur Mme de Cévèzes. Plus on accable cette femme, plus on la rejette dans la proscription des mœurs, plus ses sens irrités lui donnent l'impérieux désir de la revoir. Le vieux dogme d'Oromase et d'Arihmane se renouvelle pour ce jeune couple anglais; chacun suit sa pente, la femme vers le bonheur, l'homme vers le plaisir. Dans cette scène, où l'esprit domine, il est pénible de trouver des taches de détail. Jamais, en pareil lieu, une femme, si rieuse qu'elle soit, n'a dit, en permettant à un homme marié de la rencontrer *au manége* : « J'irai, si madame n'est pas jalouse. »

La belle Mildred avait *réussi* dans le monde; on la citait, on se la montrait, et les invitations lui arrivaient de toutes parts. Elle en reçut une pour l'ambassade.... d'Autriche (je veux supposer que c'est celle-là). La description de ce bal tient une place remarquable dans le livre, et je doute que M. le comte Appony en soit flatté; lord Cowley ne le serait pas davantage, si c'était de son salon qu'on eût voulu parler. Mme la baronne de Cévèzes s'y conduit à peu près comme on le pourrait admettre au jardin Mabille, et l'on va voir comment elle en sort. Quant à lady Vernon, qui a beaucoup rougi sous le feu des anecdotes dont ses voisins l'accablent, dans une très caustique revue des célébrités qui circulent, elle se trouve contrainte à valser avec le jeune duc, dont la conduite démentira plus tard le signalement; car voici de quelle étrange manière il est dépeint : « Gaston de Montévreux était un *lion* du premier ordre. Il était trop parfaitement beau pour n'être pas *adoré* par les femmes, et trop connu par ses qualités natives de grand seigneur pour n'être pas en vogue auprès des hommes. En outre, il était énormément riche. Nul n'avait de meilleurs chevaux, ni ne

les eût montés mieux; nul ne donnait de plus beaux soupers, n'avait eu de plus grands *succès*, et il passait pour le plus beau joueur du monde. C'était plus qu'il n'en fallait pour *rendre célèbre toute femme qu'il eût admirée*, et, avant la fin de la valse, il n'était pas un homme de quelque importance qui ne désirât être présenté à lady Vernon. » Il faut se rappeler où l'auteur vous a fait entrer pour ne pas croire qu'on est en tout autre compagnie.

Mais sir Édouard, de son côté, peut, à bon droit, se faire une illusion complète. Il a trouvé là une personne qui le ramène à pied sur le pont Royal, vers les quatre heures du matin, qui danse le galop sur le trottoir, qui jette par-dessus le parapet un mouchoir de 1,500 francs, qui aperçoit un cabriolet de place et crie de loin : *Cocher de mon cœur!* et qui allume un cigare en route. Le cocher, qui est un observateur, ne manque pas de dire à sir Édouard : *Mylord, m'est avis que c'en est une véritable de ce qu'ils appellent une lionne dans la haute!* Ces mots sont écrits en français; je ne voudrais pas être responsable de la traduction.

Telle est l'origine d'une passion profonde qui va briser un bonheur récent, basé sur les sentimens sérieux que la famille anglaise comporte. Sir Édouard est conquis, subjugué par les graces nouvelles dont vous venez de voir le tableau, et, si j'en crois l'auteur, cet entraînement ne tient pas au caractère de l'homme, mais à sa nationalité. Ce n'est pas parce qu'il est faible, parce que le goût du grossier est en lui, que sir Édouard jette ainsi son cœur à cette aventure : c'est uniquement parce qu'il est Anglais. Lisez plutôt : « Un Français ne se laisserait pas prendre à toutes ces *chatteries;* il en sait le commencement et la fin, ce qu'elles signifient et où elles conduisent, et un mot seul le garantit : *connu!*.... Mais un novice Anglais n'a pas ce préservatif; sa timidité même ne lui sert de rien, car les femmes auxquelles il a affaire sont assez hardies pour y suppléer, et il n'est généralement plus temps pour lui de réclamer, lorsqu'il peut songer à organiser une résistance. » Voilà les Anglaises bien averties, lorsqu'il s'agira d'un voyage sur le continent. Sir Édouard, en effet, se lance dans toutes les excentricités; il arrive enfin à ce premier terme de la rupture conjugale, dépeint avec un vrai talent par l'auteur. La scène où le mari annonce à sa femme qu'il va dîner *en partie de campagne* avec la baronne de Cévèzes a quelque chose de simple et de touchant qui ne sent pas la copie. Elle se termine par un mot profondément vrai, que l'expérience seule peut dicter : « C'était, avait-elle dit, la *première fois* depuis leur mariage! et, croyez-moi, ces choses qui arrivent pour la première fois sont souvent plus pénibles que celles qui arrivent pour la dernière! » On comprend qu'en l'absence du mari l'aimable duc de Montévreux se présente, avec ce bonheur de hasard qui ne le quitte pas un seul moment pendant toute la durée de l'histoire. On comprend aussi que l'occasion est favorable, et que, dans un cœur délaissé, la grace et le dévouement trouvent bientôt leur place. Ainsi arrive-t-il pour Gaston; la belle Mildred, si forte dans la vertu, ne l'est déjà plus dans l'attrait, et ses pensées, sinon son ame, n'auront désormais qu'une direction unique. Le développement de cette passion, aussi vive que chaste, toujours croissante et toujours réfrénée, est le seul point par lequel l'auteur se soit conformé à l'invariable usage des romans nationaux. Jamais ils ne montrent l'amour en dehors du célibat; les héroïnes sont toujours de jeunes filles, et le mariage est toujours le but. Ici, tout à l'inverse. A part Mildred, dont le

devoir *légal* reste intact, les femmes qui jouent un rôle dans cette action multiple sortent, pour la plupart, de la règle indiquée. C'est une innovation qui peut choquer en Angleterre, mais que la peinture vraie des mœurs devait tôt ou tard exiger.

On vient de voir les deux données principales du livre; elles marchent chacune dans sa voie : l'une, élégante, droite, parfumée des plus douces fleurs de la tendresse et de l'imagination; l'autre, immonde et pénible, semée de ruines et de sang. Édouard Vernon se bat en duel; blessé presque mortellement, il reçoit de sa femme les soins les plus affectueux, et ne prononce, dans son délire, que le nom avili dont il a fait son talisman. Édouard Vernon a perdu sa fortune, et, lorsque sa femme la lui a rendue, il court à ce boudoir maudit qui fut le gouffre de son repos. L'auteur ne nous dit pas si cette persistance est encore *nativement* britannique, et je lui sais gré de son silence, sans lequel on lui citerait le chevalier Desgrieux.

Quant à Gaston, l'amour élève et grandit son ame; un nouvel horizon s'ouvre à ses yeux sous l'influence de la voix adorée qui lui en dévoile les splendeurs. L'homme brillant, mais jusqu'alors inutile, comprend enfin que ses facultés ont un but; il écoute avec transport cette langue nouvelle qui émeut à la fois sa raison et son cœur, et il se décide aux sérieuses destinées dont son rang, sa fortune et sa haute intelligence lui faisaient un facile devoir. Oh! mille fois heureux celui qui, dans la vie, rencontre ce fanal sauveur de l'amour grave et saint! La route est sûre alors, et c'est en souriant que l'on repousse les obstacles. On sent se réveiller l'instinct du beau, du vrai, du juste, que Dieu mit dans notre ame, et qu'avaient assoupi les frivoles joies d'un monde railleur et blasé. Ce fut la félicité de Gaston. Bientôt mêlé aux débats politiques, il apporta dans cette arène des passions mesquines et des sordides intérêts la chaude ferveur de l'apostolat. La conviction le rendit sublime, et la tribune française vit les triomphes d'un orateur nouveau. Hélas! c'est dans cette gloire, née de l'amour, que l'amour devait disparaître! Gaston était fiancé, dès long-temps, à la jeune héritière d'un des plus nobles noms de France. Le moment approchait où une rupture, irrévocablement arrêtée dans son cœur, allait être annoncée avec le calme qui accompagne les grandes résolutions, quel que dût être l'étonnement des deux familles dans leur habitude ainsi troublée des alliances de raison et de calcul. Sa vie entière, consacrée au culte exclusif de la femme adorée qui lui avait révélé le bonheur, qui, du fond des fanges matérielles, avait exalté son ame jusqu'au sommet des contrées célestes, n'était pas un trop grand sacrifice pour tant de bienfaits imprévus. Le monde et ses rigueurs, les liens sociaux dont son enfance avait subi l'étreinte, tout avait disparu devant cette image enivrante du devoir passionné. Mais la fiancée de Gaston avait un frère dont la jeunesse se hâtait dans la vie. Saisi de cette fièvre du siècle qui a flétri tant d'écussons, il avait jeté son grand nom aux loteries de l'agiotage, et sa fortune, mêlée à celle de sa sœur, suivait les chances d'une concession de chemin de fer. Cette partie du roman touche aux mœurs de l'époque, et le public anglais l'aura remarqué. Ces sortes de catastrophes (car on en prévoit une) sont encore, chez nos voisins, des sources d'émotions qui n'ont plus, pour nous, d'importance : nous avons d'autres ruines à déplorer, d'autres désordres à flétrir; mais à Londres, où l'on est assez heureux pour que la baisse de quelques actions soit une cause grave

d'inquiétude, on doit trouver fort saisissante cette peinture de l'aristocratie succombant sous des cotes de bourse ou sous des votes financiers du parlement. C'est qu'en effet, un vote de la chambre des députés, sous l'influence de la parole puissante du duc Gaston de Montévreux, renverse le projet de loi qui concédait un chemin de fer à la compagnie dont son futur beau-frère était membre. Il ne reste plus rien de l'immense dot promise, et, à l'instant où Gaston déclare à sa mère qu'il ne se mariera pas, il apprend d'elle que sa fiancée est sans pain, et qu'il a, seul, causé cette misère.

Certes, l'auteur a posé là un terrible problème; mais la situation de cet homme, tel qu'il nous est peint, était à la hauteur d'une solution plus grandiose. Oui, tout autre aurait pu, aurait dû même prendre ce parti *honorable* d'épouser la fille ruinée dont il dédaignait tout à l'heure la fortune. Oui, c'était agir en galant homme, c'était se donner, dans le cercle étendu qui l'entourait, le relief recherché de la délicatesse et du renom. Qu'on me dise cependant si c'était la peine, pour arriver à ce dénoûment habituel de toute aventure semblable, de créer des cœurs si hauts, des aspirations si ferventes, des dévouemens si chastes et si divins. Non, Mildred n'avait pas trouvé l'ame qu'elle croyait voir, aimer et connaître; non, ces personnages idéalisés ne sont pas dans l'esprit de l'auteur; ils sont uniquement dans son style, et ils s'évanouissent dès que l'action apparaît. Avec la hardiesse du début, il fallait le courage de la fin. C'était un beau chapitre, et que j'aurais voulu lire, que celui où Gaston, fort de sa conscience et de son amour, plein de mépris pour tout ce qui n'était pas l'un ou l'autre, aurait bravé les censures universelles, et fût allé, loin du monde, vivre pour celle qui était son existence et son ame. Je conviens qu'il y fallait de la verve, et M. Hamilton Murray paraît avoir réservé la sienne pour des scènes d'un intérêt moins élevé. Gaston, d'ailleurs, est bien puni. Mildred Vernon devient veuve au moment même où il marche à l'autel. Je lui sais gré de n'avoir pas empêché le mariage. Un tel homme ne valait pas ce drame, que l'auteur rend presque imminent. Cette pauvre Anglaise, mal à propos enlevée à sa vie d'aiguille, de Bible et de *luncheon*, pour essayer de la vie du cœur et des dévouemens sublimes, retombe dans le tourisme sec de ses compatriotes, et trouve pour conclusion que « la vertu n'est pas une chose facile. » Vraiment, elle doit se féliciter d'avoir été à même de faire cette découverte-là.

Au travers de ce livre, dont j'ai dit l'esquisse, une figure charmante est jetée en épisode touchant. C'est la marquise de Boislambert; son histoire, pleine de larmes et de repentir, pourra remuer quelques souvenirs parisiens, et l'on s'étonne que la même plume ait pu tracer ces lignes attendrissantes à côté des descriptions si *crues* du galop des bals de l'Opéra.

Ce livre, qui excitera la curiosité, est, en effet, taché de mille sortes. L'intérêt du cœur s'y éveille à peine, qu'une rudesse de goût vient le dépiter. Jugez-en par ce passage : « Entre une femme du monde et une femme *entretenue*, il y a exactement la même différence qu'entre un homme dont vous avez d'avance coté les services et un autre qui en laisse le prix à votre générosité. Dans ces sortes de choses, disait le prince de T..., le prix fixé est ce qui coûte le moins. — Mais les femmes du monde n'ont pas de prix, disait un jour, devant nous, un jeune homme qui prenait leur défense. — Et c'est à cause de cela que je les ai toujours trouvées trop chères, répondit un homme d'esprit que nous ne voulons pas

nommer. » Il y a long-temps que ces mots-là se répètent dans les cafés de province.

L'auteur a décrit un salon que tout le monde croira reconnaître, et dont tout le monde blâmera hautement la description. Mme de Ferrières, si nous avons bien deviné, ne compte que des amis dans la foule très variée de ceux qu'elle invite. M. Hamilton Murray paraît avoir été du nombre, et l'on eût pu désirer qu'il se montrât moins sévère pour tant d'aménité, de bonne grace et d'esprit. Parce que M. de Balzac est gros, parce que M. Alexandre Dumas est grand, parce que Frédéric Soulié avait l'air *juif,* ce n'est pas une raison suffisante pour déverser le ridicule sur une des plus agréables réunions de ces temps heureux où les renommées de tout genre se sentaient groupées; en disant qu'il se trouvait là « beaucoup de monde et peu de société, » je crains fort que l'auteur n'ait commis une petite ingratitude, et peut-être envers lui-même.

Je ne saurais comprendre non plus par quelle routine de copie il a cru devoir adopter cette mode, déjà vieillie, d'intercalation de mots français dans son texte. Cela peut s'entendre, à toute force, lorsque les personnages sont anglais; mais, pour des Parisiens que l'on met en scène et dont la conversation se fait dans la langue du livre, cette bigarrure n'a aucun sens. J'ajoute qu'elle a déjà, pour les lecteurs de Londres, un cachet de vulgarité, tant l'abus s'en est reproduit dans les basses régions littéraires.

Pourquoi aussi tant de vieilleries ressassées à propos des idées nobiliaires? Il y a toute une dissertation sur la famille de Séricourt, qui exhale un parfum de feuilleton du *Siècle*. « Ce sont de *mauvais* Séricourt, des Séricourt de *rien du tout.* Le grand-père était un ami de *la* Pompadour... La première Séricourt de *contrebande* épousa un gentillâtre des environs de Lille, et obtint la permission de garder le nom. C'est ainsi qu'ils sont Séricourt. Vous voyez que j'ai raison de douter que Mme de Séricourt puisse passer même pour *une femme de condition.* » On avait discuté d'abord sur la question de savoir si elle était *une femme de qualité*. Je ne sais pourquoi M. Hamilton Murray n'a pas coiffé ces dames de 1847 en perruques poudrées. C'eût été tout aussi vrai.

Les Anglais, qui paraissent lire ce roman avec un avide intérêt, nous porteront parfois quelque envie. Les hommes de quarante ans surtout, traités avec rudesse par l'auteur, soupireront sans doute en pensant que, s'ils étaient nés ici, leur sort serait moins pitoyable. « C'est, en France, la pire et la plus dangereuse partie de l'espèce masculine. Ils y forment une bande à part, dont la condition particulière est de devenir les premiers amans des jeunes femmes mariées. » Tout le pays est ainsi classé par statistique exacte de nuances et de régions diverses. Il semble qu'au milieu de son conte domestique, l'auteur ait voulu, par accès, faire entrer l'histoire générale des idées, des mœurs et des tendances de notre époque troublée. Le récit disparaît tout à coup sous une bouffée philosophique, et nous passons de l'analyse des sentimens à l'analyse des partis, du cœur de Mildred Vernon à la pensée de M. Guizot. Et ce n'est pas assez encore. Nous rencontrons jusqu'à Fouquet, retrouvé là comme le premier père de la caste bourgeoise, comme le patriarche du tiers-état. C'est dans le cours de cette étrange palingénésie que l'auteur a inventé le mot *parvenuisme*, qui ne serait pas trop mauvais, s'il n'était si dur. Fouquet ne meurt pas dans son vieux donjon de Pignerol. Il en sort libre et reparaît à toutes les dates : il s'appelle

tour à tour Law, Samuel Bernard, Necker; il vit encore et devinez son nom!.... Vous allez vous tromper : il se nomme Duchâtel! D'où l'auteur conclut qu'*il faut*, chez nous, une aristocratie. — J'ai connu un brave homme qui, examinant une propriété dont il venait de faire l'acquisition, disait qu'il y *fallait* des chênes de cent ans. — Sir Robert Peel apparaît lui-même, dans un très long chapitre, et y cause assez peu clairement avec Gaston de Montévreux. Je crois qu'on doit feuilleter très lestement ces pages en Angleterre.

Mais que penser, lorsque de ces hauteurs nuageuses, on tombe dans les détails du *boudoir* de Mme de Cévèzes, pour y étudier son costume de *débardeur*, destiné aux triomphes du bal de la mi-carême? C'est là que les journaux anglais ont trouvé leurs plus vives pâmoisons, et qu'ils ont vu la nature prise sur le fait. Lisez cela, et suivez la baronne jusque dans le tourbillon du galop infernal; suivez-la au *Café Anglais*, soupant avec un homme qui va se faire sauter la cervelle après le dernier écu payé, et cherchez ensuite, dans Paris, où peut exister Mme de Cévèzes. Oh! belles ladies effrayées, calmez-vous, croyez-moi; conduisez, sans crainte, vos baronnets à l'hôtel Meurice. Je les défie de rencontrer jamais cette dangereuse baronne. Elle est bien morte, plus sûrement que Fouquet.

Non, nous n'admettrons pas que ce soit là une esquisse de la société française, et que l'Angleterre doive, sans énergique protestation de notre part, placer dans ses albums de voyage ces pochades lourdes et mal venues. Au milieu de sa ruine, peut-être éternelle, ne jetez pas cette dernière pierre à la société la plus élégante, la plus ornée, la plus morale des jours contemporains. C'était assez des injures sans colère dont de rares exceptions avaient été le prétexte; pourquoi, sous forme de peinture générale, y ajouter cette caricature des mœurs? Au religieux sentiment qui respire dans quelques pages, on aurait peine à croire à du fiel chez l'auteur, et si c'est ignorance de ce qu'il a voulu peindre, il ne pouvait plus gauchement deviner. Que les Anglais ne nous jugent donc pas sur ce livre; rappelons-leur que, quand nous voulons les juger, nous écoutons, par exemple, lady Fullerton, qui sait mêler la délicatesse de la femme au tact exquis de l'observateur.

Un point cependant est remarquable dans les appréciations générales, si étrangement semées au milieu d'un récit touchant: c'est celui qui a trait à la prétendue gaieté française. L'auteur conduit ses personnages au milieu d'une fête publique, à l'occasion du 1er mai. « La classe populaire, dit-il, est certainement très oisive en France; mais elle n'est pas gaie. La perte volontaire de temps est caractéristique, non-seulement de l'ouvrier, mais de tout ce qui vit d'une occupation quelconque, jusque dans les rangs les plus élevés. Les Français n'ont ni légèreté de tête ni légèreté de cœur. Ils ont beaucoup moins changé qu'on ne l'imagine depuis la révolution de 1830, et, quoique le *faubourien* ait peut-être un peu plus *pensé* depuis qu'il a rêvé que toutes les carrières lui étaient ouvertes, je ne crois pas qu'il soit, en fait, plus sérieux que sous l'ancien régime. Le peuple français n'a jamais été une race *insouciante*, comme on se plaît à l'imaginer. Telle était la noblesse.... mais l'artisan, le laboureur, ne sont pas plus (ni n'ont jamais été) les francs et jovials garçons dont le renom existe, que la charge anglaise, admise comme type par nos voisins, n'est le portrait du batelier de la Tamise. » Cela est juste et vrai. Ce préjugé de gaieté devait dis-

paraître, et l'auteur le frappe à propos. En aucun temps, on n'y pouvait moins tenir.

Si nous en croyons les revues anglaises, *Mildred Vernon* ne serait qu'un essai sur l'opinion publique, et M. Hamilton Murray, tenté par le succès, voudrait entrer, par cette porte, dans une voie nouvelle du roman. Cette voie ne peut pas conduire très loin. Ce qui, par instans, fait le charme de ce livre est ce qui a le moins préoccupé l'auteur. Ses fantaisies, ses allusions, ses portraits, occupent le premier plan; la fable elle-même n'est qu'accessoire. Ce genre de composition ne se répète pas, et les bibliothèques ne se rempliront jamais de biographies déguisées. Un second livre signé du même nom n'aurait donc pas l'attrait curieux que nous venons de peindre, à moins cependant que M. Hamilton Murray, après avoir choisi les derniers jours de la monarchie, ne s'avisât de prendre pour sujet les premiers jours de la république. Il ne courrait pas le risque des exagérations.

A. R.

ANNALS OF THE ARTISTS IN SPAIN,

by W. Stirling. — Londres, John Ollivier, 1858, 3 vol. in-8o.

Remarquons d'abord la belle exécution de ces trois volumes. Pages encadrées, rubriques, portraits gravés sur acier, magnifique impression, rien n'y manque. Ce n'est plus qu'en Angleterre que se publient des livres à l'usage des artistes avec ce luxe et cette recherche d'élégance. Aussi bien, si cela continue, c'est bientôt en Angleterre qu'on ira pour cultiver les arts et pour étudier les tableaux des grands maîtres. Chaque révolution amène du continent en Angleterre de nouveaux émigrés toujours accueillis avec empressement. Nous voulons parler des Raphaël, des Rubens, des Murillo. Depuis un demi-siècle que l'Europe change et rechange ses constitutions, combien de chefs-d'œuvre sont allés enrichir les collections plus ou moins inabordables des *happy few*, lords ou nababs de la Grande-Bretagne! Il y a des gens qui s'effraient quand des économistes leur démontrent comme quoi l'or et l'argent de la vieille Europe vont s'enfouir en Asie : pour ma part, je suis bien plus ému de voir les plus beaux ouvrages de tous les pays prendre le chemin de cette île de brouillards où les Titien deviennent ternes, et où les marbres de Paros prennent la teinte des murailles de cave. Mais qu'y faire?

Si les Anglais accaparent les chefs-d'œuvre, il faut leur savoir gré lorsqu'ils veulent bien en faire part à l'Europe pauvre et trop occupée de son salut pour leur faire concurrence. Rendons grace à M. Stirling d'avoir mis tant de soins à nous faire connaître une école long-temps ignorée, et dont peu de maîtres, encore aujourd'hui, ont une réputation de ce côté des Pyrénées. L'ouvrage de M. Stirling est, je pense, le plus complet qui existe sur la peinture espagnole; je dis la peinture, car, sur la foi d'un titre un peu ambitieux, il ne faut pas croire que l'auteur ait écrit l'histoire des beaux-arts en Espagne. La sculpture, tou-

jours un peu négligée en ce pays, n'a obtenu l'attention de M. Stirling que chez les maîtres des XVIe et XVIIe siècles, et quant à l'architecture, il ne s'en est pour ainsi dire point occupé. Ne regrettons pas cette lacune. On ne parle bien que de ce qu'on aime. Ne demandez pas à M. Stirling ce qu'il pense des cathédrales de Léon, de Séville, de Burgos; il ne les a pas regardées. Pour lui, l'architecture espagnole n'existe qu'alors que d'autres critiques cesseraient de lui trouver un caractère national. Il réserve toute son admiration pour les lourdes constructions d'Herrera, et, pour elles, il épuise le vocabulaire si riche des louanges et des exagérations castillanes. L'Escurial est, à ses yeux, le plus beau monument de l'Espagne. Sans doute on ne voit pas tant de pierres entassées sans un peu d'étonnement. Personne n'a pu se promener dans ces vastes cloîtres sans en conserver un profond souvenir; mais est-ce bien cet immense *gril de pierre* qui laisse une impression si vive? Chassez-en l'ombre de Philippe II, que restera-t-il à l'Escurial? Une vaste baraque de granite, bizarre de plan, maladroite d'exécution, sans caractère et sans style. C'est Herrera, vous diront tous les guides, qui fatigua la terre de cet énorme poids. Non; le véritable architecte de l'Escurial fut Philippe II. Le maçon qu'il employa ne comprit rien à son plan. Philippe le voulait grand, Herrera le fit vaste.

Laissons l'architecture, et suivons M. Stirling dans une étude qu'il a plus approfondie et qui paraît avoir ses principales affections. En matière de peinture, ses jugemens ont une valeur réelle, et devant les tableaux de Velasquez et de Murillo, nous retrouvons un véritable amateur, non plus, comme à l'Escurial, un homme de lettres consultant ses livres pour s'enthousiasmer.

La peinture n'est point née spontanément en Espagne. Elle y fut importée de l'Italie; mais, de bonne heure, les artistes espagnols ont formé une école à laquelle on ne peut contester son originalité. On ne doit pas y chercher cette noblesse, ni surtout cette recherche du beau qui caractérise les écoles romaine et florentine. Les maîtres espagnols n'ont point tendu à un but si élevé. S'attachant à l'imitation de la nature qu'ils avaient sous les yeux, ils ont été forts, énergiques et brillans comme elle. S'il faut leur reprocher parfois la trivialité et l'indifférence dans le choix de leurs modèles, on doit louer dans leurs ouvrages la vérité, l'expression, la verve et la vigueur du coloris. Dans son introduction, M. Stirling, exposant les caractères généraux de l'école espagnole, ne se contente pas d'apprécier ses qualités et ses défauts, il en recherche les causes, et les trouve avec raison dans les mœurs et les habitudes nationales. Le despotisme du clergé, l'étiquette des cours, les scrupules religieux de tout le peuple, tels sont les obstacles que la peinture a rencontrés en Espagne dès son début et contre lesquels elle a toujours eu à se débattre. Pour les dévots des XVIe et XVIIe siècles, la représentation d'une figure nue aurait paru un sacrilége. Du temps de Murillo, il était si difficile de trouver dans les académies un *modèle*, qu'il était d'usage que tour à tour les élèves missent habit bas et posassent pour leurs camarades. Aujourd'hui même, à Madrid, les peintres se plaignent des scrupules exagérés des *Manolas*, et, au milieu d'une population dont la chasteté ne passe pas pour un trait distinctif, il y a peu de filles assez dépourvues de préjugés pour consentir à se laisser peindre dans un costume mythologique. C'était bien pis au XVIIe siècle. Un gentilhomme de cette époque eût passé pour fou s'il s'était

avisé de faire faire le portrait de sa femme ou de sa maîtresse. Les dames ne sortaient que voilées, et la plupart des comédies de Calderon et de Lope de Véga sont fondées sur ce point d'honneur qui obligeait un homme à tuer le cavalier qu'il trouvait dans la partie de sa maison habitée par des femmes. Il y a loin de ces mœurs à celles de l'Italie, alors qu'un Farnèse se faisait peindre par le Titien devant sa maîtresse à demi nue, lui-même occupé comme vous pouvez le voir dans la galerie du Louvre. M. Stirling n'explique pas cette prodigieuse différence dans les coutumes de deux pays également bien partagés du soleil et, par la politique, en relations continuelles. Pour moi, je pense que l'Italie ne se familiarisa avec les nudités naturellement proscrites par le christianisme, que grace au nombre prodigieux de statues et de bas-reliefs que l'antiquité lui avait laissés. Aujourd'hui, en pays de nègres, une figure nue, noire s'entend, n'effarouche point la pudeur. En Italie, de chaque tas de décombres sortaient des dieux et des déesses qu'il fallait admirer malgré leur immodestie. Michel-Ange avait son public formé par la fréquentation de l'Olympe antique, lorsqu'il osa montrer, dans son *Jugement dernier*, tant de saints et de saintes en déshabillé. Rien de semblable en Espagne. Pourquoi dans une province romaine, si riche autrefois, trouve-t-on si peu de débris des arts de Rome? A qui faut-il attribuer une destruction si complète? Aux Goths ou bien aux Arabes? Je l'ignore. Bornons-nous à constater, avec M. Stirling, que les peintres espagnols furent privés, par les mœurs, de la plus puissante ressource de leur art, l'étude des formes humaines nues.

Les statues antiques, en accoutumant les Italiens aux nudités, les avaient mis sur la voie de ce beau idéal dont les Grecs approchèrent de si près. D'un autre côté, le type des têtes italiennes offrait des modèles pour reproduire les chefs-d'œuvre laissés par l'antiquité. A Rome, tous les jours de marché on rencontre dans le Transtevère des Junon et des Minerve portant des poulets maigres et des oignons. En Espagne, les types nationaux s'éloignent davantage de la beauté idéale. Je me hâte de dire qu'après mes lectrices, je ne connais pas de femmes plus remplies de grace et de séduction que les Espagnoles; mais, chez les plus belles, il y a toujours je ne sais quel air de passion et d'inquiétude qui dérange ce calme sublime sans lequel il n'y a pas de beauté parfaite. Nouvelle difficulté pour les peintres assez heureux pour avoir de belles femmes ou de belles filles, seuls modèles dont, je le répète, ils pussent disposer autrefois.

La peinture reçut des rois espagnols des encouragemens extraordinaires. Pendant une période de plus d'un siècle des princes se succédèrent, tous connaisseurs, gens d'esprit, sachant deviner le talent et le récompenser, non-seulement avec libéralité, mais avec cette grace et cette délicatesse qui charment plus les artistes que les pensions et les cadeaux. Dans le même temps, un clergé riche et prodigue leur ouvrait ses vastes cloîtres à décorer. Des églises magnifiques appelaient à la fois peintres et sculpteurs, et les ordres religieux se disputaient les artistes en réputation, comme jadis ils s'étaient disputé les reliques des saints.

Point de médaille sans revers. Les peintres de cour étaient condamnés à reproduire sans cesse les traits des souverains : ils ne pouvaient faire poser des grisettes; mais ils avaient pour modèles des reines et des infantes. On sait qu'il

ne faut pas dire heureux comme un roi, ni belle comme une reine. Sujets officiels, costumes étriqués des hommes, modes ridicules des femmes, voilà dans quelles conditions s'emprisonnait le talent des peintres de cour. Velasquez eut le bonheur d'avoir pour reine la charmante Isabelle de Bourbon; mais ajoutons qu'il lui fallut peindre aussi ses nains, ses naines, ses fous et ses chiens.

A leur tour, les moines et les évêques ne donnaient pas moins d'embarras aux artistes patentés du clergé. La dévotion ne date en Espagne que de la fin du xve siècle. Jusqu'alors on ne voit en ce pays nulle trace de passions religieuses. Sous Isabelle-la-Catholique, la ferveur vint avec les bûchers, et l'on pratiqua fort à la lettre le précepte *compelle intrare*. De là le caractère sombre et terrible du catholicisme espagnol, caractère qu'il n'a perdu que par le relâchement général des mœurs dans le siècle dernier. Le clergé ne gagnait pas les ames par la douceur. Le feu dans ce monde et dans l'autre, voilà l'argument dont il usait d'ordinaire, et qu'il recommandait aux peintres d'illustrer par leurs ouvrages. L'ignorance, fille du despotisme, ajoutait à la représentation des tourmens atroces celle des miracles les plus extravagans et les moins poétiques. C'est ainsi que l'on commandait à Murillo, pour le cloître des franciscains de Séville, ce beau trait d'une légende : Un frère cuisinier, absorbé dans ses oraisons, néglige le pot-au-feu. Heureusement des anges descendent dans la cuisine; l'un ratisse des carottes, l'autre épluche des oignons. Les bons pères firent un excellent souper. On peut voir dans la galerie du maréchal Soult comment Murillo se tira de ce sujet difficile. En résumé, les peintres des couvens étaient moins à plaindre que les peintres de cour; la Vierge et les chérubins leur restaient, qui valaient mieux pour l'inspiration que des infantes fardées, en vertugadins.

A ces influences toutes puissantes, s'en joignirent d'autres accessoires qui ne laissèrent pas de modifier encore le caractère de l'école espagnole. Tout art s'appuie sur une base quelconque, et procède d'un art antérieur qu'il imite et qu'il perfectionne; car, pour trouver l'invention, dans le sens absolu du mot, il faut remonter au premier homme. Les peintres espagnols ont appris les élémens de leur art des Vénitiens et des Flamands. En recevant d'eux le don de la couleur, ils en ont accepté en même temps cette indifférence pour la forme qui, poussée à l'excès, amène bientôt la décadence de la peinture.

La plupart des peintres espagnols ont débuté par des sujets vulgaires, par ce qu'on appellerait aujourd'hui le genre et la nature morte. Velasquez et Murillo groupaient des fruits, des vases, des poissons, tous les objets qui leur offrirent des couleurs vives et harmonieuses, et s'essayaient à en reproduire tous les accidens de lumière. Ils durent peut-être à ces études leur facilité merveilleuse à rendre les accessoires dans de plus importantes compositions. Plus tard l'un et l'autre gagnèrent leur premier argent à dessiner ou à peindre des scènes familières, des intérieurs de cabarets fréquentés par des mendians et des aveugles. La mode alors était d'ailleurs aux sujets *picaresques*, et les gens de lettres, qui donnent toujours un peu le ton aux artistes, avaient contribué à lancer la peinture dans cette voie basse et triviale. Les plus grands seigneurs, quand ils daignaient prendre la plume, se complaisaient à décrire les mœurs des filous et des mendians. Hurtado de Mendoza, l'élégant imitateur de Salluste, ambassadeur de Philippe II, doit surtout sa réputation à un roman admirable et dégoûtant dont

le héros est un gamin aux gages d'un aveugle (1). Il était impossible que les arts ne subissent pas comme un reflet de cette littérature consacrée au laid et à l'ignoble. Aussi dans les plus beaux tableaux des meilleurs maîtres se remarque fréquemment un manque de mesure et de tact qui prend l'imitation servile et grossière pour le but de l'art. Valdès Léal croyait faire un chef-d'œuvre en peignant un cadavre en décomposition, rongé des vers. On s'enfuit en se bouchant le nez à la vue de cet affreux trompe-l'œil. Murillo lui-même donne souvent à ses saints des mines patibulaires, et, dans son beau tableau de *Sainte Elisabeth*, l'enfant teigneux et le mendiant qui a un ulcère à la jambe inspirent trop d'horreur pour laisser de la place à l'admiration.

Les deux plus grands maîtres de l'école espagnole, Velasquez et Murillo, résument les qualités et les défauts résultant des influences que je viens d'énumérer. Le premier fut le peintre de la cour, le second le peintre des couvens. L'un et l'autre, appréciés par leurs contemporains, respectés pour leur talent et la noblesse de leur caractère, connurent toutes les jouissances que la culture des arts peut donner à des ames élevées, et cependant l'un et l'autre peut-être moururent avec le regret de n'avoir pu réaliser leurs conceptions d'artistes, celui-ci obsédé par les moines, celui-là retenu dans les chaînes dorées d'un roi aimable.

Velasquez fut un des meilleurs peintres de portraits qui aient existé. Personne ne l'a surpassé dans l'art de donner de l'expression et de la vie à ses modèles. Nul n'a su faire comme lui des yeux pleins d'une brillante humidité, des lèvres sous lesquelles circule un sang chaud et vermeil. On raconte, et l'anecdote n'est pas invraisemblable, que Philippe IV, apercevant dans un coin de son atelier le portrait de l'amiral Pareja, le prit pour l'original, et l'apostropha fort durement, lui demandant ce qu'il faisait à Madrid tandis qu'il devait être à bord de sa capitane. Le fameux tableau des *Meninas, ou la Théologie de la peinture*, convenablement disposé, peut produire une illusion pareille. « L'art, dit M. Stirling, s'y montre à ce point de perfection qu'il se cache lui-même, et l'on est tenté de croire que, par quelque procédé comme celui de Daguerre, l'artiste a fixé sur sa toile un groupe que le hasard lui a fourni. » Aucun tableau, sans en excepter ceux de Rembrandt, n'égale celui-ci pour la science de la perspective aérienne et la distribution magique de la lumière. Il représente l'atelier de Velasquez, où la famille royale est venue le voir travailler. Il semble que l'artiste se soit proposé de rendre tous les effets de lumière qui sont du ressort de la peinture. L'infante Marguerite, enfant de sept à huit ans, d'une blancheur éblouissante, est éclairée complétement par le jour tombant d'une fenètre ouverte latéralement. Ses filles d'honneur, son nain, sa naine, reçoivent, de différentes manières, le jour, ou direct ou réfléchi. Une duègne et un écuyer sont dans la demi-teinte. La tête de Velasquez est éclairée par reflet. Au fond de l'appartement, une porte est ouverte, qui laisse voir une muraille inondée de soleil, et, sur ce fond éclatant, se détache en vigueur la figure d'un chambellan. Enfin une glace, suspendue à une paroi, présente l'image affaiblie du roi et de la reine supposés au point de vue du spectateur. Chacun de ces effets de lumière est traité avec

(1) Lazarillo de Tormes.

une perfection étonnante. Plus on regarde ce tableau et plus il semble vrai. Il n'y a pas de noir; le fond, si vigoureux, est transparent comme l'air. Les ombres ont cette teinte vague, indéfinissable de la nature; elles changent toutes les heures de nuances et d'intensité. En un mot, le *faire* de l'artiste ne paraît nulle part.

Il y a une jolie anecdote sur ce tableau, rapportée par M. Stirling, non sans quelque doute pourtant. On dit que Philippe IV, qui passait des heures entières tous les jours dans l'atelier de Velasquez, situé dans son palais et près de son appartement, contempla long-temps en silence la toile que le peintre venait de terminer. Tout à coup il lui demanda sa palette et ses pinceaux, pour donner, disait-il, une dernière touche. Le roi était un amateur distingué, et Velasquez un bon courtisan; je crois cependant que l'artiste eut un peu peur à cette fantaisie royale. Le roi peignit fort bien, sur la poitrine du peintre, une croix de Saint-Jacques; puis, selon l'usage, lui donna cent ans pour faire ses preuves de noblesse. On a voulu me persuader à Madrid que cette croix était un peu trop brillante pour sa place, et qu'elle n'était pas *glacée* comme le reste, preuve évidente, dit-on, qu'elle est peinte par la main d'un prince.

Commensal d'un roi, chambellan, grand-maître du palais, organisateur de toutes les fêtes, Velasquez eut une vie fort occupée entre ses tableaux officiels et ses charges de cour, qui n'étaient pas des sinécures, car il mourut des fatigues que lui causèrent les fêtes du mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV. Je ne sais si la nature l'avait créé pour être un grand peintre d'histoire; la faveur de Philippe IV en fit un inimitable peintre de portraits. Coloriste d'autant plus habile qu'il obtient les effets les plus puissans par les moyens les plus naturels en apparence, il a su tirer un grand parti des costumes bizarres et des modes disgracieuses qu'il fut condamné à immortaliser. Mais, en voyant cette mine ennuyée de Philippe IV, si souvent reproduite, les gros yeux niais des infantes, leur lèvre autrichienne, leurs paniers monstrueux, tous ces personnages si préoccupés d'étiquette, si « hauts sur fraise, » il est impossible de ne pas plaindre le pauvre *Pintor de Cámara;* on voudrait qu'il eût vécu libre à Séville, et qu'il eût choisi ses modèles parmi les robustes toréadors et les jolies *majas* qui dansent à l'ombre des orangers aux bords du Guadalquivir.

Murillo me paraît inférieur à Velasquez, surtout parce que, s'étant essayé dans un genre plus élevé, il n'a pu atteindre à la perfection où son rival atteignit dans un genre secondaire. « Mieux vaut être le premier dans un bourg que le second à Rome, » disait César, qui, soit dit en passant, était un amateur distingué, si l'on en croit ses biographes. Le mot est vrai, surtout en peinture. — Murillo fit lui-même son éducation d'artiste, ne vint qu'une fois à Madrid, où il reçut des conseils et des encouragemens de Velasquez, et ne connut guère les maîtres étrangers que par de rares échantillons qu'il put voir dans le palais du roi. Les couvens de l'Andalousie l'adoptèrent et l'occupèrent jusqu'à sa mort. Souvent on lui commanda d'étranges sujets, mais, s'il lui fallait peindre un saint Bonaventure achevant ses ouvrages après sa mort, on ne lui défendait ni les Vierges ni les anges, ces belles et faciles créations de son pinceau. L'extase religieuse, la douceur ineffable des anges et des madones, telles sont les expressions qu'il se plaît et qu'il excelle à reproduire. Involontairement, toutefois, je me rappelle

devant ces tableaux les processions religieuses, *les fonctions*, comme on dit, si fréquentes et si splendides en Espagne. On y voit le géant Goliath, David, saint Jean-Baptiste, les onze mille vierges et l'enfer et le paradis. La pompe du spectacle, l'éclat des étoffes et du clinquant, vous éblouissent d'abord; puis on reconnaît dans un petit saint Jean le gamin qui a ciré vos bottes, une des vierges est une grisette à qui l'on a donné un bouquet, Goliath est le tambour-major du régiment qu'on a vu à la parade. De même les madones et les anges de Murillo vous rappellent les figures de la rue, et l'on se sent trop sur la terre. Cependant il est juste de dire que ce qu'il a de trivial dans ses têtes est souvent racheté par l'expression puissante qu'il leur a donnée. Sa Vierge n'est pas la reine du ciel, sans doute; mais elle a tant de bonté, tant de compassion, tant de candeur, qu'on peut en faire au moins « la Vierge des bonnes gens. »

M. Stirling, qui raconte avec beaucoup de détail et d'une manière très attachante les vies de Velasquez et de Murillo, s'est un peu trop étendu, ce me semble, sur les biographies d'une multitude de maîtres du second et du troisième ordre. Zurbaran, Alonso Cano, Juan de Joanes, méritent sans doute cet honneur; mais, quant à cette interminable suite de méchans barbouilleurs dont les ouvrages sont aussi peu connus que les noms, il était peut-être inutile de se donner tant de peine pour savoir l'année de leur naissance et celle de leur mort. Après tout, l'ouvrage de M. Stirling est un excellent guide pour le voyageur, et qui l'emporte avec soi n'a plus besoin de cicerone. Pour ma part, j'aurais préféré que notre auteur nous fît grace de quelques noms, et qu'il eût ajouté à ses nombreuses notices des détails techniques sur les procédés des maîtres espagnols. Les procédés des coloristes peuvent s'enseigner et valent la peine qu'on les étudie. C'eût été rendre un service aux artistes que de leur faire connaître les renseignemens que M. Stirling a dû recueillir à cet égard et les traditions qui se conservent dans les ateliers. Les tableaux espagnols sont remarquables par leur belle conservation, ce qui annonce l'emploi de moyens matériels excellens. Il est vrai que restaurer un tableau est un art inconnu en Espagne; c'est peut-être à cette cause seulement qu'il faut attribuer la magnifique condition des Velasquez et des Murillo du musée de Madrid. Plût au ciel que cet art funeste ne fût pas pratiqué chez nous! On m'assure que le directeur actuel du musée a banni du Louvre les restaurateurs, et il faut le féliciter de cet acte de bon goût. Pour effrayer les malfaiteurs, on exposait autrefois à la porte des villes les têtes des grands coupables : M. Jeanron s'est contenté de faire placer dans le grand salon une victime; c'est un *Andrea del Sarto* restauré. La mesure est plus douce, mais l'exemple doit suffire pour arrêter le mal.

P. M...

REVUE DES THÉATRES.

La critique, en un temps comme le nôtre, est placée entre deux écueils. Si elle cherche à s'abstraire, à s'isoler des événemens politiques, si elle s'obstine à apporter dans ses déductions et ses arrêts la même gravité, la même insistance que dans les temps paisibles, elle risque de ne pas être écoutée, ou même d'inspirer un dédain poli, une pitié tant soit peu railleuse. Si, au contraire, dominée par ces grandes crises, trop vite persuadée de l'inutilité de ses efforts et de l'abandon qui menace les lettres, elle se condamne elle-même; si elle imite ces peuples vaincus, qui, renonçant à leur nationalité brisée, déchirent leurs constitutions et leurs lois pour s'absorber et disparaître dans celles de leurs conquérans, elle mérite qu'on l'accuse d'avoir désespéré de ce qui doit échapper aux atteintes des tempêtes publiques, de ce goût du vrai et du beau, qui fait partie de la civilisation même, se rattache, par mille affinités puissantes, à la société tout entière, et conserve avec elle, dans les temps mauvais, une dangereuse, mais honorable solidarité. Ainsi, passer pour un inutile rêveur qui poursuit son idée fixe, ou pour un gardien infidèle qui abandonne son poste, tel est le double péril auquel s'expose la critique pendant les révolutions.

Ce n'est pas tout encore; ce qui accrédite et agrandit d'ordinaire ce rôle de juge, toujours un peu aride et un peu triste, c'est la faculté de n'accepter l'œuvre ou l'incident qu'on examine que comme point de départ pour arriver à ces considérations larges, élevées, qui touchent à toutes les grandes questions, littéraires ou morales, poétiques ou sociales, et qui, sous une plume éloquente, peuvent se transformer en philosophie de l'art. Ces considérations générales sont aux faits particuliers ce que l'horizon est au paysage; si le triomphe du peintre est de fondre en un harmonieux ensemble le paysage et l'horizon qu'il a sous les yeux, le mérite du critique est d'unir, par de mystérieuses analogies, l'œuvre

dont il s'occupe aux idées générales qui la dominent, la complètent et l'éclairent Eh bien! en temps de révolution, le paysage existe toujours, mais l'horizon n'existe plus : il est assombri par les rapides nuages derrière lesquels peut se cacher, selon le caprice des vents, le calme ou la tempête, la dévastation ou la sérénité. Telle est la condition logique, inévitable, des époques de révolutions, et je me sers à dessein de ce dernier mot plutôt que d'en employer un autre qui pourrait me faire accuser d'injustice. De brillans écrivains se sont ingéniés, depuis quelques mois, à démontrer, avec plus d'esprit que de conviction peut-être, que la république donnerait à l'art un nouvel essor, un champ plus vaste; que, le dérobant aux mesquineries bourgeoises, elle créerait pour lui des murs gigantesques à couvrir de monumentales peintures, des galeries colossales à peupler de statues, d'immenses théâtres populaires à faire retentir des grandes voix d'airain de la Melpomène antique. Tout cela est fort beau sans doute, et le budget républicain, condamné, comme chacun sait, à de sévères économies par les gaspillages monarchiques, pourrait seul trouver à s'en alarmer. Malheureusement tout cela n'est pas encore la question, la bonne raison que, jusqu'ici, nous ne sommes pas en république, mais en révolution. Est-ce donc la même chose? Les deux mots sont-ils synonymes? L'affirmer serait médire. La république est, j'imagine, une forme de gouvernement comme une autre, et il n'y a probablement aucun motif pour qu'elle ne soit pas tout aussi stable que la monarchie. Une fois arrivé à cette phase, on pourra discuter si ses austérités ou ses grandeurs sont défavorables ou propices aux arts; si elle nous donnera des Phidias, des Michel-Ange et des Eschyle. Pour le moment, cette incertitude du lendemain, cette excitation fébrile, cette attente inquiète, cette fermentation maladive de toutes les ambitions qui trouvent, dans cette instabilité perpétuelle, un perpétuel sujet d'espérances, tout cela ne constitue pas un état républicain, mais un état révolutionnaire, et, je le répète, les malveillans seuls pourraient prétendre qu'il n'y a pas de différence.

La révolution, avec ses inquiétudes, ses anxiétés, son *inconnu*, tel est le terrain mouvant sur lequel la critique dresse aujourd'hui sa tente, et voilà pourquoi elle est obligée de s'interdire ce qui donnerait à ses jugemens une portée plus large, une interprétation plus générale que celle du fait même qu'elle examine et du moment où elle écrit. Cependant, si c'est là pour elle une condition d'infériorité, si ses solutions doivent en être moins fécondes, si elle y perd, pour elle-même, ce qui faisait son principal charme, et, pour le public, ce qui faisait son autorité, elle n'en doit pas moins rester fidèle à sa tâche, ne fût-ce que pour ne point laisser établir de prescription et de lacune. Elle doit apporter, dans la sphère de ses études, un peu de ce qui se passe dans la vie réelle. Là aussi, les révolutions nous forcent à vivre au jour le jour, elles nous interdisent ces projets, ces plans vastes, ces longs empiétemens sur l'avenir par lesquels nous aimons à nous donner le change sur l'instabilité de notre existence et la fragilité de nos destinées; mais, de même que dans cette vie sans lendemain, réduite aux prévisions et aux nécessités du moment, l'honnête homme, l'homme sage, ne cesse pas de subordonner ses actions à ces principes de moralité et de bon sens qui, plus tard, concourent à donner à l'ensemble de la vie l'harmonie des grandes lignes, de même nous ne devons jamais oublier dans nos jugemens partiels et nos appréciations isolées que l'art comme la morale, le beau comme le juste,

ont des lois impérissables que ne sauraient altérer ni les événemens qui nous frappent ni les inquiétudes qui nous agitent.

Là ne se borne pas le devoir de la critique dans les temps difficiles; il faut qu'elle se souvienne que ceux dont elle discute les ouvrages luttent comme elle contre l'inattention publique et la mauvaise fortune, et que déployer un pessimisme trop grondeur, une rigueur trop impitoyable, ce ne serait pas seulement manquer d'à-propos, mais encore donner beau jeu à ces difficultés mêmes dont elle souffre et dont elle se plaint. Puisque chaque époque a ses *actualités* de langage, puisque les habitudes militaires auxquelles nous assujettit notre liberté nous rendent plus présentes les similitudes et les images de la vie des camps, ne pourrait-on pas dire qu'aux époques de prospérité et de calme la critique ressemble à une revue, à une inspection d'une armée brillante, intacte, et où chaque négligence d'uniforme, chaque contravention à la discipline, doit être l'objet d'un examen sévère, tandis qu'au lendemain ou à la veille des catastrophes elle s'occupe plutôt de recueillir les blessés, de reconnaître les survivans au milieu du champ de bataille, moins soucieuse des détails de discipline que des marques de courage, fût-ce un courage malheureux.

Tout est courageux, sans doute, mais tout n'est pas également malheureux dans les tentatives de nos théâtres pour lutter contre les rudes épreuves de la gêne et de l'agitation publiques. Un fait digne de remarque, c'est que, pendant ces grandes commotions, la littérature, la littérature dramatique surtout, ne connaît que deux extrêmes : ou elle s'empreint des idées, des sentimens dont ces commotions ont amené le triomphe, ou bien, se transportant à l'extrémité contraire, elle s'efforce de nous distraire du présent en ressuscitant sur la scène un monde à jamais disparu et diamétralement opposé à celui qui s'agite autour de nous. Si même nous voulions faire de notre observation une malice, nous pourrions dire que, suivant qu'une révolution est l'œuvre factice d'une minorité ou l'acclamation collective et enthousiaste d'un peuple, l'art contemporain reflète avec bonheur ou écarte avec soin les images que cette révolution lui fournit. Je n'ai garde d'insister sur cette remarque, car il me faudrait ajouter, pour être véridique, que, jusqu'ici, aucune émanation directe de la révolution de février ne s'est révélée dans l'art; qu'au théâtre, par exemple, les seules pièces qui aient réussi à triompher des préoccupations générales ont été ou des joyeusetés aristophanesques, fort peu respectueuses pour les physionomies nouvelles, ou des esquisses d'une société polie, dont nous étions assurément bien loin, telles que les charmantes comédies de M. Alfred de Musset.

C'est à cette catégorie d'ouvrages, faits pour dépayser le public et nous transporter à cent lieues du monde actuel, qu'appartient *la Vieillesse de Richelieu*. A coup sûr, le maréchal de Richelieu, bien que soixante-dix ans à peine nous séparent de l'époque de sa mort, peut nous apparaître comme un personnage tout aussi lointain, tout aussi mythologique que les héros de la guerre de Troie, et, s'il suffit pour réussir de ne pas ressembler aux tribuns et aux grands hommes du moment, le succès était assuré. Par malheur, ce qui manque à la pièce, c'est le parti pris. Qu'ont voulu faire les auteurs? une comédie ou un drame? Leurs deux premiers actes ont les allures de la comédie; l'action est vivement engagée, lestement menée, et, quoiqu'il y ait déjà bien des fausses notes dans le langage et les manières du vieux maréchal, cependant ce pastel *Pompadour*

ne manque pas de piquant et de grace; mais, au troisième acte, la pièce tourne au drame, et le maréchal de Richelieu se trouve mêlé à des reconnaissances maternelles et filiales, à une intrigue romanesque et pathétique, où il ne joue pas, il faut bien le dire, un rôle fort brillant. Je passerais cependant condamnation sur ces deux élémens hétérogènes, sur la juxtaposition de la comédie et du drame, si l'intention générale de la pièce avait plus de netteté. Il me semble que le sujet pouvait être envisagé de deux manières : il fallait ou nous donner un tableau de genre, gai, vif, animé, *tout à l'ambre*, sans grande prétention morale, et contrastant, par la grace des détails, l'élégance du dialogue, la futilité et l'enjouement mondains, avec nos mœurs de 1848; ou bien, ce qui eût été moins vrai, mais plus *actuel* et plus poétique, essayer de nous peindre la période du désenchantement dans le cœur d'un roué sexagénaire, le vague regret de n'avoir pas connu l'amour véritable, s'emparant d'une ame sèche, blasée, égoïste, et lui apprenant qu'en dehors des galanteries et des bonnes fortunes il existe un idéal qu'elle n'a jamais effleuré, une page qu'elle n'a point ouverte. Ce regret tardif et, pour ainsi dire, ce pressentiment rétrospectif de la vraie tendresse, de l'amour poétique et sincère, opposé à la passion romanesque et juvénile de René, eût pu être fécond en effets dramatiques, donner à *la Vieillesse de Richelieu* une conclusion morale, et mêler aux incidens cette analyse délicate, cette fine étude du cœur, qui a si bien réussi à M. Feuillet dans des œuvres de moindre dimension. Peut-être ce Richelieu n'eût-il pas été le Richelieu de l'histoire, des vers de Voltaire et des petits soupers; mais il eût été plus acceptable que ne l'est le héros de la pièce nouvelle, lorsqu'il débite des tirades sur les progrès de l'humanité, sur les révolutions à venir, sur le moment où il sera plus beau d'être *homme* que *gentilhomme*. Comment des hommes d'esprit ont-ils pu se tromper à ce point? M. Bocage, qui débutait dans cette pièce, a encore exagéré cette dissonance, qu'il faut peut-être attribuer à ses entêtemens démocratiques. Sans doute, M. Bocage aura trouvé piquant de réaliser en sa personne ce Richelieu socialiste, humanitaire et si peu ressemblant au véritable. Il a eu tort cependant d'oublier que le comédien doit s'inspirer du personnage et non pas le personnage du comédien.

Quoi qu'il en soit, *la Vieillesse de Richelieu* est, malgré ses défauts, une pièce agréable, intéressante, recommandable surtout par ces heureuses qualités de distinction et de style qui se sont révélées déjà dans les premières tentatives de M. Feuillet. Mais que dire de *Catilina?* Comment qualifier cette aberration, ou plutôt cette suprême décadence d'un écrivain qui s'annonçait, il y a vingt ans, avec de si brillantes facultés dramatiques? *Catilina*, nous le savons, n'a été pour M. Dumas qu'un de ces *clous* auxquels il suspend ses tableaux de fantaisie et ses silhouettes contemporaines : procédé bizarre, qui, dédaignant cette vérité historique et cette vérité humaine qui sont l'essence même du drame, transporte sur le théâtre, émancipé par l'école nouvelle, l'allusion, le badigeon moderne, le trait emprunté à notre histoire de chaque jour, la tirade en prose ou en vers applicable aux questions qui nous occupent, moyens de succès qui ressemblent fort à ceux qu'employaient, dans leur plus beau temps, la tragédie philosophique et la tragédie de l'empire. Est-ce là, nous le demandons à M. Dumas, qui, dans ses momens perdus, a daigné traduire Shakspeare, est-ce là le genre de mérite qui éclate dans *Coriolan*, dans *Jules César*, dans *Antoine et Cléopâtre?* Sans

doute il y a parfois, dans ces grandes pages du poète anglais, des tons qui se heurtent, des passages où le XVI[e] siècle et la cour d'Élisabeth ont déteint sur l'histoire romaine; mais l'homme y est toujours vrai, et, à défaut d'une scrupuleuse exactitude de costumier et d'érudit, on y rencontre ce sentiment juste et vif des événemens et des personnages qui, à travers le lointain de l'histoire, suffit à la vérité relative des tableaux. M. Dumas, au contraire, s'inquiète avant tout des détails de couleur locale; il met une affectation puérile à nous montrer de quelle façon s'accomplissait à Rome telle ou telle cérémonie, comment s'habillaient les courtisanes, de quel fard se servait César pour ajouter à la blancheur de son teint. N'ayant plus ni le temps ni la force d'être poète dramatique, il se fait archéologue; puis, quand tout ce bric-à-brac est étalé sur la scène, peu lui importe que les personnages qu'il y amène soient des hommes ou des marionnettes. M. Dumas a-t-il seulement lu Salluste avant d'écrire sa pièce? A-t-il cherché à ranimer sa palette à l'aide des tons merveilleux de cet immortel coloriste de l'histoire? Je le soupçonne d'en être resté à cette première ligne: *Jam primum adolescens Catilina multa nefanda stupra fecerat.... cum sacerdote Vestæ.* Ce viol d'une prêtresse de Vesta aura sans doute paru à l'auteur d'*Antony* ou d'*Angèle* devoir être le nœud de son drame, et l'illusion a pu être d'autant plus complète, que, dans le fait, son Catilina n'est qu'un Antony, un rêveur, un de ces héros modernes qui se plaignent de leur isolement de cœur, de leur existence brisée, de l'inutile grandeur de leurs facultés inactives, et qui traduisent habituellement leurs plaintes et leurs souffrances intimes en crimes ou en extravagances. Une fois soumis à ce *système métrique* du drame contemporain, vous comprenez ce que peuvent être cette pièce et ce héros. La pièce s'embrouille, s'enroule, s'allonge à l'infini à travers le dédale obligé d'accouchemens clandestins, d'enfans apocryphes, de cachettes, de souterrains, d'enlèvemens et de reconnaissance. Le héros n'est conspirateur et factieux que faute d'avoir une femme à chérir et un enfant à élever. Il emploie le meilleur de son temps à rechercher cet enfant qui le sauvera de lui-même et lui apprendra à être bon père, bon époux, bon citoyen, dévoué à Cicéron et à tous les conservateurs romains. Peut-on pousser plus loin l'inintelligence ou le dédain de la vérité, ou même du bon sens historique? Eh! ne nous décrivez pas si bien les enterremens et les élections, ne nous parlez pas tant de la litière de Fulvie ou des tourterelles bleues d'Orestilla, et n'oubliez pas, à chaque ligne, ce que c'était que l'amour, la paternité, les relations de famille, dans cette société romaine que vous vous efforcez de nous peindre. Chose remarquable! l'école à laquelle appartient M. Dumas a reproché, non sans raison, à la tragédie classique l'uniformité de ses procédés; ces songes, ces récits, ce langage de convention, ces formes traditionnelles; elle lui a reproché d'habiller à la française les Grecs, les Romains et les Turcs. Cette monotonie extérieure n'était du moins que le côté accessoire du drame: au-dessous pouvait se cacher, pourvu qu'un grand poète s'en mêlât, une étude exacte, habile, instructive des époques que l'on ressuscitait, des événemens que l'on retraçait sur le théâtre. Qu'importent les fades amours de Britannicus et de Junie, qu'importe que la Cléopâtre de Corneille nous parle de *ses beaux feux*, que Bajazet et Atalide s'oublient un moment sur la carte du tendre? Le César de Corneille en est-il moins grand? Agrippine et Néron moins vrais? Roxane moins sensuelle et moins passionnée? A travers le

style du temps, je retrouve Tite-Live dans *Horace*, Tacite dans *Britannicus*; retrouvez-vous Salluste dans *Catilina?*

Ainsi, de défaillance en défaillance, le drame moderne est arrivé au même résultat que la plus mauvaise tragédie classique : comme elle, il vit d'allusions; comme elle, il défigure les événemens, les époques et les hommes. Partis des deux extrémités de l'art dramatique, ils se rencontrent sur un même point, l'ennui : *Catilina* est aussi ennuyeux que la *Rome sauvée* de Voltaire, et *Rome sauvée* a sur *Catilina* l'avantage de durer quatre heures de moins.

Ces drames incommensurables, ces romans-feuilletons dialogués, dernière importation de la muse, ou, pour mieux dire, du mercantilisme moderne, auront reçu, nous l'espérons, leur coup de grace des événemens politiques. L'esprit fatigué, tendu par les tristes préoccupations qui nous obsèdent, ne se laissera plus imposer ces laborieux plaisirs, ces accablantes épopées qui vous clouent sur votre stalle jusque bien avant dans la nuit, et ne sont qu'un triste surcroît aux lassitudes et aux ennuis de la vie réelle. On peut supposer aussi que les mêmes causes nous délivreront à l'Opéra de ces grandes tragédies lyriques, divisées en cinq actes, et où les retentissans effets d'orchestre tiennent malheureusement plus de place que la mélodie. Le nouvel ouvrage de MM. Scribe et Clapisson, *Jeanne la Folle*, est conçu dans ce système, et, malgré des mérites réels, le succès en souffrira. Le libretto est habilement coupé; il abonde en situations musicales, et M. Scribe a tiré parti, avec son tact et son adresse habituelle, d'un sujet tant soit peu ingrat et légèrement invraisemblable : une femme devenant folle par excès d'amour pour son mari, manifestant cette folie et cet amour en poignardant cet époux trop aimé, et promenant ensuite ce corps inanimé à travers les grandes routes. La partition de M. Clapisson se ressent, pour nous servir de l'expression consacrée, de la précipitation extrême avec laquelle il l'a écrite. Il y a dans le monde musical deux ou trois traditions, celle de la prière de *Moïse*, composée en quelques minutes, celle du quatrième acte de *la Favorite*, achevé en une soirée, qui nous paraissent d'un bien dangereux exemple, en ce qu'elles engagent les compositeurs à abuser de leur facilité, et leur persuadent que, s'il est arrivé parfois de faire lentement et mal, ce sera pour eux une raison de faire bien en faisant vite. Ce qui nous a le plus frappé et le plus surpris dans l'opéra de M. Clapisson, c'est l'absence presque totale de mélodie. Le travail d'orchestre est parfois d'une délicatesse et d'une distinction exquises; nous avons remarqué la ritournelle et l'accompagnement de l'air :

Ouvrez-nous, soldat! ouvrez-nous!

La première partie du divertissement est instrumentée avec une variété de détails qui fait passer le motif principal par une foule de combinaisons et de demi-teintes. Il y a au quatrième acte un charmant solo de violoncelle, et, au commencement du cinquième, un très joli chœur avec des notes piquées. Le finale du second acte et celui du quatrième sont traités avec une grande largeur de style et une irréprochable entente des masses vocales; mais l'oreille fatiguée par tant de bruit appelle en vain quelque fraîche mélodie, quelque douce cantilène qui plane un moment sur l'ensemble avant de s'engloutir dans les tumultueuses profondeurs de l'orchestre. Dans ses précédens ouvrages, M. Clapisson avait fait

preuve de qualités mélodieuses qu'il a eu tort d'oublier en frappant à la porte de l'Opéra. Les compositeurs de talent qui, comme M. Clapisson, s'élèvent de notre seconde scène lyrique à la première, sont bien mal inspirés, lorsque, traitant légèrement ces mérites aimables, ces chants attrayans et faciles qui firent leurs premiers succès, ils visent à ces beautés bruyantes, à cette science du tapage qui assourdit quelquefois, mais qui ne charme pas toujours. On a vanté chez certains hommes la dignité du silence; on dirait que les compositeurs dont je parle recherchent la dignité du bruit. Cette erreur, et en général le système dans lequel sont conçus ces opéras en cinq actes, tels que *Jeanne la Folle*, tiennent à l'importance extrême qu'on avait donnée, dans ces derniers temps, à la musique. Du moment que la musique, au lieu d'être ce qu'elle sera toujours, un art charmant, une sorte de rêverie rhythmée, pleine de séduction pour l'ame et surtout pour les sens, devenait une philosophie, une des sérieuses notions de l'esprit humain, un des graves intérêts de la société et du monde, on comprend qu'elle traitât de puissance à puissance, et, comme les gens qui ont leur position faite, se crût dispensée de plaire et de charmer. C'était l'époque où les pianistes se croyaient des hommes d'état, et où il suffisait d'avoir écrit une sonate ou de savoir chanter un air, pour être regardé comme un personnage essentiel à la prospérité publique. Mais le malheur rend modeste et sage; aujourd'hui que les orages politiques ne laissent plus aux musiciens comme aux poètes, aux compositeurs comme aux écrivains, qu'une toute petite place qu'on leur dispute encore et que M. Proudhon voudrait bien ne pas leur laisser, ils comprendront que, pour attirer à eux ce public qui a tant besoin de distractions douces, il vaut mieux être aimable que pédant, mélodieux que tapageur; que, si la musique n'intervient plus dans la direction des empires, si elle renonce à ses allures philosophiques et sociales, si elle ne met plus en *mi bémol* et en triples croches les destins de l'humanité, il lui reste à faire passer sur nos fronts échauffés par l'orage les brises des régions heureuses, à nous ramener, sur les ailes de la mélodie, vers cet idéal qu'effarouchent les révolutions, à nous faire oublier, de temps à autre, qu'il existe à deux pas de nous des tribuns, des sophistes et des démagogues; voilà sa tâche aujourd'hui : qu'elle ne s'en plaigne pas; il en est peu d'aussi belles!

Ce bonheur *d'oublier*, nous l'avons goûté, l'autre soir, à l'Opéra-Comique, où *le Val d'Andorre*, de M. Halévy, a obtenu un grand et légitime succès. Nous avons été souvent sévère pour M. Halévy. Tout en reconnaissant les beautés correctes, élevées, magistrales, qui abondent dans *la Juive* et qu'on rencontre çà et là dans *la Reine de Chypre* et dans *l'Éclair*, il nous semblait que ce talent se recommandait plus par l'habileté que par la verve. Dans *le Val d'Andorre*, M. Halévy est demeuré toujours habile : il y dessine son orchestre avec la même élégance, il y combine avec un égal bonheur les effets d'instrumentation; mais il y déploie aussi une richesse d'idées, une abondance de mélodies auxquelles il ne nous avait pas accoutumés. L'effort s'y fait moins sentir que dans ses autres ouvrages, et lorsque le musicien a recours à la science, ce n'est plus comme but, c'est comme moyen et pour atteindre à des effets larges, pathétiques, inspirés, qui charment ou qui émeuvent. Le poème de M. de Saint-Georges, sans être un chef-d'œuvre d'originalité et de distinction, a le mérite d'être constamment intéressant et de rester toujours dans ce milieu sympathique où le compositeur n'a plus qu'à faire

vibrer les cordes sonores que l'on met sous ses doigts. Cette tâche, M. Halévy l'a remplie à merveille, et les applaudissemens de la salle entière lui ont prouvé que, cette fois, il avait rencontré juste. Nous ne pouvons, on le comprend, citer tous les morceaux remarquables de cette belle partition. Le succès a commencé à l'air montagnard chanté par le vieux pâtre, et est allé *crescendo* jusqu'au dénouement. L'accompagnement de cornemuse, d'un dessin si piquant et d'une si excellente couleur, les couplets de la *Marguerite*, d'une simplicité touchante, le grand air, tout brodé de vocalises dentelées avec une délicatesse et une élégance irréprochable, les couplets du sergent recruteur, le trio du second acte, la marche militaire, le finale et le chœur du jugement, tels sont les morceaux que le public a applaudis avec le plus d'enthousiasme. Ajoutons que tout a concouru au succès de la soirée, l'éclat de la mise en scène et la verve de l'exécution aussi bien que le mérite de l'ouvrage.

Nous le répétons, ce succès a été très grand, et, malgré la gravité des circonstances et l'agitation des esprits, *le Val d'Andorre* attirera la foule. M. Halévy aura eu l'honneur de rompre cette espèce de *jettature* qui, depuis la révolution de février, semblait s'attacher aux œuvres d'art. Cette heureuse expérience prouvera, nous l'espérons, que lorsqu'un ouvrage atteint, dans son ensemble et dans ses détails, une certaine perfection relative, lorsqu'il s'y joint l'attrait d'une exécution intelligente et chaleureuse, c'est assez pour vaincre les difficultés du moment et ramener le public à ses goûts, à ses plaisirs accoutumés. Que ce soit là un encouragement pour ceux qui n'ont pas déserté la cause de l'art, et ont refusé d'échanger leurs calmes et délicates études contre les excitations bruyantes du carrefour et de la rue! Les arts, en temps ordinaire, ne sont pour ainsi dire qu'un luxe de plus ajouté aux autres luxes, une jouissance exquise concourant au bien-être universel; mais dans les temps de souffrance, d'anxiétés et d'orage, leur influence est plus précieuse encore. Ceux qui, comme la musique, restent dans le domaine de la rêverie et se bornent à parler à l'ame un vague langage, plein d'enchantemens et de mélodies, ont à faire oublier les douleurs du présent, les incertitudes de l'avenir, et à écarter de nous, par une sorte de magie bienfaisante, tout ce qui n'est pas cet idéal charmant des jours heureux et des paisibles pensées. L'art de l'écrivain et du poète, plus militant et plus précis, agissant plus directement sur la foule, peut voir aussi grandir dans l'adversité sa mission et son rôle; il peut servir de contre-poids salutaire à ces passions malfaisantes, à cette démagogie grossière qui, parlant au nom des progrès de la liberté et de l'intelligence, est au fond la plus mortelle ennemie de l'intelligence et de la liberté véritable. Qu'il entre résolûment dans cette route; au lieu d'être le luxe de la société, qu'il en soit l'appui; au lieu d'être l'ornement de la civilisation, qu'il en devienne l'arme. Quelle que soit l'issue de sa lutte contre ces principes destructeurs, contre ces doctrines subversives, aussi hostiles à ce qui charme le monde qu'à ce qui l'abrite, partager les périls de la société même, s'associer à ses souffrances, contribuer à son salut, sera pour l'art un insigne honneur, digne de tenter les ames généreuses et les austères génies.

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 novembre 1848.

Le National nous raillait l'autre jour de l'air le plus galant du monde. Comment, nous disait-il, comment peut-il arriver que vous soyez si chagrins quand nous sommes si contens, et n'est-ce pas à la fin ridicule de vous obstiner dans vos tristesses, quand nous faisons de notre mieux pour vous tenir en joie? L'*homme* de la *Revue* vraiment est né d'humeur mélancolique et maussade!—Nous ne nous étonnons pas de voir toujours tant de gaieté chez les gens de M. Marrast; ils devraient seulement y mettre un peu de pudeur : on sait bien que ce n'est pas eux qui paient les violons. *Le National* s'appelait autrefois Armand Carrel : celui-là était un esprit sérieux qui n'avait d'illusions sur rien, pas même sur la valeur de son parti. Puis est venu M. Armand Marrast, un esprit médiocrement nourri, mais suffisamment alerte, qui a gambadé pas mal d'années autour du même article avec la même grace universitaire et charivaresque. On prétend maintenant que c'était là du pur atticisme, et l'on espère loger cet athénien à l'académie. Evidemment, on le juge par comparaison avec ses successeurs. Ceux, en effet, qui l'ont remplacé lui ont gâté son journal sous le poids de leur gauche et lourde éloquence. Il eût été mieux de le supprimer tout de suite en faisant de la rédaction en masse des ambassadeurs et des préfets que d'y laisser ainsi des sous-ordres compromettre leurs chefs de file. La petite église des républicains de la veille s'est trouvée, de la sorte, cruellement desservie par l'impuissance prétentieuse de son unique organe; n'ayant plus ni rhétorique ni paillettes pour dissimuler sa pauvreté, elle a été obligée de se montrer au naturel, et le spectacle qu'elle a donné d'elle-même par cette candeur involontaire n'était pas propre à séduire. La coterie qui grimpait au Capitole avait chargé ses écri-

vains de l'arrière-ban d'expliquer au pays qu'elle était à elle seule l'alpha et l'oméga, la loi et les prophètes, la république incarnée; le pays les a pris au mot, tant ils s'acquittaient bien de leur tâche; le pays n'a pas douté de l'incarnation, mais l'établissement ainsi personnifié lui a semblé de si mauvaise mine, qu'il a douté de l'établissement. Quels griefs n'aurions-nous pas contre *le National* et tous les siens, si nous étions de plus grands républicains que nous ne sommes!

Nous ne sommes pas très anciens dans l'amour de la république, mais nous sommes vieux dans l'amour de notre patrie, et quant à nous, c'est à ce titre-là que nous demandons compte aux pédagogues du *National* de toutes les chances désastreuses amassées sur l'horizon par leurs velléités de dictature. «Nous voulons *une gouverne,* crie-t-on dans les campagnes; la république n'a pas encore son roi, nous allons lui en apporter un, » et l'on revient ainsi à l'idée monarchique par une route vis-à-vis de laquelle nous ne pouvons cacher ni nos appréhensions ni nos déplaisirs. Est-ce donc que la France ait absolument besoin de risquer tout pour se venger du « coup de balai de février, » comme parle M. Proudhon? ou bien est-ce qu'elle ait une peur désordonnée de ces folies qui ne cessent de gronder en bas? De tout cela, sans doute, il y a beaucoup dans cet entraînement ou plutôt dans cet écart qu'elle subit au moins autant qu'elle s'y livre; mais, rancune ou frayeur à part, il y a quelque chose aussi qui la pousse à l'extrême, c'est l'ennui du *National*. L'ennui, le dégoût, vous gagnent à entendre ces hommes, que l'expérience aurait dû si cruellement désabuser, se vanter encore maintenant de vous avoir affranchis et sauvés. On est excédé de leur optimisme; on ne leur pardonne pas de se croire si forts quand on les sent si faibles, et la fatuité de leur politique vous irrite assez pour ne leur épargner aucune leçon. Nous rendons cette justice au général Cavaignac, qu'il s'est efforcé de bonne foi de remettre à sa place ce cénacle de médiocrités; mais il en a gardé dans ses alentours je ne sais quelle ombre malfaisante qui plane sur sa tête et obscurcit sa conduite. Il ne s'est point encore assez nettement séparé de cette petite faction, qui, à moitié bourgeoise, voudrait paraître à moitié socialiste pour avoir une raison d'être et s'appliquer une physionomie. Un jour il accepte M. Dufaure, le lendemain il retourne jusqu'à M. Recurt. La circulaire qu'il publiait hier est pleine de nobles sentimens et d'intentions excellentes; par malheur, il est impossible d'y reconnaître si la république date pour lui du 4 mai ou du 24 février. La république du pays n'est née que le 4 mai; le président de cette république-là n'a pas le droit de remonter plus haut, sous prétexte de chercher une meilleure origine. Lorsque le général Cavaignac aura dit plus explicitement qu'il se contente lui-même de l'origine à laquelle l'immense majorité veut s'en tenir, il aura beaucoup relevé sa candidature. Le bon moyen de la perdre, ce serait d'admettre encore une légitimité républicaine fondée sur l'acclamation du pays, en dehors de son adhésion régulière et légale. C'était ainsi que le roi Louis XVIII déclarait qu'il était rappelé par l'amour de ses peuples. L'amour et l'acclamation des peuples, voilà l'éternel argument dont on se prévaut quand on a l'ambition d'octroyer une charte, au lieu de la consentir. Le tort du *National,* c'est de prétendre octroyer quoi que ce soit à la France, n'étant que ce qu'il est.

Voyez combien ce tort est funeste et comme nous payons cher cette fantaisie présomptueuse. En haine du culte qu'on tâchait de lui imposer pour une légitimité républicaine, la nation se rejette vers la plus désespérée de ses légitimités

dynastiques. On a pris un Bonaparte comme on était censé devoir prendre la république, par instinct et par élan. Il semble qu'on veuille se dédommager de l'enthousiasme que les vainqueurs de février exigeaient pour leur chef-d'œuvre, en s'enthousiasmant pour un nom dont tout le mérite est la négation de février. Février nous a valu le suffrage universel : le suffrage universel répond à ses auteurs par un grand coup porté contre leur édifice. Le sentiment monarchique, aux prises avec les institutions nouvelles, s'empare de leur mécanisme pour revendiquer une satisfaction; c'est le mouvement spontané des masses qui jette un neveu d'empereur au sommet d'une république.

Ce mouvement était-il invincible et fallait-il le détourner, même au risque de l'amoindrir, quand il aboutissait à l'invention d'une candidature aussi étrange et, sous tous les rapports, aussi peu raisonnable? La question regardait naturellement ce grand parti modéré, qui ne saurait renoncer à ses souvenirs tant que la république ne sera pas devenue sienne. La question ainsi posée, beaucoup dans ce parti, et des plus illustres, beaucoup ont cru qu'il ne leur appartenait point de se placer entre la république et la Providence, qui paraissait la châtier; ils ont été plus loin, ils ont pris ouvertement parti pour la Providence, sans s'effrayer de ce qu'elle se présentât ici sous le masque de M. Louis Napoléon. Nous, et beaucoup encore dont le nombre ira peut-être bientôt en croissant, nous ne sommes pas aussi braves, et, puisque la Providence a le caprice de se déguiser si bien, nous voulons qu'elle nous pousse assez fort pour nous obliger à la reconnaître sans que nous ayons à lutter contre d'insurmontables scrupules. Lorsque les voies par où elle passe sont si extraordinaires, qu'on puisse douter qu'elle les suive, elle ne peut pas nous condamner à les préparer. Nous avons dit toute notre opinion, il y a quinze jours : cette opinion n'a point changé. Nous avons le regret de penser là-dessus autrement que des personnes dont nous respectons profondément la parole; mais il nous est impossible d'accepter un mot d'ordre qui n'a point d'écho dans notre conscience.

Bien d'autres avec nous s'alarment de cet inconnu sans fond où l'on ne craint point de se lancer à la suite de la multitude. Le prince Louis, c'est l'inconnu, et ses auxiliaires s'en vantent, nous parlons des sages, de ceux qui ne l'appellent point ou l'avenir, ou l'histoire, ou l'envoyé de Dieu. — On connaît trop le reste; nommons celui-là, puisqu'on ne le connaît pas. — Ce raisonnement n'a qu'un malheur, c'est qu'il est à double tranchant. Nous visitions ces jours-ci un club démocratique et social, où, par-devant le commissaire de police, on s'engageait à loger une balle dans la cervelle de celui qui voudrait restaurer la royauté; à celui-là on ne donnait que trois jours de répit. C'était à propos des candidatures. Quant au général Cavaignac, on le connaissait assez pour ne pas plus le discuter qu'on ne discutait ou Thiers ou Bugeaud; mais le prince Louis, au dire de ces messieurs, méritait plus d'honneur, vu qu'on ne le connaissait pas, et qu'il se pouvait bien qu'il fût socialiste, puisqu'il avait un secret pour l'extinction du paupérisme. Le secret se trouve, en effet, tout au long dans un petit in-32, qui n'est plus aujourd'hui annoncé sur les affiches électorales du libraire de M. Louis Bonaparte, mais qui n'en avait pas moins, au mois de septembre, atteint sa quatrième édition. Le secret consiste à racheter aux frais de l'état le quart de la France agricole pour en faire le domaine commun d'une association de 25 millions de prolétaires. Il n'y a plus que ce moyen, selon l'auteur, d'é-

chapper « à la féodalité de l'argent dans un monde égoïste, où la classe ouvrière est comme un peuple d'ilotes dans un peuple de sybarites. » Ce langage ressemble à s'y méprendre au langage des banquets et des clubs. De bonne foi, le prince qui le parle n'est pas même tout-à-fait l'inconnu, et, sans tirer de là d'autre induction, nous pouvons tout au moins affirmer qu'il ne saurait être l'expression très spéciale et très déterminée du parti modéré.

Nous sommes de ce parti; notre pensée, notre cœur, lui appartiennent; nous croyons qu'il n'y a rien de sérieux et de vrai en France hors de lui : aussi sommes-nous toujours affligés quand nous le voyons se rallier sous un drapeau d'emprunt, au lieu d'arborer le sien, comme s'il était embarrassé lui-même d'en avoir un, ou comme si les mains lui manquaient pour porter celui qu'il a. Cette extrême modestie lui sied mal et ne lui réussit guère. Ainsi, lors des élections de septembre, il a manqué sa campagne en essayant de se fusionner avec la minorité des républicains de naissance, et le voilà maintenant qui est sommé d'aller se perdre sans réserve dans l'impulsion irréfléchie des masses. Encore une fois, le prince Louis ne lui plaît pas; il ne le propose pas, il l'adopte, mais il l'adopte avant de lui faire des conditions, avant d'obtenir son programme, en laissant à sa candidature toutes les significations qu'il plaît aux uns et aux autres de lui prêter, sans l'inviter à choisir lui-même entre toutes. Ne serait-ce pas encore l'histoire des banquets de la réforme qui ont donné plus qu'on n'en voulait tirer, parce qu'on s'attablait avec trop de monde? Vive Napoléon ou vive la réforme! n'est-ce pas tout un? Vive le mystère! vive le coup de dés! Attrape qui peut!

Effrayés de ces incertitudes, nous aurions désiré que le parti modéré se mît d'accord sur un candidat qu'il pût avouer hautement et qui ne représentât que lui. C'est pour cela que nous avons été les premiers à porter le maréchal Bugeaud. Nous n'ignorions pas que l'on pouvait ainsi aider à la candidature du général Cavaignac en renvoyant à l'assemblée, par la division des suffrages, le choix définitif du président de la république; mais d'abord il n'est pas infailliblement démontré qu'à l'aide d'une bonne volonté très active, la faveur des campagnes ne pût se déverser sur un candidat qui l'eût rassurée, au lieu de l'éblouir. Il n'est pas non plus démontré que les inconvéniens de la candidature impérialiste ne finissent point par choquer assez de gens pour en rejeter beaucoup du côté du général Cavaignac, et pour donner à sa position une influence qu'elle n'aurait point eue autrement. Enfin, quelles que soient les éventualités qui peuvent sortir d'une telle perturbation électorale, il était peut-être plus facile de s'approprier le présent qu'il n'est sage de jouer ainsi le tout pour le tout, en vue de l'avenir. Le général Cavaignac ne pouvait point se passer de l'assemblée nationale pas plus que l'assemblée ne pouvait éviter de se retremper dans le suffrage du pays. Exalté en sa qualité impériale par un vœu qu'il aura lieu de croire unanime, le prince Louis ne dépendra point d'une assemblée, quelle qu'elle soit. Nous sommes et nous restons trop sincères constitutionnels pour nous réjouir d'une situation aussi anormale : derrière la république qu'elle pourrait sans doute endommager, et que nous n'avons pas mission particulière de défendre, il y a le pays qui, au demeurant, supporterait les coups. Le prince est mauvais cocher, tout le monde en convient : tant mieux, s'écrie-t-on, il embourbera la voiture! Grand merci! nous sommes dedans!

Et cependant le maréchal Bugeaud se désiste d'une candidature qu'il savait

très sérieuse. Nous avons des raisons de penser qu'on s'est, jusqu'à certain point, beaucoup pressé d'utiliser ce désistement, et nous sommes sûrs qu'il n'a été donné au profit de personne. Le maréchal n'a pas l'habitude des ambages; il a dit tout bonnement à ceux qui le serraient de près pour avoir son renoncement : « Cherchez ailleurs qui vaille mieux que moi! » C'est un avis de mauvaise humeur et dont le ton sent un peu son terroir, nous en convenons volontiers; toujours est-il qu'on n'a trouvé personne, puisqu'on met le prince Louis en avant. Frustrés jusqu'à nouvel ordre de toute représentation qui soit réellement propre au parti modéré, entre un candidat qui nous déplaît et un candidat qu'il n'est point dans notre position de soutenir, nous attendons avec anxiété l'issue de cette gageure dans laquelle la France sert d'enjeu. Il peut s'accomplir de grands reviremens en trois semaines. Le général Cavaignac peut forcer les suffrages en prenant, plus haut encore qu'il ne l'a fait dans sa circulaire, les engagemens auxquels M. Thiers l'a convié. Le prince Louis peut perdre la faveur qui le pousse, par cette raison souveraine qu'elle le pousse déjà depuis trois mois. En tout cas, et quel que soit le vote du pays, il est maintenant très difficile que ce vote soit l'expression profonde et complète de ses sentimens les plus généraux; il y mèlera trop de considérations étrangères à la personne de l'un ou de l'autre candidat. Son expression véritable se trouvera dans le renouvellement de l'assemblée. Nous nous gardons bien de désirer que celle-ci disparaisse devant le futur président sans achever les lois organiques; mais nous avons hâte que ces lois soient terminées, que la présidence soit régulièrement assise sur le pouvoir législatif, que l'exécutif soit bientôt à même de fonctionner, pour que le pays se reconnaisse et se juge plus sûrement dans les mandataires auxquels une seconde fois il confiera le soin de le représenter.

Ainsi ce grand problème de la présidence pèse sur tous les esprits comme sur toutes les affaires, sur la situation à venir comme sur la situation présente. Stagnation à la Banque, baisse des valeurs à la Bourse, toute cette panique de l'argent n'a pas d'autre cause que l'émoi des chances ouvertes au pays par l'élection du 10 décembre. La constitution a été révisée, votée, promulguée; tout ce travail parlementaire s'est accompli sous l'impression des dangers dont le président de la république pouvait menacer la charte républicaine. Tout à la fin de ce pénible enfantement, comme si la fragilité de l'œuvre apparaissait mieux maintenant qu'elle était à bout, nos législateurs ont multiplié les précautions pour empêcher qu'on ne la brise. M. Crémieux avait aboli le serment politique; on a plus peur de l'ambition du président qu'on n'a d'admiration pour la grandeur d'ame de M. Crémieux. Le président jurera fidélité à la république et à la constitution. Pourquoi n'a-t-on pas ajouté que ce président ne serait jamais de la taille du fameux capitaine qui disait que le serment était une toile lâche à travers laquelle on passait toujours quand on était fort? Le président ne pourra pas être remplacé par un membre de sa famille, fût-ce un cousin au sixième degré. Et si le pays se persuade qu'il aime la famille? Enfin, si le président s'avise de dissoudre l'assemblée, c'est à l'assemblée que revient son pouvoir; il est déchu de ses fonctions et mis de droit en jugement : reste à le tenir avant qu'il nous tienne. On comprend donc qu'il n'est pas si facile à la république de vivre avec son président, et il faut qu'après avoir cru détruire la tyrannie, on lui laisse encore bien des portes ouvertes pour qu'on ait besoin de tant de barrières. La tyran-

nie constitutionnelle avait du moins cela de bon, qu'elle ne réservait plus que des secondes places à l'appétit des ambitieux. L'effort, étant vers un but moins sublime, tirait moins à conséquence.

Pour M. Antony Thouret, il n'y allait point par tant de chemins et coupait court à toutes les craintes en supprimant la candidature qui les provoquait. Par un bel et bon amendement, il déclarait M. Louis Bonaparte hors de concours; c'était une résolution héroïque qui venait *in extremis*. Le général Cavaignac ne pouvait manquer de se refuser au coup d'épaule qu'on lui donnait; à la façon dont s'y prend M. Thouret, il y avait de quoi le renverser plutôt que le soutenir. Le général *a soif de connaître l'opinion du pays!* Nous aurions désiré, pour notre compte et même aussi pour le sien, que cette soif fût moins ardente, et nous ne pouvons nous empêcher de pressentir une certaine fébrilité maladive dans cette impatience avec laquelle on a repoussé un provisoire de six mois, qui, par ce temps-ci, valait presque un siècle. Que de soucis on se fût épargnés de tous les côtés, en ajournant à un même délai l'élection du président et la réélection de l'assemblée nationale! Du reste, il paraît que l'impatience du général Cavaignac gagne beaucoup les amis qu'il a dans l'assemblée; ils sont aussi pressés que lui de savoir « où est la confiance du pays. » Il leur serait même assez agréable de la diriger un peu, et ils voudraient bien entrer en campagne. Nous ne les blâmerions pas d'un zèle très permis, s'ils ne sacrifiaient trop, dans cette occasion, le soin de la sécurité publique, dont ils sont investis par leur mandat, au service de sympathies particulières, que leur mandat ne recommande pas. Les sympathies particulières engageraient quantité de députés à retourner chez eux pour appuyer de leur présence la candidature de leur goût. La sécurité publique veut que l'assemblée reste au lieu de ses délibérations en nombre respectable, pour faire face à tout événement, et quel événement ne peut-on pas prévoir aujourd'hui! D'abord, inspirée par cette sage appréhension, l'assemblée, saisie d'un projet spécial, avait décidé qu'elle ne se prorogerait pas; mais, les convenances personnelles se mêlant aux intentions politiques, elle est revenue en fait sur le principe qu'elle avait adopté en droit, et, malgré l'opposition plus courageuse qu'habile de M. Lherbette, elle donne des congés par masse, si bien qu'on lui demande maintenant de réduire le *quorum* nécessaire à la validité de ses actes.

C'est devant cette assemblée ainsi diminuée que se discute le budget rectifié de 1848, et c'est un singulier spectacle de voir le comité des finances, armé du droit d'économie que la république s'est arrogé comme une vertu inhérente à sa nature, éplucher un budget de 1,800 millions pour y trouver 6 millions à rabattre. Les hommes spéciaux n'ont qu'à ouvrir la bouche pour établir qu'il n'y a point de réduction possible, à moins de vouloir désorganiser les services, et, quant aux réductions faites par les procédés arbitraires du gouvernement provisoire ou de ses plus directs imitateurs, on leur sait moins de gré du bénéfice qu'elles donnent qu'on ne leur en veut du désordre qu'elles causent. Il n'est personne cependant qui ne sente vivement la gravité de la situation financière. A moins d'accidens nouveaux d'ici à la fin de l'année, nous couvrons encore tant bien que mal l'exercice 1848 avec force emprunts et ressources extraordinaires. L'équilibre de 1849 est loin, malheureusement, d'être aussi probable, et, sans compter que cet exercice aura d'abord à supporter le déficit des 90 millions que nous couvrons cette année avec les 200 millions empruntés à la Banque, il a

chance de se solder par des déficits plus considérables encore. Économisons donc de notre mieux, et M. Bineau ne s'y épargne pas, mais en pure perte. C'est à peine s'il peut rogner à tout hasard sur le budget de la monarchie. Les républicains de l'ancienne opposition et de la nouvelle dynastie avaient beau déclamer contre les prodigalités et les gros traitemens; évidemment il n'y avait d'économie réelle à faire que sur l'argent que nous a coûté la république.

Ainsi, aurait-on été bien avancé de fixer à 1,600 fr. au lieu de 1,800 le traitement des juges de paix? Le comité des finances, qui avait conseillé ce grand coup, n'a pas même pu le soutenir, et s'est tenu pour content d'avoir grapillé sur les appointemens des sommités judiciaires; conseillers, juges et juges de paix échappent forcément aux rigueurs du comité. On avait cru qu'on gagnerait plus de 3 millions sur le budget de la justice; on y trouve environ 100,000 fr. à retrancher. C'était bien la peine de tant s'agiter! On n'a pas été plus heureux sur le ministère des affaires étrangères. Nous n'avons pas trop de consulats, et nos ambassadeurs ont assez de mal à faire bonne figure au dehors, sans ajouter encore à leurs embarras en leur retranchant les vivres. (A propos d'ambassadeurs, voici M. Emmanuel Arago décoré de l'Aigle-Noire, qu'il a bien voulu accepter de la royale main du tyran berlinois : qu'est-ce que dira la Montagne? et comme on va rougir aux postes!) Fermons la parenthèse et passons au ministère de l'instruction publique, où nous rencontrons aussi la trace des hommes de février. M. Jean Reynaud l'apôtre expose à la chambre qu'il a fait merveille en mutilant le Collége de France, et qu'il n'y a de cours républicains que ceux dont on ne paie point les professeurs. M. Barthélemy Saint-Hilaire, qui est un républicain de bon sens, quoique d'ancienne date, en appelle à son ami M. Garnier-Pagès, son collègue *in partibus* dans le haut enseignement, pour prouver que les professeurs qu'on ne paie pas ne font point de cours. M. Léon Faucher, qu'on est toujours sûr de rencontrer quand il s'agit d'initiative, demande à l'assemblée de rétablir au budget les fonds des chaires supprimées. Il a gagné son procès; nous l'en félicitons pour lui et nous l'en remercions pour nos amis, qui n'attendront, sans doute, pas beaucoup une juste réparation. Il est grand temps que la saine économie politique recouvre sa tribune, quand, de toutes parts, la fausse en élève d'autres. La meilleure récompense qu'on puisse donner à M. Michel Chevalier pour avoir déjà combattu celle-là, c'est de le mettre à même de la combattre encore.

Pendant que l'assemblée travaille ainsi de son mieux à défendre ou à organiser le bon ordre des pouvoirs, les partis extrêmes continuent sans trop se gêner leurs prédications révolutionnaires. Le déclamatoire et le grotesque y tiennent vraiment beaucoup de place, mais ce n'est pas une raison pour que de pareils discours n'aient pas leurs dangers vis-à-vis du peuple, et on ne saurait exprimer assez de répulsion contre ceux qui du haut de la tribune parlementaire semblent prendre plaisir à donner le signal de ces débordemens de langue et de fiel. Nous n'hésitons point à dire que la harangue prononcée par M. Pyat sous prétexte de ramener le droit au travail dans la révision de la constitution, que cette harangue froidement écrite, non point pour l'assemblée, mais pour le dehors, est un acte en soi mauvais et coupable. Il existe au sein de l'assemblée actuelle un élément qui, nous l'espérons bien, disparaîtra des suivantes : c'est l'élément issu de la société des gens de lettres, que nous ne croyons pas, pour

notre part, si spécialement appelée dans les conseils du pays. Ces esprits habitués par le mélodrame ou par le feuilleton à fouetter et à pousser leur imagination bien au-delà du sens commun, imprégnés d'une fausse poétique qui leur gâte le sens moral, imprégnés plus encore du niais amour de leur personnalité, sont les citoyens les plus impropres au maniement de la chose publique. Ils n'y voient que des thèmes à broder, des situations à dramatiser; le droit et le devoir tout simples ne leur agréent point, s'il ne les habillent de quelques sonores banalités, moyennant quoi le devoir et le droit vont tout de suite jusqu'à la sublimité de l'absurde. M. Félix Pyat déclame la politique, comme si c'était de la prose du *Chiffonnier*. Mais cette hallucination perpétuelle est-elle donc une excuse suffisante pour venir sans reproche justifier au sein de l'assemblée nationale les émeutiers qui prétendaient la détruire, pour ne voir dans l'insurrection de juin qu'un protêt apporté sur les barricades par « un créancier légitime qui veut faire des frais? »

Le ton d'ailleurs est donné maintenant; tous le suivent. Les insurgés de juin sont les victimes d'une société coupable de s'être défendue contre eux : le parti le plus noble et le plus sûr, c'est de les amnistier sans distinction et sans réserve. Qu'on ne l'oublie pas, la montagne ne pardonne point encore à cette société corrompue d'avoir délivré *des bons de guillotine* aux assassins de Buzançais, quand on leur devait *des bons de pain*. On parle aussi bien que M. Pyat dans les clubs. Les clubs s'intitulent désormais des *réunions électorales*, et le bureau écarte ainsi le commissaire de police que la loi lui donne pour surveillant. Le bureau fait toute la besogne; il n'y a guère d'orateur que le président. Aussi, comme on l'admire! Son éloquence flaire baume : dévouement, sacrifice, amour et foi, ce ne sont chez lui que mots de tendresse, ce ne sont qu'éjaculations mystiques. L'Évangile et toujours l'Évangile! Puis tout d'un coup le masque tombe, le saint frère s'évanouit, et il ne reste que la bête criant meurtre et vengeance à douze cents maçons ébahis. Les banquets, qui ne cesseront pas de si tôt, parce qu'ils sont devenus une spéculation, reproduisent à l'envi ces grands élans oratoires. On boit dans un même toast à tous *les Brutus de la royauté, à tous les Gracchus de la propriété! à Brutus, à Catilina, à Jésus-Christ, à Julien l'apostat, à Attila, à tous les penseurs malheureux!* Nous voulons bien que ce soit là le cri d'un adepte isolé de la fameuse école des penseurs, poussé peut-être au schisme par quelque dépit et rivalisant d'audace avec M. Proudhon, faute de pouvoir lutter d'orgueil contre le front de son premier maître; mais il n'en est pas moins vrai que cela devient très embarrassant pour la catégorie de représentans qu'on invite d'ordinaire à ces solennités. Aussi M. Ledru-Rollin s'abstient-il d'y paraître avec une régularité passablement offensante pour ses amphytrions, trop souvent désappointés, et M. Dupont (de Bussac), qui s'était avisé d'ouvrir la bouche dans un banquet présidé par l'ombre de Louis Blanc, s'est fait rudement donner sur les doigts. Qu'importe à la montagne? Nonobstant ces affronts intimes, elle tâchera de paraître socialiste, quoique les socialistes la désavouent, et elle leur livrera une belle partie de son programme pour avoir la douleur de les voir encore préférer M. Raspail à M. Ledru. Ainsi donc, nous aurions la république de M. Ledru, nous passerions encore pour des bourgeois égoïstes, tant qu'il nous manquerait la république de M. Raspail! L'agréable perspective!

Ces folies désolantes, dont nous pouvons espérer de voir ici l'avortement,

font le tour du monde à l'heure qu'il est, provoquant partout sur leur passage des révolutions et des ruines. Elles ont succombé dans Vienne, elles engagent la lutte à Berlin. On ne se figure pas le spectacle que présente la capitale des états prussiens depuis les événemens de mars, et particulièrement depuis ces derniers mois : des ministres sans énergie et sans conduite, une assemblée dominée ou écrasée par l'émeute, l'émeute en permanence, la royauté en défaillance. L'agitation des rues à Berlin est une agitation plus grossière que partout ailleurs, parce que le naturel berlinois est âpre et dur. Les clubs l'entretiennent avec une violence qui les élève au-dessus des nôtres, et les orateurs des clubs nous dépassent de plusieurs coudées par la profondeur de leur philosophie, comme par la naïveté farouche de leurs colères. Nous n'avons pas réussi à produire cette fois des célébrités de carrefour, comme nous en avions en 92 : Berlin en possède de quoi défrayer toute l'Allemagne, et, le ridicule ne mordant pas sur l'esprit allemand, la cité de l'intelligence, comme elle se nomme elle-même, pourrait bien conserver long-temps ses héros populaires, à moins que les gardes-du-corps de sa majesté ne s'en mêlent à la fin d'un peu près. Il semble aujourd'hui qu'on aille en venir là. Le congrès démocratique qui s'était assemblé, le 26 octobre, pour combattre à Berlin les réactionnaires de Francfort, ce congrès, dont M. Ruge était l'ame, ne pouvait se séparer sans dire au gouvernement berlinois un adieu de sa façon; l'adieu a été l'émeute du 31 octobre, où une multitude égarée a failli renouveler, au nom des Viennois en péril, les scènes qu'on nous a jouées le 15 mai en l'honneur de la Pologne. Le roi, par un soubresaut propre à son caractère, s'est jeté définitivement dans l'extrême; il a chargé le comte de Brandebourg, son oncle, de former un cabinet, dont le chef, ainsi désigné, expliquerait clairement la tendance.

Le vieux général, fils de Frédéric-Guillaume II, n'est pas pour penser en rien autrement que son royal maître et neveu. Aussi n'a-t-il pu trouver pour collègues que des employés supérieurs des ministères, des hommes de bureau et non point des hommes politiques : M. de Ladenberg, le bras droit de M. Eichhorn; M. de Manteufel, un des piliers de l'administration de M. de Bodelschwing, toutes les doublures du cabinet de 1847. Avec un cabinet aussi faible, il n'y avait plus qu'une ressource vis-à-vis d'un parlement hostile appuyé sur une population turbulente, c'était de transporter l'assemblée dans un lieu où elle fût à la fois moins maîtresse du prince et moins esclave du peuple. « Elle ne veut point de Brandebourg, elle ira donc à Brandebourg. » C'est avec ce jeu de mots que Frédéric-Guillaume, toujours le même au milieu des révolutions, aurait signé, dit-on, l'acte qui transfère la diète dans la vieille et fidèle petite ville. La diète obéira-t-elle, et Berlin recommencera-t-il là-dessus la guerre de mars? Le coup d'état du roi est bien hardi; mais on doit être bien las des coups d'état de la populace. La crise est flagrante. L'assemblée sort de son enceinte sous la protection de la garde nationale, et les troupes entrent de partout dans la ville. Les troupes resteront-elles au roi? toute la question est là. Nous attendons de graves événemens.

A travers tout ce tumulte, on ne saurait se dissimuler combien grandit en Allemagne la puissance de Francfort. La diète nationale est devenue, par la force des choses, ce qu'était la diète des princes, un énergique instrument de répression. C'est le besoin de cette répression qui fait maintenant le sens et la

force d'une nouvelle unité germanique, et tous les souverains se prètent à l'action du pouvoir central, parce qu'ils se déchargent ainsi des embarras du moment et de la responsabilité qu'il entraîne. L'armée, qui leur manquerait peut-être dans les mains, obéit sans résistance aux injonctions de Francfort, qui peuvent toujours sembler plus libérales, parce qu'elles semblent plus patriotiques. De Francfort, on envoie directement des ordres de marche aux régimens bavarois ou prussiens, sans avoir même à les transmettre par l'intermédaire de leurs ministres respectifs. Aussi les républicains de Berlin n'ont-ils plus maintenant assez de malédictions pour ce pouvoir unitaire dont ils avaient tant espéré. Aussi proclament-ils à son de trompe la supériorité intellectuelle et révolutionnaire de Berlin, qu'ils voulaient naguère confondre et absorber dans le règne de Francfort. Ce n'est pas que Francfort ne puisse pourtant aider à à l'avenir de leur cause, si jamais le jour de leur cause arrive. L'ambition unitaire s'accroît à mesure qu'elle réussit, et le sentiment de son importance actuelle pousse peut-être l'autorité centrale dans des voies qui ne sont pas celles de la prudence. Ainsi, par exemple, il serait question de réduire aux quatre royaumes de Prusse, Bavière, Hanovre et Wurtemberg, toutes les divisions actuelles du territoire allemand, en répartissant les autres dans celles-là par une médiatisation plus ou moins impérieuse. Les républicains seraient bien forts en logique contre les royautés subsistantes, pour l'instant si ébranlées, lorsqu'ils pourraient argumenter de cette suppression préalable des souverainetés particulières. Voici cependant que, grace à l'ubiquité de ses commandemens, le pouvoir de Francfort met des troupes hanovriennes dans les petits duchés saxons, en même temps qu'il envoie très loin tout leur contingent. Il y a donc là une autre révolution qui s'accomplit dans un sens de reconstitution politique à côté de ces mouvemens impuissans de reconstitution sociale.

Nous ne sommes pas, quant à nous, encore édifiés sur les chances ultérieures de cette grande entreprise, mais nous croyons qu'elle doit nous donner à réfléchir; nous croyons surtout que le sort particulier de l'Autriche nous intéresse plus que jamais à raison du déplacement d'équilibre dont nous sommes peut-être menacés en Europe par les progrès de la puissance slave, par la centralisation de la puissance germanique. L'assemblée de Francfort, dans un article de la constitution qu'elle discute, a paru vouloir obliger l'Autriche, soit à lui céder ses provinces allemandes, soit à lâcher celles qu'elle possède en dehors du saint empire. Nous doutons qu'on s'obstine dans une prétention aussi exclusive. M. de Gagern demandait, avec plus de raison, qu'on laissât l'Autriche hors de l'empire en se contentant d'une alliance intime. Cette position serait, en effet, la meilleure qui pût convenir pour l'Allemagne et pour nous. Ce vaste corps, composé d'élémens si hétérogènes et pourtant si indissolubles, interviendrait entre ces masses nouvelles qui se forment au-delà du Rhin et de la Vistule, et préviendrait ou neutraliserait ainsi des frottemens trop hostiles. Avec une Allemagne unitaire, avec une Russie toujours croissante et débordante, ce n'est pas de trop d'un état intermédiaire, que sa nature même oblige à ne point concourir sans réserve aux projets des deux autres. Ce mélange extraordinaire de Slaves et d'Allemands, de Magyars et de Valaques, nous ne voulons pas dire de Polonais et d'Italiens, constitue un tout où il y a une force propre, une vitalité qui empèche les démembremens. Ce tout ne peut plus être le patrimoine exclusif

de telle ou telle nationalité; c'est le domaine commun des races que la loi des territoires y a groupées et enchevêtrées. La chute rapide des usurpations magyares, la dispersion géographique des Slaves à la surface du sol, l'infériorité numérique des Allemands, montrent assez que ni les uns ni les autres ne peuvent accaparer la monarchie autrichienne ou se séparer d'elle. La défaite de l'insurrection viennoise, terminée sans les secours de Francfort, prouve en outre que cette monarchie saura bien suffire à sa défense intérieure. Victorieuse à Lemberg et à Milan, puisse-t-elle maintenant, par ses rapports avec des sujets que la nature ne lui a pas donnés, puisse-t-elle prouver aussi qu'elle se sent assez forte au dehors pour suffire aux exigences de la justice internationale!

Les Italiens ont eu le bon esprit de ne rien précipiter cette fois et d'attendre le dénouement des affaires de Vienne avant de tenter une nouvelle campagne. Ils ont prudemment agi, l'événement le prouve. Ce n'est pas que les excitations inconsidérées leur aient manqué; mais les amis imprudens qui, de Paris, avaient commencé à leur battre la charge, ne se croient pas tenus de savoir quel est l'état réel des esprits dans la péninsule, ni quelles sont les ressources sur lesquelles on pourrait compter en cas de guerre. Or, les faits accomplis depuis huit mois nous ont appris qu'il ne fallait pas juger des dispositions de la population par les philippiques des journaux, par les clameurs des clubs et les turbulences de la place publique. Quant aux ressources matérielles, elles se réduisent plus que jamais aux seules troupes du roi Charles-Albert. Ce prince a fait, dans ces derniers temps, les plus grands efforts pour les réorganiser. Le courage, la constance et toutes les qualités militaires que possède le soldat piémontais lui ont rendu sa tâche plus facile qu'on n'était en droit de l'espérer après un complet désastre. Il a aussi songé à mettre à leur tête des chefs plus expérimentés. Toutefois il y a loin encore de cette nouvelle armée à celle que le soulèvement du mois de mars avait lancée en Lombardie. A cette époque, le Piémont avait aussi une forte réserve métallique amassée par une sage prévoyance. Les premiers mois de la guerre l'ont engloutie; il a fallu bientôt escompter l'avenir. Hommes et argent, le Piémont fournissait tout : il semblait, à voir le reste de l'Italie, que ce petit état dût tout faire à lui seul. Aussi y a-t-il bientôt épuisé ses forces, et c'est merveille de le voir encore aujourd'hui les ramasser dans un noble et suprême accès de fierté nationale, et faire devant l'ennemi une telle contenance, que celui-ci ne pourra s'empêcher d'en tenir compte dans les conférences qui vont s'ouvrir bientôt, dit-on, à Bruxelles.

La continuation des armemens ne peut donc avoir pour le Piémont d'autre objet que de le mettre sur une défensive respectable et de préparer une paix avantageuse pour lui et pour le reste de l'italie. C'est l'opinion de tous les esprits sages, en dépit des manifestations bruyantes des partisans de la guerre qui s'agitent à Turin comme à Gênes, en Toscane comme à Rome. A voir les assemblées délibérantes de ces divers états inscrire à leur ordre du jour ces graves questions de guerre et d'indépendance nationale, on pourrait aisément s'y tromper et croire à la reprise imminente des hostilités; mais de la parole à l'action, il y a

loin en Italie, et nous n'apprenons pas qu'au-delà du Tessin on s'occupe d'entrer en campagne autrement qu'à la tribune et sur le papier. Au fond, on a grand'peur de Radetzky. Ce n'est pas sans cause, car le vieux maréchal ne paraît pas doué d'une extrême mansuétude. Tout tremble sous sa main en Lombardie, et il ne cache pas son intention de traiter, à la première occasion, les duchés de Parme et de Modène, voire la Toscane et la Romagne, comme des provinces révoltées de S. M. l'empereur; ce qui a fort refroidi l'humeur belliqueuse des croisés.

Quelques soulèvemens partiels, dont on a beaucoup exagéré l'importance, ont eu lieu seulement dans la partie montagneuse du Milanais. M. Mazzini et quelques-uns des siens ont fait, au nord de Como, dans la vallée d'Intelvi, une tentative que les Autrichiens ont étouffée sans coup férir. Du reste, ces incorrigibles patriotes, qui auraient dû prendre le mousquet plus tôt, au lieu de faire des émeutes à Milan contre Charles-Albert, n'ont eu rien de plus pressé que de proclamer la république dans un petit village des Alpes. Ils n'ont pas eu un meilleur succès que M. Struve à Lœrrach, et, personne ne les soutenant, ils se sont sauvés en Suisse.

A Turin cependant, cette échauffourée a fourni aux capitans de la chambre de superbes thèmes d'opposition. La gauche du parlement sarde se compose particulièrement d'avocats fort applaudis pour leurs périodes dans ce pays encore neuf aux spectacles parlementaires. Là comme ailleurs, ces messieurs en remontrent aux banquiers sur la finance et font la leçon aux plus vieux généraux en matière de tactique. Au ministre de la guerre, qui savait probablement mieux que personne à quoi s'en tenir, un M. Brofferio, par exemple, avait dernièrement entrepris de prouver que la discipline et la tenue de l'armée sarde étaient incontestablement supérieures à celles des troupes autrichiennes; que jamais le Piémont ne s'était trouvé dans de plus favorables conditions pour reprendre l'offensive, pour mener à bonne fin la guerre et se passer de tout secours étranger, si la France et l'Angleterre persistaient à le refuser. C'est toujours, comme on le voit, ce malheureux *farà da se*. Vainement le général Dabormida opposait à la rhétorique de M. Brofferio des raisons malheureusement trop concluantes pour l'amour-propre national. Un tonnerre d'applaudissemens, parti d'un grand nombre de bancs et des galeries publiques, a accueilli M. Brofferio; mais la froide raison et le bon sens piémontais se sont retrouvés au fond de l'urne du scrutin, d'où 122 voix contre 13 ont repoussé la déclaration de guerre immédiate, sur l'engagement pris par le cabinet de recourir bientôt aux armes si l'Autriche voulait imposer à l'Italie des conditions déshonorantes.

Les partisans de la guerre à outrance, battus dans cette mémorable séance du 21 octobre, ont transporté leur action hors du parlement, dans lequel ils se trouvaient en minorité. M. Gioberti, à leur tête, a fondé la *Société nationale pour l'indépendance italienne*, une espèce de ligue à la façon de celle d'O'Connell, avec la prétention d'en faire bientôt une seconde édition de la diète de Francfort. M. Gioberti, le champion infatigable de l'indépendance italienne, et qui s'est retiré du ministère lorsque le Piémont a été contraint d'accepter l'armistice, M. Gioberti ne pouvait, sans renier ses antécédens et surtout sans compromettre sa popularité, accepter les tempéramens que nécessitent les circonstances. Il a voulu rester à la tête de la croisade qu'il avait prêchée, et il

travaille actuellement, avec toute l'activité de son caractère, à maintenir dans l'esprit de ses compatriotes la passion de l'indépendance et la haine de l'étranger. Toujours convaincu que l'Italie ne peut être sauvée que par l'nnion fédérale, il a inscrit sur son programme ces deux mots qui résument toute sa politique : « Guerre et confédération. » — La *Société nationale* a débuté par un manifeste adressé à l'assemblée nationale de France (1), puis elle a publié un acte fédéral pour les divers états italiens, désigné le lieu où s'assemblera la diète, et proposé une loi électorale indiquant les formes dans lesquelles devront être nommés les membres de cette assemblée. Tout cela se passe en dehors des pouvoirs légaux, des souverains et des parlemens, sans que ceux-ci même semblent avoir été consultés; mais on entend les formes constitutionnelles d'une si singulière façon en Italie!

Nous n'en voulons pour preuve que l'étrange crise ministérielle qui s'est produite dernièrement en Toscane. La Toscane, contrée paisible par excellence, possédait des institutions libérales et vraiment paternelles bien avant l'introduction du régime parlementaire. Depuis quatre-vingts ans, la destruction de tous les priviléges y est accomplie, et l'égalité, introduite par la division des propriétés, y avait fondé une liberté tranquille, en harmonie avec la douceur du caractère des habitans. Mais la Toscane possède un port où se donnent rendez-vous, des quatre coins de la Méditerranée, tous les esprits turbulens, les agitateurs à gages et les *condottieri* révolutionnaires. Ce ramassis de factieux gouverne la populace de Livourne; la populace de Livourne, à son tour, fait trembler la Toscane, et voilà comment, malgré la répugnance du grand-duc et en dépit de la volonté prononcée du conseil-général de Florence, un ministère pris dans une minorité imperceptible a été imposé à la Toscane sur le bruit que les Livournais, après avoir chassé leur garnison, se disposaient à marcher sur la capitale.

Le peu de troupes que possède le gouvernement toscan eût été plus que suffisant pour mettre en déroute cette horde de tapageurs que le gouverneur de Livourne, M. Montanelli, avait essayé d'apaiser par la promesse d'une *constituante*. Une constituante en Toscane! Qu'aura-t-elle à constituer? Quoi qu'il en soit, les *facchini* de Livourne ont tranquillement désarmé les postes, pris les forts qui se sont empressés de se laisser prendre, cerné dans son hôtel M. le gouverneur, et ne l'ont relâché qu'à la condition qu'il irait se faire nommer ministre à Florence. Ainsi a-t-il fait. Du moment où le ministère Capponi et le grand-duc ne voulaient pas se résoudre à repousser la force par la force et à faire triompher le vœu de la majorité, il fallait bien accepter les chefs imposés par l'émeute. Le parti modéré avait dans son sein assez d'hommes en état de remplacer le ministère démissionnaire; il n'a pas voulu, ou plutôt il n'a pas osé prendre en main les affaires, alléguant qu'il fallait laisser les exaltés donner la mesure de leur capacité gouvernementale et s'user au pouvoir : misérable prétexte qui recouvre mal un manque de résolution d'où peuvent naître bien des maux pour la Toscane. Le gonfalonier de Florence, baron Ricasoli, a donné sa démission. C'est un portefeuille au contraire qu'il lui fallait prendre avec ses amis Salva-

(1) *Au Peuple français la Société nationale pour la confédération italienne.* Turin, 1848.

gnoli, Lambruschini, Galeotti. En de telles conjonctures, s'abstenir est un crime de lèse-nation.

Ce n'est pas que ce nom du nouveau président du conseil n'offre des gages considérables de droiture et de patriotisme. Nous avons déjà eu occasion de parler de M. Montanelli. M. Montanelli a toujours combattu au premier rang pour la liberté et l'indépendance de l'Italie. Il a servi son pays de sa plume pendant plusieurs années, et dès que la guerre a éclaté, il a couru en Lombardie avec un empressement que n'ont pas, à beaucoup près, imité M. Mazzini et les républicains auxquels il se rallie aujourd'hui. Blessé et laissé pour mort devant Mantoue, il est resté pendant plusieurs mois aux mains des Autrichiens, et son nom ne réveille en Italie que des souvenirs d'héroïsme et de ferveur libérale. Malheureusement sa candide imagination l'a trop souvent emporté dans le monde des utopies. Le régime des affaires sera peut-être le salut de M. Montanelli. Les collègues de M. Montanelli ne présentent pas les mêmes garanties. Le nouveau ministre de l'intérieur, M. Guerrazzi, n'est connu que pour avoir conduit, l'an dernier, force manifestations dans les rues de Livourne, à la suite desquelles le ministère Serristori, moins timoré que ses successeurs, fit saisir M. Guerrazzi et l'expédia, avec un certain nombre de ses complices, à l'île d'Elbe; mais ces coups de rigueur sont peu dans les habitudes du pouvoir en Toscane, et l'on aime mieux, d'ordinaire, s'en remettre à la discrétion du parti le plus véhément pour n'avoir pas la fatigue de le combattre.

Le ministère Montanelli a débuté par dissoudre la chambre; c'était pour lui une nécessité. Il lui faut une majorité. Les nouvelles élections qui sont fixées au 20 novembre la lui amèneront-elles? Nous aurions lieu d'en être surpris, à moins que d'ici là on ne parvienne à républicaniser les bonnes villes de Toscane, ce qui serait difficile. Il a ensuite publié un programme dans lequel il promet la *constituante*, et s'engage à faire la guerre. Avec quoi? Est-ce avec les renforts que lui amène le héros Garibaldi, lequel a fait dernièrement son entrée à Florence à la tête de quatre-vingt-deux hommes? Comme réforme financière, on a commencé à rogner les traitemens; expédient qui ne produit pas beaucoup d'argent en aucun pays. Le mérite des collègues de MM. Montanelli et Guerrazzi est aussi ignoré que leur nom; mais enfin ils constituent ce qu'on appelle là-bas un ministère démocratique. Nous avouons ne pas trop comprendre le sens de cette expression. La démocratie est dans les mœurs et dans les lois en Toscane aussi bien qu'en Lombardie et en Romagne. Il n'y a plus d'aristocratie, de classe privilégiée qu'en Piémont. A moins de substituer la forme républicaine à la forme monarchique, la fameuse constituante n'aura rien à inventer, rien à fonder. Le seul besoin réel et commun à tous les états italiens, c'est celui d'une bonne administration. Le nouveau cabinet renferme-t-il un administrateur, un homme d'affaire? On n'en sait encore rien. On rencontre à chaque pas, en Italie, des orateurs, des poètes, des avocats et des tribuns; mais si l'on excepte le Piémont, où ils sont encore peu écoutés, nous ne voyons nulle part des hommes pratiques administrant avec sagesse pour le plus grand bien de tous, des ministres faisant consister la politique dans quelque chose de plus solide que des harangues et des déclamations. Nous nous trompons pourtant; il en existe un, et ce n'est point une des moindres preuves de la droite raison et du bon sens exquis de Pie IX, que d'avoir su choisir et conserver ce ministre précieux dans un temps et un pays où ils sont si rares.

Depuis que M. Rossi a accepté la difficile tâche de réformer et de faire fonctionner la machine si compliquée de l'administration romaine, Rome et les états pontificaux ne font plus parler d'eux. C'est le plus bel éloge qu'on en puisse faire. Les Romains ont, à ce qu'il paraît, compris que leurs intérêts étaient en bonnes mains. Aussi se tiennent-ils parfaitement tranquilles, eux qui, il y a quelques mois à peine, en eussent remontré aux Livournais en fait de turbulence. Quant à Pie IX, il s'est déclaré fermement résolu à se maintenir dans les limites de la constitution; et, moyennant cette assurance, le nouveau ministre a pu entreprendre et conduira, nous l'espérons, à bonne fin une tâche bien difficile, que son esprit délié, son savoir profond et son jugement sûr le rendaient peut-être seul propre à aborder en Italie.

En somme, l'Italie est à la paix, soit par sagesse, soit par lassitude, soit par impuissance. On n'a donc pas eu si grand tort de faire de la médiation, au lieu de se jeter à l'étourdie daus une guerre dont tout le poids et les hasards eussent été pour la France, sans aucun profit clairement indiqué. Seulement il importe à notre considération que les négociations produisent bientôt un résultat sensible. Les événemens de Vienne les ont suspendues au moment où l'on était encore à débattre le lieu où s'ouvriront les conférences; elles vont reprendre. Il s'agit de regagner ce temps perdu. A Naples, il ne paraît pas que nous ayons obtenu de plus rapides succès qu'en Lombardie; les empêchemens sont, dans cette question, de plusieurs sortes. Nous les avons déjà signalés, et les plus considérables ne viennent pas, comme on le craignait d'abord, du côté des Siciliens. Ceux-ci ont fini par comprendre que les projets désespérés qu'ils avaient annoncés d'abord ne pouvaient que les conduire à une ruine inévitable, à un asservissement complet. Le gouvernement de Palerme a prêté l'oreille aux conseils de ses amis les plus désintéressés, et il a eu le courage de braver l'impopularité pour faire entendre la vérité à la nation. Le parlement a autorisé l'amiral Ruggiero Settimo à traiter avec Naples; c'est une concession immense de la part de gens qui naguère juraient de s'ensevelir sous les décombres de leurs villes. De son côté, le roi Ferdinand, s'il n'accepte qu'à contre-cœur l'arbitrage des deux puissances médiatrices, n'a plus les mêmes raisons de résister et de se plaindre de l'atteinte portée aux droits de sa couronne, puisque ces droits ne sont plus contestés par les Siciliens, et que l'on prend pour base du raccommodement la constitution de 1812. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher la vraie cause des lenteurs apportées dans le réglement définitif de l'affaire de Sicile. S'il est quelqu'un qui ait intérêt à ce que rien ne soit définitivement réglé, ce n'est pas nous apparemment qui, par humanité pure, faisons tenir la mer à notre escadre sur des côtes inhospitalières pendant la mauvaise saison, et le ministre anglais, M. Temple, revenu dernièrement à son poste de Naples, ne serait peut-être pas très embarrassé de signaler le véritable et secret auteur des difficultés qui semblent renaître sans cesse sous les pas des négociateurs.

Tandis que l'Europe s'élance avec une fiévreuse impatience vers des voies inconnues, l'Orient est le théâtre d'événemens qui ont aussi leur gravité. En Perse, le jeune fils de Mahommed-Shâh succède paisiblement à son père sous le titre de Nusser-Ood-Dîn-Shâh. C'est presque une singularité, en Perse, qu'un avénement aussi pacifique. On attribue ce résultat à l'intervention de M. Stevens, consul de sa majesté britannique à Tabriz. M. Stevens serait parvenu à négo-

cier en deux jours un emprunt de 250,000 fr., à l'aide desquels le jeune prince a pu rassembler 10,000 hommes de cavalerie, 7,000 fantassins et 24 pièces d'artillerie. C'est à la tête de cette armée, et accompagné de M. Abbott, consul anglais à Téhéran, et de M. Gouseff, attaché à la mission russe en Perse, que Nusser-Ood-Dîn-Shâh s'est rendu de Tabriz à Téhéran, où il paraît être arrivé juste à temps pour prévenir un mouvement préparé en faveur d'un plus jeune fils de Mahommed-Shâh par le premier ministre Hadji-Mirza-Agassi. Ce ministre a été remplacé par Mirza-Raki, homme considérable dans le pays et déjà connu pour l'habileté qu'il avait montrée dans les conférences d'Erzeroum, lorsqu'il s'était agi de régler l'épineuse question des limites entre la Perse et la Turquie. La Sublime-Porte a secondé, par l'impartialité de son attitude, les intentions pacifiques du nouveau souverain. Il paraîtrait que, pour reconnaître l'éminent service qui lui a été rendu par M. Stevens, le shah aurait, par un firman spécial, placé la population arménienne de Tabriz (80,000 ames) sous la protection consulaire de cet agent britannique. Nous désirons que ce protectorat ne porte aucune atteinte à l'influence française. La presse anglaise se réjouit de ce que le grand changement survenu en Perse se soit opéré sans secousse et sans troubles, dans un moment où les frontières de l'Hindoustan, du côté de l'Indus, sont le théâtre de soulèvemens et de désordres inquiétans. La dernière malle de l'Inde a, en effet, apporté la nouvelle de complications tout-à-fait inattendues dans les affaires du Pandjâb, dans le Moultan en particulier. Sans avoir le caractère de gravité que des informations inexactes leur ont prêté en France et même en Angleterre, ces complications imposent néanmoins au gouvernement de l'Inde anglaise un redoublement de sollicitude et d'énergie. Voici, en peu de mots, à quoi elles se réduisent.

On sait qu'après avoir été deux fois battu par le jeune et intrépide commandant Edwardes, le chef des rebelles du Pandjâb, Moulradj, s'était renfermé dans la ville de Moultan. Cette ville a été investie par des forces considérables sous les ordres du général Wish, parti de Lahore pour attaquer Moulradj. Les opérations du siége avaient été poussées avec une vigueur que ne promettaient pas, il faut le dire, la lenteur et l'incertitude des premiers mouvemens de l'expédition. On s'attendait, dans le camp anglais, à un prochain assaut de la place qu'on se croyait sûr d'emporter, bien qu'elle eût été reconnue plus forte et mieux défendue qu'on ne le supposait, quand le serdar Shère-Single, commandant le contingent sikh, a passé inopinément à l'ennemi avec sept mille hommes et toute son artillerie. Cette défection inattendue a nécessairement dérangé les plans des assiégeans; elle a déterminé le général Wish à lever momentanément le siége et à prendre position dans le voisinage de Bhawulpour, où il s'est retranché pour attendre les renforts considérables qu'il a demandés et qui lui arrivent de toutes parts. On calcule que plus de soixante mille hommes de bonnes troupes, dont une proportion formidable d'Européens, ont été dirigés sur le Pandjâb ou y sont déjà réunis. La rébellion du Moultan appelle avant tout l'attention du gouvernement suprême. Sur deux autres points, l'un vers Peshaveer au nord-est, l'autre à Nourpour au nord-ouest, des troubles ont éclaté et nécessité des mesures militaires qui paraissent avoir été déjà couronnées de succès. Les forces imposantes qui ont été mises en mouvement sont évidemment plus que suffisantes pour briser en peu de temps toute résistance sérieuse sur les trois points compromis.

Moulradj et ses adhérens se défendront dans Moultan, il n'en faut pas douter, avec ce courage désespéré que montrent, en pareille occasion, des rebelles ou des traîtres qui s'attendent à ne pas recevoir de quartier. Il y aura là un horrible massacre dont l'humanité devra gémir, d'autant plus que de promptes mesures, plus de décision, de vigilance et d'habileté que ne paraît en avoir montré le général Wish, auraient, selon toute probabilité, terminé le conflit au prix d'un moins sanglant sacrifice. Quoi qu'il en soit, nous ne saurions voir ni dans la rébellion de Moulradj, ni dans la trahison de Shère-Sing, ni dans la désaffection depuis long-temps connue de plusieurs autres sirdars sikhs, une menace sérieuse pour l'avenir de la puissance anglaise dans le nord de l'Hindoustan. Le Pandjâb dèvra probablement passer, tôt ou tard, sous la domination directe et l'administration immédiate des Anglais. Telle sera, selon nous, la conclusion d'une lutte que tous les événemens survenus dans l'Inde depuis la mort de Randjeet-Sing rendaient impossible d'éviter, et qu'il eût peut-être été sage d'affronter moins tardivement, dans l'intérêt de la politique anglaise aussi bien que dans l'intérêt même de l'humanité.

Le gouvernement des Pays-Bas qui, depuis long-temps, avait compris la nécessité d'augmenter ses forces navales et militaires aux Indes néerlandaises, a été, comme nous l'avions prévu, contraint, par le fâcheux résultat de l'expédition de Bali, de presser l'envoi des renforts. Deux pyroscaphes, deux frégates, une corvette et un schooner sont partis pour les mers de l'Archipel. Un contingent extraordinaire pour l'armée coloniale ajoute à l'importance de cette expédition; il s'est accru par de nombreux enrôlemens volontaires. En attendant ces renforts, l'île de Bali a été mise en état de blocus. La frégate *le Rhyn*, le pyroscaphe *le Samarang* et d'autres bâtimens ont été envoyés de Java dans ces parages pour assurer l'exécution de cette mesure.

En Chine, le vieil empereur Taô-kwang paraît déployer, dans l'exercice du pouvoir suprême, une activité inaccoutumée, et ses efforts tendent de plus en plus à réduire les dépenses de l'état. Heureuse la Chine, si elle réussit mieux qu'on ne le fait en France à resserrer son budget dans des limites raisonnables, à diminuer son armée et à protéger le développement de l'agriculture et de l'industrie, ce véritable palladium de la prospérité des peuples! Nous avons à signaler encore, en Chine, un petit événement commercial qui n'est pas sans portée. Un navire russe a jeté l'ancre près de Shang-Haé, apportant une cargaison de fourrures. C'est un essai que tente la Russie pour s'assurer si elle ne pourrait pas s'ouvrir un commerce avantageux avec le Céleste Empire, par la voie de mer, au lieu de se borner aux échanges qui se négocient annuellement à Kiachta. Les Anglais prétendent, à ce propos, que le traité en vertu duquel les Russes et les Chinois trafiquent à Kiachta exclut toute participation au commerce sur les côtes de Chine, de la part de la Russie. C'est une affaire qui regarde le gouvernement chinois, et l'on peut être assuré d'avance qu'il ne perdra pas de vue ses intérêts.

Le concours ouvert au mois de mai pour les monnaies d'or, d'argent et de cuivre, est très remarquable. Sur quarante-cinq concurrens qui s'étaient fait

inscrire, trente-deux se sont présentés, dix ont été mis hors de concours pour n'avoir pas accompli fidèlement les conditions imposées par le programme. Sur les vingt-deux graveurs dont les ouvrages sont exposés maintenant au musée des Monnaies, il y en a quatre qui méritent une attention sérieuse et que nous pouvons louer sans nous rendre coupable de flatterie : MM. Domard, Barre, Bovy et Oudiné. Il est impossible de regarder les poinçons gravés par ces artistes habiles et qui plus d'une fois déjà ont fait leurs preuves, sans être frappé de l'élégance, de la finesse avec laquelle ils se sont acquittés de leur tâche. M. Domard, qui avait trouvé pour la monnaie du dernier règne un type plein de grandeur et de sévérité, dont le seul défaut est de rappeler trop directement le buste de Vitellius, a gravé deux poinçons pour la monnaie d'argent et la monnaie de cuivre, c'est-à-dire pour la pièce de 5 francs et la pièce de 10 centimes. Ces deux modèles, qui se distinguent l'un de l'autre par de légères variantes, sont traités avec un rare talent. Cependant je préfère la pièce de 10 centimes à la pièce de 5 francs; dans cette dernière pièce, la coiffure n'a pas toute la simplicité qu'on pourrait souhaiter. Les cheveux disposés sur les tempes ont une souplesse qu'on ne saurait trop admirer; mais cette souplesse, qui n'est pas sans coquetterie, s'accorde-t-elle bien avec le caractère du visage, où respire une sévérité virile? Dans la pièce de 10 centimes, le style de la coiffure et des cheveux s'accorde mieux avec le style du visage. Peut-être pourrait-on désirer dans l'expression générale de la physionomie un peu plus de hardiesse. Le masque modelé par M. Domard exprime plutôt la tristesse que la force. Or, étant donné le sujet du concours, quelle que soit d'ailleurs la pensée de l'artiste sur les événemens accomplis, il me semble que la tête doit exprimer la force, la générosité, la grandeur, plutôt que la tristesse, et je n'aperçois ni dans la bouche ni dans le regard l'expression exigée par le programme. Toutefois la pièce de 10 centimes se recommande par tant d'élégance, que je la verrais adoptée avec plaisir.

M. Barre a gravé trois poinçons, la monnaie de cuivre, la monnaie d'argent, la monnaie d'or; je ne crois pas que le jury chargé de prononcer sur le mérite des concurrens puisse hésiter un seul instant à choisir le poinçon gravé par M. Barre pour la pièce de 5 francs. La coiffure et le profil de la tête rappellent heureusement, mais sans servilité, les plus belles médailles de Syracuse. Les cheveux relevés sur la nuque ont une grace, une élégance, une légèreté qu'il serait bien difficile de surpasser. Les enfans, disposés en couronne sur la tête de la République, sont, à mon avis, une fantaisie ingénieuse. On pourra se demander comment s'ajuste cette couronne vivante; mais cette objection, dont je ne veux pas contester la valeur dans le domaine des idées positives, ne détruit pas le charme empreint dans l'œuvre de M. Barre. Le sens de cette couronne vivante est si clair, si précis, ces enfans qui se donnent la main et semblent se jouer dans la chevelure de leur mère commune, expriment si nettement la fraternité, c'est-à-dire la partie vraiment divine de la devise républicaine, que la fantaisie de l'artiste sera généralement acceptée sans contrôle. Les rayons qui entourent la tête seraient d'un meilleur effet, s'ils étaient engagés plus avant dans le fond; mais ce détail est facile à corriger. Le poinçon pour la pièce de 10 centimes, gravé par M. Barre, reproduit, à peu de chose près, le type de la pièce de 5 francs. Dans la monnaie de cuivre, l'auteur, comme pour répondre à l'objection dont je parlais tout à l'heure, a disposé les enfans sur un diadème. Le profil est d'un

beau style, mais la chevelure n'a pas la même souplesse, la même élégance. Les plans du visage sont modelés avec fermeté, mais l'œuvre, prise dans son ensemble, n'est pas d'un goût aussi pur que la pièce de 5 francs. Quant au poinçon gravé par M. Barre pour la pièce de 20 francs, bien qu'il soit traité avec une incontestable habileté, il ne peut se comparer aux deux poinçons précédens. La forme de la tête n'est pas ce qu'elle devrait être; ce n'est pas une tête de femme, c'est une tête d'homme, et cette méprise ne peut manquer de frapper les yeux attentifs. Les cheveux ne vivent pas et sont appliqués sur la tête; l'expression du visage n'a pas non plus toute la sévérité qu'on avait droit d'espérer.

M. Bovy n'a gravé qu'un poinçon, celui de la pièce de 20 francs, et, par un caprice que l'art ne désavoue pas, mais qui se comprendrait mieux dans une médaille que dans une pièce de monnaie, il a présenté la République de face. Le masque modelé par M. Bovy se recommande par l'énergie de l'expression, par l'élévation du style; les yeux regardent bien, la bouche sourit; le visage entier respire la force et la sécurité. La coiffure est très bien conçue et rendue avec bonheur. Le programme permet-il de présenter de face la tête de la République? Interprété judaïquement, il est hors de doute qu'il ne le permet pas, puisqu'il veut que la tête soit tournée à gauche dans les monnaies de cuivre et d'argent, et à droite dans la monnaie d'or. Le jury, à ce qu'il paraît, ne s'est pas prononcé pour l'interprétation judaïque, et je crois qu'il a bien fait. Je n'ignore pas qu'une tête de face, frappée d'un seul coup de balancier, s'effacera plus rapidement qu'un profil frappé dans les mêmes conditions; mais la pièce de 20 francs de M. Bovy est d'un beau caractère, et le jury, sans doute, rendra pleine justice à l'auteur, sans s'arrêter au sens littéral du programme. Comme la monnaie d'or est chez nous une monnaie de luxe, l'inconvénient que j'ai signalé a beaucoup moins de gravité en France qu'en Angleterre.

Dans la pièce de 20 francs de M. Oudiné, la République est aussi présentée de face, mais elle a le tort de rappeler la tête de Méduse. Les deux poinçons gravés par l'auteur pour la pièce de 5 francs et la pièce de 10 centimes réuniront sans doute de nombreux suffrages. Ces deux profils sont en effet très heureusement conçus. Peut-être eût-il mieux valu disposer autrement les épis de la coiffure. Quant à l'exécution, je dois le dire, elle ne répond pas à la conception. A proprement parler, ces deux poinçons sont plutôt des esquisses ingénieuses que des œuvres achevées. Pour parler la langue de l'atelier, ces deux profils ne sont pas *rendus*.

Je pense que le jury, tout en reconnaissant le mérite de M. Oudiné, devrait demander la monnaie de cuivre à M. Domard, la monnaie d'argent à M. Barre et la monnaie d'or à M. Bovy. Ce triple choix est conseillé par la justice.

GUSTAVE PLANCHE.

V. DE MARS.